

CAHIER SPÉCIAL

Voyages en terres d'Espagne



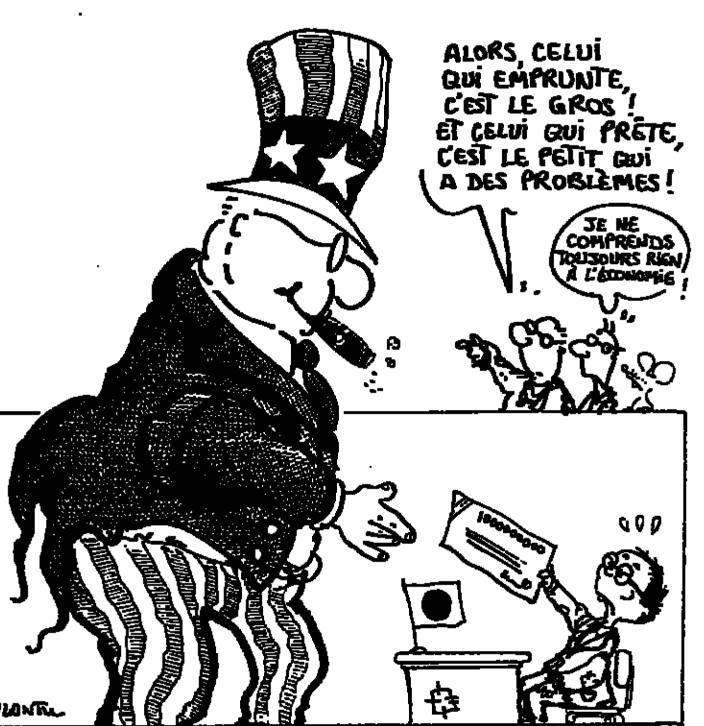
CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16543 – 7,50 F

SAMEDI 4 AVRIL 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Japon enlisé dans la crise

● La deuxième économie du monde connaît sa première récession depuis vingt-trois ans ● Le yen et la Bourse de Tokyo sont en net repli ● A Londres, les Européens confrontés à la tourmente financière asiatique



LE YEN a soudainement chuté, vendredi 3 avril à Tokyo, tombant à son plus bas niveau depuis sept ans face au dollar. La Bourse de Tokyo a *cédé plus de 6 % en trois jours. La* devise nipponne a été victime de l'annonce, par l'agence d'évaluation financière américaine Moody's, d'une baisse de la note attribuée aux dettes du Japon. L'agence met en avant les difficultés de Tokyo à sortir de la crise bancaire et la grande faiblesse de la conjoncture. Le cinquième plan de relance depuis octobre 1997, présenté le 26 mars par le gouvernement nippon, n'a pas plus convaincu que les précédents. Ce nouveau coup de bourrasque dans la tourmente monétaire asiatique intervient alors que les leaders européens, réunis pour le deuxième sommet de l'ASEM (Forum Asie-Europe) à Londres avec leurs homologues asiatiques, se voient reprocher de ne pas faire assez pour sortir l'Asie de la crise financière.

Lire page 2 et notre éditorial page 15

M. Le Pen privé de ses droits civiques et inéligible

LA CONDAMNATION de Jean-Marie Le Pen, jeudi 2 avril, à deux ans de privation de ses droits civiques, ce qui entraîne son inéligibilité et la destitution de ses mandats de conseiller régional et de député européen, sera au centre de la réunion du conseil national du Front national, samedi, à Paris. Le chef de l'extrême droite devait faire savoir vendredi, en fin de matinée, s'il faisait appel du jugement du tribunal correctionnel de Versailles, qui l'a condamné au titre des *« violences »* commises, pendant la campagne électorale de 1997 dans les Yvelines, à l'encontre d'une candidate socialiste, d'Annette Peivast-Bergeal, élue députée. L'appel suspendrait l'effet de la condamnation, dont les partisans de M. Le Pen veulent faire l'occasion d'une démonstration d'unité du FN autour de lui.

Lire page 6

Savoir désobéir

« LE BIEN et le Mal doivent être également reconnus et assumés. C'est le moins que l'on puisse attendre d'un peuple adulte. » Ce souhait énoncé, le 5 décembre 1997, par le président Chirac devant le Mémorial du martyr juif inconnu a trouvé, avec le procès, puis le verdict prononcé contre Maurice Papon, une illustration bienvenue, qui témoigne d'une évolution positive de la société française.

ÉDITORIAL

Le procès Papon clôt en effet plusieurs décennies d'interrogations, celles des nouvelles générations, et de recherches historiographiques qui les ont accompagnées, sur le régime de Vichy. Au cours de cette période, les Français ont peu à peu accepté de scruter le vrai visage de la France des années noires : régime réactionnaire et autoritaire tenté par le fascisme, rallié à une idéologie fondée sur le corporatisme, l'exclusion, le racisme et instaurant un antisémitisme d'Etat.

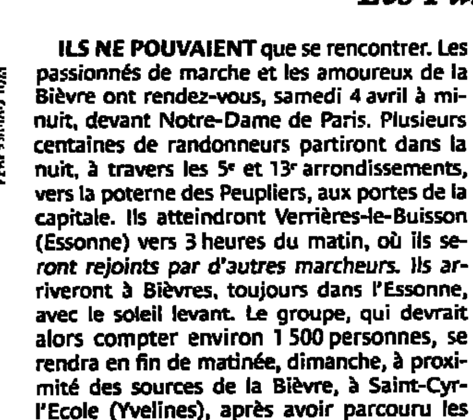
Ce travail de mémoire avait certes commencé timidement, sous l'impulsion d'historiens étrangers, américains notamment comme Robert Paxton, ou de « militants de la mémoire », comme Serge Klarsfeld et Pierre Vidal-Naquet ; et puis une génération d'historiens français a pris la relève. Leur vision devait enfin déboucher, le 16 juillet 1995, sur une relecture officielle de Vichy, à l'initiative de l'actuel président de la République : lecture détachée et critique, à l'inverse de ses prédécesseurs qui avaient maintenue la fiction d'un Vichy *« nul et non avenu »*.

Non : Vichy fut, hélas, la France et son Etat, soutenu par une majorité, tandis qu'une minorité rebelle organisait la Résistance ; un Etat adepte de la *« préférence nationale »*, ce qui voulait dire très exactement le choix délibéré de livrer aux nazis les juifs étrangers d'abord, puis des juifs français aussi. De ce point de vue, la qualification de complicité de crime contre l'humanité convient pour juger globalement du comportement de l'Etat vis-à-vis des juifs, dans la France de l'Occupation.

Paradoxalement, cependant, le procès Papon marque aussi le début d'une vision plus nuancée du régime de Vichy : ce ne fut pas un procès en blanc et noir ; les simplifications, les vérités toutes faites ont été écartées, au point parfois de blesser les descendants des victimes elles-mêmes.

J.-M. C.

Lire la suite page 15 et nos informations page 8



PERESS/MAGNUM

■ Rwanda, enquête sur un génocide

Le Tribunal pénal international chargé de juger les responsables du génocide devrait rendre son premier verdict avant l'été. Ses juges s'efforcent de susciter un témoignage de « repenti », tandis que les accusés nient le génocide. Dernier volet de l'enquête de Rémy Ourdan. p. 12 et 13

■ M. Jospin et les sans-papiers

M. Jospin approuve la politique de M. Chevènement sur la régularisation des sans-papiers, mais souhaite plus de pédagogie dans ses propos. p. 32

■ Le Crédit Lyonnais intéresse

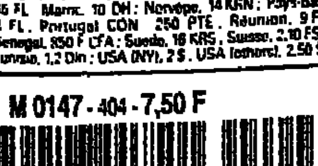
La Deutsche Bank manifeste son intérêt pour la banque française, désormais redressée et en voie de privatisation. p. 18

■ Ecoutes de l'Elysée

Les avocats du *Monde* écrivent au premier ministre pour dénoncer le risque de blocage de l'affaire. p. 9

■ Terre : les ravages d'un astéroïde

L'histoire du « choc » d'un énorme astéroïde avec la Terre il y a 214 millions d'années. p. 25



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



M 0147 - 404 - 7,50 F

Les Parisiens reverront-ils couler la Bièvre ?

ILS NE POUVAIENT que se rencontrer. Les passionnés de marche et les amoureux de la Bièvre ont rendez-vous, samedi 4 avril à minuit, devant Notre-Dame de Paris. Plusieurs centaines de randonneurs partiront dans la nuit, à travers les 5e et 13e arrondissements, vers la poterne des Peupliers, aux portes de la capitale. Ils atteindront Verrières-le-Buisson (Essonne) vers 3 heures du matin, où ils se*ront rejoints par d'autres marcheurs.* Ils arriveront à Bièvres, toujours dans l'Essonne, avec le soleil levant. Le groupe, qui devrait alors compter environ 1 500 personnes, se rendra en fin de matinée, dimanche, à proximité des sources de la Bièvre, à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), après avoir parcouru les 50 kilomètres du cours de la rivière.

C'est la seizième édition de cette marche nocturne, mais pour la première fois il ne s'agira pas uniquement d'une randonnée sportive et conviviale. Les marcheurs vont être rejoints par des défenseurs de l'environnement. Une douzaine d'associations de Paris et du sud-ouest de l'Ile-de-France ont créé le collectif Renaissance de la Bièvre.

Les marcheurs suivent depuis toujours le cours souterrain de la Bièvre à travers la capitale. De la rue Mouffetard à la rue de Tolbiac, ils épient le murmure de cette rivière mythique en se penchant sur les bouches d'égout... car le seul affluent de la Seine dans Paris n'est plus qu'un émissaire d'eaux usées. C'est pour éviter les remugles nauséabonds de ce cloaque qu'au début du siècle la Bièvre a été couverte de son entrée dans la ville jus*qu'à son ancienne embouchure, près de la* gare d'Austerlitz. Les eaux souillées y sont maintenant recueillies par un collecteur pour être amenées jusqu'à la station d'épuration d'Achères.

Les marcheurs doivent remonter jusqu'à Verrières-le-Buisson pour retrouver la Bièvre à l'air libre, là où elle est encore une rivière à truites. Jusqu'à sa source, la Bièvre est alors d'une grande pureté. Ses berges sont la plupart du temps nettoyées et parfois aménagées. Le petit cours d'eau de quelques mètres de large est une oasis de verdure dans l'urbanisation de l'Ouest parisien. Cette sauvegarde est, depuis 1945, le fruit du travail du Syndicat intercommunal pour l'assainissement de la vallée de la Bièvre (Siavb). Douze communes riveraines se sont regroupées pour protéger cette rivière et aménager ses berges. Elles ont réalisé les travaux d'assainissement nécessaires pour rendre aux eaux leur pureté. En octobre, près de deux nouveaux kilomètres de couverture vont commencer à être détruits à Verrières-le-Buisson, pour rendre les eaux à la nature.

Plusieurs associations se sont mobilisées *autour de la Bièvre, parce qu'elles estiment* que sa couverture évite aux communes riveraines de se poser la question de la protection d'une rivière invisible. Sans rêver à la réouverture complète du tracé, les associations demandent la reconquête de la Bièvre sur ses quinze derniers kilomètres, dont cinq à travers Paris, avec des résurgences à l'air libre ici et là.

Les Parisiens reverraient donc la Bièvre. De là à ce que reviennent les truites... En tout cas, l'agence de l'eau Seine-Normandie et le Siavb viennent d'engager une étude sur la faisabilité d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Bièvre.

Christophe de Chenay

Musiques d'Asie centrale à Paris

LIBÉRÉES du joug soviétique, les musiques traditionnelles des Républiques de l'ex-URSS peuvent désormais se déployer à travers le monde. Enregistrements ou concerts, elles nous arrivent *d'Ouzbékistan, d'Azerbaïdjan, du* Turkménistan ou du Tadjikistan, illustrant la quête par ces nations d'Asie centrale de leurs racines culturelles. En ce début avril, Paris accueille ainsi la chanteuse d'origine tadjike Mathubeh Dadabayeva, dans le cadre du Festival de l'imaginaire. Elle est l'interprète d'une musique arabo-persane qui connut son apogée dans les cours princières de Samarkand ou Boukhara au XVIIIe siècle. Autre chanteur tadjik, Davlatmand se produit de son côté au Théâtre de la Ville.

Lire page 28

Le pape et l'Amérique, un même combat à Cuba

IL N'Y AURA PAS, dans l'immédiat, de « dialogue critique » avec Cuba. Du moins pas au sens où ce concept peut être appliqué au réchauffement des relations entre l'Amérique et l'Iran. Cuba reste communiste : tant que cette « religion d'Etat » demeurera en vigueur, l'administration Clinton, sous haute surveillance du Congrès républicain, ne pourra faire mine de baisser sa garde. Mais le cadre bilatéral peut être aménagé, et la relation perdre un peu de son caractère paranoïaque. Le chef de la Maison Blanche a fait mouvement en ce sens, le 19 mars, en annonçant un « assouplissement » humanitaire, lequel ne doit pas être confondu avec un « relâchement » de l'embargo économique en vigueur depuis trente-huit ans.

La nuance est sémantique et politique : les responsables américains ne souhaitent pas admettre officiellement que, dans les faits, le carcan imposé à Cuba a bel et bien été desserré. C'est Jean Paul II qui a été l'instrument de ces prémices d'*aggiornamento*. La visite historique du pape, en janvier, a permis d'entrebâiller la porte des libertés à Cuba et, espère Washington, d'y faire naître le ferment de l'après-Castro. Le pape et l'Amérique, même combat ? Les responsables du département d'Etat hésitent devant un tel amalgame, mais ils voient manifestement dans les catholiques cubains d'utiles agents potentiels d'un changement démocratique.

Les intérêts et les préoccupations du Vatican et de l'Amérique *« coïncident »*, explique-t-on de source officielle, puisque l'un et l'autre souhaitent favoriser l'émergence de la « société civile » cubaine et œuvrer en faveur des droits de l'homme. L'Eglise catholique est motivée par un souci de prosélytisme religieux qui passe par la disparition du communisme ? Il n'y a là rien de contraire à la croisade quasi messianique de Washington contre le castrisme.

« Ce que nous espérons voir, après la visite du pape, c'est une extension de l'"espace de respiration" du peuple cubain », a expliqué au *Monde* Jeffrey Davidow, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines.

Laurent Zecchini

Lire la suite page 15

Un rêve de Grand Chelem



JEAN-CLAUDE SKRELA

UNE VICTOIRE sur le pays de Galles, dimanche 5 avril, offrirait au XV de France un deuxième Grand Chelem consécutif dans le Tournoi des cinq nations. Une performance inédite pour le rugby français, que Jean-Claude Skrela, l'entraîneur des Bleus, avait manquée de peu, comme joueur, en 1978. Cette année-là, les Gallois avaient mis fin au rêve.

Lire page 24

International	2	Carnet	23
France	6	Aujourd'hui	24
Société	8	Météorologie, jeux	27
Régions	11	Culture	28
Horizons	12	Guide culturel	29
Entreprises	18	Abonnements	30
Communication	20	Kiosque	30
Tableau de bord	21	Radio-Télévision	31

ASIE La monnaie japonaise a fortement baissé vendredi 3 avril à Tokyo, tombant à 135 yens contre 1 dollar, son plus bas niveau depuis sept ans. ● LE YEN s'est mis à glisser immédiatement après l'annonce par l'agence américaine de notation Moody's qu'elle pourrait réviser à la baisse dans un horizon de *« dix-huit mois à deux ans »* la note « Aaa », la meilleure, attribuée au Japon. ● CE NOUVEL ÉPISODE de la crise asiatique intervient alors que pays de l'Union européenne et de l'Asie sont réunis à Londres pour le second sommet de l'ASEM. Les Orientaux reprochent aux Européens de ne pas faire assez pour les aider à sortir de la crise. Pourtant l'aide financière des Quinze dépasse celle des Etats-Unis. Malgré la crise, les Européens continuent de s'intéresser à l'Asie. La présence de la France se renforce à Singapour. *(Lire aussi notre éditorial page 15.)*

L'état de l'économie du Japon inquiète les marchés financiers

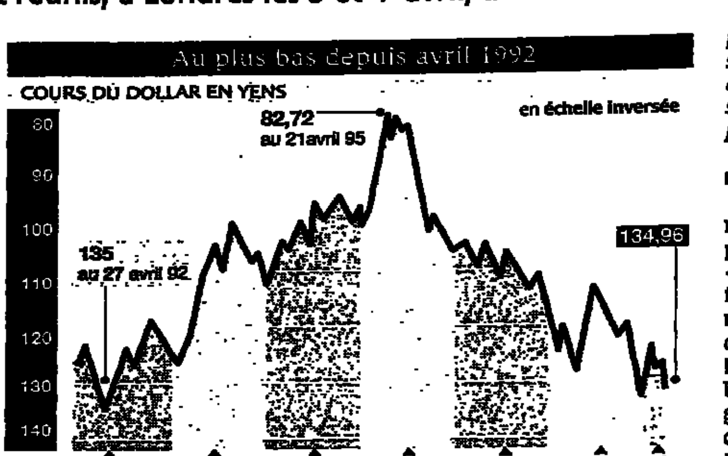
L'agence d'évaluation financière américaine Moody's a annoncé, vendredi 3 avril, qu'elle pourrait abaisser la note du Japon, alors que les Quinze et dix pays asiatiques sont réunis, à Londres les 3 et 4 avril, à la recherche d'un second souffle pour la région en difficulté

LE DÉBUT DE L'ANNÉE fiscale au Japon tourne au scénario noir sur les marchés financiers. Depuis le mercredi 1er avril, la Bourse de Tokyo a perdu plus de 6 %, et vendredi 3 avril, après une forte baisse, le yen s'échangeait à 135 pour 1 dollar, son plus bas niveau depuis sept ans. Dans le sillage du yen, la plupart des devises asiatiques comme le ringgit malaisien, le dollar de Singapour, le baht thaïlandais, la roupie indonésienne, le peso philippin et le won sud-coréen étaient aussi en repli sensible.

Une intervention sur les marchés de change de la Banque du Japon a permis au yen de se stabiliser autour de 134 pour 1 dollar. Mais le choc a été brutal. La devise nippone a été victime de l'annonce vendredi par l'agence d'évaluation financière Moody's de la possibilité d'une baisse de la note du Japon en raison de l'incapacité du pays à faire face à la crise bancaire et de la grande faiblesse de la conjoncture. *« C'était tellement inattendu que, immédiatement après la publication du communiqué de Moody's, on a vendu tout ce qui était lié au Japon »*, explique un opérateur de Nomura Securities. *« C'était un tel choc psychologique. »*

DES PERSPECTIVES « NÉGATIVES »

Moody's a certes confirmé la note « Aaa » du Japon, la plus élevée possible, mais a changé de *« stables »* à *« négatives »* ses perspectives d'évolution. L'agence a ainsi entamé le processus qui pourrait mener à une révision en baisse *« à un horizon de dix-huit mois à deux ans »* de son appréciation sur le risque de crédit de la deuxième économie du monde et du premier créancier de la planète, et notamment des Etats-Unis. Une plus mauvaise note signifierait à la fois des taux d'intérêt plus élevés et des doutes supplémentaires sur la capacité du gouvernement japonais à sortir le pays du marasme. La note « Aaa » est accordée aux pays dont la capacité de remboursement de leurs dettes est incontestable, comme les Etats-Unis, la France ou la Suisse. *« Cette décision de Moody's équivaut tout simplement à ne pas voter la confiance au gouvernement du premier ministre Ryutaro Hashimoto »*, souligne Susumu Kato, économiste de la banque Barclays à Tokyo.



La devise japonaise a perdu plus de 60% de sa valeur face au dollar en trois ans.

L'agence explique sa décision par *« les incertitudes sur la capacité des autorités à parvenir à un consensus politique, qui contribuerait à un retour à la croissance et à l'équilibre budgétaire »*. Le gouvernement japonais n'a pas réussi depuis l'éclatement de la bulle financière au début de la décennie à replacer l'économie du pays *« sur la voie d'une croissance durable »*. Moody's estime *« que la faiblesse persistante de l'activité au Japon et l'émergence de tendances déflationnistes devraient probablement aggraver les faiblesses structurelles du secteur financier... La fragilité du système financier rend le pays plus vulnérable aux variations du sentiment des milieux d'affaires, ce qui pourrait conduire à un affaiblissement de la très solide balance des paiements »*.

HAUSSE DU DOLLAR

Le gouvernement prendra, le moment venu, les mesures appropriées pour apporter aux Japonais *« un sentiment de sécurité »*, a affirmé en réponse vendredi le ministre du Plan, Koji Omi. Mais le cinquième plan de relance de l'économie nippone depuis octobre, présenté le 26 mars par le gouvernement, n'a pas plus convaincu que les précédents. L'année fiscale japonaise 1997-1998 qui s'est terminée mardi 31 mars devrait être marquée par la première récession depuis vingt-trois ans avec une baisse du produit intérieur brut de 0,2 %. Les économistes prévoient pour 1998-1999 une petite reprise de la croissance de seulement 0,8 %. Une situation dont les spécialistes ne voient pas d'issue.

La production industrielle nippone a encore baissé de 3,3 % en février par rapport à janvier. La consommation des ménages japonais a reculé de 4,5 % en février, par rapport à son niveau du même mois de 1997, après avoir déjà enregistré une baisse de 4,0 % en janvier. L'enquête trimestrielle de conjoncture « Tankan » de la Banque du Japon publiée jeudi était encore plus mauvaise que prévu. L'indice de confiance dans la grande industrie s'est effondré en mars, pour tomber à – 31 points, alors qu'il s'établissait encore à – 11 points en décembre. L'indice était même encore légèrement positif lors de l'enquête de septembre 1997 (+ 3 points).

Profitant de sa force face au yen, le dollar a continué à gagner un peu de terrain vendredi matin face aux devises européennes montant jusqu'à 6,21 francs et à plus de 1,85 deutschemark. Enfin, les obligations d'Etat américaines ont profité de la fuite devant les actifs libellés en yens pour jouer à nouveau le rôle de valeur refuge. Du coup, le taux des emprunts d'Etat américains (les taux baissent quand les cours montent) est descendu vendredi en début de journée à 5,81 %.

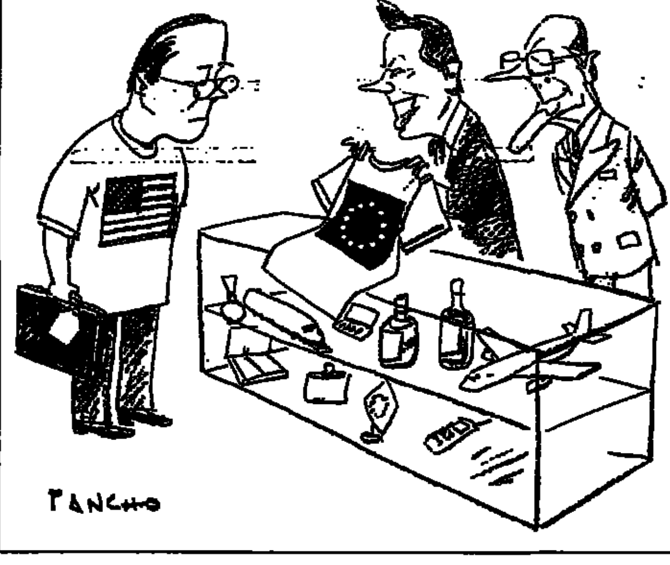
Eric Leser

Les premiers pas de la coopération euro-asiatique à l'épreuve de la crise

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les 3 et 4 avril, se tient, à Londres, le deuxième sommet de l'ASEM (Asia Europe Meeting). Son ordre du jour est chargé. Tout en promettant d'être dominé par la crise asiatique et la situation du Japon, il doit prendre plusieurs initiatives sur des sujets aussi divers que le commerce, les échanges culturels, la lutte contre l'exploitation de l'enfance et la lutte contre la drogue. Un Centre de la technologie de l'environnement doit être créé en Thaïlande.

A l'origine de ce forum, il y a eu l'élan donné par Jacques Chirac, « l'Asiate de l'Europe ». Il s'agissait alors d'établir le lien manquant entre les trois pôles de développement de la planète. Le transatlantique, entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, est une vieille histoire. Depuis sa création en 1989, l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) est devenue la tribune transpacifique. Depuis un premier sommet à Bangkok en 1996, l'ASEM dialogue entre les quinze de l'Union européenne et les dix de l'Asie de l'Est, fait donc le troisième lien – l'euro-asiatique. Le triangle s'est ainsi réalisé et l'impulsion donnée par le président français – puis « vendue » à la faveur de la présidence française de la Commision par Edouard Balladur à ses collègues européens – y a été pour quelque chose.



Toutefois, en dépit de la multiplication de rencontres ministérielles, culturelles et d'affaires, le tissu est demeuré ténu. Même avant la crise économique qu'elle connaît aujourd'hui, l'Asie de l'Est ne formait pas un pan très apparent d'une diplomatie européenne. C'est un premier paradoxe : l'Extrême-Orient et son pré carré du Sud-Est asiatique sont, en Europe, un rare sujet de convergence. Certes, de nouveaux canaux ont été établis et des initiatives intéressantes prises, telle l'installation d'une Fondation Europe-Asie à Singapour. Mais le sommet de Bangkok a pâti, d'un côté comme de l'autre, d'un manque de suivi, révélateur d'une absence relative d'intérêt.

UNE PRÉSENCE EN POINTILLÉ

La crise asiatique, qui a commencé en juillet 1997, a souligné un deuxième paradoxe : l'absence de visibilité de l'Union européenne (UE) dans cette affaire, alors que les Quinze sont très engagés en Asie. Entre 1985 et 1992, les échanges entre l'UE et l'Asie orientale ont triplé. En 1994, cette dernière a représenté 23,2 % du commerce extérieur de l'UE (contre 17,4 % du commerce extérieur des Etats-Unis). En 1996, les dix pays de l'ASEM ont atteint les 201 milliards de dollars dans le commerce extérieur de l'UE.

La crise financière a souligné, plus récemment, que les banques européennes étaient, en compagnie des japonaises, nettement plus exposées que les banques américaines. Enfin, la contribution des Quinze au financement du Fonds monétaire international (FMI) est de 30 %, alors que celle des Etats-Unis n'est que de 18,3 % : la part des Européens dans les plans d'aide du FMI aux pays en difficulté est donc mécaniquement et systématiquement plus élevée que celle de Washington. Sur les 53,4 milliards de dollars consentis ces derniers mois par les institutions de Bretton Woods à quatre pays (Thaïlande, Corée, Indonésie, Philippines), la contribution de l'Europe s'est élevée à 16 milliards de dollars contre 9,6 milliards pour les Etats-Unis. Si l'on ajoute les engagements bilatéraux, l'effort européen atteint 22,2 milliards de dollars contre 17,5 milliards pour Washington.

Certes, au même titre que l'Europe, les Etats-Unis ont mis un temps à jauger la gravité de la crise asiatique. Mais, une fois l'ampleur du désastre mesurée et malgré les réserves du Congrès, la Maison Blanche a occupé le terrain, en étroite coopération avec le FMI. Bill Clinton a pris son téléphone pour sermonner Japonais et Indonésiens. Il a distribué des médailles et des sous aux bons élèves du FMI, thaïlandais et sud-coréens. Les membres de son gouvernement ont sillonné la région.

VERS UN SECOND SOUFFLE

Alors qu'elle éponge une partie plus importante de l'addition, l'UE s'est beaucoup moins manifestée, même si le chancelier allemand, Helmut Kohl, a conseillé au président Suharto de reprendre le droit chemin du FMI et si, plus récemment, un émissaire britannique, Derek Fatchett, s'est rendu en Asie du Sud-Est pour y préparer le sommet de Londres. Des lignes de crédits ont été ouvertes, mais dans le désordre habituel du bilatéralisme. La présence de l'Europe est demeurée en pointillé, alors que les Etats-Unis occupaient le devant de la scène. En provenance d'Europe, il n'y a eu ni décision ni message.

Le deuxième sommet de l'ASEM, devrait donc avoir pour mission de rendre un souffle à un dialogue peu vivant. Il appartient à Tony Blair, hôte de la réunion et président de l'UE, de le faire sans pour autant donner trop l'impression de tirer le tapis sous les pieds de Jacques Chirac, locomotive du premier sommet. On projette de mettre à la disposition des Asiatiques, en liaison avec l'aide du FMI et sous l'administration de la Banque mondiale, un « fonds d'assistance technique » doté d'une cinquantaine de millions de dollars ainsi que des garanties de crédits à l'exportation. On parle aussi d'une « déclaration » à part sur la crise, afin de souligner l'importance que l'UE lui attache.

Le sommet devra, toutefois, s'accommoder de quelques absences. Si la plupart des pays asiatiques seront représentés par leur président ou leur chef de gouvernement, l'un des hommes-clés de la crise dans sa phase actuelle, le président Suharto a délégué son vice-président, B. J. Habibie. Le président des Philippines, Fidel Ramos, dont le mandat expire en mai, ne fera pas non plus le voyage de Londres et sera représenté par le président du Sénat. *« Le risque de Londres est celui d'un faux succès »*, selon la formule d'un diplomate européen. Peut-être faudra-t-il même attendre la naissance de l'euro pour que l'Asie orientale mesure mieux le poids de l'Europe.

Et que l'UE, par réaction, intègre dans son champ d'optique une Extrême Asie dont les difficultés actuelles ne devraient pas, à long terme, occulter l'exceptionnelle vitalité.

Jean-Claude Pomonti

L'ASEM, instrument du dialogue Europe-Asie

● **Les membres.** Fondé lors d'un premier sommet en 1996 à Bangkok, l'ASEM (Asia Europe Meeting ou « Forum Asie-Europe ») réunit les Quinze de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles, trois Etats d'Extrême-Orient (Chine, Corée du Sud et Japon) ainsi que sept pays d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam). Instrument de dialogue, il n'a pas de secrétariat. Ses sommets ont lieu tous les deux ans.

● **Les candidats.** Les principaux candidats à l'ASEM sont l'Inde, le Pakistan, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Birmanie et le Laos.

● **Chine-UE.** En marge du sommet de l'ASEM, la Chine et l'Union européenne ont tenu à Londres un premier « mini-sommet » avec le nouveau premier ministre chinois, Zhu Rongji, Tony Blair, qui assure la présidence tournante de l'UE, et le président de la Commission européenne, Jacques Santer.

Vers la création d'un fonds régional

Signe de la volonté des Européens d'intensifier leur coopération commerciale, les deux plans – *Trade Facilitation Action Plan* (TFAP) et l'*Investment Facilitation Action Plan* (IFAP) –, décidés en septembre 1997 lors de la réunion des ministres du commerce extérieur de l'ASEM au Japon, seront confirmés au cours du sommet. Ils officialisent l'engagement de chaque pays membre à faciliter les échanges commerciaux et les investissements. Instances de concertation, ils favoriseront le dialogue au sein de l'Organisation mondiale du commerce et freineront les tentatives de protectionnisme. A l'initiative de la Grande-Bretagne, un Fonds d'assistance technique, doté d'une cinquantaine de millions de dollars (la France et la Grande-Bretagne ont déjà annoncé leur contribution de 10 millions de dollars chacune) devrait voir le jour. Destiné aux pays asiatiques touchés par la crise, ce fonds financera la mise à disposition d'experts pour la réforme des systèmes financiers et l'accompagnement des effets sociaux liés aux plans de sauvetage.

Singapour séduit toujours les Français

SINGAPOUR
de notre envoyé spécial

Jacques Chirac, chacun le sait, s'entend fort bien avec Lee Kuan-yew, le patriarche de Singapour. Voilà plus de deux ans, le président de la République a choisi cette ville pour y prononcer le *« message à l'Asie »* de son septennat. Or, l'Asie a beau être en crise, les Français continuent de s'installer dans cette île-Etat peuplée de 3,5 millions d'habitants seulement. La communauté française vient d'y franchir le cap des trois mille membres, soit l'équivalent de celle de Thaïlande, jusqu'alors la plus nombreuse de l'Asie du Sud-Est.

Les effets de la crise économique asiatique et la menace renouvelée de brouillards polluants venus d'Indonésie n'ont donc pas arrêté le mouvement. Créé en 1995 et logé dans une bâtisse d'époque coloniale joliment restaurée, le Centre français d'affaires affiche déjà pratiquement complet. Singapour est devenu, après la Chine et le Japon, le troisième partenaire commercial de la France en Asie, loin devant l'Indonésie. Plus de quatre cents sociétés françaises y ont un siège. Un nouveau lycée français d'une capacité de mille élèves doit y ouvrir ses portes en 1999, l'actuel devenant insuffisant.

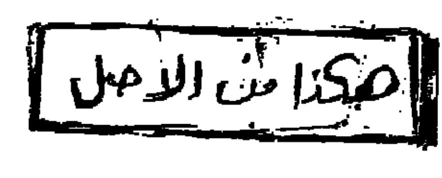
POUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Délifrance, pâtissier-boulanger spécialisé dans la restauration légère, fait un tabac. Cette société est même cotée en Bourse. Dans le vaste supermarché que demeure Singapour en dépit d'un premier recul du tourisme, les grandes marques françaises sont visibles partout. Carrefour s'y est installé en 1997. De riches Singapouriens ont appris à goûter de bons vins et quelques fromages. En outre, la finance française a, de longue main, établi ses quartiers régionaux dans une place encore bien chère, mais dont les services sont jugés, de loin, les meilleurs.

Bien entendu, aucun Français ne sous-estime l'interdépendance entre ce centre financier et des voisins, surtout l'Indonésie, en pleine crise. Le marché de l'immobilier est à la baisse depuis 1997, et les revenus des banques singapouriennes sont sérieusement entamés. Certains font même valoir que Bangkok, centre régional concurrent, aussi embouteillé soit-il, offre désormais l'avantage supplémentaire d'être encore beaucoup moins coûteux. La prudence est donc de rigueur.

Et pourtant, même si la remontée du taux de pollution préoccupe déjà certaines mères de famille, l'argument de la « qualité de la vie » l'emporte encore sur le risque de l'ennui dans une cité-jardin sans grande poésie. Les arrivées se succèdent. En janvier, GEC-Alsthom y a emporté un contrat de 1 milliard de francs pour le matériel roulant d'une nouvelle ligne de métro. L'Airbus s'y vend encore bien, et Alcatel, associé en consortium, va installer un câble sous-marin reliant l'île au Japon via la Corée du Sud, après en avoir installé un vers l'Europe. Tout en s'interrogeant, les Français continuent de débarquer.

J.-C. P.





Les Palestiniens redoutent une nouvelle vague de violence

Des milliers de personnes ont assisté aux funérailles d'un des responsables de l'aile militaire du Hamas, assassiné à Ramallah

EL BIREH (Cisjordanie)
de notre envoyé spécial

« Mohaïddine, tu n'es pas mort en vain ! Mohaïddine, nous te vengerons ! » Treize heures, jeudi 2 avril, au cimetière d'El Bireh, petite bourgade palestinienne autonome qui jouxte Ramallah. Huit mille à dix mille Palestiniens, des jeunes en jeans et veste de cuir, des vieillards portant le keffieh traditionnel, quelques centaines de femmes en noir, la chevelure couverte d'un hidjab (foulard), sont venus jusqu'ici accompagner à sa dernière demeure Mohaïddine El Sharif, chef clandestin du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), retrouvé mort dimanche 29 mars.

REPORTAGE

Si la colère est là, ce sont la lassitude et une forme de désespoir qui dominent

Malgré les banderoles et les chants à la gloire du *« héros assassiné »*, le cœur n'y est guère. Il y a un peu plus de deux ans, lors des funérailles quasi nationales de Yéhyé Ayache, le camarade et maître à penser, lui aussi assassiné, de Mohaïddine El Sharif, l'atmosphère était clairement virulente et combattante. Cette fois, même si la colère est là, sous-jacente, ce sont la tristesse, la lassitude et une certaine forme de désespoir qui dominent. *« Que voulez-vous,* nous confie entre les tombes Fayçal Husseini, le ministre en charge de Jérusalem pour le Fatah, principale composante de l'OLP, *chacun sent bien ce qui va suivre. Des attentats de représailles en Israël, qui feront parfaitement l'affaire de Benyamin Nétanyahou en lui donnant le nouveau prétexte qu'il a cherché pour ne pas appliquer les accords conclus. »*

Certes, Israël nie toute participation de ses services dans l'élimination du *« plus recherché de tous les terroristes »* qui sont sur sa liste, mais chacun, au cimetière, est convaincu du contraire. *« Même si certains collabos de chez nous ont pu prêter la main à cet assassinat,* nous dit un jeune barbu, *toute cette affaire porte la marque des sionistes. »* Avis partagé par Abdel Jawad Saleh, un autre ministre palestinien (agriculture), venu là, comme Fayçal Husseini, *« à titre personnel »* et qui affirme qu'*« il n'y a pas l'ombre d'un doute que le Shin Beth* (service de sécurité intérieure israélien) *a frappé »*.

Plus sombre que jamais, Fayçal Husseini, qui a pourtant vu beaucoup d'autres enterrements, va plus loin. *« C'est terminé,* dit-il, *je ne défendrais personnellement plus jamais ce processus de paix qui n'en est pas un. Cette semaine, Nétanyahou a envoyé deux messages : le premier à nous autres membres de l'Autorité, pour nous dire via les Américains qu'il n'était pas question de nous restituer d'autres territoires. Le second adressé au Hamas, pour le provoquer, pour qu'il réagisse, se venge et lui offre ainsi sur un plateau le prétexte à se présenter encore une fois comme une victime. Tout cela me dégoûte. »* Le pire, déplore Mamdour Nofal, membre du conseil de sécurité de l'OLP et ancien chef de la guérilla palestinienne au Liban, est que *« le Hamas va tomber dans le piège »*.

On apprendra plus tard qu'au même moment, à Gaza, plusieurs ministres de l'Autorité autonome et le chef de la police ont tenu réunion avec les leaders politiques islamistes pour les en dissuader et leur dire qu'attaquer Israël *« ne sert pas la cause palestinienne »*. Les services de sécurité israéliens sont en état d'alerte maximale dans tous les lieux publics.

LE BALLET DES AMBULANCES

Au cimetière d'El Bireh, le cadavre, abîmé mais reconnaissable, de Mohaïddine El Sharif arrive, enveloppé dans le drapeau vert de l'islam et porté par un groupe de militants. Le groupe s'arrête un instant devant les femmes massées dans un coin. Certaines d'entre elles ne peuvent retenir leurs larmes, une vieille parente du mort s'évanouit. Les autres entonnent un long hululement de douleur. A l'unisson, les hommes lèvent le poing et crient *« Allah ô akhbar ! »* – Dieu est le plus grand. Dans un instant, le corps du disparu sera enseveli. Très haut au-dessus de la scène tourne un avion israélien de surveillance, probablement doté de caméras vidéo.

Soudain, une détonation. Tous les regards se tournent vers la colline qui domine le cimetière, à cinq cent mètres à l'ouest des tombes. Les toits rouges de Psagot, l'une des colonies juives qui cernent au plus près l'agglomération arabe de Ramallah, étaient trop tentants. Excédés par la surveillance des soldats israéliens à jumelles que l'on peut apercevoir là-haut, plusieurs centaines de jeunes lanceurs de pierres se sont lancés à l'assaut. Pistolets au côté, fusils à lunette, lance-grenades lacrymogènes, les hommes casqués ajustent tranquillement leurs tirs, comme à l'entraînement. Des jeunes s'effondrent, le ballet des ambulances et des sirènes hurlantes commence. Le soir, entre les manifestations d'El Bireh, de Ramallah, de Bethléem et d'autres encore, on comptera plusieurs dizaines de blessés.

« L'occupation continuera pendant encore très longtemps, conclut Fayçal Husseini, *mais il vaudrait mieux qu'à partir de maintenant elle ait lieu sans notre coopération... »*

Patrice Claude

La modernisation de l'Iran

L'ÉLECTION du « moderniste » Mohamad Khatami, en mai 1997, à la présidence de la République islamique d'Iran a fait crier au quasi-miracle. Erreur, corrige l'anthropologue Fariba Adelkhah, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), dans son dernier livre *Etre moderne en Iran*. Aboutissement d'un travail d'enquête sur le terrain commencé en 1990, l'ouvrage révèle l'évolution de la République islamique, la modernisation et la désacralisation du champ religieux, dans le contexte d'une société urbaine qui se « rationalise » et s'ouvre à l'extérieur.

BIBLIOGRAPHIE

Le livre de Mme Adelkhah – d'origine iranienne – fourmille de « vécus » qui, dans leur infinie variété, attestent d'une tendance, là où des reportages de journalistes ont pu faire croire à une ou des exceptions à la règle uniforme et fanatique d'un Etat définitivement enfermé dans une conception rétrograde de l'islam. A la suivre, on assiste à la formation d'un *« véritable espace public sinon d'une société civile »*, l'islam comme *« ensemble de pratiques, comme institution de savoir et de production intellectuelle »* participant directement à cette formation.

Dans l'ouvrage de Mme Adelkhah – le premier d'une nouvelle collection « Recherches internationales » publiée par le CERI aux éditions Karthala –, on observe une société qui *« s'est différenciée, a gagné en complexité »* et dont nul acteur *« ne peut plus espérer conquérir le monopole »*. Et s'il est vrai que le débat sur *« la capacité de l'islam à inventer une modernité compatible avec la démocratie, le capitalisme et la marche ordinaire du système international »* dépasse largement les frontières de l'Iran, ce pays en offre un excellent laboratoire, *« seul exemple d'un islamisme issu d'un vrai mouvement révolutionnaire de masse, désormais institutionnalisé et pour tout dire "thermidorisé" »*.

Mouna Naïm

★ Fariba Adelkhah, *Etre moderne en Iran*, Editions Karthala, 265 pages, 140 francs.

La rive gauche de Louxor échappe de justesse à un grand projet d'infrastructure

A Alexandrie, la nécropole mise au jour est menacée par un pont

La rive gauche de Louxor, à proximité de la grande nécropole thébaine, était menacée par un vaste projet d'infrastructure conçu pour *« moderniser »* la ville. Les responsables administratifs de la ville entendaient en effet réaliser, en toute illégalité, une corniche propice à de nouvelles installations touristiques. L'intervention du gouvernement et du président Hosni Moubarak a mis un terme aux travaux.

LOUXOR (Haute-Egypte)
de notre envoyé spécial

La ville de Louxor vient d'échapper in extremis à une nouvelle catastrophe. Le responsable, cette fois-ci, n'était pas un mouvement extrémiste musulman, mais le plus haut dirigeant administratif de la ville. Salmi Sélim, général-maire de Louxor, avait en effet entamé la construction d'une corniche d'une douzaine de kilomètres sur la rive gauche du Nil, où se trouve la grande nécropole thébaine.

Le projet avait été élaboré en vue de *« moderniser »* la ville. Autre objectif : renflouer les caisses de la cité, durement frappée par la baisse dramatique du tourisme qui a suivi l'attentat meurtrier perpétré le 17 novembre 1997. La corniche devait être doublée d'un quai, auquel auraient pu être amarrés des bateaux de croisière. Ces derniers doivent actuellement mouiller à cinq ou six, parallèlement à la rive droite du Nil, s'ils ne veulent pas s'éloigner de Louxor. Les emplacements devaient être loués à des sommes astronomiques, sans parler de l'eau et de l'électricité vendues par la ville à prix d'or. Certains habitants de Louxor évoquaient même la possibilité d'une juteuse spéculation immobilière. Une bande d'une cinquantaine de mètres de terres agricoles avait commencé à être dégagée au fur et à mesure que les travaux avançaient.

EXPROPRIATIONS

Le conseil supérieur de la ville était resté sourd aux plaintes des trois cents familles de paysans qui se voyaient expropriées de leurs terrains et de leurs maisons en terre. Un responsable s'était contenté de leur promettre un vague dédommagement tout en les menaçant d'internement en vertu de la loi de l'état d'urgence s'ils s'avisaient de résister. Au mois de janvier, quatre villageois avaient été tués et des dizaines d'autres arrêtés, lors d'incidents avec la police qui voulait les déloger du village de Gourna, sur la rive gauche.

Les travaux qui avaient commencé depuis plus d'un mois avaient déjà balafré le panorama, vierge depuis toujours, d'un mur de sable de plus de trois kilomètres de long. Certains responsables de compagnies de tourisme commençaient à s'inquiéter des conséquences *« catastrophiques »* du projet pour l'environnement et la sécurité. *« Leur avidité va finir par tuer la poule aux œufs d'or »*, a déclaré au *Monde* le patron d'une compagnie qui a requis l'anonymat. Ce n'est que quand le ministre de la culture, Farouk Hosni, a été alerté, que l'on a découvert que le général-maire n'avait pas demandé l'aval du Conseil supérieur des antiquités, comme l'y astreint la loi.

La rive gauche du Nil, face à Louxor, avait été déclarée, par un décret présidentiel de 1981, zone préservée. Toutefois, le général-maire ayant rang de ministre, il a fallu monter plus haut, jusqu'au président Hosni Moubarak, précise-t-on de source sûre, pour qu'un ordre impératif d'arrêt des travaux soit donné aux administrateurs modernes de la Thèbes antique.

Mais, si Louxor a échappé à la catastrophe, il n'en va pas de même pour la Nécropolis d'Alexandrie. Les milliers de tombes dégagées depuis cet été par Jean-Yves Empereur, chercheur au CNRS et directeur du Centre d'études alexandrines (CEA), sont menacées par un pont. Le gouverneur d'Alexandrie veut terminer, en effet, celui qui relie l'autoroute du Caire au port. La solution architecturale qui avait été évoquée cet été, et qui consiste à surélever le pont pour ne pas détruire la Nécropolis, est maintenant remise en question à cause de son coût six fois plus élevé.

D'autre part, le CEA n'a actuellement plus de fonds pour poursuivre les travaux. Les dimensions de la nécropole dépassent de loin ce qui était prévu au départ. Pourtant la Nécropolis, qui est sans doute beaucoup plus grande que les catacombes de Rome, pourrait non seulement être une mine d'information pour les archéologues et historiens sur l'une des plus grandes villes de l'Antiquité, mais constituerait le pôle d'attraction touristique qui manque cruellement à Alexandrie.

Alexandre Buccianti

Madrid normalise ses relations avec Cuba en nommant un ambassadeur à La Havane

José Maria Aznar met fin à seize mois de brouille entre les deux pays

Le conseil des ministres espagnol a nommé, jeudi 2 avril, le diplomate Eduardo Junco ambassadeur d'Espagne à Cuba, après seize mois de vacance du poste. L'Espagne n'avait plus d'ambassadeur à Cuba depuis le retrait, en novembre 1996, par La Havane de l'agrément du diplomate José Coderch, accusé d'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba. Cette décision ouvre la voie à une normalisation des relations entre les deux pays.

MADRID
de notre correspondante

Le gouvernement espagnol a annoncé, jeudi 2 avril, la nomination de Eduardo Junco, 52 ans, ancien ambassadeur au Zaïre et en Ukraine, au poste d'ambassadeur d'Espagne à La Havane. Une annonce-surprise, dévoilée la veille, devant le Parlement, par le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, et qui vient mettre un terme à seize mois de brouille entre Cuba et l'Espagne. Seize mois durant lesquels la représentation diplomatique espagnole à La Havane était restée vacante.

La brouille remonte en effet à l'automne 1996. Après s'être pratiquement ignorés, début novembre, au Chili, lors du sommet hispano-américain, Fidel Castro et le nouveau chef du gouvernement espagnol, le conservateur José Maria Aznar, n'avaient cessé de voir leurs relations se dégrader. C'est ainsi que le 14 novembre, à Bruxelles, au cours d'une réunion du conseil des ministres de l'Union européenne, l'Espagne, durcissant radicalement sa politique envers La Havane, demandait à ses partenaires d'adopter *« une attitude commune »* sur Cuba, dont la ligne de force serait de conditionner toute aide aux progrès, en matière d'ouverture et de libéralisation, enregistrés dans l'île. On était loin de la politique de « pression sans rupture » prônée par les précédents gouvernements socialistes.

Pourquoi ce subit revirement de Madrid ? Nouvellement élu, M. Aznar devait-il donner quelques gages à sa droite la plus conservatrice qui, alliée à l'un des plus contestés des opposants cubains, mort depuis, à savoir Jorge Mas Canosa, avait créé à Madrid une fondation hispano-cubaine jumelle de cette machine de guerre anticastriste qu'était la fondation de M. Canosa à Miami ? A moins que, très à l'écoute, sur le plan diplomatique, des sensibilités américaines, le nouveau gouvernement espagnol n'ait voulu faire du zèle ? Toujours est-il qu'en voyant les autres pays européens adopter le projet Aznar – bien que révisé à la baisse – visant à *« stimuler le processus de transition à Cuba »*, Fidel Castro était entré dans toutes les furies. Traitant M. Aznar *« de petit bonhomme, donneur de leçons »*, le 26 novembre, il déclarait *« indésirable »* l'ambassadeur espagnol désigné, José Coderch, et pour faire bonne mesure, accusait M. Aznar d'avoir touché de l'argent de *« la mafia cubaine de Miami »* durant sa campagne électorale.

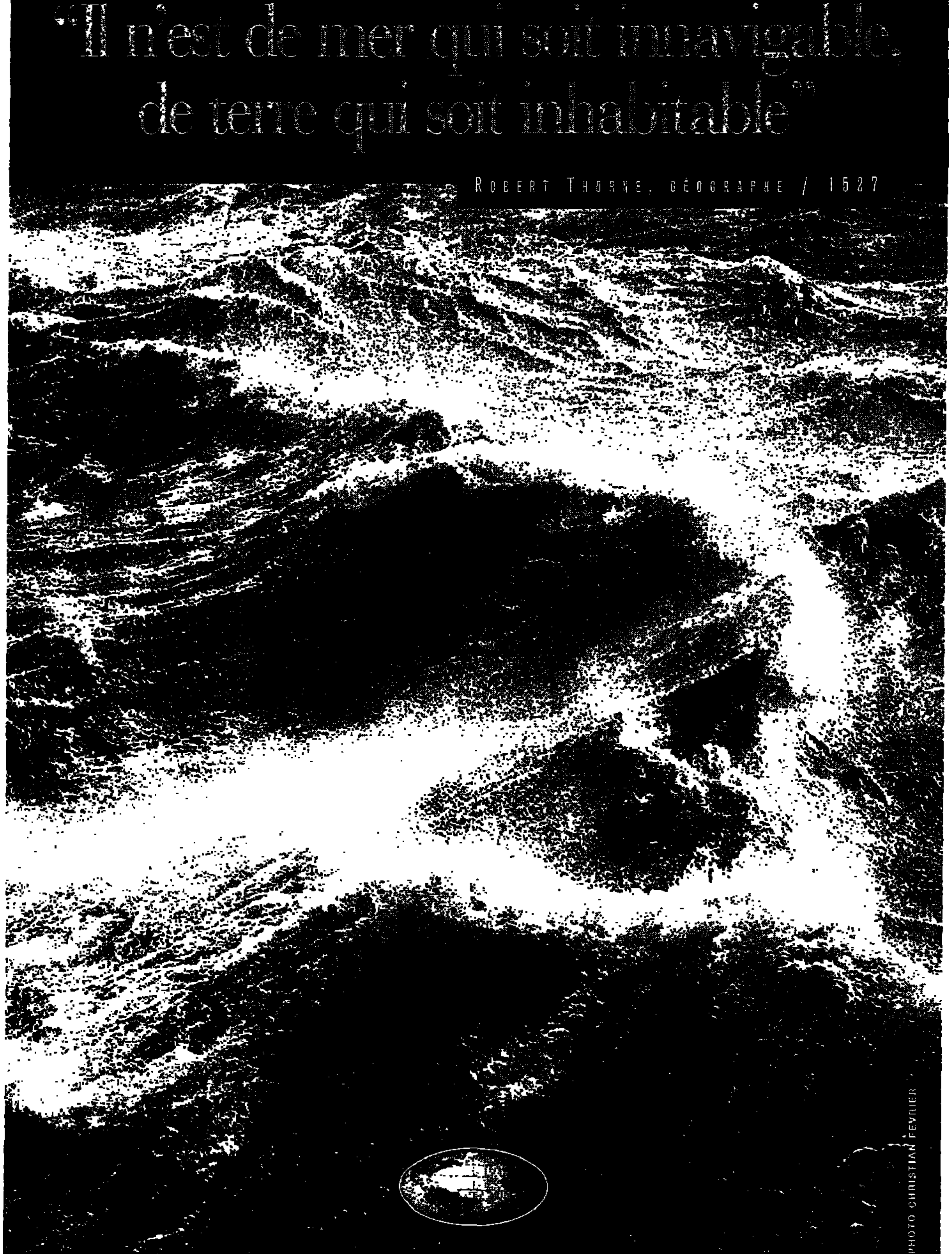
BASTION CONSERVATEUR

En Espagne, l'opposition socialiste, alors dirigée par Felipe Gonzalez, n'était pas en reste et déplorait une attitude qui pouvait porter préjudice aux prospères relations commerciales de Madrid avec La Havane. D'autant, ajoutait M. Gonzalez, que l'Espagne, dans cette affaire, perdait volontairement son rôle d'interlocuteur privilégié de Cuba que l'histoire commune et la tradition lui avaient depuis toujours assigné.

Bref, en seize mois, Cuba était devenu un point constant de friction en politique intérieure et le « vide » diplomatique espagnol à La Havane, de plus en plus gênant. D'autant qu'avec la visite de Jean Paul II, suivie d'un certain adoucissement de l'embargo américain, il y a quelques semaines, M. Aznar avait fini par jouer les faucons, presque seul et à contretemps. D'où, semble-t-il, les intenses démarches diplomatiques de ces derniers jours qui ont culminé par un coup de téléphone personnel entre Fidel Castro et le président du gouvernement espagnol.

Le dégel Madrid-La Havane est donc amorcé. Même si l'envoi d'un nouvel ambassadeur dont le profil, dit-on à Madrid, est plus *« professionnel »* que *« politique »*, n'est qu'un premier pas. Bien des réticences restent encore dans le bastion le plus conservateur du Parti populaire de M. Aznar, qui voient d'un mauvais œil un éventuel voyage du roi Juan Carlos à Cuba, d'ici à la fin de l'année. En attendant, le premier test de ces relations *« normalisées »* sera sans doute la visite à Madrid, lundi 6 avril, du chef de la diplomatie cubaine, Roberto Robaina.

Marie-Claude Decamps



La campagne électorale au Venezuela est bousculée par les candidats indépendants

Les partis traditionnels sont désemparés

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant régional

A en croire les derniers sondages, l'ancien officier putschiste Hugo Chavez pourrait devenir le prochain président du Venezuela, un pays qui a conforté ces dernières semaines son rôle stratégique sur la scène pétrolière internationale et s'est converti en principal fournisseur d'or noir des Etats-Unis. Selon les dernières enquêtes d'opinion, l'ex-colonel Chavez, âgé de quarante-quatre ans, a dépassé l'ancienne reine de beauté Irene Saez, trente-six ans, qui caracolait depuis deux ans loin devant les autres prétendants au fauteuil présidentiel.

A un peu plus de huit mois de l'élection présidentielle, la Compagnie vénézuélienne d'investigations (CVI) confirme la courbe ascendante de Chavez, qui recueille 34 % des intentions de vote, tandis que l'ancienne Miss Univers recule à 29 %. Simple coïncidence ? Au moment où l'ancien putschiste prenait la tête de la course à la présidence, l'ambitieux programme de privatisations mis en œuvre par le président, Rafael Caldera, subissait son premier échec d'envergure. La vente aux enchères des entreprises vénézuéliennes de l'aluminium a dû être reportée faute de repreneurs.

Dernier consortium en lice, après le forfait de l'américain Alcoa et du norvégien Norsk Hydro, l'association formée par les sociétés britannique Billiton et française Pechiney a renoncé en invoquant le coût trop élevé de l'opération. La semaine dernière, lors d'un séminaire organisé par la chambre américano-vénézuélienne d'industrie et de commerce, les économistes de plusieurs banques internationales n'ont pas caché l'inquiétude des investisseurs face *« à l'incertitude électorale et au manque de sécurité juridique »*.

Pour les milieux d'affaires et la classe politique traditionnelle, *« Chavez est la bête apocalyptique contre laquelle il faut s'unir »*, résume l'intellectuel José Vicente Rangel. Le 4 février 1992, le lieutenant-colonel Hugo Chavez avait pris la tête d'une tentative de coup d'Etat contre le président social-démocrate de l'époque, Carlos Andres Perez. Après s'être rendu aux troupes loyalistes *« afin d'éviter un bain de sang »*, il a passé deux ans en prison avant d'être libéré en 1994 par le président Caldera.

La perspective de l'élection à la présidence de l'ancien militaire putschiste Hugo Chavez ou de l'ancienne Miss Univers Irène Saez inquiète les intellectuels et les milieux d'affaires

Très populaire dans les quartiers les plus pauvres, Hugo Chavez s'efforce de rassurer. *« Je ne serai pas un dictateur, je suis un soldat engagé aux côtés de son peuple »*, déclare-t-il. *« Nous ne sommes pas armés et ne préparons pas d'actions de sabotage »*, a-t-il répondu à l'ancien ministre de la défense, Radamés Munoz Leon, qui l'accusait d'armer ses partisans dans la perspective d'une crise postélectorale.

Hugo Chavez prône un *« changement structurel du modèle appelé démocratique »* et dénonce la *« corruptocratie »*. Dès son éventuelle arrivée au pouvoir, il entend dissoudre le Congrès et convoquer une Assemblée constituante. Il se déclare partisan de l'économie mixte et critique le programme de privatisations actuellement en cours.

Maire de Chacao, un quartier résidentiel de la capitale, Caracas, Irene Saez est jusqu'à présent restée discrète sur son programme de gouvernement. Ses adversaires laissent entendre perfidement que la beauté et l'intelligence ne vont pas toujours de pair... et affirment que plus elle parlera, plus son étoile pâlira ! Selon plusieurs commentateurs, le projet, récemment réactivé par le président du Congrès, Pedro Pablo Aguilar, de création d'un poste de premier ministre permettrait de compenser les faiblesses réelles ou supposées de la belle Irene.

En proie à une grave crise de crédibilité, les deux partis traditionnels, le social-chrétien Copei et la social-démocrate Action démocratique (AD), apparaissent désemparés face à la poussée des candidats indépendants. Tandis que le Copei négocie avec Irene, AD n'a toujours pas annoncé le nom de son candidat à la présidence.

Pour Carlos Andres Perez, la victoire de Hugo Chavez ou d'Irene Saez mettrait en péril la démocratie vénézuélienne. L'ancien président pronostique que l'un comme l'autre *« seraient renversés dans un laps de temps allant de quatre mois à un an. Chavez est rejeté par la majorité des forces armées, qui n'admettraient pas d'être commandées par un homme qui a violé la Constitution »*.

Le *« puzzle de la démocratie »* que le vieux président Caldera se vantait récemment d'avoir reconstitué serait à nouveau menacé si les mesures de contrôle de la production que tentent d'appliquer les exportateurs membres et non membres de l'OPEP ne parvenaient pas à redresser les cours du pétrole. Plus de la moitié des recettes de l'Etat viennent des exportations pétrolières. La forte baisse des cours de l'or noir met en péril le programme d'ajustement économique mis en œuvre par le président Caldera au printemps 1996.

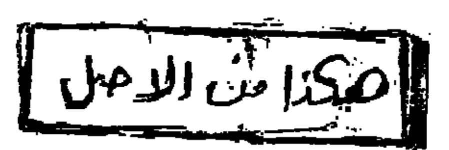
En février dernier, le ministre des finances, Freddy Rojas Parra, a revu à la baisse – de 5,5 % à 4,5 % – ses prévisions de croissance et annoncé une réduction de 10 % des dépenses publiques. En dépit des fluctuations du marché pétrolier, le président Caldera maintient son objectif de réduire l'inflation à 26 % cette année, alors que la hausse des prix avait atteint 37 % en 1997 et 103 % en 1996.

Jean-Michel Caroit

Caracas parie sur une augmentation de la demande du pétrole

Membre fondateur de l'OPEP, le Venezuela veut rénover cette organisation dont le ministre de l'énergie, Erwin Arrieta, a dénoncé *« l'anachronisme »* dans un entretien publié par le quotidien *El Universal*, de Caracas. L'un des principaux négociateurs de l'accord conclu, le 22 mars à Ryad, avec l'Arabie saoudite et le Mexique pour réduire la production pétrolière mondiale, Erwin Arrieta estime que *« le système obsolète des quotas de production appartient au passé »*.

Misant sur une augmentation régulière de la demande, le Venezuela ne fait pas mystère de sa volonté de doubler sa capacité de production dans les huit prochaines années. Une ambition qui pourrait être remise en cause si Hugo Chavez remporte les élections et met un terme à l'ouverture du secteur aux compagnies étrangères.



Bill Clinton admet son impuissance face au régime nigérian

DAKAR. Bill Clinton s'est livré, jeudi 2 avril à Dakar, où il terminait sa tournée africaine, à un aveu d'impuissance, rare pour un président des Etats-Unis, en admettant franchement qu'il ne parvenait pas à influencer le comportement du régime militaire nigérian et que son gouvernement était divisé sur le moyen d'y parvenir. *« En toute franchise, la question du Nigeria est la plus difficile à résoudre (...) parce que toutes les approches que nous avons essayées pour régler le problème posé par le gouvernement du général Abacha se sont révélées décevantes pour nous »*, a-t-il dit lors d'une table ronde sur les droits de l'homme et la démocratie en Afrique. Le président américain a aussi laissé percer un sentiment d'impuissance à propos du leader de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, indiquant qu'il essayait *« de voir quelle est la meilleure manière de travailler »* avec lui et de *« l'influencer »*. – *(AFP.)*

L'investiture du nouveau premier ministre russe est reportée

MOSCOU. Lors d'une rencontre tenue jeudi 2 avril au nord de Moscou, Boris Eltsine et les présidents des deux chambres du Parlement, Guennadi Seleznev et Egor Stroev, se sont mis d'accord pour repousser au 8 avril le vote de la Douma (Chambre basse) sur l'investiture du premier ministre par intérim, Sergueï Kirienko. La présentation du programme de M. Kirienko devant les députés a également été reportée au 8 avril, a indiqué vendredi 3 avril un porte-parole de la Douma.
Le Kremlin a par ailleurs confirmé, jeudi, que Boris Eltsine effectuerait une visite au Japon comme prévu du 11 au 13 avril. L'agence Itar-Tass avait, quelques heures auparavant, annulé sans fournir d'explication une dépêche annonçant que le voyage du président russe avait été reporté. – *(AFP, Reuters.)*

Slobodan Milosevic propose un référendum sur le Kosovo

BELGRADE. Le président de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, toujours hostile à une médiation internationale dans la crise au Kosovo, veut faire avaliser son refus par les citoyens, au moyen d'un référendum. Dans une lettre adressée aux autorités serbes, M. Milosevic a proposé, jeudi 2 avril, une consultation sur la question : *« Acceptez-vous la participation de représentants étrangers à la résolution du problème du Kosovo ? »* Des analystes indépendants estiment que l'issue négative d'un éventuel référendum sur ce sujet faisait peu de doute. Cette offre a été aussitôt approuvée par le président serbe, Milan Milutinovic, et par le vice-premier ministre ultranationaliste, Vojislav Seselj, mais rejetée par les Albanais du Kosovo. – *(AFP.)*

Bosnie : l'OTAN fait une démonstration de force à Pale

SARAJEVO. La Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR) a mené, jeudi 2 avril, une opération à Pale, fief des ultranationalistes serbes de Bosnie. Des chars et des transporteurs de troupes italiens et allemands se sont déployés toute la journée sur les axes principaux et dans le centre de cette bourgade proche de Sarajevo. Plusieurs locaux des forces spéciales de police ont été inspectés. En août 1997, la SFOR avait annoncé qu'elle appliquerait dorénavant un contrôle strict de ces forces. Certaines, restées fidèles aux ultranationalistes serbes, avaient été aussitôt démantelées, notamment à Doboj et Banja Luka. A Pale, elles continuent d'échapper à l'autorité du nouveau premier ministre de la République serbe, Milorad Dodig, et assurent la protection de Radovan Karadzic, l'ancien chef des Serbes de Bosnie, recherché pour crimes de guerre. – *(Corresp.)*

EUROPE

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le président Vaclav Havel a officiellement convoqué**, jeudi 2 avril, les élections législatives anticipées pour les 19 et 20 juin. M. Havel s'est déclaré *« convaincu »* que ces élections anticipées – les premières depuis la création de la République tchèque le 1er janvier 1993 – *« conduiront à un éclaircissement de la répartition des forces politiques du pays »*. – *(AFP.)*

■ **LETTONIE : l'explosion d'une bombe** a brisé, jeudi 2 avril, les vitres d'une synagogue de Riga, la capitale, sans faire de victime. Le président letton, Guntis Ulmanis, et le premier ministre, Guntar Krasts, ont condamné l'attentat, qui n'a pas été revendiqué. L'explosion serait liée à la récente réunion d'un groupe de vétérans SS de la seconde guerre mondiale, ont déclaré des responsables du Centre Simon-Wiesenthal, organisation spécialisée dans la lutte antinazie. – *(Reuters.)*

ASIE

■ **CORÉE DU SUD : l'ancien chef des services secrets sud-coréens,** Kwon Young-hae, a été arrêté jeudi 2 avril à Séoul, et accusé d'avoir voulu mener une campagne de calomnies contre le président Kim Dae-jung. M. Kwon a été arrêté par des responsables du parquet à sa sortie d'un hôpital du sud de Séoul, où il a été soigné après une tentative de suicide le mois dernier alors qu'il était interrogé pour les mêmes accusations. – *(AFP.)*

■ **INDE-PAKISTAN : huit soldats indiens ont été tués et six Pakistanais blessés**, jeudi 2 avril, lors d'un échange de tirs d'artillerie à la frontière indo-pakistanaise entre forces armées des deux pays, selon des sources militaires pakistanaises. Cet affrontement, qui a duré plusieurs heures, s'est produit dans le secteur de Sialkot, au Cachemire, ont ajouté ces sources. Les forces pakistanaises et indiennes échangent régulièrement des tirs au Cachemire, région divisée depuis la partition des deux pays en 1947 et objet de deux des trois guerres qui les a opposés depuis cette date. – *(AFP.)*

Le ministre iranien de la culture agressé à Stockholm

STOCKHOLM. Un incident a perturbé, mercredi 1er avril à Stockholm, l'intervention du ministre de la culture iranien Ataollah Mohadjarani devant la conférence de l'Unesco sur les politiques culturelles pour le développement. Un opposant au régime de Téhéran a jeté deux oeufs sur le ministre, touché à la tête, alors qu'il commençait son discours en séance plénière devant la conférence. L'inconnu, rapidement maîtrisé par les forces de l'ordre, a crié lors de son agression : *« Ils ont tué mon frère, ils ont tué ma famille ! »* Après une brève interruption de séance, M. Mohadjarani a repris son intervention, sans mentionner l'incident. Le directeur général de l'Unesco a estimé que M. Mohadjarani avait *« rendu un hommage à la tolérance dans* (son) *remarquable discours »* et affirmé sa *« volonté de renforcer la coopération* (de l'Unesco) *avec l'Iran afin de promouvoir les idéaux de justice, de liberté, d'égalité et de solidarité »*.

Enlisée dans une crise économique et politique, la Roumanie change de premier ministre

La formation du gouvernement par Radu Vasile s'annonce difficile

Le président roumain, Emil Constantinescu, a officiellement désigné, jeudi 2 avril, le chrétien-démocrate, Radu Vasile, au poste de premier ministre en remplacement de Victor Ciorbea, démissionnaire depuis le 30 mars. M. Vasile dispose de dix jours pour présenter son gouvernement. Les négociations au sein de la coalition majoritaire seront délicates. L'opposition appelle à l'organisation d'élections anticipées.

BUCAREST
de notre correspondant

Le président roumain, Emil Constantinescu, a officiellement désigné, jeudi 2 avril, le chrétien-démocrate Radu Vasile au poste de premier ministre. Les formations de la coalition majoritaire, dominée par le Parti national paysan – chrétien-démocrate et comprenant les libéraux, l'Union démocrate des Magyars de Roumanie et les sociaux-démocrates à l'origine de la démission du précédent gouvernement – ont *« toutes été d'accord avec cette nomination »*.

M. Vasile avait, récemment, repris à son compte les reproches formulés par les sociaux-démocrates à l'adresse du cabinet précédent dirigé par M. Ciorbea, taxé *« d'incompétence et de laxisme »*. M. Ciorbea a démissionné le 30 mars après quinze mois de gouvernement. Rongée depuis le début de l'année par la crise politique, la Roumanie a pris un retard considérable sur son programme de réformes. Le budget 1998 n'est toujours pas adopté et l'économie du pays est sinistrée. Radu Vasile devra, *en priorité*, *rétablir* la confiance avec le Fonds monétaire international qui a suspendu son aide au mois de février en raison des incertitudes politiques. Il devrait bénéficier d'une trêve temporaire des protestations syndicales, annoncée début mars.

Le nouveau premier ministre devra mener de dures tractations avec les membres de la coalition pour la formation de son gouvernement. *Il ne dispose que de dix* jours pour soumettre la liste de ses ministres au Parlement. Les pourparlers avec les sociaux-démocrates de Petre Roman, dont les voix des parlementaires sont indispensables à l'actuelle coalition, s'annoncent délicats. Les sociaux-démocrates réclament un programme de réformes avec des *« étapes et des dates précises »*.

Certains de leurs objectifs politiques sont en totale contradiction avec ceux des chrétiens-démocrates. Ils s'opposent notamment à la restitution *in integrum* des biens confisqués sous le régime communiste, ainsi qu'à l'accès *« sans restrictions »* des Roumains aux dossiers de l'ancienne Securitate (la police politique de Ceausescu). La vie politique roumaine étant largement dominée par des querelles de personnes, Radu Vasile espère pouvoir imposer *« une plus grande autonomie de décision »* du premier ministre par rapport aux états-majors politiques.

Pour leur part, tous les partis d'opposition, notamment le Parti de la démocratie sociale, au pouvoir jusqu'en novembre 1996, prédisent la tenue prochaine d'élections anticipées. *« Quelle que soit la composition de la prochaine équipe gouvernementale, les causes de la crise politique et économique persisteront tant que le pays est dirigé par l'actuelle coalition »*, soutient l'ancien chef de l'Etat, Ion Iliescu.

Andréi Neacsu

Un homme « pragmatique » et « autoritaire »

Agé de 55 ans, Radu Vasile incarne au sein de son Parti national paysan – chrétien-démocrate (PNP-CD) le courant « réformateur », opposé à la vieille garde rendue inflexible par de longues années de prison durant le communisme. Vice-président du Sénat, où il siège depuis 1992, ce francophone passe pour un spécialiste en politique monétaire européenne. Réputé pragmatique et autoritaire, ce fiscaliste a souvent contesté l'action du Fonds monétaire international. Récemment, il soutenait que *« 80 % des programmes de réformes proposés par le FMI dans d'autres pays du monde ont été inefficaces »*.

Aujourd'hui, le nouveau premier ministre, diplômé d'histoire et de sciences économiques, prône un accord rapide avec cette institution afin de *« convaincre les investisseurs étrangers que les choses bougent en Roumanie »*. M. Vasile avait été pressenti antérieurement pour diriger la banque centrale ou encore le fonds de propriété d'Etat, chargé des privatisations.

EXTRÊME DROITE La condamnation de Jean-Marie Le Pen, jeudi 2 avril, par le tribunal correctionnel de Versailles, à deux ans de privation de ses droits civiques pour « violences » à l'encontre d'Annette Pelvast-Bergeal, députée (PS) des Yvelines, pendant la campagne des élections législatives de 1997, est dénoncée par le Front national comme une « *machination politico-judiciaire* ». ● LE CONSEIL NATIONAL du FN, convoqué samedi à Paris, devrait être l'occasion, pour les partisans de M. Le Pen, de susciter une manifestation d'unité autour du président du parti, dont le comportement durant la campagne des régionales est critiqué par une partie des militants. ● JACQUES CHIRAC a exprimé son soutien, jeudi, à Jean-François Humbert (UDF-PPDF), qui avait refusé de demeurer à la présidence du conseil régional de Franche-Comté après y avoir été élu avec les voix du FN.

Le Front national s'insurge contre la condamnation de Jean-Marie Le Pen

Le président du parti d'extrême droite est frappé d'interdiction de ses droits civiques pour deux ans à la suite des violences qu'il avait exercées contre une candidate socialiste pendant la campagne des élections législatives de 1997. Ce jugement est susceptible d'appel

LA CONDAMNATION de Jean-Marie Le Pen, pour violences, à deux ans de privation de droits civiques était à peine connue, jeudi 2 avril, que plusieurs membres du bureau politique du Front national tenaient à manifester publiquement leur solidarité avec leur président. Pour eux, M. Le Pen est innocent, et le tribunal correctionnel de Versailles a prononcé un « *jugement politique* ».

Frank Timmermans, secrétaire national aux fédérations, plaçait sur le même plan trois jugements prononcés le même jour : « *La condamnation de Jean-Marie Le Pen, celle de l'historien Gérard Chauvy, qui mettait en doute la qualité de résistants des époux Aubrac, et celle de Maurice Papon.* » Après Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, qui accuse les « *juges politiques* » de « *priver du libre choix de leur leader politique plus de 4 millions d'électeurs français* », c'était au tour du délégué général, Bruno Mégret, puis du secrétaire général, Bruno Gollnisch, de réagir : le premier en dénonçant une « *machination politico-judiciaire* », le second en affirmant que le jugement « *sera ressenti par tous les honnêtes gens comme une tentative d'élimination politique* ».

M. Le Pen a choisi, quant à lui, d'attendre pour faire connaître sa décision. Il devait la rendre publique, vendredi, en fin de matinée, lors d'une conférence de presse organisée au siège du FN. Si l'on se fie à ses déclarations antérieures, il devrait faire appel du jugement. Lors de l'audience, le 20 février, le président du parti d'extrême droite avait mis en garde les juges contre une peine de privation des droits civiques *(lire ci-dessous)*.

Le conseil national du FN, réuni samedi à Paris, devait faire une large place à la condamnation de son président. Le programme avait d'ailleurs été laissé flou pour faire face à toute éventualité. Premier parmi les fidèles de M. Le Pen, dont il est le gendre, Samuel Maréchal, adjoint au secrétaire général, souhaitait que les militants, « *au minimum, votent une motion de solidarité* ». Jouant les augures, il prévoyait également une forte mobilisation lors de la manifestation habituelle du 1er mai. Le FN devrait exploiter ce jugement pour se présenter de nouveau en victime d'un « complot ».

De leur côté, les adversaires de *M. Mégret et tous ceux qui* craignent l'emprise du délégué général sur le parti devaient utiliser la condamnation de M. Le Pen pour resserrer les rangs autour de lui. Les derniers mois ont montré l'agacement d'un nombre croissant de militants face aux « saillies » du chef du FN. Beaucoup s'étaient interrogés sur son attitude quand, après avoir approuvé la méthode de la « *main tendue* » préconisée par *M. Mégret il avait durci le ton en* réclamant la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (*Le Monde* du 24 mars).

TU DOIS CONTINUER À TE BATTRE, POUR L'EXTRÊME DROITE, POUR LE PARTI, POUR MOI !

PESSIN

M. Le Pen, mais aussi les « deux Bruno », devaient s'employer à démontrer au conseil national qu'il n'y a pas eu de conflit entre eux, en expliquant que les élus de droite prêts à faire accord avec le FN en Provence ne parvenant pas à s'entendre sur un candidat, il devenait *évident que le parti devait réclamer* ce qu'il considérait comme un dû : la présidence pour lui-même. Quant au fait que cette présidence ait été réclamée pour M. Le Pen, on fait comprendre aujourd'hui, au FN, que cette tactique n'a jamais été ouvertement contestée. On souligne le silence de M. Mégret qui s'est rendu compte rapidement de la difficulté d'une région qui aurait été ingérable pour un FN minoritaire, flanqué d'alliés peu fiables.

De même, les responsables du parti devraient apaiser les états d'âme des militants : les uns, comme en Aquitaine, étaient amers de ne pas avoir eu l'autorisation d'aller au secours de la droite ; les autres regrettent de ne pas avoir réclamé de vice-présidences ou, à l'opposé, d'avoir dû se battre, comme en Bourgogne, pour que leurs responsables régionaux n'en réclament pas... Pour cela, ils comptent sur un bilan qu'ils estiment très bénéfique pour le parti.

« ON NOUS DÉDIABOLISE »

En fait, tout le monde se félicite de la méthode « Mégret », consistant à passer « *la droite à la centrifugeuse* », selon l'expression de M. Le Gallou. « *En diabolisant les élus de droite qui se sont rapprochés de nous, on nous dédiabolise* », se félicite M. Mégret. « *Aujourd'hui, on nous regarde autrement* », observe Jean-Marc Brissaud, chef de file du FN en Franche-Comté. La réunion du conseil national sera aussi l'occasion de lancer les consignes pour le futur, car le parti d'extrême droite compte bien continuer sur sa lancée pour peser dans les conseils régionaux.

M. Le Gallou, qui est également responsable des élus, voit « *trois configurations dans les conseils régionaux* ». « *Dans le premier cas,* dit-il, *le président possède une majorité absolue, le rôle des élus frontistes sera alors celui d'une opposition classique. Dans le deuxième, le président a été élu grâce aux voix du FN, et ses représentants pèseront dans les choix au sein des commissions et interviendront dans les conseils d'administration des établissements scolaires. Dans le troisième, les conseillers auront pour mission de mettre la droite face au choix entre des accords avec le FN ou bien avec la gauche.* »

Lors d'un petit déjeuner avec la presse, le 31 mars, M. Gollnisch s'est attardé sur « *les effets pervers* » de la loi permettant à un président ne bénéficiant que d'une majorité relative de faire adopter quand même son budget. « *Cette loi va remettre le FN au centre du débat pendant six ans*, ironisait-il. *Ils ont pensé aux budgets, mais rien prévu au niveau des commissions permanentes. On pourra donc avoir des assemblées dont le budget sera voté, mais dont seulement 3 % ou 4 % seront dépensés car l'affectation des crédits dépend de ces commissions.* » Et le FN compte bien y montrer sa présence...

Christiane Chombeau

Une longue suite de condamnations

● **11 mars 1986** : le tribunal d'instance d'Aubervilliers condamne M. Le Pen à 1 franc de dommages et intérêts pour antisémitisme. Il avait déclaré lors d'un meeting : « *Je dédie tout simplement votre accueil à Jean-François Kahn, à Jean Daniel, à Ivan Levaï et à Elkabbach.* »

● **16 novembre 1987** : le tribunal de Paris condamne M. Le Pen à 5 000 francs d'amende pour « *provocation à la haine, à la discrimination et à la violence raciales* » à la suite d'un tract publié en 1983, et à 3 000 francs pour des propos tenus lors d'une émission de télévision, en 1984, où il avait qualifié la présence des immigrés en France comme « *une véritable invasion* ».

● **18 décembre 1991** : la cour d'appel de Versailles condamne M. Le Pen à 100 000 francs de dommages et intérêts pour avoir affirmé, lors de l'émission « Le grand jury RTL-*Le Monde* » à propos des chambres à gaz : « *Je n'ai pas étudié la question mais je crois que c'est un point de détail dans l'histoire de la seconde guerre mondiale.* »

● **3 juin 1993** : la cour d'appel de Paris confirme la condamnation en première instance de M. Le Pen à une amende de 10 000 francs pour avoir proféré « *Durafour-crématoire* » aux dépens de Michel Durafour.

● **26 décembre 1997** : le tribunal de Nanterre condamne M. Le Pen à 1 franc de dommages et intérêts pour avoir déclaré, le 5 décembre, à Munich, que dans « *un livre de mille pages sur la seconde guerre mondiale, les camps de concentration occupent deux pages et les chambres à gaz dix à quinze lignes, ce qui s'appelle un détail* ». Ces propos lui ont aussi valu une mise en examen pour « *contestation de crimes contre l'humanité* ».

« Un comportement manifestement indigne d'un homme politique et président d'un parti »

LA CINQUIÈME CHAMBRE du tribunal correctionnel de Versailles a condamné, jeudi 2 avril, Jean-Marie Le Pen à trois mois de prison avec sursis, à un total de 23 000 francs d'amende et à deux ans d'interdiction des droits civiques, pour « *violences en réunion* » et « *injures publiques* ». Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur de la République, Jean-Claude Dumarest. La peine d'interdiction des droits civiques, prise à titre complémentaire, rend inéligible le président du Front national, qui perdrait ainsi ses mandats de député européen et de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Après l'audience, qui s'était tenue les 19 et 20 février, M. Le Pen avait fait savoir qu'il ferait appel d'une éventuelle condamnation. Il devait faire connaître sa décision lors d'une conférence de presse organisée, vendredi 3 avril, en fin de matinée, au siège du parti, à Saint-Cloud. L'appel serait suspensif de la condamnation.

Absent au prononcé du jugement, le leader du parti d'extrême droite avait comparu au mois de février pour répondre des incidents qui avaient émaillé, le 30 mai 1997, sa visite à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, dans le cadre de la campagne des élections législatives. Venu soutenir sa fille Marie-Caroline, M. Le Pen avait violemment pris à partie Annette Peulvast-Bergeal, la candidate socialiste, aujourd'hui députée. Le tribunal, présidé par Françoise Martres, a reconnu la réalité de cette agression en condamnant M. Le Pen à verser 20 000 francs de dommages et intérêts à Mme Peulvast-Bergeal.

« VIOLENCES CARACTÉRISÉES »

Les juges de Versailles ont également condamné à 3 000 francs d'amende un garde du corps et deux membres du Département protection et sécurité (DPS), le service d'ordre, du FN pour « *violences* », et relaxé son chef, Bernard Courcelle. Deux contre-manifestants ont été condamnés à des peines d'amende de 2 000 francs pour « *injures* » à l'encontre du président du FN, qualifié pendant les manifestations de « *Le Pen assassin* ». Un troisième a écopé d'une peine de 3 000 francs d'amende pour « *injures à caractère racial* » contre un membre des services de police.

En plus des nombreux témoignages mettant en cause l'attitude de M. Le Pen pendant sa visite à Mantes-la-Jolie, le tribunal s'est également appuyé sur les vidéos tournées lors de l'agression de Mme Peulvast-Bergeal. Sur la base de ces films diffusés dans les journaux télévisés, les juges considèrent que la candidate socialiste « *a bien été victime de violences caractérisées* » et que « *M. Le Pen a pris une part prépondérante dans le déroulement de ces violences. C'est lui qui se tourne vers elle, c'est lui qui l'agrippe par son corsage, c'est lui qui lui exprime sa colère, perdant manifestement le contrôle de lui-même* ».

« *Il est resté sourd aux appels au calme qui lui ont été lancés*, constate le tribunal. *De plus, après le premier incident l'ayant opposé à Mme Peulvast-Bergeal, il a de lui-même cherché le contact aves ses opposants, voire l'affrontement physique.* » En conséquence, les juges estiment qu'« *un tel comportement, provocateur et agressif, est manifestement indigne d'un homme politique, et président d'un parti* » et « *doit en conséquence être sévèrement sanctionné* ».

Dans son réquisitoire, le 20 février, le procureur de la République avait expliqué que « *tout s'est déroulé comme dans un mauvais film, où l'on voit des gens qui cognent sur tout ce qui bouge* ». Il avait précisé que ces événements donnaient « *à l'ensemble des Français une image déplorable de la vie politique* » (*Le Monde* daté 22-23 février). Le président du FN avait souligné, pour sa part, qu'une peine de privation des droits civiques serait « *une sanction hors de proportion et troublerait très gravement les relations entre l'exécutif, le politique et le judiciaire* ». Il avait ajouté qu'un telle peine « *romprait gravement l'équilibre de nos institutions* ».

Après l'énoncé du jugement, Mme Peulvast-Bergeal s'est « *félicitée* » de la condamnation du chef du parti d'extrême droite, en affirmant que « *ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie était une négation totale de la démocratie, une négation des valeurs républicaines* ».

Acacio Pereira

Pour Jacques Chirac, l'union de la droite dépend de la force du RPR

LE CHEF DE L'ÉTAT a continué, jeudi 2 avril, ses consultations avec les dirigeants des formations républicaines. A la demande expresse de Jacques Chirac, la délégation du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), emmenée par Hervé de Charette et Pierre Albertini, comprenait Jean-François Humbert, le premier président de conseil régional à avoir donné sa démission, dès le 20 mars, pour marquer son refus des voix du Front national. L'élu, qui est à nouveau candidat, vendredi 3 avril, à la présidence de la région Franche-Comté *(lire ci-contre)*, a été félicité, dès son arrivée dans le bureau présidentiel, pour son « *attitude républicaine* ».

L'entretien avec les responsables de cette composante de l'UDF a porté essentiellement sur les modes de scrutin. Bien que réservé sur une « *réforme à chaud* », M. de Charette a souligné que la modification la plus urgente concerne le mode de scrutin des élections européennes. Le scrutin majoritaire à deux tours, dans le cadre de quatre-vingt-sept circonscriptions (le nombre d'élus français à Strasbourg est de quatre-vingt-sept), permettrait, selon les dirigeants PPDF, de donner « *un visage à l'élu* » européen. Ils ont également exprimé des réserves sur une réforme du mode de scrutin législatif (*Le Monde* des 2 et 3 avril). M. Chirac leur a répondu que, sur ce sujet, sa religion n'est pas faite.

La question du quinquennat, auquel M. de Charette est favorable, n'a pas été abordée : « *Il y a des moments où le sujet est d'actualité. Je ne crois pas que ce soit un de ces moments-là* », a-t-il expliqué. La conversation a porté, en revanche, sur l'état de l'opposition et sur sa reconstruction. M. Chirac leur a paru réticent à l'idée du parti unique, s'il ne repose pas sur un *projet commun. Selon le chef de* l'Etat, peu importe le schéma d'organisation ; ce qui compte, c'est « *l'état d'esprit* ».

Evoquant la déliquescence actuelle de l'UDF, le président a glissé, au passage, un commentaire sur le RPR et sa nouvelle direction : quand le RPR est fort et rassemblé, a-t-il observé, les forces centrifuges de l'UDF s'estompent ; quand le RPR s'affaiblit, les forces centrifuges reprennent de la vigueur, et la tentation de la « *troisième force* » resurgit. Avis au président du RPR, Philippe Séguin, qui s'était flatté, au lendemain des régionales et des cantonales, d'avoir donné « *un patron* » au RPR...

Avec Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), qui a succédé au PPDF dans le bureau présidentiel, l'entretien a été plus tendu et plus bref. « *Il faut se pincer pour réaliser que de Gaulle a habité cette maison pendant dix ans !* » a lancé le député de la Vendée en sortant de l'Elysée. « *A quoi servirait-il de moderniser la vie politique, au moment même où on liquide, où on transfère la souveraineté de notre pays ?* » s'est interrogé M. de Villiers. Estimant que « *le trafic du mode de scrutin des élections européennes serait très mal reçu par les Français* », il a surtout plaidé la cause de son mouvement, qui voit dans les élections européennes une occasion de retrouver une audience.

« MARQUEUR EUROPÉEN »

A l'appui du *statu quo*, il a fait valoir au chef de l'Etat que le Front national est « *borduré* » dès qu'une campagne traite des « *débats de fond* ». « *Avec la question européenne, on touche à tous les sujets essentiels*, observe M. de Villiers. *Prenons garde que la recomposition de la vie politique ne se fasse pas à partir du marqueur FN, mais à partir du marqueur européen.* »

Ces deux rendez-vous ont clos la série de consultations des chefs des formations « *républicaines* », annoncée par M. Chirac au cours de son allocution radio-télévisée du 23 mars. Ces entretiens, qui ont occupé l'agenda présidentiel toute la semaine, ont porté à la fois sur les institutions de la Ve République, sur les modes de scrutin, sur la parité hommes-femmes et sur l'organisation de l'Etat (décentralisation, déconcentration). Aux responsables politiques devraient succéder des experts juridiques et constitutionnels, ainsi que des personnalités d'horizons différents.

Cécile Chambraud et Pascale Robert-Diard

Le cas de la Franche-Comté

Jean-François Humbert (UDF-PPDF), élu le 20 mars à la présidence du conseil régional de Franche-Comté avec les voix du FN, avant de donner immédiatement sa démission, et qui était de nouveau candidat, vendredi 3 avril, face à Christian Proust (MDC) et Jean-Marc Brissaud (FN), a rassuré Jacques Chirac, jeudi 2 avril, à l'Elysée. « *La droite gardera la région, même si c'est au bénéfice de l'âge* », a-t-il affirmé au président de la République, qui s'est informé longuement de la situation franc-comtoise. En cas d'égalité des voix au troisième tour, la droite franc-comtoise a décidé que les deux doyens d'âge UDF, Pierre Bénichou et Jacques Bichet, seraient alors départagés par une « *primaire loyale* ». La gauche, réunie tard dans la soirée, s'est encore opposée entre les fidèles de M. Proust et les partisans d'une « *absention négociée* », parmi lesquels des élus PS et Verts. « *Si la gauche donne des voix à la droite, alors nous mêlerons nos voix aux leurs* », a prévenu M. Brissaud.

هكذا من الأصل

M. Hue souhaite que la majorité « plurielle » élargisse son assise à gauche

La direction du PCF propose de « créer une dynamique nouvelle à gauche »

Le Parti communiste français devait réunir, vendredi 3 et samedi 4 avril, son premier comité national *depuis les élections régionales* et cantonales. Robert Hue devait présenter le rapport introductif. Le secrétaire national du PCF estime qu'une situation de *« crise »* politique est ouverte. Le PCF, malgré des résultats plutôt satisfaisants pour lui, veut *« ancrer un peu plus la gauche plurielle à gauche »*.

VENDREDI 3 et samedi 4 avril, le Parti communiste français au grand complet devait se retrouver pour la première fois depuis les élections cantonales et régionales. L'ordre du jour du comité national est flou – *« les responsabilités des communistes dans le contexte politique nouveau »* – mais, comme il est de coutume dans les moments délicats ou importants, le secrétaire national est le rapporteur du texte présenté. Place du Colonel-Fabien, on parle, à propos du comité national qui s'ouvre, d'un événement de l'importance – sinon de la nature – du *« compromis historique »* dans lequel Enrico Berlinguer avait engagé le Parti communiste italien avec la Démocratie-chrétienne, ou, en France, pour le PCF, du Front populaire ou du Front national de la Résistance. Rien de moins...

Le tournant, s'il existe, découle tout naturellement du résultat des élections. Depuis le 15 mars, la direction du PCF a mis une application toute particulière à dresser un bilan, sinon catastrophiste, du moins très nuancé des élections régionales et cantonales. M. Hue, contrairement au premier ministre, estime que la situation est celle d'une *« crise »* politique générale. *« Nous ne pensons pas, comme Lionel Jospin, que ce qui se passe à droite ne nous regarde pas »*, commente un proche du secrétaire national. S'il n'y a pas eu *« retour de balancier de la droite »*, la *« poussée à gauche »* attendue ne s'est pas produite. Entre le 15 mars et le premier tour des élections législatives de 1997, la gauche plurielle a perdu cinq points.

Le PCF a tiré son épingle du jeu. De tous les partenaires du PS – grand gagnant des deux scrutins –, il est celui, au sein de la coalition gouvernementale, qui a le plus profité de l'effet mécanique des listes communes aux élections régionales : 153 conseillers contre 119 sortants. Pour les cantonales, le PCF, qui comptait 104 conseillers généraux sortants, en a perdu 13 dans 12 départements, mais en a gagné 48 dans 35 autres. Le PCF a étendu son implantation électorale et gagné le conseil général de l'Allier.

Mais le PCF sait aussi qu'il a failli sur la mobilisation : les résultats des élections régionales se situent dans la fourchette basse des espérances (*Le Monde* du 21 février). Il a fait les frais du jeu du Front national – qui l'a privé de la présidence de la région Picardie. Enfin, Place du Colonel-Fabien, même si on assure, sur la base d'études locales commandées aux fédérations, que l'électorat d'Arlette Laguiller n'aurait pas mordu sur celui du PCF, les scores réalisés par l'extrême gauche ont provoqué de réelles inquiétudes. Selon une enquête sortie des urnes réalisée par Ipsos, le 15 mars (sur un échantillon de 3 906 personnes construit selon la méthode des quotas), 13 % des sympathisants communistes et 10 % de ceux qui se situent eux-mêmes *« très à gauche »* auraient en effet voté pour les listes de LO ou de la LCR...

PAS DE MAJORITÉ POLITIQUE

« Pourquoi tous ces gens qui rejettent l'ultralibéralisme ne se retrouvent-ils pas dans l'offre politique ? », s'est interrogée la direction. Pour y répondre, M. Hue devrait proposer, vendredi, *« une vision stratégique pour élargir l'assise du parti au-delà de la majorité plurielle »*. Pour le secrétaire national du parti, il n'y a pas de majorité politique pour la gauche (à peine 20 % des inscrits en tenant compte de l'abstention). Il faut donc amener à elle ces forces et ces électeurs déboussolés. Ce que le parti, soucieux de rééquilibrer la gauche « plurielle » à son avantage, va tenter de faire autour d'une dizaine de grands thèmes (emploi, pouvoir d'achat, *« développement durable »*, politique industrielle, Europe), qui auront aussi l'avantage de donner un corpus à un parti que l'on achève tout juste de toiletter.

Face aux tentations centristes qui pourraient saisir le PS, à la veille d'une élection présidentielle qui se joue traditionnellement au centre, a analysé un récent bureau national du PCF, le parti veut *« ancrer un peu plus la gauche plurielle à gauche »*, explique un proche de M. Hue. Mais le secrétaire national, qui juge suicidaire de devenir le *« Monsieur Plus de la gauche »*, ne jouera pas personnellement ce rôle. *« Il faut surtout une gauche plus plurielle, plus citoyenne »*, explique-t-il, préférant devenir le *« Monsieur de la gauche autrement »*.

Le projet est aussi œcuménique qu'ambitieux : la gauche radicale, associative ou politique, continue à se méfier du PCF. Le projet devrait rester aussi volontairement flou. Le parti, que ses responsables jugent en petite forme, est appelé à se mettre au travail en *« s'ouvrant »* davantage aux responsables associatifs et politiques locaux, avant le 30e congrès, en décembre 1999.

Pas question bien sûr, d'un « pôle de radicalité » à gauche, dont le PS ne veut pas : le PCF reste plus que jamais ancré dans la gauche « plurielle », soucieux d'ailleurs, pour mieux s'y inscrire, de transformer les modes de fonctionnement de son parti, devrait insister M. Hue. Mais le PCF souhaite, apparemment, lancer quelques signaux sur sa gauche. Pour les élections européennes, par exemple, Pierre Blotin, numéro deux du parti, se dit *« prêt à discuter »*, à condition de *« parler d'abord du fond »*.

Ariane Chemin

Les élections européennes et le pactole de l'extrême gauche

À PEINE la page des élections régionales tournée, les réflexions sur les européennes de juin 1999 ont commencé. Avec au moins un constat unanime : ce sera difficile. Communistes, Verts ou Citoyens, ils reconnaissent tous, comme le dit George Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, que *« ce scrutin-là embête beaucoup de monde »*. A la gauche du PS, on sait, en effet, que des élections à la représentation proportionnelle nationale encouragent les petites listes, mais aussi qu'elles poussent aux alliances. Et que, dans une situation de crise politique et pour un scrutin sans enjeu national immédiat, analyse-t-on place du Colonel-Fabien, les pactes électoraux ne correspondent pas forcément aux recompositions ou aux interrogations des militants.

Quelques points sont acquis. D'abord, celui de listes PS et PCF séparées, comme pour la prochaine élection présidentielle : c'était la stratégie adoptée par le PCF lors de son vingt-neuvième congrès, en décembre 1996. Chacun des deux partis fera sa propre campagne. Si toute la gauche s'accorde à reconnaître qu'il faut « réorienter » la politique européenne, l'analyse diverge sur le rôle de la monnaie unique. Pour le PS, ce mal nécessaire peut devenir l'instrument de la réorientation ; pour le PCF, elle est, au contraire, un nouvel obstacle à une Europe sociale.

Les Verts qui, eux aussi, partiront seuls au combat et débattront de cette échéance samedi 4 avril, lors de la réunion de leur conseil national, semblent s'être mis d'accord pour confier la tête de liste à Daniel Cohn-Bendit. Au PCF, certains murmurent le nom de Marie-George Buffet.

PERSONNALITÉS CONVOITÉES

Les Verts et le PCF savent que des petites listes concurrentes peuvent causer beaucoup de dommages. Chacun – y compris le MDC – affiche donc, comme c'est de coutume lors d'un premier round d'observation, sa volonté de présenter une liste autonome. *« Aucune hypothèse n'est à exclure, mais la logique veut que nous y allions séparément »*, assure M. Sarre, alors que beaucoup, au MDC, plaident pour une alliance avec le PCF. Sans succès évident : le petit mouvement présidé par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, fait aujourd'hui pour beaucoup de militants de gauche, figure de repoussoir. LO et la LCR connaissent en revanche leurs atouts : elles n'excluent d'ailleurs pas de faire liste commune, ou en tout cas le laissent croire.

Le potentiel de voix de la gauche militante et radicale et la résonance des revendications portés par les récents mouvements sociaux aiguisent les appétits partisans. Du coup, certains lorgnent déjà, comme ils l'avaient fait sans succès au moment des élections législatives, vers quelques figures du « mouvement social » : cinéastes mobilisés contre l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et pour les sans-papiers ; responsables associatifs en pointe dans le mouvement des chômeurs, comme Christophe Aguiton, dirigeant d'AC ! et membre de la LCR ; syndicalistes, militants anti-Front national...

La démarche s'annonce difficile. Plus encore peut-être aujourd'hui qu'hier, les syndicats entendent garder leurs distances avec les partis. La présence de Francine Bavay, membre de l'exécutif des Verts, sur la liste de Jean-Paul Huchon, puis son élection à la vice-présidence du conseil régional d'Ile-de-France, a créé de forts remous à SUD-PTT, où elle siège au bureau fédéral. *« Les régionales ont été une élection sans dynamique. La clé, ce sera encore une fois un accord de forces politiques »*, pronostique M. Aguiton.

N'empêche : certains souhaitent que la question soit posée. A la veille de la réunion du comité national du PCF, Guy Hermier, porte-parole des refondateurs, propose, dans un communiqué, *« la constitution d'une liste représentative des formations politiques, du PCF aux Verts, et des acteurs du mouvement social »*.

Ar. Ch.

Les députés PCF et MDC prennent date sur l'euro

MAUVAISE HUMEUR, agacement réciproque et désaccords affichés sur le fond. Si le gouvernement ne savait pas encore que les députés communistes forment la part la moins malléable de sa majorité, désormais il en a une petite idée. Car l'examen des diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), discutées depuis le 31 mars à l'Assemblée nationale et votées dans la soirée du 2 avril, a clairement montré que le PCF et, parfois, le Mouvement des citoyens comme les Verts, peuvent participer au gouvernement, mais se montrer contestataires à l'Assemblée.

Ces dispositions économiques, présentées chaque année par le gouvernement, sont rarement des textes politiques d'ampleur, mais les adaptations techniques qu'elles proposent concernent parfois de vraies réformes de fond. C'était notamment le cas, cette année, avec l'euro. Alors que l'aile gauche (PCF et MDC) de la majorité reste très rétive à la monnaie unique, les députés ont, par un hasard du calendrier, été amenés à examiner des dispositions permettant l'adaptation des entreprises à la monnaie unique trois semaines avant le débat, les 21 et 22 avril, sur l'entrée de la France dans l'euro.

C'était aussi le cas de mesures concernant l'ouverture du monopole de distribution du gaz de GDF ou la possibilité pour les salariés d'Air France d'être rémunérés (*Le Monde* du 1er avril), pour une part, en actions de la compagnie aérienne. Là encore, sous couvert de mesures techniques, la gauche « plurielle » a dû aborder un débat qui la divise, autour des notions de service public et d'entreprises publiques. Sur deux de ces points au moins, euro et GDF, le gouvernement n'est parvenu à faire passer ses mesures que grâce à l'appoint des voix UDF, afin de compenser la fronde des communistes et du MDC. Et si le cas d'Air France a posé moins de difficultés, c'est que le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, est venu lui-même rassurer ses amis.

Jeudi soir, lorsque le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, a voulu obliger les députés à revenir sur certains amendements et imposer un vote bloqué sur l'ensemble du projet de loi, il a dû affronter les protestations des communistes. *« Je n'appartiens pas à une compagnie de hussards et je trouve la méthode du gouvernement détestable »*, a lancé Jean-Pierre Brard (app. PC, Seine-Saint-Denis). Sur le fond, il a dû, aussi, réentendre les critiques vigoureuses du chevènementiste Georges Sarre (Paris) sur l'euro : *« Il n'est pas acceptable que la démocratie soit confisquée par un aréopage de technocrates. »*

Pour finir, lorsqu'il a fallu voter les dispositions d'ordre économique et financier, les communistes ont refusé de prendre part au vote, et les députés MDC ont voté contre. L'hémicycle étant alors franchement clairsemé, le texte a donc été adopté par 19 voix (PS et PRG) contre 4 (UDF et RPR).

Pour la beauté de l'histoire, l'amendement qui a recueilli la plus belle unanimité de l'Assemblée a été celui de Gilbert Mitterrand (PS). Elu d'un département viticole, la Gironde, M. Mitterrand proposait d'autoriser la publicité pour les boissons alcooliques sur des objets directement liés à leur consommation (décapsuleurs, bouchons, etc.). Tradition française oblige, l'ensemble des députés, même les plus citadins, se sont découvert une proximité avec la vigne, et la disposition a été adoptée. En revanche, le gouvernement les a contraints à revenir sur leur votes concernant les casinos. Enghien-les-Bains n'aura donc pas droit aux machines à sous, et il n'y aura pas de casinos dans les stations touristiques où ils ne sont pas autorisés.

Raphaëlle Bacqué

La Marne conserve provisoirement sa vignette

C'est bien sur la vignette que la bataille a été la plus vive, lors de l'examen des DDOEF, jeudi 2 avril à l'Assemblée nationale. Pour calmer l'attirance des loueurs et des transporteurs vers la Marne – devenue une sorte d'eldorado fiscal du fait de sa vignette à 146 francs pour une 4CV quand elle coûte ailleurs, en moyenne, 208 francs –, le président et le rapporteur général socialistes de la commission des finances avaient proposé que soit instauré un tarif-plancher. La Marne aurait alors dû augmenter le prix de sa vignette de 30 %.

L'amendement risquant fort d'être censuré par le Conseil constitutionnel, il a été retiré. Secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter s'est engagé à trouver très vite une solution : pour les entreprises, la vignette devra être achetée dans le département du *« lieu de stationnement habituel des véhicules »*.

Le gouvernement envisage des déficits publics inférieurs à 2,5 % en 1999

Les cadrages budgétaires s'annoncent rigoureux

SI ELLE A DONNÉ lieu à un long débat sur l'immigration (*lire p. 32*), la réunion du gouvernement, jeudi 2 avril à l'hôtel Matignon, a été l'occasion d'un nouvel échange sur la politique budgétaire. Un échange, selon plusieurs participants, qui, pour être court, n'en a pas moins été *« vif »*.

A ce stade de la procédure d'élaboration du projet de loi de finances pour 1999, le « cadrage » budgétaire est encore loin d'être arrêté. Cependant, la reprise devrait faciliter la tâche du gouvernement. C'est en substance le message, selon de bonnes sources, que le ministre des finances s'est appliqué à faire passer auprès de son collègue.

Selon Dominique Strauss-Kahn, les dividendes de la croissance devraient permettre de tenir trois objectifs. D'abord, ce budget devra être le premier, depuis cinq ans, « bouclé » sans hausse d'impôt. Autrement dit, la réforme fiscale, notamment dans le cas du patrimoine, devra intervenir à prélèvements constants. Ensuite, la reprise devrait permettre au gouvernement de financer ses priorités. Enfin, troisième objectif, le ministre des finances a insisté sur une idée qui lui est chère selon laquelle il faut toujours profiter du haut du cycle économique pour œuvrer à une réduction sensible des déficits.

A quel niveau faudra-t-il donc abaisser ces déficits ? La question n'a pas été tranchée. D'ici à l'envoi, fin avril, des traditionnelles « lettres de cadrage », le premier ministre devra rendre son arbitrage. Il semble, cependant, que l'idée chemine d'abaisser les déficits publics entre 2,3 % et 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999, après 3 % en 1997 et en 1998.

Ces priorités n'ont pas fait débat au sein du gouvernement. Un apparent consensus s'est dégagé sur le fait que la croissance donnera bel et bien des marges de manœuvre nouvelles au gouvernement. Mais, après que Lionel Jospin eut conforté les scénarios dessinés par M. Strauss-Kahn, plusieurs ministres ont aussi compris qu'en tout état de cause les dépenses devront être serrées. Trois scénarios auraient ainsi été préparés par Bercy : le premier prévoyant une progression inférieure à celle des prix, la deuxième identique à celle des prix, la troisième reposant sur une hausse de 1 % en volume, ce qui marquerait une rupture par rapport aux budgets de 1997 et de 1998. Cette dernière hypothèse a les faveurs de Bercy.

Plusieurs ministres se sont inquiétés de ces normes budgétaires, qu'ils ont jugées trop draconiennes. C'est notamment le cas de Jean-Pierre Chevènement, qui a fait valoir que *« rien n'obligeait la France à s'aligner sur ses partenaires »* et à se soumettre à ce point à la logique des marchés. Dominique Voynet est intervenue sur le même registre. Les ministres communistes étaient, eux, absents du déjeuner.

Sur un mode moins critique, deux ministres, Martine Aubry et Pierre Moscovici, ont insisté sur le fait que les priorités du gouvernement (loi contre les exclusions, 35 heures, emplois-jeunes, accord salarial dans la fonction publique...) devaient trouver une traduction forte dans la loi de finances pour 1999. Bref, si la croissance revient, l'équation budgétaire s'annonce malgré tout difficile à résoudre.

Laurent Mauduit et Michel Noblecourt

DÉPÊCHES

■ **POPULARITÉ : selon un sondage de la SOFRES,** réalisé du 25 au 27 mars auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié par *Le Figaro-Magazine* le 4 avril, 51 % des personnes interrogées déclarent faire confiance à Jacques Chirac, contre 55 % en mars, tandis que 47 % (en hausse de 4 points) ne lui font pas confiance.

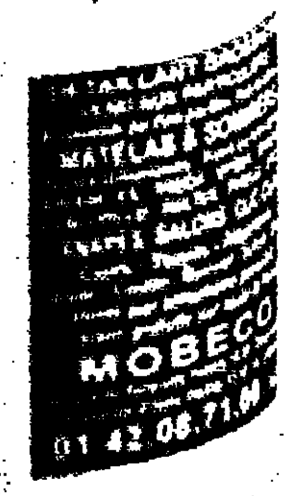
■ **DÉPENDANCE : les départements bénéficient d'un nouveau délai,** jusqu'à l'été, pour harmoniser les montants de la prestation spécifique dépendance pour les personnes âgées (PSD), alors qu'une réforme de la tarification des maisons de retraite doit être présentée en mai.

■ **DÉMISSION : 57 % des habitants de Rhônes-Alpes (contre 37 %) pensent que Charles Millon** devrait démissionner de la présidence de la région obtenue grâce au Front national, selon un sondage BVA réalisé le 25 mars auprès d'un échantillon représentatif de 506 personnes.

■ **DISCRIMINATION : Jean-Louis Beaumont, maire (UDF-PPDF) de Saint-Maur (Val-de-Marne), a abrogé**, le 30 mars, la prime de naissance créée en 1988, jugée discriminatoire par la préfecture. Cette prime de première naissance, de 3 000 francs, était réservée aux Français mariés votant et résidant dans la commune depuis six mois (*Le Monde* du 5 février).

■ **JUSTICE : Lyne Cohen-Solal (PS), adversaire de Jean Tiberi (RPR) aux élections législatives de mai-juin 1997, a indiqué** qu'elle va faire appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Paris, jeudi 2 avril, qui l'a déboutée d'une demande de dommages-intérêts visant le maire de Paris, pour diffamation.

■ **ENTREPRISES : l'ancien ministre Michel Sapin animera une** convention nationale du Parti socialiste sur l'entreprise qui aura lieu fin octobre ou début novembre. Les débats incluront le rôle de l'Etat et la place du secteur public.



JUSTICE Dans un entretien au *Monde*, le cardinal Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, réagit à la condamnation de Maurice Papon à dix ans de réclusion criminelle pour *« complicité de crimes contre l'humanité »*. S'adressant aux jeunes, il rappelle qu'*« il y a au-dessus de tout – au-dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration – une loi morale qui oblige à l'objection, dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance. Cette loi est inscrite dans nos consciences. Sur ce point, elle est l'enseignement fondamental de la tradition d'Israël et de la tradition chrétienne. »* ● LE VERDICT a globalement satisfait les parties civiles. Seul Michel Slitinsky a affirmé qu'*« un nouveau combat (...) va commencer maintenant pour l'incarcération de Maurice Papon »*. ● Dans l'ensemble, les partis politiques ont, eux aussi, approuvé le verdict.

L'archevêque de Bordeaux tire les leçons du procès Papon

Dans un entretien au « Monde », le cardinal Pierre Eyt rappelle « qu'il y a au-dessus de tout – au-dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration – une loi morale qui oblige à l'objection, dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance »

« Comment avez-vous vécu le procès de Maurice Papon et accueilli le verdict ?

– J'ai souffert de l'exaspération et de la nervosité manifestées lors des premières audiences, du sentiment répandu que ce procès était inutile, de l'atonie, voire de l'indifférence créées par la longueur des débats, de la démesure de certains rebondissements, du procès médiatique qui, sur le perron du palais, n'a cessé de se superposer au procès proprement dit devant les instances normales de la justice. Je suis donc soulagé par cette conclusion. Dans son arrêt, la cour a voulu marquer, me semble-t-il, qu'elle prenait en compte les plaintes formulées par les parties civiles, mais qu'en même temps elle ne souhaitait pas se prononcer sur l'objet même du procès, à savoir la culpabilité maximale de l'inculpé. De fait, les audiences ont démontré l'extrême complexité des pressions et des liens qui ont pu paralyser la liberté de responsables comme Maurice Papon et qui ne pouvaient pas faire de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde l'unique bouc émissaire de cette période.

– Ce procès a t-il eu la valeur exemplaire qu'on attendait ?

– Je préfère parler de signification pédagogique. Ce procès aura, bien sûr, permis aux Français de mieux comprendre la période de Vichy, les complicités de toute nature, mais aussi de distinguer entre le sauvetage des juifs proprement dit, la résistance spirituelle et politique, la protestation publique. C'est un devoir pour le pays de garder la mémoire de tels événements, de toutes les haines et de tous les crimes commis au nom d'une idéologie, commis aussi au nom de la religion.

» J'ai envie de dire, en particulier aux jeunes générations qui n'ont pas vécu cette période de Vichy, qu'il y a au-dessus de tout – au dessus de l'Etat, de ses représentations, de son administration – une loi morale qui oblige à l'objection, dans certains cas à la désobéissance, voire à la résistance. Cette loi est inscrite dans nos consciences. Sur ce point, elle est l'enseignement fondamental de la tradition d'Israël et de la tradition chrétienne. Il n'y a pas de civisme, pas de loyalisme possible qui puisse nous dispenser de cette loi morale. Au contraire, c'est en elle que le civisme, la loyauté à l'égard de l'Etat doivent puiser leurs racines.

» Pour nous, catholiques, ce procès doit nous conduire à une certaine humilité. Mais aussi à une certaine fierté, compte tenu à la fois de l'engagement qui fut celui de nombre d'hommes et de femmes dans la Résistance et de l'initiative prise aujourd'hui, par l'Eglise de France et par le pape, d'actes de repentance. Mais nous ne pouvons nous en tenir là : ce procès et la mémoire de cette période nous appellent à une autre dimension de notre engagement. Sans doute le devoir du chrétien est-il d'agir – il le fait – dans le domaine humanitaire ou caritatif pour soulager les hommes dans des situations de guerre ou d'exclusion. Mais son devoir moral l'oblige à plus : à la résistance spirituelle, à la protestation publique au nom des droits de l'homme. On ne peut pas continuer à faire de l'humanitaire et renoncer à cette forme de résistance spirituelle. Cette conviction n'est pas toujours répandue dans l'Eglise. Or elle était très présente dans l'acte de repentance des évêques de France lu le 30 septembre à Drancy. Je rappelle que cette déclaration sur l'attitude de l'Eglise sous Vichy a été opportunément publiée à la veille de l'ouverture du procès de Maurice Papon.

– Dans le climat actuel de montée des idées d'extrême droite et d'alliances politiques avec le Front national, n'y a t-il pas urgence à rappeler cette dimension éthique de l'engagement ?

– Elle est au cœur du débat politique d'aujourd'hui. On ne peut pas exciper de la crainte inspirée par telle formation partisane pour proposer et accepter n'importe quel moyen de parer au danger qu'elle représente. Il n'y a pas d'excuse politique ou institutionnelle qui puisse intervenir lorsque sont en jeu des questions morales aussi fondamentales. Ce serait jouer contre nous-mêmes, contre nos valeurs. Au-delà d'intérêts, même les plus légitimes, peut s'imposer un devoir d'objection de conscience, voire de désobéissance.

– Ne faut-il pas rappeler aux hommes politiques chrétiens l'incompatibilité entre les idées développées par le Front national et les valeurs de l'Evangile ?

– Nous le faisons sans cesse. Ils sont conscients de cette contradiction, mais pas au point que cela remette en cause leurs choix politiques à court terme. Ils ne peuvent donner aucune justification morale à leur attitude. Celle-ci est plutôt inspirée par des motifs tactiques, et c'est une situation qui devrait conduire à la réflexion l'ensemble de la classe politique. »

Propos recueillis par
Henri Tincq
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

« Une leçon d'histoire pour les Français »

GLOBALEMENT, les réactions ont été positives dans les milieux politiques après l'annonce du verdict du procès Papon. Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, a estimé que *« l'important, c'est que le procès ait eu lieu, et qu'il ait permis une leçon d'histoire pour les Français, et notamment pour les plus jeunes. La condamnation de M. Papon marque bien la responsabilité et la culpabilité de ceux qui, directement, voire indirectement, ont participé à ces actes contraires à l'humanité »*. L'ancien garde des Sceaux, Robert Badinter, est d'avis que *« dans le domaine essentiel de la justice, notre démocratie s'avère enfin adulte »*. Dans un point de vue publié par *Libération*, vendredi 3 avril, M. Badinter indique que *« la justice française, à travers toutes les difficultés, a rempli sa mission (...). Il faut beaucoup de courage à une grande nation pétrie d'histoire pour regarder en face les pages noires de son passé et en tirer les conséquences »*. Interrogé vendredi 3 avril sur Europe 1, M. Badinter a justifié le fait que Maurice Papon n'ait pas été condamné à perpétuité : *« Même si c'est un crime contre l'humanité, la peine doit être proportionnelle à la responsabilité pénale de Papon, mais pas au niveau qui aurait été celui de Bousquet. Qu'on ait établi une différence, je trouve que cela est conforme à la justice. »*

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale regrette que la condamnation de Maurice Papon *« ne soit pas proportionnée au crime »*, qualifiant ce verdict de *« rappel de l'imprescriptibilité du devoir de vigilance »*. *« Aux yeux de l'Histoire, pour la mémoire et la jeunesse d'aujourd'hui, c'est une décision importante »*, souligne, dans un communiqué, le député Georges Hage, au nom du groupe communiste. Pour les élus PCF, *« l'histoire retiendra que la justice française reconnaît la pleine et entière responsabilité du régime de Vichy et de l'Etat français dans les horreurs qui ont été commises »*. Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a déclaré que *« l'essentiel est que l'accusé soit condamné et reconnu coupable, que sa responsabilité dans la déportation des juifs de Bordeaux soit affirmée »*. *« Avec le recul du temps, ce verdict apparaîtra sans doute comme équilibré. (...) A l'heure où d'aucuns cherchent à salir la Résistance et à exonérer Vichy de ses crimes, ce verdict rétablit les faits et la vérité historique »*, ajoute le député de Paris.

« UN DÉBAT INACHEVÉ »

L'ancien ministre (UDF) Hervé de Charette a regretté que le procès Papon ait *« laissé l'impression d'un débat inachevé »*, et qu'il *« ne laisserait pas un souvenir clair, fort, limpide dans la conscience collective »*. Le secrétaire général de l'UDF et de Force démocrate, Claude Goasguen (UDF-FD), a affirmé que la condamnation de Maurice Papon prouvait *« incontestablement »* sa culpabilité. Au cours du Forum RMC-*Le Figaro*, M. Goasguen a précisé que le procès Papon a apporté une *« leçon civique »* sur *« un régime très ambigu (...) et en ce sens a été un élément positif »* car *« la France a beaucoup pâti de n'avoir pas parlé pendant près de trente ans de la période de Vichy »*.

Pour sa part, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a estimé que *« Maurice Papon a bénéficié d'un procès équitable »* et que *« justice est ainsi rendue »*. *« Si ce crime demeure un crime exceptionnel, c'est la force de la justice de le sanctionner normalement et non de rendre des jugements exceptionnels »*, écrit la LDH. La Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) *« se félicite de la condamnation »* infligée à Maurice Papon, *« même si elle considère que seule la perpétuité pouvait sanctionner le crime commis »*. *« Il fallait que les responsabilités de l'administration sous l'occupation soient établies au grand jour, que les Français puissent faire la différence entre ceux qui ont choisi le camp du refus au prix de leur vie, et ceux qui ont été des serviteurs zélés de la machine à déporter »*, écrit la FNDIRP dans un communiqué.

En Israël, le vice-président du Parlement, Shavach Weiss, survivant de l'Holocauste, a fait part de la *« satisfaction discrète »* de son pays. *Pour lui, « c'est une victoire silencieuse et aussi un jour triste, car des millions d'innocents qui ont été tués ne revivront jamais »*. *« L'importance première de ce procès est qu'il renseigne les nouvelles générations à propos du mal qui a détruit un tiers du peuple juif »*, a déclaré le conseiller du premier ministre Benjamin Netanyahou, David Bar Illan. Le chasseur de nazis Simon Wisenthal a jugé insuffisante la condamnation de Maurice Papon, estimant que *« dix ans de peine de prison signifient deux jours et demi pour chaque victime »*. *« J'aurais souhaité une condamnation à perpétuité*, a-t-il déclaré. *En Europe, seuls deux pays, l'Italie et les Pays-Bas, prononcent de véritables condamnations à perpétuité. Tous les autres pays européens condamnent* [les responsables de crimes contre l'humanité] *au maximum à quinze ou vingt ans de prison »*.

Les parties civiles se déclarent globalement satisfaites

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Ils ne parvenaient pas à se quitter. Jeudi 2 avril, plusieurs heures après l'annonce de la condamnation de Maurice Papon, la plupart des parties civiles au procès étaient encore ensemble. Après avoir vécu six mois côte à côte dans la salle d'audience du palais de justice de Bordeaux, après avoir partagé les émotions des uns et des autres, avoir soutenu ceux qui exprimaient leur douleur à la barre, protesté contre les témoins de la défense, accueilli dans les larmes le verdict, les voilà qui devaient se séparer. Alors, ils promirent de se revoir tous dans un mois et de continuer à lutter ensemble, notamment dans la perspective du pourvoi en cassation de Maurice Papon et de son emprisonnement éventuel.

REPORTAGE

« C'est un nouveau combat qui va commencer maintenant »

« C'est un nouveau combat qui va commencer maintenant pour l'incarcération de Maurice Papon », estime Michel Slitinsky, qui fut l'un des initiateurs du procès. A part lui, la grande majorité des parties civiles n'accordent plus une grande importance à l'emprisonnement de l'ancien ministre.

« Il paraît légitime qu'il aille en prison, estime Maurice-David Matisson, qui fut l'un des premiers à se constituer partie civile et l'une des figures de ce procès, *mais ce n'est pas par haine de notre part. » « Il est dommage que le camp de Mérignac n'existe plus,* ajoute-t-il. *Maurice Papon aurait pu ainsi apprécier les conditions de vie de nos parents qu'il a aidés à faire déporter. »* En revanche, les parties civiles attachent une grande importance au fait que l'accusé soit privé de ses droits civiques et notamment qu'on lui retire sa Légion d'honneur. *« Le déshonneur, c'est pire que la prison »*, estime ainsi Simon Haddad, qui ne s'est pas senti capable de témoigner.

Une fois les premiers moments d'émotion passés, les parties civiles partagent la même appréciation sur le verdict rendu à l'encontre de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. La satisfaction, d'abord, de le voir condamné. Maurice-David Matisson estime que *« cette condamnation purifie le ciel de la République et de la Résistance »*. *« Depuis 57 ans*, poursuit-il, *nous étions toujours sous l'exclusion du statut de Vichy. Aujourd'hui le problème est réglé, nous pouvons nous considérer comme restitués dans notre citoyenneté de Français. »*

« Sans triomphalisme, qui serait indécent dans ces circonstances, ajoute Michel Slitinsky, *nous devons être contents de notre victoire. Nous étions une poignée au départ et personne ne croyait à notre obstination. »*

UN CERTAIN GOÛT D'AMERTUME

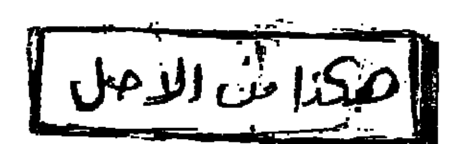
« Je suis fier d'être Français », disent, à quelques minutes d'intervalle, René Panaras et Maurice-David Matisson. *« On a vécu pendant des années avec une chappe de plomb sur notre passé*, explique le premier. *Personnellement, même mes amis les plus proches ne connaissaient pas mon histoire et maintenant nous avons pu faire revivre tous les moments tragiques que nous avons vécus pendant la guerre. »*

Les sentiments des parties civiles à l'égard de Maurice Papon n'ont pas varié depuis le début du procès. Leur aversion semble au contraire s'être exacerbée. *« Un homme méprisant, plein de morgue, qui n'a jamais daigné nous regarder une seule seconde durant le procès »*, affirme Eliane Dommange. *« Il termine le procès comme il l'a commencé : sans une étincelle d'humanité »*, renchérit Maurice-David Matisson.

Le jugement laisse aussi un certain goût d'amertume aux parties civiles. La plupart regrettent qu'en ne retenant pas toutes les charges qui pesaient contre Maurice Papon, notamment l'organisation de certains convois, *« il laisse de côté les familles de certaines victimes »*. Le fait que Maurice Papon n'ait pas été reconnu coupable de complicité d'assassinat constitue toutefois le plus grand regret de la majorité des parties civiles.

« Cette décision est en contradiction avec les débats du procès, résume Michel Slitinsky, *car s'il est bien établi qu'en juillet 1942 Maurice Papon pouvait ne pas savoir grand-chose du destin réservé aux déportés, il est clair que, par la suite, il était au courant. »* Les six mois de procès et le verdict ont aussi incontestablement ressoudé la communauté juive de Bordeaux, et notamment les liens entre religieux et athées. *« Jeudi*, raconte Maurice-David Matisson, *après le verdict, le grand rabbin m'a embrassé, moi qui ai toujours été considéré comme le vilain canard de la communauté. »*

José-Alain Fralon



Ecoutes de l'Elysée : la démarche de M. Jospin se heurte au secret de l'instruction

Les avocats du « Monde » ont écrit au premier ministre

Dans une lettre adressée jeudi 2 avril au premier ministre, Mᵉ Christine Courrégé et Michel Laval, les avocats du *Monde* et de notre collaborateur Edwy Plenel, font part de leur crainte de voir la position récemment exprimée par Lionel Jospin dans l'affaire des écoutes de l'Elysée se heurter à un *« obstacle juridique majeur »* : le secret de l'instruction. Ils lui demandent donc de reconsidérer sa position.

LA LETTRE de Lionel Jospin au juge d'instruction Jean-Paul Valat conduit-elle l'affaire des écoutes de l'Elysée dans une impasse juridique ? Ne risque-t-elle pas de bloquer définitivement une instruction ouverte il y a plus de cinq ans ? Dans son courrier, daté du 27 mars, le premier ministre indiquait au juge les conditions dans lesquelles il pourrait éventuellement lever le secret-défense, que plusieurs des protagonistes du dossier ont opposé au magistrat (*Le Monde* du 1ᵉʳ avril). Or, selon Mᵉ Christine Courrégé et Michel Laval, les avocats du *Monde* et de notre collaborateur Edwy Plenel, victime des écoutes de la cellule de l'Elysée entre avril 1985 et mars 1986, la réponse de M. Jospin *« paraît se heurter à un obstacle juridique majeur »* : le secret de l'instruction.

Le premier ministre exige que la levée éventuelle du secret-défense réponde à deux obligations, de forme et de fond. La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (Cncis) devra ainsi vérifier si chacune des écoutes a bien été réalisée par le Groupement interministériel de contrôle (GIC) et selon les procédures de cet organisme d'Etat habilité à mettre en œuvre les écoutes administratives. M. Jospin demande, *« simultanément »*, au juge Valat de lui fournir *« des indications »*, écoute par écoute, pour s'assurer que la révélation du contenu de celles-ci ne porterait pas atteinte à la *« sécurité nationale »*. Comment remplir ces conditions sans déroger à l'un des principes fondamentaux de la procédure pénale en matière d'instruction, s'interrogent les avocats ?

« Il ne nous semble pas, soulignent Mᵉ Courrégé et Laval dans une lettre qu'ils ont fait parvenir au premier ministre, jeudi 2 avril, *qu'en l'état du droit positif il soit du pouvoir d'une quelconque autorité, si haut soit son rang, de délier un juge d'instruction du secret de l'instruction et de l'amener à communiquer ou à transmettre des pièces ou des informations du dossier dont il a la charge, pour nous ne savons quelles investigations parallèles qu'ignore le code de procédure pénale. »* Si l'on adoptait la méthode proposée par M. Jospin, estiment les deux avocats, le dossier des écoutes entrerait *« dans une impasse totale dont, pour sortir, il faudrait sacrifier les impératifs de la loi aux alibis de la politique »*.

De plus, ils s'étonnent que M. Jospin réclame au juge Valat des informations sur chacune des écoutes visées par l'instruction, avant d'autoriser éventuellement la levée du secret. *« Les informations dont vous disposez et que vous tenez notamment de l'enquête diligentée à la demande de l'un de vos prédécesseurs, en mars 1993, par l'ancien président de la Cncis, Paul Bouchet, devraient vous mettre en mesure de donner, sans autre préalable, une réponse favorable à la demande de Jean-Paul Valat »*, relèvent Mᵉ Courrégé et Laval, avant d'ajouter : *« Les conclusions de cette enquête, qui traitaient des écoutes d'Edwy Plenel (...) et parlaient de "graves dysfonctionnements" en émettant l'idée d'une mise en scène pour dissimuler des agissements illicites, sont suffisamment claires pour permettre de considérer que la condition de forme relative aux procédures du GIC n'est pas établie pour les écoutes. »*

« PROTECTION DES SOURCES »

En conclusion, ils demandent donc à M. Jospin de *« reconsidérer »* sa position : *« Le risque pris par une autre solution serait d'entraver de manière suffisamment durable, pour qu'on la redoute définitive, la manifestation de la vérité. »* De son côté, le Syndicat de la magistrature (SM), classé à gauche, s'est dit *« d'autant plus consterné »* par la réponse de M. Jospin au juge que *« les écoutes téléphoniques visées par le magistrat ont été diligentées dans la plus parfaite opacité, notamment à l'encontre de journalistes et d'avocats, par une cellule placée au plus haut sommet de l'Etat et fonctionnant de manière tout à fait illégale »*. *« En laissant penser que, dans le cadre de cette affaire, le secret- défense pourrait être légitimement opposé, Lionel Jospin renonce à toute volonté de voir clairement mises au jour les pratiques totalement inadmissibles du cabinet noir de l'Elysée sous François Mitterrand »*, conclut le SM.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT) s'est lui aussi inquiété des termes de la réponse du premier ministre à Jean-Paul Valat, qui font, selon lui, peser *« une lourde suspicion sur la nature de l'espionnage ordonné par la plus haute autorité de l'Etat à l'encontre de citoyens et notamment de journalistes »*. Le SNJ-CGT rappelle que *« la protection des sources d'information est une exigence démocratique élémentaire qui ne peut souffrir aucune restriction »*.

Le juge Valat entend, quant à lui, poursuivre l'instruction. Le président de la Cncis, Dieudonné Mandelkern, doit être prochainement interrogé à titre de témoin.

Pascal Ceaux

Des « assistants spécialisés » aideront les magistrats chargés de dossiers financiers

Trois pôles créés à Paris, Lyon et Aix-Marseille

LES DÉPUTÉS ont entériné, jeudi 2 avril, la création de la fonction d'*« assistant spécialisé »*, qui aura pour mission de seconder les magistrats dans les dossiers économiques et financiers *« afin de mieux traiter »* ces contentieux.

La disposition soutenue par le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, dans le cadre du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) précise que ces assistants spécialisés seront des fonctionnaires de catégorie A ou B, titulaires d'un diplôme de maîtrise dans les disciplines *« économique, financière, juridique ou sociale »* et justifiant d'une expérience professionnelle minimale de quatre ans.

Ces assistants – qui pourraient être des inspecteurs des impôts, du Trésor, de la concurrence, des douanes, ou encore des experts-comptables – devraient permettre aux magistrats de faire face à des dossiers d'une grande technicité, à l'instar de ce qui se pratique déjà au sein des chambres régionales des comptes. Ils seront affectés dans les *« pôles économiques et financiers »* auprès des cours d'appel ou des tribunaux de grande instance, et pourront assister les magistrats dans le déroulement de la procédure sans pouvoir procéder par eux-mêmes à aucun acte.

La création de cette fonction s'inscrit dans le projet du gouvernement de renforcer la lutte contre la délinquance financière. Souhaitant que *« les juges cessent de travailler dans l'artisanat »*, Elisabeth Guigou avait annoncé aux chefs de juridiction parisiens, le 11 décembre 1997, la création d'un pôle de magistrats et de fonctionnaires spécialisés dans la lutte contre la déliquance financière (*Le Monde* daté 14-15 décembre 1997). Selon la ministre de la justice, *« 15 à 20 millions de francs par an »* devraient être débloqués pour la location des locaux parisiens de cette plate-forme spécialisée qui devrait être mise en place *« avant la fin de l'année »*. Deux autres pôles financiers devraient également être créés à Lyon et Aix-Marseille.

Cécile Prieur

L'historien Gérard Chauvy condamné pour diffamation envers les Aubrac

LES À-COUPS du procès de Maurice Papon auront voulu que le jugement rendu le 2 avril par la 17ᵉ chambre correctionnelle du tribunal de Paris dans une affaire concernant également la période d'Occupation – l'affaire Aubrac – soit rendu le jour même où tombait la condamnation de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Coïncidence lourde de sens, s'agissant d'une époque décidément passée au crible par la justice. Auteur du livre *Aubrac-Lyon 1943*, Gérard Chauvy et son éditeur, Albin Michel, ont été condamnés respectivement à 60 000 F et 100 000 F d'amende pour *« diffamation publique »* à l'encontre des époux Aubrac. L'auteur et Francis Esménard, président de la maison d'édition parisienne, devront en outre verser une somme de 200 000 F à chacun des époux.

Les parties civiles avaient demandé la somme de 1 million de francs, qu'elles s'étaient engagées à remettre à la Fondation de la Résistance. Si elles ont obtenu une bonne part de cette somme, la demande de destruction de l'ouvrage a, quant à elle, été rejetée.

Raymond et Lucie Aubrac avaient déposé plainte après la parution du livre de Gérard Chauvy, qui reproduisait en annexe un document présenté comme le *« testament de Klaus Barbie »* et le citait *« au moins 44 fois »* dans le corps du texte. Sous la signature de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, condamné en 1987 par les assises de Lyon, s'étale une terrible accusation de trahison contre le couple célèbre.

« INSINUATION PUNISSABLE »

A en croire Klaus Barbie – décédé en 1991 –, les Aubrac auraient en effet informé les Allemands du rendez-vous de Caluire, le 21 juin 1943, où fut arrêté Jean Moulin, le délégué du général de Gaulle dans la France occupée.

Dans les attendus du jugement, le président Jean-Yves Montfort fait observer que *« sans reprendre à son compte l'accusation de Klaus Barbie à l'encontre de Raymond Aubrac et tout en affirmant "qu'aucun document ne vient l'étayer" – le terme "document" étant, au demeurant, restrictif et circonspect –, M. Gérard Chauvy (...) suggère (...) que la version des faits exposée par Klaus Barbie est susceptible de s'inscrire dans le cadre d'une chronologie acceptable »*. *« Il s'agit là d'une forme de diffamation par insinuation, punissable au même titre que la diffamation directe »*, indique le tribunal.

Pour les juges, Gérard Chauvy se serait ingénié, dans les chapitres 10 à 16 de son livre, à jeter le trouble, en discréditant le récit des époux Aubrac, et à rendre du même coup plausible l'accusation de trahison et de manipulation véhiculée par le *« mémoire Barbie »*, qui *« parcourt de manière sous-jacente l'ensemble de l'ouvrage »*.

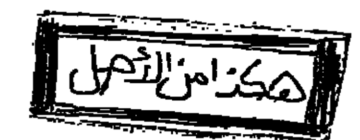
Tandis que Gérard Chauvy plaidait la nécessaire irrévérence de l'historien et sa propre bonne foi (le *« testament »* de Klaus Barbie était un document versé au dossier d'instruction du juge Hamy et se trouvait connu des *« spécialistes »* depuis 1991), le tribunal lui reproche de n'avoir nullement satisfait, en prenant l'initiative de reproduire ces lignes sulfureuses, aux exigences de la *« mise en perspective »*.

DÉPOSSESSION DES FAITS

Au contraire, *« le tribunal relève que la publication de M. Chauvy se caractérise par : une place excessive faite au "mémoire Barbie" ; une insuffisance de la documentation ; un manque de hiérarchisation des sources ; un défaut de prudence dans l'expression ; un manque de critique interne des sources et des documents allemands ; un délaissement des témoignages »*.

Sur ce dernier point, qui fera grincer bien des dents auprès d'historiens de plus en plus méfiants vis-à-vis du discours des survivants sur eux-mêmes, le tribunal regrette explicitement que Gérard Chauvy ait préféré des sources documentaires allemandes au témoignage des protagonistes encore vivants, à commencer par Maurice Kriegel-Valrimont, arrêté avec Raymond Aubrac, ou Daniel Cordier, ancien secrétaire de Jean Moulin. De même, tout en reconnaissant qu'il n'appartient pas aux juges de trancher des controverses historiques, le tribunal s'est néanmoins élevé contre le phénomène de dépossession que l'érudit fait subir aux contemporains des faits devenus des mythes illustres : *« Ces hommes et ces femmes n'en sont pas devenus pour autant de simples objets d'études (...) expropriés de leur propre destin pour cause d'utilité scientifique. »* Gérard Chauvy a aussitôt déclaré qu'il ferait appel.

Nicolas Weill



Seine-Saint-Denis : la table ronde n'apaise pas le mouvement des enseignants et des élèves

Une nouvelle version du plan de rattrapage est proposée par le ministère de l'éducation nationale

Une table ronde a réuni, jeudi 2 avril au conseil général de Seine-Saint-Denis, les principaux protagonistes du mouvement de protestation des enseignants et des élèves du département. La troisième version du plan de rattrapage proposée par le ministère de l'éducation nationale a suscité des réactions mitigées chez les syndicats qui appelaient à une nouvelle manisfestation, la sixième, vendredi 3 avril à Paris.

AUCUN COMMENTAIRE ni communiqué officiel. A l'issue de la table ronde qui s'est tenue, jeudi 2 avril, au siège du conseil général de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, pour discuter du plan de rattrapage envisagé pour le département (*Le Monde* du 2 avril), le cabinet du ministre, Claude Allègre, a simplement déclaré : *« Ce dossier est géré depuis aujourd'hui au niveau académique. »*

Réunissant le recteur de l'académie de Créteil, Maurice Quenet, le président du conseil général de Seine-Saint-Denis, Robert Clément (PCF), Yannick Bodin, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France chargé des lycées, le préfet, les syndicats d'enseignants, les associations de parents et les représentants des personnels en grève, cette table ronde a permis à M. Quenet d'annoncer la troisième version du plan de rattrapage proposé par le ministère de l'éducation nationale.

Pour l'enseignement secondaire, 1 260 heures, équivalant à 70 postes d'enseignants, s'ajoutent désormais aux 1 000 heures d'enseignement accordées le 2 mars. Cette dotation inclut les 500 heures annoncées le 24 mars. Elle représente 125 postes supplémentaires d'enseignants, calculés sur la base d'un service de 18 heures par semaine.

Dans l'enseignement primaire, 40 postes de professeurs des écoles sont créés, ainsi qu'une centaine de postes de professeurs des écoles-stagiaires et 35 emplois de remplacement supplémentaires.

« ENGAGER UN VRAI DIALOGUE »

Si le ministère s'est tu, d'autres réactions ont émaillé cette journée agitée. *« J'ai annoncé que je prenais l'initiative d'une table ronde, non pour m'ingérer dans une négociation qui n'est pas du ressort du conseil général, mais pour permettre que s'engage un vrai dialogue »*, a déclaré dans un communiqué Robert Clément, par ailleurs maire (PCF) de Romainville. M. Clément a annoncé que le conseil général allait dégager un investissement supplémentaire pour les collèges.

Au conseil régional d'Ile-de-France, on faisait savoir que la table ronde *« co-initiée »* par le président Jean-Paul Huchon (PS), avait été l'occasion de confirmer que le budget régional, présenté à partir du 23 avril, traduirait *« une accélération de la rénovation des lycées, un renforcement des mesures sociales, la prise en compte des phénomènes de violence scolaire et la participation à la création d'emplois-jeunes »*. A l'Assemblée, les députés verts demandaient à Claude Allègre dans une lettre ouverte de prévoir un collectif budgétaire pour l'éducation.

SYNDICATS PARTAGÉS

es réactions syndicales, mitigées, ont parfois été confuses. A la FSU, Michel Deschamps, fort discret depuis le début du mouvement, marque sa volonté de *« sortir du conflit »*. Interrogé par *Le Monde*, le secrétaire général de la fédération estime que les propositions de Claude Allègre commencent *« à avoir de l'allure »*, même s'il faut encore *« lever quelques ambiguïtés »*, notamment concernant les personnels non enseignants. Ces postes devraient se monter à 160 à la rentrée prochaine.

Au SNES, Monique Vuaillat tient un discours similaire, tout en cherchant des assurances pour la reconduction du plan. Alarmé par le *« flou »* des propositions du recteur pour 1999, le représentant académique du SNES a demandé à Alain Geismar, chargé du dossier au cabinet de Claude Allègre, une confirmation des propositions, que le recteur a publiée en fin d'après-midi. *« La notion de plan pluriannuel est maintenue et l'effort de rattrapage se poursuivra sur plusieurs années »* indique son communiqué.

« Ces données sont maintenant soumises à l'appréciation des personnels, des parents d'élèves et des jeunes (...). Ce sont eux qui décideront de la suite du mouvement en cours », estime le SNES local. Beaucoup plus radicale, l'Assemblée générale des établissements en grève, comprenant des non-syndiqués et des militants de l'Ecole émancipée, de SUD, de la CNT (anarcho-syndicaliste), a voté, tard dans la soirée, un texte qui souligne *« le côté dérisoire et scandaleux des propositions »*. Elles reviennent à *« un demi-poste par établissement du secondaire et un pour vingt écoles »*, selon l'AG qui a reconduit la grève.

MANIFESTATION LE 3 AVRIL

Elle appelait tous les établissements d'Ile-de-France à manifester vendredi 3 avril à Paris, à partir de 14 h 30, place Denfert-Rochereau. Le SNES, le SGEN-Paris, le SNEP, la CGT, SUD, FO et le Snalc, appelaient également à cette manifestation, la sixième depuis le 13 mars.

La FEN, peu représentée dans le département, s'est montrée satisfaite des mesures annoncées tandis que les parents de la FCPE estimaient qu'une *« première marche a été franchie »*. Les instituteurs du SNUipp-FSU se sont félicités des *« premiers résultats pour les écoles »*. Par ailleurs, l'Assemblée générale des personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) de Seine-Saint-Denis a appelé à la grève jeudi et demande *« une remise à niveau de ses moyens »*.

Dans la même journée, une série d'« opérations » ont été organisées à Paris, par les enseignants de Seine-Saint-Denis : une distribution de tracts à la Sorbonne, une *« occupation »* pacifique du lycée Henri-IV par des élèves, une manifestation sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro. En Seine-Saint-Denis, au Tremblay-en-France, près de 200 jeunes gens ont pris pour cible deux lycées, provoquant des dégâts peu importants par jets de pierres.

Par ailleurs, dans le Val-de-Marne, des incidents se sont produits au collège Karl-Marx de Villejuif, où quatre adolescents ont été interpellés après avoir cassé des baies vitrées.

Béatrice Gurrey

Pas de suppression de postes, selon l'académie de Paris

Le SNES-Paris s'est adressé *« solennellement »* au recteur René Blanchet, jeudi 2 avril, pour obtenir l'assurance qu'aucun moyen budgétaire ne serait supprimé à la rentrée dans la capitale, après que le ministre de l'éducation eut déclaré que ce qu'il donnait à la Seine-Saint-Denis, *« il* [lui] *faudrait le prendre ailleurs »*. Jacques Crémadeils, directeur de l'académie, *« dément formellement*, dans un communiqué publié jeudi, *les informations mensongères selon lesquelles des suppressions de postes auraient été effectuées »*. Ce démenti n'a pas rassuré le SNES, qui craint des suppressions d'heures supplémentaires, de crédits de remplacement ou d'autres moyens budgétaires, et non de postes à proprement parler.

Polémique sur le transfert de Normale Sup Fontenay-Saint-Cloud à Lyon

*« **NOUS REFUSONS** de collaborer avec une majorité régionale soutenue par le Front national. »* Déjà signée par plus de soixante des quatre-vingt-dix enseignants, la pétition qui circule à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud jette un trouble sur les conditions du transfert de cet établissement à Lyon, prévu pour la rentrée de l'an 2000.

Pour l'heure, ce texte ne pas remet en cause la décision adoptée par le conseil d'administration le 8 juillet 1996. Il n'empêche. Acquise avec les voix du Front national, la récente élection de Charles Millon à la tête du conseil régional de Rhône-Alpes a provoqué un sursaut qui, comme le souligne Jean-Claude Zancarini, relève d'une *« démarche civique »*. De leur côté, à l'initiative de la section SUD, les étudiants ont adopté une initiative semblable, pour demander, en des termes plus radicaux, la démission de M. Millon.

Le projet de déménagement de l'Ecole normale supérieure Fontenay-Saint-Cloud à Lyon doit beaucoup à l'intervention massive des collectivités locales, le conseil régional, mais aussi le département du Rhône, la ville et la Communauté urbaine de Lyon. Au terme d'une lettre d'engagement signée le 17 juin 1996, elles ont accepté de financer 400 des 680 millions de francs nécessaires à la construction d'un nouvel établissement d'environ 20 000 m², d'une bibliothèque centrale et d'une résidence, prévues pour accueillir au total près d'un millier de personnes. Le démarrage des travaux de ce projet conçu par les architectes Henri et Bruno Gaudin, sur une friche industrielle du quartier de Gerland, non loin de l'Ecole normale supérieure des sciences, est prévu dès l'automne.

« LES FOURCHES CAUDINES DU FN »

Au terme d'une surenchère qui a fait pencher la décision, le conseil régional s'était également engagé à financer le surcoût de déplacement des enseignants et des étudiants, évalué à près de 3 millions de francs par an. Sans compter la participation aux laboratoires de recherche, aux colloques et autres échanges internationaux.

Pour les enseignants de Fontenay-Saint-Cloud, la donne a changé. Ils font remarquer en premier lieu que, seuls, les élus du Front national se sont opposés à la participation du conseil régional dans ce projet. Ils ajoutent : *« Les thèmes et les pratiques du Front national sont en totale contradiction avec la vocation d'une Ecole normale supérieure. »*

En clair, comme le précise Nicole Jacques Chaquin : *« Nous ne voulons pas de l'argent de cette assemblée tant que la présidence sera ce qu'elle est. Il n'est pas question de négocier sous les fourches Caudines du Front national. Soit nous y allons pauvres et vertueux, soit il faut demander aux autres collectivités de revoir leur participation. »*

Les enseignants souhaitent enfin que le conseil d'administration de l'Ecole se prononce sur la rupture des discussions avec le conseil régional. Sylvain Auroux, le directeur, s'est jusqu'à présent refusé à commenter cette proposition. Selon lui, le projet de refondation de l'Ecole reste maintenu. Même s'il lui faut revoir à la baisse certaines ambitions qui ont, d'ores et déjà, alourdi la facture.

Michel Delberghe

Selon son PDG, Philippe Jaffré, « Elf a été victime de détournements »

DANS UN ENTRETIEN publié par *Paris-Match*, jeudi 2 avril, le PDG d'Elf-Aquitaine, Philippe Jaffré, assure avoir *« renforcé les contrôles internes »* du groupe pétrolier afin d'éviter de nouvelles malversations. Critiquant – sans le nommer – son prédécesseur, Loïk Le Floch-Prigent, PDG du groupe de 1989 à 1993, mis en examen dans l'instruction de l'affaire Elf, M. Jaffré estime que *« le président d'un groupe qui, par sa faiblesse, laisserait se développer de telles pratiques manquerait à son devoir »*.

L'actuel PDG indique notamment qu'il *« ignorait complètement (...) jusqu'à ces derniers jours »* l'existence de Christine Deviers-Joncour, l'amie de Roland Dumas qui a perçu, en France et en Suisse, environ 66 millions de francs. *« Elle a quitté volontairement l'entreprise en septembre 1993 »*, indique M. Jaffré. Affirmant que les *« détournements »* mis au jour par les juges *« n'ont rien à voir ni avec Elf ni avec la classe politique »*, il assure qu'il ne regrette pas d'avoir, en déposant une plainte, provoqué ces découvertes.

La garde des sceaux dévoile son projet sur l'accès au droit

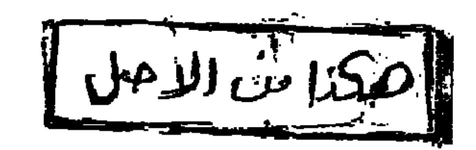
ÉLISABETH GUIGOU a dévoilé, jeudi 2 avril, les grandes lignes de son projet de loi *« sur l'accès au droit et la résolution amiable des conflits »*, dont elle veut saisir le Parlement avant l'été. La ministre de la justice, qui s'exprimait à l'occasion d'un colloque de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), a indiqué qu'elle voulait *« assurer pleinement le droit au droit pour tout citoyen »* tout en évitant qu'il *« ne se transforme mécaniquement en accès à la justice »*. Pour ce faire, Mme Guigou souhaite développer les modes alternatifs de conflits comme la conciliation et la médiation et accorder un statut spécifique aux maisons de justice et du droit.

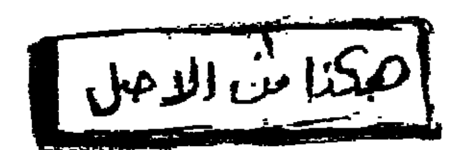
Par ailleurs, les Conseils départementaux de l'aide juridique (CDAJ), créés en 1991 mais qui ne sont encore que 25, devraient être généralisés sur tout le territoire. Chargés d'animer et de coordonner la politique d'accès au droit dans chaque département, ils devraient s'ouvrir aux associations. Elisabeth Guigou a assuré que *« des moyens seront dégagés »* pour mettre en œuvre cette politique.

DÉPÊCHES

■ **FAIT DIVERS : une lycéenne de 17 ans, porteuse d'un pistolet chargé,** a été maîtrisée sans incident par ses camarades de classe, jeudi 2 avril, dans son lycée du 15e arrondissement de Marseille. La jeune fille avait sorti un pistolet automatique 7,65 pendant un cours. Aucun coup de feu n'a été tiré. Suivie pour des troubles psychologiques, elle a affirmé avoir acheté l'arme, qui n'est pas en vente libre.

■ **JUSTICE : un homme de 22 ans, accusé d'avoir étranglé en août 1996 un camarade de son âge pour lui voler du haschich,** a été acquitté, jeudi 2 avril, par la cour d'assises de Haute-Savoie. Le doute l'a finalement emporté chez les jurés quand les avocats du jeune homme ont souligné les imperfections de l'instruction et l'incohérence de l'accusation. Il s'agissait du troisième acquittement en deux semaines, sur six affaires jugées par la cour d'assises de Haute-Savoie, considérée comme l'une des plus répressives de France.





Près d'un tiers de la population vit dans des petites villes

L'Insee souligne le dynamisme des communes de moins de 20 000 habitants bénéficiant de l'influence d'un pôle urbain. En revanche, en milieu rural, où elles sont souvent de très petite taille, le déclin démographique et le vieillissement les caractérisent

ÉTUDE après étude, l'Institut national de la statistique et des études économiques redéfinit l'espace français, en s'attachant à cerner de plus près les nouvelles réalités économiques et sociologiques de l'Hexagone. L'Insee a d'abord conçu un découpage du territoire en 361 *« aires urbaines »* regroupant les trois quarts de la population (*Le Monde* du 18 avril 1997). Continuant leurs travaux, avec la collaboration de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), les statisticiens ont publié récemment des travaux sur *« les campagnes et leurs villes » (Le Monde* du 26 mars) qui montrent comment, en termes de mode de vie ou d'activité économique, le rural et l'urbain s'interpénètrent.

Dans un numéro d'*Insee première* publié vendredi 3 avril, ils étendent leur relecture du paysage français aux petites villes (de 3 000 à 20 000 habitants). Le premier constat établi par l'Insee avait déjà été mis en évidence par l'Association des petites villes de France (APVF), présidée par Martin Malvy (PS), député du Lot et maire de Figeac : contrairement à leur image *« ringarde »*, les petites villes – *« plus de 16 millions d'habitants, soit près de 30 % de la population de la France métropolitaine »*, rappelle l'Insee – sont des unités dynamiques. Leur population augmente plus que la moyenne, elle est plus jeune, compte plus de familles nombreuses (*Le Monde* du 18 octobre 1997).

En se référant aux catégories qu'il a inventées, l'Insee distingue quatre types de petites villes : *« les communes de pôles urbains, les communes périphériques, les pôles ruraux et leur périphérie, le rural isolé »*. Les premières *« participent pleinement aux fonctions urbaines attachées à la notion de ville. Elles possèdent notamment les équipements supérieurs (lycée, hôpital) que les habitants des communes périphériques ne trouvent pas sur place. Les petites villes pôles ruraux ou communes du rural isolé jouent un rôle essentiel dans la vie locale, en étant l'unique concentration des services et commerces les plus courants sur une vaste portion de territoire »*. L'Insee dessine ensuite le portrait de chacun des *« types »* de petites villes.

● **Communes périphériques :** *« Un quart des petites villes (soit 637) sont des communes périphériques ; elles regroupent plus de 3 millions d'habitants. La plupart n'étaient que des villages en 1962, mais, placées sous l'influence d'un pôle urbain, elles ont concentré la croissance démographique locale (+ 1,6 % par an entre 1982 et 1986). Elles sont, par excellence, les communes rurales récemment urbanisées, par opposition aux banlieues traditionnelles comme cela peut être le cas autour de Paris (...).* [Elles] *sont de petite taille : près de 70 % d'entre elles comptent de 3 000 à 5 000 habitants. Leur expansion découle de l'attractivité des pôles urbains (concentration de l'emploi) et d'un besoin d'espace de la part des familles qui quittent les centres urbanisés saturés et leur banlieue (...). Leur population est jeune, les familles y sont nettement surreprésentées. C'est là que la proportion de maisons individuelles est la plus forte (80 % des logements). »*

● **Communes de pôles urbains :** *« 1 139 petites villes font partie de la banlieue d'un pôle urbain, 187 autres sont villes centres. Elles rassemblent quelque 11 millions d'habitants. La population s'accroît, mais à un rythme plus faible que celle des communes périphériques.* [Elles comptent] *plus d'habitat collectif, souvent constitué d'immeubles de petites tailles, plus d'adultes d'âge actif, moins de personnes âgées. »*

● **Pôles ruraux et rural isolé :** *« Elles sont de petites tailles : 6 sur 10 comptent moins de 5 000 habitants. Ce sont des pôles d'emploi et surtout de service qui rayonnent sur un espace parfois étendu (...). Déclin démographique et vieillesse de la population caractérisent ces communes où la proportion de résidences secondaires est élevée, tout comme celle des logements vacants. »*

Cette classification n'épuise toutefois pas le sujet : comme le dit l'Insee, *« la variété des petites villes se décline également à l'échelle régionale »* en fonction du degré d'urbanisation de leurs régions. Quant aux petites villes de l'espace rural, elles sont *« en symbiose profonde avec leur environnement »*, et donc dans une situation différente selon le dynamisme de la zone à laquelle elles appartiennent.

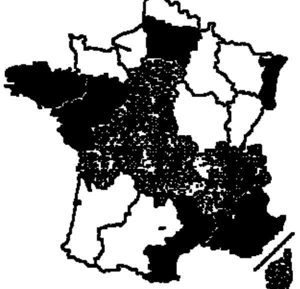
Jean-Louis Andreani

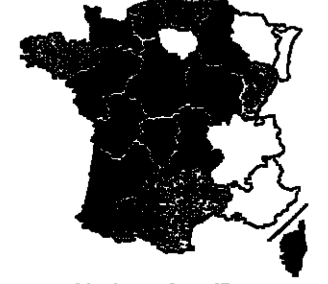
★ **« Portrait des petites villes », Pascale Bessy et Yann Sicamois, division des statistiques et études régionales, *Insee première* n° 572, mars 1998**

Les différents types de petites villes

PART EN POURCENTAGE, AU SEIN DE LEUR RÉGION, DES PETITES VILLES QUI SONT :

DES COMMUNES DE PÔLES URBAINS — **DES COMMUNES PÉRIPHÉRIQUES** — **DES PÔLES RURAUX OU DES COMMUNES DU RURAL "ISOLÉ"**





Des communes de pôles urbains	Des communes périphériques	Des pôles ruraux ou des communes du rural "isolé"
Ensemble des petites villes : 53,9%	Ensemble des petites villes : 25,9%	Ensemble des petites villes : 20,2%
de 60 à 78,3	de 35 à 48	de 40 à 60
de 40 à 50	de 20 à 27,5	de 20 à 30
de 50 à 60	de 27,5 à 35	de 30 à 40
de 20 à 40	de 11,9 à 20	de 0,8 à 20

Source : recensement de la population 1990, Insee

Communes de pôles-urbains : villes-centres et banlieues d'unités urbaines offrant plus de 5 000 emplois ; **Communes périphériques :** couronne périphérique, communes multipolarisées et communes rurales sous faible influence urbaine ; **pôles ruraux :** unités urbaines de moins de 5 000 emplois, leur périphérie et les communes du rural isolé.

Le Puy-en-Velay s'estime lésé en matière de fiscalité

LE PUY
de notre correspondant

Dans un récent entretien à *L'Eveil de la Haute-Loire*, le maire du Puy-en-Velay, Serge Monnier (UDF-FD), explique les difficultés que rencontre la préfecture de la Haute-Loire. Sa ville (22 000 habitants), explique-t-il, a *« les missions d'une ville-centre, avec un certain nombre de services qui doivent être rendus à l'ensemble de la population, mais, en contrepartie, Le Puy-en-Velay n'a pas les recettes qu'*[il] *devrait avoir »* en raison de l'*« inéquitable répartition des ressources fiscales »* sur l'agglomération (50 000 habitants). Il cite l'exemple des deux piscines de l'agglomération, financées par les seuls contribuables du Puy.

M. Monnier se dit partisan de l'intercommunalité en matières touristique, sportive, etc. Il regrette que plusieurs communes avoisinantes refusent d'intégrer le district du Puy, qui regroupe une partie des douze communes de l'agglomération. Selon lui, l'intercommunalité permettrait de mutualiser les avantages (terrains pour attirer les entreprises) et les handicaps (patrimoine à entretenir) de chaque commune.

M. Monnier déplore que le district n'ait pas profité de la loi du 6 février 1992, qui permet de demander au préfet l'intégration des communes récalcitrantes. Depuis, ces communes se sont empressées d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale de manière à se soustraire à la *« menace ponote »*. De ce fait, les habitants du Puy paient davantage d'impôts locaux que ceux de certaines communes voisines, pas *« plus méritants »* que ses propres administrés aux yeux de M. Monnier. Aussi propose-t-il une taxe professionnelle de l'agglomération.

Les dirigeants des communes « accusées » répliquent qu'ils gèrent leurs villes au mieux des intérêts de leurs habitants. Quand M. Monnier avance que Le Puy a payé 60 % du gymnase d'une petite localité, certains lui répondent que Le Puy n'a financé qu'à 60 % certains des investissements sur son territoire. Ils mettent également en avant les dotations d'Etat qui avantagent la ville. Pour le maire du Puy, le problème est, pour le moment, figé.

Jean-Pierre Foron

Mobilisation pour la reconnaissance des langues régionales

BAYONNE
de notre correspondant

« Pour l'euskara [la langue basque], *plus que des promesses, des actes »* : telle est l'exigence du collectif Deiadar. Les associations culturelles qui le composent ont lancé, début mars, une campagne pour *« l'officialisation de l'euskara au Pays basque, avec un statut équivalent à celui du français par le vote d'une loi reconnaissant les langues minoritaires dans l'Etat français »*. Pétitions dans la population, appels d'élus locaux allant du RPR au PS, spectacles de rue avec des danseurs, manifestations des écoles publiques, privées ou en langue basque (les *ikastolas*), cette quatrième campagne s'achève, le 4 avril, par un rassemblement à Bayonne.

A Rennes, le même jour, un autre collectif formé des associations culturelles bretonnes appelle à un rassemblement similaire. Lui aussi revendique *« un statut de plein droit pour la langue bretonne dans la vie publique, les médias et l'enseignement »*. Autrement dit, résume-t-on en Bretagne, il s'agit désormais d'aller au-delà des bonnes intentions manifestées envers le patrimoine pour faire vraiment accepter l'exigence de la langue régionale dans la vie quotidienne. Les Occitans et les Catalans, eux, se mobilisent à Albi (Tarn).

UN PROCHAIN RAPPORT

Déjà des dispositions ont été prises un peu partout dans l'Hexagone : convention entre la fédération des *ikastolas* (Seaska) et l'Etat pour la prise en charge des enseignants (même chose en Bretagne pour les *diwan* ou vis-à-vis des *calendretas* béarnaises) ; des signalisations routières bilingues sont apparues dans les Côtes-d'Armor ; certaines banques acceptent des chèques en langue régionale ; le service public de l'audiovisuel diffuse quelques émissions en alsacien, corse, breton ou basque. Ira-t-on plus loin ?

Bien qu'elle vienne d'être nommée secrétaire d'État à la formation professionnelle, la Bayonnaise Nicole Péry *« tient à mener à bon port son rapport sur les langues régionales »*. Chargée, le 7 novembre 1997, par Lionel Jospin de faire l'état des lieux et d'élaborer des propositions, elle comprend bien le souhait des associations de faire réviser l'actuel article 2 de la Constitution française, selon lequel le français – et lui seul – est la langue de la République. Mais elle ne cache pas que *« la co-officialité de langues serait une proposition non recevable au vu de l'actuelle Constitution. Ça ne passera pas »*.

Mme Péry se déclare *« consciente que le mouvement culturel s'exprime et que ses requêtes correspondent à une demande publique »*. Dans le rapport final qu'elle remettra au premier ministre avant le 29 avril, elle mettra l'accent sur le volet formation : *« Plus je vais dans l'Hexagone, plus l'enseignement, les médias, la vie quotidienne me paraissent des enjeux essentiels pour les langues régionales. »*

Bien qu'elle n'écarte pas complètement une révision de la Constitution menée simultanément avec celle nécessaire à la ratification du traité d'Amsterdam ou à la modernisation de la vie publique, l'ex-parlementaire de Bayonne penche plutôt pour un texte législatif, voire pour une véritable loi-cadre : *« L'Etat a une responsabilité directe et massive par ses moyens budgétaires et les postes qu'il peut créer. »* Mieux encore, *« une reprise de la décentralisation permettrait dans le même temps de confier au niveau le plus adéquat, c'est-à-dire à la région, une pleine compétence pour la culture »*.

Michel Garicoix

Coup d'arrêt au réaménagement du port de Villefranche-sur-Mer

LES DÉFENSEURS du patrimoine architectural du port de la Darse de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) et les artisans locaux viennent de remporter une première victoire. Le tribunal administratif de Nice a annulé, le 31 mars, la convention passée entre la chambre de commerce et d'industrie de Nice-Côte d'Azur et le constructeur finlandais de bateaux Nautor's Swann pour la reprise du chantier naval. Pour le tribunal, l'organisme consulaire a *« méconnu le principe d'égalité des candidats »* à l'appel d'offres. Deux candidats écartés, la société Quélart et l'Association de sauvegarde du patrimoine maritime, avaient saisi le juge administratif contre les conditions du choix.

Alors que le dossier d'appel d'offres ne concernait que la reprise du chantier naval, la convention, approuvée par le président du conseil général, permettait une double activité avec, d'une part, l'utilisation de l'outillage public et, d'autre part, une priorité d'amarrage pour la location de bateaux. Les permis de construire qui, pour l'exploitation du chantier naval, ont autorisé la couverture du bassin de radoub, servant, au XVIIIe siècle, à la construction de galères seront examinés le 7 avril par le tribunal administratif.

DÉPÊCHES

■ **BOURGOGNE : les troisièmes rencontres nationales des associations de producteurs fermiers**, qui viennent d'avoir lieu à Dijon, se sont terminées par l'adoption d'un texte indiquant que *« ces producteurs constituent une réponse aux défis de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de la consommation »*. Une Fédération nationale des associations de producteurs fermiers a été créée.

■ **MANCHE : l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) va ouvrir**, *« dans un délai de quelques mois »*, une antenne permanente près de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, sur la commune de Beaumont-Hague, a annoncé, mardi 31 mars, la Commission spéciale et permanente d'information près l'établissement de la Hague (CSPI).



HORIZONS

REPORTAGE

5 RWANDA, ENQUÊTE SUR UN GÉNOCIDE

Un tribunal loin du Rwanda

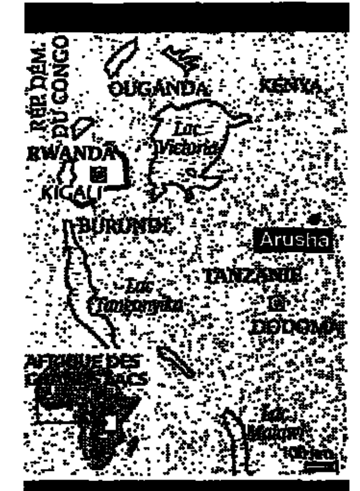
Le Tribunal pénal international pour le Rwanda devrait rendre son premier jugement avant l'été. Emprisonnés à Arusha, les accusés ont rédigé un document dans lequel ils nient le génocide. Les juges s'efforcent de susciter un témoignage de « repenti »

JUGER un génocide. La mission du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) est historique. Et le jugement qui entrera dans les annales de l'Histoire, le premier jugement pour « *génocide* », *ne devrait plus tarder* à être rendu. Le procès de Jean-Paul Akayesu arrive à son terme à Arusha, et le verdict des juges devrait être connu avant l'été.

Juger un génocide. Le TPIR a été créé le 8 novembre 1994 par la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies. A ce jour, il n'a pas rendu un seul jugement. Voilà le seul constat qui intéresse les Rwandais, traumatisés par les tueries de 1994 et peu concernés par les avancées historiques du droit international. A Kigali, et a fortiori dans les campagnes rwandaises, personne ne suit les activités du TPIR. Le pouvoir minimise la portée que pourrait avoir le tribunal. Les médias n'en parlent presque jamais, sauf pour émettre parfois une critique acerbe. « *Nous ne pensons pas que ces juges soient bien intentionnés. Peut-être sont-ils plus préoccupés par les procédures que par les jugements...* », commente Ibuka, l'association rwandaise des rescapés.

Le président du TPIR, le juge Laïty Kama, se veut résolu. « *Ma première pensée, chaque matin, va au Rwanda. Je comprends l'impatience des victimes,* dit-il. *Dans le statut du TPIR, il est mentionné que notre objectif est de rendre justice et d'apporter notre contribution au "processus de réconciliation nationale" et au "rétablissement et maintien de la paix". Voilà. J'y pense chaque jour. Nous devons combattre l'impunité au Rwanda. Et nous devons donner un signal fort à ceux qui voudraient provoquer un tel désastre ailleurs dans le monde.* » Le TPIR n'est donc pas un tribunal ordinaire : il a une mission politique.

L'échec actuel – pas un seul procès achevé en trois ans et demi d'existence – a de multiples causes. L'ONU n'avait aucune expérience en matière de justice, et « *on n'improvise pas un tribunal du jour au lendemain* », remarque l'avocat Pascal Besnier. L'ONU reste une organisation incroyablement capable de générer du vide et de casser les élans. « *Quand la bureaucratie onusienne rencontre la pesanteur du droit... C'est un festival* », note Alice Karekezi, observatrice auprès du TPIR pour une organisation de défense des droits de l'homme. Egalement, parmi les raisons majeures de l'échec : la corruption et le népotisme, qui ont régné du temps de la première équipe administrative – sanctionnée tardivement par l'ONU – et qui n'ont pas encore été éradiqués ; le choix de la ville d'Arusha, dans les montagnes de Tanzanie, où le TPIR n'a commencé à fonctionner qu'un



an après sa création, et où les juristes n'ont toujours ni documentation ni accès à Internet ; la manière de travailler du premier procureur général, Richard Goldstone, qui a constitué des actes d'accusation manquant singulièrement de rigueur ; l'incompétence et le dilettantisme de certains employés de l'ONU, ceux qui ne pensent qu'à leur salaire douillet, comme ce juge qui s'absente trois mois durant l'été et paralyse les procès...

Trois procès ont commencé en 1997 : celui de Jean-Paul Akayesu, bourgmestre de Taba, accusé d'avoir organisé les tueries dans sa commune , celui de Georges Rutaganda, deuxième vice-président de la milice Interahamwe, accusé d'avoir commandité des massacres à *Kigali* , et *celui* de Clément Kayishema et Obed Ruzindana, préfet et commerçant à Kibuye, accusés d'avoir participé à l'orchestration du génocide dans l'ouest du Rwanda. Ces prévenus ne sont ni de simples exécutants ni des planificateurs, ils sont des rouages de la chaîne politico-administrative qui a permis au génocide d'être si rapide et si efficace.

Juger un génocide. Le Tribunal a appelé à témoigner, au cours de ces trois procès, des experts et des témoins non rwandais. En réponse à une question du juge Kama sur le fait que le génocide ait été programmé avant ou après l'attentat contre le président Habyarimana, l'universitaire belge Filip Reyntjens a tenté de mieux cerner la nature de la tragédie. « *L'instrument génocidaire est mis en place progressivement. Je ne crois pas qu'il y ait une résolution, à un moment X, de commettre le génocide. A partir du début de la guerre* [en 1990], *le concept génocidaire existe. L'objectif est de détruire les accords d'Arusha. Le raisonnement est politique. Ceux qui sont ciblés par l'extermination sont les opposants : ceux qu'on a appelé les " Hutus modérés " et tous les Tutsis, car ils sont globalement considérés comme sympathisants du FPR. On peut dire qu'il s'agit de massacres sur des critères politiques. Mais la politique devient ethnique, et les Tutsis sont exterminés en tant que tels.* »

Vingt-quatre accusés sont détenus à la prison de l'ONU à Arusha. Certains hauts responsables du génocide sont incarcérés : le colonel Théoneste Bagosora, « cerveau » du génocide pour certains observateurs, chef des putschistes extrémistes qui ont pris le pouvoir à Kigali le soir du 6 avril 1994 ; Jean Kambanda, premier ministre du « gouvernement intérimaire » ; le colonel Gratien Kabiligi, chef des opérations de l'armée ; Ferdinand Nahimana, directeur de la « radio de la haine », *la RTLM*, qui n'a cessé d'appeler à une intensification des tueries ; Hassan Ngeze, rédacteur en chef du journal *Kangura* : Jean-Bosco Barayagwiza, un responsable du parti hutu raciste CDR et directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, l'homme reçu à l'Elysée durant le génocide...

Le procureur Louise Arbour prépare une prochaine vague d'arrestations. Les suspects qui intéressent le TPIR sont presque tous venus en France après leur défaite militaire. Ils séjournent aujourd'hui surtout en Belgique et en Afrique. « *Paris a été plus malin que Bruxelles. La France continue de veiller sur ses anciens protégés, mais de loin...*, accuse un enquêteur du TPIR. *Les suspects vivent surtout en Afrique centrale et occidentale, comme par hasard dans d'anciennes colonies françaises, dans des pays avec lesquels la France a encore des liens étroits.* » Le Gabon, le Tchad, le Centrafrique et le Congo-Brazzaville seraient des repaires d'extrémistes hutus rwandais.

LE procès très attendu du colonel Bagosora devait s'ouvrir au mois de mars. Il a été reporté. Louise Arbour et Bernard Muna, le procureur général et le procureur adjoint, sont en train d'élaborer une nouvelle stratégie : ils tentent d'obtenir des juges des jonctions d'actes d'accusation afin de pouvoir ouvrir des « maxi-procès ». Juger les accusés un par un nécessiterait des décennies. Le bureau du procureur a imaginé un « procès national » comprenant vingt-neuf accusés, dont le colonel Bagosora. Viendraient ensuite un « procès des médias », et deux ou trois « procès régionaux ».

La formule, pour l'instant curieusement refusée par les juges mais toujours en négociation, aurait divers avantages : ne pas faire venir vingt fois des témoins à la barre, alors que les témoins rwandais sont réticents à se présenter et que les gouvernements sont peu désireux d'envoyer leurs militaires ou leurs diplomates ; peut-être gagner du temps ; et donner au travail du TPIR une meilleure lisibilité, faisant de chaque procès un événement judiciaire et médiatique. Le « procès national » serait LE procès du génocide et de la conspiration. La liste des vingt-neuf accusés, encore tenue secrète, comprend des militaires, des politiciens, des idéologues ; onze sont déjà détenus à Arusha, et dix-huit autres sont recherchés par les enquêteurs. Le TPIR est en train de négocier leur arrestation avec les pays où ils résident.

Le procureur travaille aussi sur un autre front, qui révolutionnerait le Tribunal pour le Rwanda : il tente de convaincre l'un des accusés de se transformer en repenti. La cible est Jean Kambanda, qui serait prêt à coopérer en échange d'une remise de peine. Premier ministre du « gouvernement intérimaire » pendant le génocide, Jean Kambanda, s'il ne fut pas un planificateur de la première heure, connaît presque tout des rouages de l'exécution du programme génocidaire. A Arusha, l'homme a un statut peu commun. *Il n'est pas détenu à la prison* avec les vingt-trois autres accusés, mais dans une résidence surveillée. Il n'a aucun avocat, passe beaucoup de temps avec les envoyés du procureur, et, surtout, il n'est jamais apparu devant le Tribunal, contrairement à tous les usages. Détenu depuis juillet 1997, il aurait dû être présenté aux juges pour une comparution initiale et indiquer s'il va plaider coupable ou non coupable. Concernant Jean Kambanda, le mystère continue de planer.

Avoir un repenti, un seul, serait également primordial pour la mission du TPIR vis-à-vis du Rwanda : un chef du génocide reconnaîtrait pour la première fois qu'un génocide a eu lieu et en dénoncerait les commanditaires et les principaux exécutants. Simeon Rwagasore, procureur général à Kigali, y voit encore un atout : prouver la conspiration. « *Le Tribunal pénal international ne juge que des individus, et ces individus ne reconnaissent pas les faits. Avoir un repenti, même si Kambanda est un type qui a pris le train du génocide en marche, permettrait de démontrer qu'il y a eu complot, que le génocide ne fut ni improvisé ni spontané.* »

> « Si on a créé le TPIR pour répondre à la mauvaise conscience des Occidentaux après le génocide, alors, ça va, mais il faut le dire franchement. Si, en revanche, on a créé un tribunal qui doit amener la justice et la réconciliation au Rwanda, alors, c'est une honte »

Pour les autres accusés, qui ont déjà annoncé qu'ils plaideraient non coupables, et leurs avocats, le coup serait rude. L'accusation ne pourrait pas trouver un meilleur témoin, et il sera difficile ensuite de démontrer l'innocence de tel prévenu si Jean Kambanda confirme sa participation dans le génocide.

A la prison d'Arusha, des accusés sont inquiets. Jusqu'à présent, leur stratégie de défense est d'essayer de se dégager de toute responsabilité sans contester le génocide. « *Au départ, certains avocats souhaitaient une ligne de défense politique. Nier le génocide. Pour moi, c'est du révisionnisme,* raconte Pascal Besnier, l'avocat d'Obed Ruzindana. *Nous avons maintenant une position commune : on ne peut pas contester qu'une large partie de la population tutsie a été massacrée parce qu'elle était tutsie. En revanche, il va falloir prouver que nos clients y ont participé.* »

La première position avait été déterminée par un avocat belge, Luc de Temmerman, un pionnier du TPIR surnommé « l'avocat hutu », qui a fini par être désavoué par son propre client, Georges Rutaganda. Le défenseur voulait transformer chaque audience en une négation du génocide. L'accusé a réalisé qu'il avait tout à y perdre.

La position des avocats de la défense, qui sont principalement français et canadiens, reste toutefois susceptible d'évoluer. S'ils jouent pour l'instant le jeu de la ligne décrite par Me Besnier, tous ne sont pas personnellement de cet avis. « *Le génocide n'est qu'un mot, et le procureur va devoir apporter une preuve juridique qu'il a été commis,* souligne Tiphaine Dickson, l'avocate qui a remplacé Luc de Temmerman auprès de Georges Rutaganda. *Je ne conteste pas qu'il y ait eu des massacres, mais il ne faut pas simplifier les événements. Il faut étudier le jeu perfide du FPR, sinon on risque de diaboliser un peuple, les Hutus.* »

UN autre défenseur est, en privé, plus virulent. « *Il n'y a pas eu de génocide ! Il y a une guerre qui dure depuis 1990, une guerre avec une manière africaine de mener une guerre !* » Cet avocat se déclare « *furieux* » que le premier accusé à comparaître, Jean-Paul Akayesu, reconnaisse *de facto* qu'il y a eu un génocide au Rwanda. « *Lorsque le premier procès scelle ainsi le sort des autres, que pouvons-nous faire ? Le rôle des avocats d'Akayesu était de contester point par point les arguments du procureur. Moi, je suis partagé entre la honte de participer à cette mascarade et la volonté de défendre mon client jusqu'au bout. J'ai honte de cautionner ce tribunal politique !* »

Jean Degli, l'avocat de Gratien Kabiligi, par ailleurs secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, défend une position différente. « *Outre le fait que toute personne poursuivie est présumée innocente, j'ai été motivé par un constat : tout opposant rwandais devient un " génocidaire ". Si c'est ainsi, il faut combattre le régime de Kagame, qui n'a pas combattu pour la démocratie, mais uniquement pour la conquête du pouvoir. Si mon client est coupable, je lui conseillerai de demander pardon. Mais, comme tous ceux qui ne soutiennent pas le FPR deviennent des " génocidaires ", je me pose des questions sur les gens accusés d'avoir participé aux massacres. Il faut aider ce tribunal à discerner les vrais coupables et les faux coupables, ceux qui ont été fabriqués par Kigali.* »

Les accusés ne devraient donc pas contester, lors des procès, la nature du crime. Mais ils continuent, en revanche, intimement, de ne pas reconnaître qu'un génocide a été perpétré au Rwanda, comme ils le racontent dans leur manuscrit *Le Rwanda : quelques éléments pour comprendre le drame d'un peuple*. Pour eux, les événements du Rwanda sont « *un conflit ethno-politique séculaire* », des tueries ont eu lieu parce qu'« *il a été impossible de contrecarrer la fureur populaire* », le « gouvernement intérimaire » d'avril 1994 a rencontré des « *difficultés* » dans la « *pacification* » du pays, les Interahamwes sont un groupe de « *personnes qui œuvrent ensemble pour atteindre un même objectif noble* », l'opération « Amaryllis » d'évacuation des étrangers et de dignitaires du régime Habyarimana, dont certains sont présents dans les geôles d'Arusha, a servi à sauver « *quelques Rwandais menacés* », l'opération « Turquoise » a « *relayé l'action de protection déjà engagée par les Forces armées rwandaises* », et ainsi de suite... Le texte a été rédigé par vingt détenus. Les plus influents dans la rédaction du manuscrit ont été, selon un avocat, Théoneste Bagosora, « le chef », et Ferdinand Nahimana, « la plume ».

Les auteurs se livrent également à une attaque en règle contre la Belgique, qui a d'ores et déjà annoncé son intention d'intervenir lors du procès du colonel Bagosora, accusé de porter une lourde responsabilité dans l'assassinat des dix « casques bleus » belges. Les détenus répondent en accusant la Belgique de tous les maux. « *La Belgique a été mêlée de très près à la guerre au Rwanda,* accusent les prisonniers. *Même le massacre des dix paracommandos belges n'a pas pu être empêché. La Belgique a gravement failli à ses responsabilités ! (...) Elle aurait pu empêcher le bain de sang. (...) Elle aurait pu prévenir et empêcher l'attentat contre Habyarimana. (...) La Belgique a-t-elle commis le crime par omission ?* »

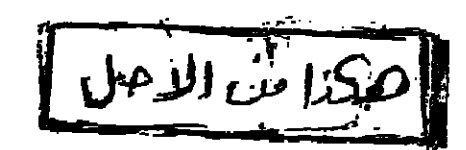
Les accusés ont achevé de rédiger ce manuscrit en novembre 1997. Il était demeuré jusqu'à présent confidentiel. Tous leurs faits et gestes, comme leurs écrits, sont d'ailleurs entourés du plus grand secret. La prison est interdite à la presse. « *Dévoiler les conditions de vie de ces " génocidaires " présumés ne contribuerait pas à améliorer l'image du TPIR au Rwanda, où leurs victimes vivent dans la détresse et la misère* », reconnaît un responsable du Tribunal. Car l'ONU a un tantinet révolutionné le monde carcéral. Les prisonniers téléphonent, diffusent des fax. « *C'est quand même la première fois que je reçois un DHL de mon client* », constate un avocat en souriant. Leur nourriture est préparée par des cuisiniers de qualité, avec les conseils de diététiciens, sous la direction de l'ancien chef-cuisinier du Novotel, le palace d'Arusha. « *Nous exagérons peut-être, mais il fallait bien que l'ONU, qui n'avait pas l'habitude de gérer une prison, se place au meilleur niveau des règles internationales de détention* », dit-on au TPIR.

Reclus dans leur prison dorée, les prévenus attendent donc que le procureur et les juges officialisent leur nouvelle stratégie. Parviendront-ils à obtenir un témoignage de repenti ? Quand les « maxi-procès » pourront-ils débuter ? D'autres accusés rejoindront-ils les premiers ? Le Tribunal pénal international n'a, pour l'instant, aucune raison de se satisfaire du travail réalisé. Son unique atout est intégré à son statut : l'expérience est historique... Le succès principal du procureur se limite à la liste des détenus.

En comparaison avec le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, le TPIR peut afficher un véritable palmarès : des responsables du génocide ont été arrêtés. La situation est toutefois très différente, puisque des chefs de guerre des Balkans sont devenus « respectables » en signant l'accord de paix de Dayton, tandis que les chefs de guerre hutus rwandais ont perdu la guerre. Et, la région des Grands Lacs ayant été totalement bouleversée ces dernières années, il reste peu de pays prêts à les accueillir. Ils ont perdu leur terre d'asile de Kinshasa avec la chute du maréchal Mobutu, et le refuge de Nairobi n'en est plus un depuis que le président Moi a autorisé, l'été dernier, le bureau du procureur à venir arrêter les suspects

Glossaire

- **APR** : Armée patriotique rwandaise (armée gouvernementale, tutsie)
- **Akazu** : clan du président Habyarimana
- **CDR** : Coalition pour la défense de la République (ex-parti hutu extrémiste)
- **FAR** : Forces armées rwandaises (ex-armée gouvernementale, hutue)
- **FPR** : Front patriotique rwandais (guérilla, puis parti politique tutsi)
- **Interahamwe** : milice du MRND
- **Impuzamugambi** : milice du CDR
- **Minuar** : Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda
- **MRND** : Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement (ex-parti hutu présidentiel)
- **TPIR** : Tribunal pénal international pour le Rwanda



NYARUBUYE, 1994 : *ici, plus de mille personnes ont été assassinées, tuées par balles ou massacrées à la machette...*

GILLES PERESS
photographe
de l'agence Magnum

rwandais qui s'y étaient réfugiés. Ce fut l'opération « Naki », et elle tourna une page dans l'histoire du TPIR. Le Kenya demeurait en effet le principal soutien régional des présumés « génocidaires », et la plaque tournante des activistes de la cause hutue.

« *Le TPIR a vécu sa préhistoire en 1996, son adolescence en 1997, et 1998 pourrait être l'année de sa maturité*, estime un observateur. *A la fois dans son fonctionnement interne et dans le jugement des responsables du génocide rwandais.* »

Le retard accumulé n'est pas entièrement imputable aux équipes du TPIR. Car il y a eu un réel problème de volonté politique des Etats, et du secrétariat général de l'ONU qui en dépend, de soutenir le tribunal dans sa tâche. Cette question est également au cœur du travail du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et des négociations pour la création d'une cour pénale internationale. Les gouvernements se méfient d'une justice internationale qui, si elle est aujourd'hui mandatée pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda, pourrait, si une cour permanente est instituée, se mêler de leurs propres interventions extérieures et de la manière dont certains traitent leurs problèmes intérieurs.

CERTAINS Etats ont longtemps hésité avant de financer le TPIR. D'autres, la France en tête, ont consacré beaucoup d'énergie à faire obstruction au travail des enquêteurs en refusant que des témoins importants viennent déposer lors des procès. Ce problème fut au cœur d'une crise en décembre 1997 entre Paris et le procureur Louise Arbour après des propos du ministre français de la défense, Alain Richard, accusant le TPIR de pratiquer une « *justice-spectacle* ». La réalité est ailleurs : la France, d'une part, ne veut pas que ses officiers et ses soldats se retrouvent dans une position inconfortable, accusés pour des crimes commis par d'autres ou accusés de ne pas être intervenus alors qu'ils avaient des ordres de ne pas intervenir ; d'autre part, la France a des choses à cacher, notamment concernant la guerre au Rwanda, à laquelle elle a pris une part active, au moins jusqu'au déclenchement du génocide.

Paris, face au tollé déclenché par cette non-coopération évidente dans la recherche de la vérité, a dû relancer les négociations avec le procureur. Un accord global devrait être prochainement entériné. C'est en attendant l'issue de ces négociations que le colonel Sartre, qui figurait sur la liste des témoins censés venir à la barre dans le procès Kayishema-Ruzindana, n'a finalement pas été appelé. Patrice Sartre, commandant du régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) pendant l'opération « Turquoise », était le premier officier français à avoir déposé par écrit devant un enquêteur du TPIR, et devait raconter ce qu'il a vu dans la région de Kibuye.

L'armée et les services de renseignement français intéressent le TPIR. Trois autres officiers, présents au Rwanda avec « Turquoise », ont déjà été contactés, dont le lieutenant-colonel de Stabenrath et le capitaine de frégate Gillier. Des discussions ont été ou vont être entamées à propos des lieutenants-colonels Chollet et Maurin, « commandants » des Forces armées rwandaises pendant la préparation du génocide, du lieutenant-colonel Tauzin, ancien conseiller du président Habyarimana, de retour au Rwanda avec « Turquoise », du général Lafourcade, commandant de l'opération en juin 1994, du général Huchon, chef de la mission militaire du ministère de la coopération et « contact » régulier à Paris de l'état-major rwandais. Et le procureur n'est plus la seule sur les rangs... Des avocats de la défense songent à réclamer à la France des témoins. Ces avocats n'étant pas concernés par les tractations entre Louise Arbour et Paris, ils ne devraient pas se priver d'évoquer publiquement leurs soucis en cas de refus français. « *Une obstruction de la France peut même devenir un argument de défense devant la Cour* », précise un défenseur.

> « Ici, pour la première fois dans l'Histoire, un génocide va être jugé comme un crime. Cela concerne la planète entière »

Si certains seraient ravis de créer l'événement en contribuant à faire la lumière sur l'engagement de la France au Rwanda, d'autres sont sincèrement et tout simplement à la recherche de témoins crédibles. « *Ce fut un génocide à huis clos. Cela pose un réel problème que les seuls témoins soient les victimes* », souligne Pascal Besnier. « *Ce n'est pas évident de travailler avec ces témoins, souvent illettrés, qui ont une idée très personnelle de la vérité*, ajoute Philippe Moriceau, défenseur de Clément Kayishema. *Il nous arrive de faire admettre au témoin, lors du contre-interrogatoire, qu'il n'a pas vu une scène, mais l'a entendu raconter. Connaître le père d'une personne revient à connaître la personne. Ce sont des histoires collectives, des évocations de palabres.* » « *C'est le procès de la rumeur* », conclut M[e] Moriceau. « *Il est difficile de trouver un témoin tutsi, car les Tutsis se cachaient*, remarque Théodore Nyilinkwaya, d'African Rights. *Les véritables témoins oculaires directs sont des Hutus. Or les Hutus ne témoignent presque jamais. Soit ils ont eux-mêmes commis des crimes, soit ils protègent leurs proches ou leurs amis, soit ils ont peur d'être ensuite les cibles de représailles.* »

Le tribunal a un problème majeur avec les témoins, comme les audiences le prouvent régulièrement. Des témoins, qui ont certainement vécu ce qu'ils racontent, donnent l'impression d'exagérer dès qu'il est question de l'accusé. Des témoignages recèlent des incohérences flagrantes. Quelqu'un leur a-t-il dicté un élément de leur déposition ?

La défense peine, de plus, à trouver le moindre témoin. Peu de gens, surtout s'ils vivent encore au Rwanda, vont prendre le risque de témoigner en faveur d'une personne accusée de « génocide ». Les avocats de la défense n'ont d'ailleurs pas la possibilité de se rendre au Rwanda, ou d'y envoyer un enquêteur. Kigali n'a jamais formellement refusé leur venue, mais des responsables du TPIR leur ont fait comprendre qu'ils n'y seraient pas les bienvenus. « *Il faut absolument trouver un moyen d'accélérer les procédures*, estime un juriste. *Les témoins ont de moins en moins envie de parler. Soit ils refont peu à peu leur vie et souhaitent commencer à oublier les horreurs de 1994, soit ils ont peur de témoigner alors que la guerre s'intensifie à nouveau au Rwanda.* »

Laboratoire d'une justice internationale, le TPIR doit encore affronter de sérieuses difficultés avant de pouvoir espérer rendre justice aux victimes du génocide.

24 NOVEMBRE 1997

Audition du témoin PP devant le TPIR

J'ai continué à circuler grâce au fait que j'étais mariée à un Hutu. (...) Je me suis promenée. Lorsque je suis arrivée **[au bureau communal]*****, on amenait les femmes, puis on les déshabillait. (...) On leur a ordonné de faire une marche pour « montrer les cuisses des femmes tutsies ». Après la marche, elles sont revenues et ont été violées. (...) Je ne me cachais pas, je les regardais. (...) Deux Interahamwes ont pris*** **[Alexia]** ***et l'ont mise par terre. Ils ont dit : « Maintenant, voyons comment est le sexe des femmes tutsies ! » (...) Elle tenait une Bible. Elle l'a remise à l'Interahamwe appelé Pierre, qui la violait. Elle a dit : « Cette Bible est notre souvenir, car vous ne savez pas ce que vous faites. » (...) Elle était enceinte et elle a fait une fausse couche. (...)*** **[Les trois femmes]** ***ont été couchées à plat ventre, puis tuées à coups de bâton. On les a torturées, et même alors qu'elles étaient déjà mortes, on a continué à les frapper. (...) Il y avait de petites fosses. Après les avoir tuées, on y a traîné leurs corps, puis on a jeté par-dessus quelques mottes de terre. (...) La nommée Louise portait un garçon. L'enfant est mort avec sa mère. (...) On soulevait les enfants, puis on les jetait par terre jusqu'à ce que mort s'ensuive. (...) Moi, j'ai pu partir et, en chemin, j'ai vu beaucoup de cadavres.***

« *Cette justice internationale n'intéressera que les historiens dans cinquante ans !* déplore un observateur européen. *Si l'on a créé le TPIR pour répondre à la mauvaise conscience des Occidentaux après le génocide, alors ça va, mais il faut le dire franchement. Si, en revanche, on a créé un tribunal qui doit amener la justice et la réconciliation au Rwanda, alors c'est une honte.* » « *La convention de 1948 était en retard d'une guerre*, conclut-il, *le TPIR est en retard d'une justice !* » « *Le TPIR n'aura pas l'efficacité des tribunaux de Nuremberg ou de Tokyo, qui ont rendu une justice de vainqueur*, tempère Alice Karekezi. *Mais il doit parvenir à un résultat ! Il servira d'exemple, quoi qu'il arrive, pour la future cour pénale internationale.* »

« *Le problème est simple : soit l'on rend une justice rapide qui peut être expéditive, soit l'on organise des procès équitables*, déclare le juge Kama. *Nous accélérons au mieux les procédures en prenant bien garde de ne pas violer les droits de l'accusé.* » « *On ne peut pas aller trop vite*, estime un avocat. *Ces gens sont tout de même accusés de "génocide", le crime le plus grave qui soit...* » Navanethem Pillay, une figure de la défense des droits de l'homme dans son pays, l'Afrique du Sud, est de cet avis. « *Le principal objectif, quels que soient les pressions des uns et les désirs des autres, est que les procès soient équitables.* »

La juge Pillay regrette qu'« *un tribunal n'ait pas été créé pour juger l'apartheid quand la communauté internationale a reconnu que l'apartheid était un crime* ». « *Si votre voisin a tué vos enfants, vous refusez de vous réconcilier avec lui. C'est normal*, dit-elle. *La seule solution reste la justice. Je crois fortement en une justice internationale. Ici, pour la première fois dans l'Histoire, un génocide va être jugé comme un crime. Cela concerne la planète entière. Car, partout, les gens veulent la même chose : justice et, si possible, réparation.* »

Au Tribunal de Nuremberg, le procureur Jackson avait, s'adressant aux juges, résumé en une phrase pourquoi il fallait juger les coupables de crimes contre l'humanité et pourquoi le monde devait soutenir cette action : « *La véritable partie plaignante à votre barre est la Civilisation.* »

Quarante ans plus tard, Primo Levi, le survivant d'Auschwitz, évoquait, dans *Les Naufragés et les Rescapés* (Gallimard, 1989), « *le risque de ne pas être écouté* ». « *C'est arrivé, cela peut donc arriver de nouveau : tel est le noyau de ce que nous avons à dire. Cela peut se passer, et partout.* »

Dans leur manuscrit fer de lance du négationnisme, les auteurs du génocide ne dissipent aucune crainte lorsqu'ils évoquent le « *fonds de commerce* » du Rwanda, « *les grands sites de ce prétendu "génocide des Tutsis"* ».

« *La véritable partie plaignante est la Civilisation.* » « *C'est arrivé, cela peut donc arriver de nouveau.* » Au Rwanda, aussi, les rescapés ne disent rien d'autre. Sauf qu'ils précisent que cela peut leur arriver à eux, de nouveau, bientôt.

Rémy Ourdan

F I N

Bibliographie

- **African Rights.** *Death, Despair and Defiance* (1995).
- **Hannah Arendt.** *Eichmann à Jérusalem* (Gallimard, 1966).
- **Colette Braeckman.** *Rwanda. Histoire d'un génocide* (Fayard, 1994).
- **Jean-Pierre Chrétien** (sous la direction de). *Rwanda. Les Médias du génocide* (Karthala, 1995).
- **Alain Destexhe.** *Rwanda. Essai sur le génocide* (Complexe, 1994).
- **Michel Dobkine.** *Crimes et humanité* (Romillat, 1992).
- **Jean-François Dupaquier** (sous la direction de). *La Justice internationale face au drame rwandais* (Karthala, 1996).
- **André Guichaoua.** *Les Crises politiques au Rwanda et au Burundi* (Karthala, 1995).
- **Raul Hilberg.** *La Politique de la mémoire* (Gallimard, 1996).
- **Primo Levi.** *Les Naufragés et les Rescapés. Quarante ans après Auschwitz* (Gallimard, 1989).
- **Gilles Peress.** *Le Silence* (Scalo, 1995).
- **Gérard Prunier.** *Rwanda. Le génocide* (Dagorno, 1997).
- **Filip Reyntjens.** *L'Afrique des Grands Lacs en crise* (Karthala, 1994).
- **Claudine Vidal.** *Sociologie des passions* (Karthala, 1991).
- **Sénat de Belgique.** *Rapport de la commission d'enquête parlementaire concernant les événements du Rwanda* (1997).
- ***Ubutabera.*** Journal indépendant d'informations sur le TPIR. (Internet : www.inter-media.org)

Choses vues d'une autre Algérie

par Charles Pellegrini

IL y a quelques jours, dans le cadre superbe du petit port de la Madrague, à quelques kilomètres d'Alger, j'écoutais mes convives me parler de leur pays. Les parlementaires européens venaient de quitter le pays, où leurs propos avaient suscité plus de réserves que d'enthousiasme. Ceux de Jack Lang, plus appréciés, laissaient aussi un sentiment de malaise. Pour la première fois, même les opposants les plus déclarés au pouvoir avaient le sentiment qu'ils étaient en train de jouer aux apprentis sorciers. L'une des constantes du discours populaire algérien est la notion d'une fierté nationale forte en même temps que celui d'être un lieu-charnière entre l'Occident et le monde musulman.

Le soulagement d'avoir évité la rupture avec l'Europe, échappé à l'isolement et écarté ainsi la perspective d'une « somalisation », cède le pas au sentiment encore diffus mais bien réel de l'irritation face à des donneurs de leçons trop sûr d'eux-mêmes. Si l'idée farfelue de création de *« brigades internationales »* n'a ému personne, l'accusation récurrente d'incompétence proférée contre les forces armées commence à agacer. L'armée est l'institution autour de laquelle le pays a été construit, celle qui lui a donné ses principaux dirigeants. L'affaiblir, c'est affaiblir l'Etat à un moment où il retrouve sa crédibilité.

C'est la société civile algérienne qui contribue largement à sortir le pays de l'impasse

L'armée a renoncé à la politique en 1989 et regagné ainsi une partie du prestige perdu lors des émeutes de 1988. L'Etat algérien a été reconstruit de la base au sommet; malgré des dysfonctionnements bien réels et des luttes de clans persistantes, Alger possède une Assemblée plurielle, la seule issue de ce type d'élection dans le monde arabe.

Les entreprises françaises reviennent, attirées par le spectaculaire redressement macro-financier de l'Algérie, dont la capacité de paiement extérieure a été largement restaurée.

Alors, les massacres, la cruauté, la terreur ? Ils sont là, bien là ; on les sent présents au détour de chaque rue, pendant les silences d'une conversation, pendant l'évocation de certains actes de barbarie qui ont été vécus personnellement. Le fait nouveau que j'ai ressenti de façon très forte lors de mes déplacements : à partir de maintenant, il va falloir « faire avec » en s'organisant dans le quotidien, et soutenir, ou tout au moins laisser faire le pouvoir pour en venir à bout.

Il faut être clair : l'Algérie est en train de s'orienter vers l'Occident. Les privatisations sont en route, les entreprises *« auditées »* sont auditées par de grands cabinets internationaux, les affaires reprennent. Dans le domaine de la sécurité, d'abord. Les effectifs militaires notoirement insuffisants et l'armement des groupes de légitime défense (GLD), entièrement tournés vers la lutte contre le GIA, laissent le champ libre à des sociétés de gardiennage et de protection dont la réglementation a été édictée dès 1994.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, en Algérie comme dans d'autres pays du monde, les forces privées de sécurité suppléent celles de l'Etat, défaillantes ou appelées à d'autres tâches. Les expatriés, chefs d'entreprise, cadres, agents de maîtrise, sont pris en charge et « sécurisés » en coopération étroite avec l'armée et la police, dont tous les « privés » sont issus. La concurrence est vive entre sociétés, et le client a le choix. Peu à peu, il apprend de nouveau à vivre et à produire dans une insécurité encore bien réelle mais qu'il commence à gérer. Cette gestion fait partie d'un parcours d'obstacles encore redoutable : une administration tatillonne, une réglementation douanière contraignante, un réseau bancaire insuffisant, une main-d'œuvre peu qualifiée, une aggravation du chômage, conséquence prévisible des privatisations massives.

Il faut rétablir rapidement un flux normal de visas accordés aux entreprises algériennes et à leurs cadres et employés qui viennent se former en France ; il faut rouvrir la « vitrine France » en Algérie et la mettre en harmonie avec son évolution : celle de 1998 n'a rien à voir avec celle de 1972 ou de 1962.

Pour cela, rétablir en priorité les liaisons aériennes par Air France ou toute autre compagnie privée française ; retransférer de Nantes à Alger les services consulaires ; réhabiliter en Algérie l'usage du français, qui est et doit rester la deuxième langue du pays.

C'est la société civile algérienne qui contribue largement à sortir le pays de l'impasse où il s'engageait peu à peu. Le gouvernement va devoir emboîter le pas, désigner clairement les cibles, identifier les objectifs, définir à l'usage de son peuple un véritable projet de société.

Chacun est conscient du changement déchirant des mentalités que cette évolution va imposer à certains. Mais tous, les plus passéistes y compris, savent qu'un retour en arrière serait sans doute définitif.

Charles Pellegrini *est consultant, directeur pour l'Afrique de la société Etude de risques industriels et commerciaux.*

Qui juge qui ?

par André Glucksmann et Romain Goupil

QUEL TON ! Une poignée d'« intellectuels » lance son quatrième *meeting* de solidarité avec les démocrates d'Algérie (le premier date de juillet 1994) et les anathèmes pleuvent : *« dépeçage des islamistes »* (*Esprit*), *« génocide électoral »* (*Libération*). Le comble : Pierre Vidal-Naquet et François Gèze (*Le Monde* des 4 février et 5 mars) qui nous épinglent sans sourciller *« négationnistes »*, suggérant qu'il revient au même de nier Auschwitz et de les contredire. Nul n'est immunisé contre les dérapages et la présomption ; passons. Plus grave est l'impudeur de ceux qui, ici, disqualifient benoîtement comme *« éradicateurs »* les écrivains, artistes et féministes qui, outre-Méditerranée s'exposent simultanément aux meurtres islamistes et aux coercitions gouvernementales.

A Paris, il est loisible de tout dire et de penser n'importe quoi : imaginer allègrement que les journalistes algériens sont à la botte d'un pouvoir militaire qui les exécute un par un ; jurer sans sourire que l'armée et la police manipulent les islamistes armés qui déciment la police et l'armée ; expliquer, avec une suffisance d'expert, qu'un gouvernement liquide sa population par villages entiers, histoire de montrer combien il maîtrise ce terrorisme qu'il affirme *« résiduel »*.

Sous prétexte de ne pas *« diaboliser »* l'islamisme armé, nos censeurs se refusent à l'incriminer. Les assassinés s'assassinent eux-mêmes ? L'Etat algérien détruit à la tronçonneuse, et les forces qui le protègent et la société qu'il prétend régir ?

Cliché communément reçu : tout commence en janvier 1992, avec l'interruption du processus électoral. Privé de sa victoire dans les urnes, le FIS passe à l'offensive contre les appareils d'Etat, et parachève son œuvre en noyant la population *« renégate »* dans des bains de sang. Question : puisque les trois quarts de la planète subissent des régimes peu enclins à respecter des élections libres, pourquoi pareille multiplication des Oradour demeure-t-elle, par bonheur, planétairement une rareté ? L'*« interruption »* n'explique pas l'exception algérienne.

Appellant l'histoire à la rescousse, Pierre Vidal-Naquet étale dans le temps la critique d'une dictature qui occupe l'Algérie depuis 1962 et gouverne par la torture et le chalumeau, comme un fascisme colonial.

Objection nº 1, *ad hominem* : cette grande voix qui sut jadis tonner contre les sévices de l'armée française, pourquoi fut-elle aphone durant les années FLN de dictature au chalumeau ? *« A lire le recueil que j'ai consacré à mes engagements algériens, je constate un long silence entre 1965 et 1988 »*, écrit-il, dans *Intersignes* (nº 10). Ne détourne-t-il pas contre nous une fureur qu'il devrait retourner contre lui et son silence ?

Objection nº 2 ; à raisonner dans le cadre de ses souvenirs franco-algériens, il oublie l'actualité mondiale. Le i (de islamiste) qu'invoquent les groupes mortifères sévit en Afghanistan, Egypte, Iran, Soudan... et couvre des abominations non moins innommables. Preuve par Khomeiny : les intégristes n'ont pas attendu une interruption d'élections pour s'arroger le droit du crime théologico-politique.

A qui la faute ? Côté société : chômage, misère, déracinement. Côté pouvoir : corruption, autoritarisme, clientélisme et despotisme des clans, la cause est entendue : les islamistes sont engendrés par le système pourri auquel ils « s'opposent ». Permettez pourtant que nous compliquions le tableau.

Parlant de l'Algérie, Pierre Vidal-Naquet et François Gèze occultent systématiquement l'instance idéologique, l'islamisme radical, cette conviction qui collectivise le crime

Au départ, le FIS parut représenter de manière populiste les démunis contre les puissants. A la lumière des tueries qu'il déclenche, il dévoile une querelle d'héritage : après trente ans de marasme soviétiste (parti unique, presse unique, révolution agraire, gigantisme industriel...), les islamistes proposent un système de substitution à la mode iranienne et afghane. En quoi le refus d'un style ancien de totalitarisme justifie-t-il l'instauration d'une société plus close encore ?

Nous sommes vitupérés comme *« éradicateurs »* – et pourquoi pas égorgeurs ? – pour récuser le ponce-pilatisme qui renvoie les camps dos à dos, à grand renfort d'enquêtes et de conférences plus internationales et virtuelles les unes que les autres.

Les « dialoguistes » autoproclamés prêchent pour une négociation sans préalables. Etrange mystère : chaque fois qu'un groupe de tueurs annonce une trêve et traite avec le gouvernement algérien, l'intensité de l'inhumanité s'accroît sur le terrain. Clé du mystère : des candidats nouveaux rivalisent de cruauté pour s'assurer à coups d'horreurs une position forte dans des négociations futures. L'irénisme cultivé à Rome et à Paris entretient de Tlemcen à Constantine la concurrence frénétique des haches et des tranchoirs.

Une enquête internationale, lancée dans les circonstances actuelles, prend forcément pour cible principale l'autorité légale algérienne. Une prison officielle, ça se visite ou pas. Une bande planquée dans les collines viole, vole et tue sans laisser d'adresse.

Quant à une conférence internationale assurant un statut de belligérants à toutes les parties en présence, elle accorde aux plus saigneurs des *« émirs »* une option sur le partage final du pouvoir. Sans condamnation préalable et repentante de toute exaction à l'encontre des civils, ce qu'on nommerait internationalement *« paix »* ne serait sur place que désolation et terreur continuée.

Pierre Vidal-Naquet et François Gèze réduisent le fanatisme violent à *« des groupes isolés de jeunes révoltés animés par la pure logique du désespoir »*. Ils occultent ainsi systématiquement l'instance idéologique, l'islamisme radical, cette conviction qui collectivise le crime, cette détermination intérieure nécessaire pour trancher femmes et enfants à la chaîne. Même l'élément rituel de l'égorgement sacrificiel échappe à nos bons apôtres. Comme échappait aux intellectuels de droite que Hitler était animé par une doctrine exterminatrice. Et aux intellectuels de gauche que leur solidarité avec la révolution bolchévique les aveuglait. Serait-ce pour ne pas désespérer leur pieux troupeau que les prêcheurs de Sant'Egidio et d'*Esprit* détournent le regard quand un enfant saigne à la place du bélier biblique ? Suffirait-il de tuer au nom de Dieu pour bénéficier de circonstances atténuantes ?

Nos censeurs refusent de prendre en compte les voix des justes qui, d'Algérie, les contredisent. Ils les récusent d'office, soit en les ignorant, soit en les diffamant. Ils se confinent dans une analyse binaire. Deux blocs : le pouvoir contre le peuple. Deux solutions : la dictature militaire ou la dictature islamique. Un seul jeu : celui du gendarme et du voleur.

Apprenons à compter jusqu'à trois. Nous ne sommes pas acculés à nous ranger soit derrière le pouvoir, soit avec les islamistes, pour la bonne et simple raison que ces deux larrons furent plus souvent amis qu'ennemis. Qui fit le lit du terrorisme actuel sinon l'ancien régime FLN ? Il islamisa, tour à tour, l'ensemble de la vie quotidienne, la télé, l'école, la justice.

Une importante faction dirigeante envisage derechef un partage à l'amiable : conservant le monopole de la force et une part convenable de la rente pétrolière, elle abandonnerait aux islamistes la mainmise sur la société civile et quelques miettes du gâteau. Pareille solution *« à la soudanaise »* est rejetée par la partie la plus lucide de l'Algérie : femmes éprises d'émancipation, jeunes amoureux de liberté, journalistes indépendants, chanteurs, décideurs lucides, citoyens soucieux de leur dignité et de leur survie. Ce troisième camp, dispersé, porte l'avenir d'une Algérie en pleine tourmente.

Apprenons à compter jusqu'à trois. Alger ne doit pas devenir Kaboul ni retourner à la glaciation des régimes à parti unique. Oui à une commission d'enquête citoyenne conduite au premier chef par la jeune presse indépendante et ouverte à la presse internationale. Oui aux femmes algériennes qui s'opposent et proposent malgré les menaces, la peur et la terreur. Oui à un tribunal international qui instruirait les crimes contre l'humanité d'un troisième type.

Le XXe siècle a massacré au nom de la race, d'où Hitler. Au nom de Dieu, d'où les taliban et les GIA. L'extrémisme théologico-politique – cette *« folie grammairienne »* pointée par Montaigne – menace toutes les religions. Coincée entre *« des égorgeurs infréquentables et des corrompus fréquents »* (« Y. B. » dans *El Watan*), l'Algérie qui résiste nous sauve probablement d'une peste à vocation planétaire.

André Glucksmann *est philosophe et écrivain.*
Romain Goupil *est cinéaste.*

Où est l'incivisme, monsieur Chevènement ?

par Laurent Lederer

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, devant l'Assemblée nationale, a dénoncé l'*« incivisme »* de ceux qui s'opposent aux expulsions de sans-papiers. Il a promis de les *« punir »*. Avant d'être puni, j'aimerais poser quelques questions.

Lors de l'occupation de l'église Saint-Bernard, puis à l'occasion du mouvement contre les lois Debré, je discutais avec des chômeurs et je leur disais que les expulsions de sans-papiers n'aidaient pas à lutter contre le chômage parce que la consommation des étrangers en France crée aussi des emplois. Etais-je incivique ? Pendant la campagne électorale des législatives, j'allais rencontrer des jeunes Français d'origine étrangère écœurés par les contrôles d'identité au faciès qu'ils subissaient quotidiennement, et je leur expliquais que, plutôt que de *« tout péter »* ou de n'en avoir *« rien à foutre de la politique »*, il fallait voter pour les partis de gauche qui avaient promis d'abroger les lois Debré, que, quand il n'y aurait plus d'expulsions, la police n'aurait plus de raison de faire la chasse aux étrangers et qu'ainsi disparaîtrait l'oppression permanente des contrôles au faciès. Etais-je incivique ?

Quand Jean-Pierre Chevènement, nommé au ministère de l'intérieur, rédige des lois qui tournent le dos aux promesses électorales et, par là même, bafouent la démocratie, qui est incivique ?

Quand, lors de la publication de la *« circulaire Chevènement »*, j'ai conseillé aux sans-papiers que je connaissais de faire confiance à un gouvernement de gauche et d'aller déposer une demande s'ils répondaient aux critères de régularisation, étais-je incivique ? Quand la préfecture refuse de régulariser un sans-papiers au motif qu'il n'a pas de fiche de paie en règle (ou que son livret de Caisse d'épargne, portant les dates de ses retraits mensuels, ne constitue pas une preuve de présence en France), qui est incivique ?

Quand, hier matin, sachant que des sans-papiers déboutés de leur demande de régularisation seraient embarqués à bord d'un vol pour Bamako, je me suis rendu à l'aéroport de Roissy où j'ai entrepris d'informer les passagers réguliers du vol que les sans-papiers qui seraient à bord avec eux, peut-être menottés et bâillonnés, n'étaient pas des criminels et que l'expression non violente d'une solidarité pouvait permettre leur libération, étais-je incivique ? Quand six CRS m'ont encadré et, sous prétexte d'un contrôle d'identité, m'ont emmené au poste de police ainsi que d'autres citoyens, y compris des journalistes, nous privant de notre liberté durant trois heures, qui était incivique ? Sachant que la police, pour justifier notre interpellation sans motif (parler à des gens dans un aéroport n'est pas encore interdit par la loi), a dû invoquer le plan Vigipirate, prévu pour lutter contre les terroristes, de quel côté est l'incivisme ?

Tous ces militants interpellés hier matin à Roissy avaient une démarche politique, non violente, et n'avaient d'autres armes que leurs idées et leurs paroles, qu'ils soient membres des Jeunes contre le racisme en Europe ou, comme moi, d'organisations politiques représentées à l'Assemblée nationale et au gouvernement. On a envoyé la police pour les faire taire, leur interdire de tenir un discours politique. Est-ce une leçon de civisme ?

J'aimerais que M. Chevènement me dise ce que je dois répondre à ceux qui viendront me voir en me disant : *« Vous voyez bien que Debré* (variante : Le Pen) *avait raison et qu'il faut expulser les étrangers : même votre gouvernement de gauche le fait. »* Ou à ceux qui sont, comme avant les législatives, humiliés par des contrôles au faciès quotidiens et inutiles et qui, désormais, ne voient plus bien l'intérêt d'être allé voter.

Et les sans-papiers que j'ai incités à se déclarer aux services de police et dont le dossier de régularisation, examiné à la va-vite par la préfecture, a été rejeté pour des motifs aberrants, dois-je m'en laver les mains et leur souhaiter *« bon voyage »* ?

Enfin, dois-je comprendre que l'attitude conseillée aux citoyens français par M. Chevènement consiste à ne pas chercher à faire partager des idées, ne pas réagir à l'injustice et à l'arbitraire s'ils touchent autrui, laisser l'ordre régner aveuglément, ne se mêler de rien et ne faire partie d'aucune organisation politique qui ait un autre discours que celui du ministre de l'intérieur ?

Décidément, où est l'incivisme ?

Laurent Lederer *est comédien.*

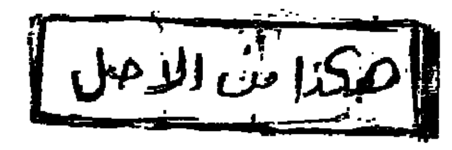
AU COURRIER DU « MONDE »

TERRORISME ALGÉRIEN

Malgré les reportages de journalistes français sérieux et indépendants ayant séjourné en Algérie, malgré les témoignages d'intellectuels, de politiques qu'on ne peut soupçonner de complaisance et qui ont rencontré librement les dirigeants politiques de toutes les tendances, François Gèze et Pierre Vidal-Naquet sont toujours saisis par le doute sur la responsabilité des massacres et réclament la constitution d'une commission d'enquête internationale (*Le Monde* du 4 février). Pourtant, les journalistes algériens (à part une petite minorité), souvent peu tendres pour le pouvoir, les partis politiques d'opposition (en dehors du FFS), sont unanimes pour désigner les terroristes comme les responsables des tueries.

Je partage cette opinion et je suis d'autant plus à l'aise que je ne dépends ni d'une organisation politique ni du pouvoir, ayant voté lors des élections législatives de juin 1997 pour un parti démocratique d'opposition. Par ailleurs, dans le même article, l'armée algérienne est comparée aux dictatures militaires du Chili ou d'Argentine. Ce n'est pas l'opinion des Algériens, car nous savons tous que c'est grâce à cette armée, républicaine, formée des soldats du contingent, que l'Algérie n'a pas sombré dans une dictature intégriste, avec une vraie guerre civile à la clé. Mais dans ce genre de confrontation, où les terroristes ont semé la haine, il y a certainement des dépassements de la part de certains membres des forces de sécurité. Ils sont condamnables et il faut les dénoncer. Des coupables (peut-être pas tous) ont été arrêtés et déférés à la justice.

Ahsen Oucharef
Montpellier (Hérault)



هكذا من الاصل

Le pape et l'Amérique, un même combat à Cuba

Suite de la première page

« Pour la première fois en près de quarante ans, les Cubains ont été confrontés à une entité qui n'est pas contrôlée par le Parti communiste », ajoute-t-il. Jean Paul II nous offre une *« opportunité pour renforcer la séparation entre le régime castriste et le peuple cubain,* souligne James Steinberg, conseiller adjoint pour la sécurité nationale de Bill Clinton, *à nous de combler cette brèche, par un engagement plus direct avec l'Eglise et les organisations non gouvernementales »*. Sans doute Fidel Castro a-t-il des raisons d'être satisfait d'une visite ayant manifesté avec éclat que Cuba n'est pas aussi isolé qu'on aimerait le faire croire à Washington, mais les Américains sont sûrs qu'au bout du compte le Lider Maximo sera perdant : *« Rien n'est plus inéluctable que la disparition du régime communiste à Cuba »*, assure M. Davidow.

La Pologne, Cuba, même stratégie ? Le séjour de Jean Paul II à Cuba se révélera-t-il aussi fécond que son voyage à Varsovie, en 1979, lequel contribua à faire tomber le mur de Berlin ? En réponse au secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, qui insiste sur les *« similarités »* entre les deux situations, certains experts rétorquent que c'est prendre ses désirs pour la réalité. *« La répression à Cuba est bien plus efficace qu'elle ne l'a été dans aucun pays de l'Est »*, explique Otto Reich, expert du Centre des études internationales et stratégiques (CSIS) et ancien responsable de l'administration Reagan.

« En Pologne, ajoute-t-il, *il existait un mouvement indépendant qui a permis la naissance de Solidarité. Pour qu'un soulèvement populaire ait lieu, il faut que les gens aient la possibilité de se réunir, de comploter. Castro a compris l'"erreur" de Gorbatchev. »* Il n'empêche : les responsables américains pensent justement que Fidel Castro a peut-être commis une erreur historique. La politique cubaine de l'administration est désormais orientée vers l'« après-Castro », d'autant que l'environnement diplomatique et militaire a changé. *« Je crois qu'il est juste de dire que Cuba n'est plus exportateur de son idéologie et de sa révolution,* souligne un haut responsable, *essentiellement d'ailleurs parce qu'il n'y a plus de "marché" pour cela. De même que Cuba ne représente plus une menace militaire pour les Etats-Unis. »*

Cette dernière affirmation est confirmée sans ambages dans un rapport du Pentagone, dont la remise au Congrès vient d'être retardée, afin que ses conclusions reflètent davantage la position officielle. Mais l'état des lieux, dressé par plusieurs hauts responsables militaires, ne fait guère de doute : les forces cubaines ne sont plus en état d'inquiéter la sécurité nationale des Etats-Unis. Il n'en fallait pas plus pour déchaîner la colère de la puissante communauté cubano-américaine, prompte à dénoncer le risque d'une *« normalisation »* des relations bilatérales, ce qui est aller un peu vite en besogne. Le ton des responsables américains a cependant changé. *« Nous sommes prêts à la réciprocité, à répondre à des indications ou des actions du gouvernement cubain montrant qu'une transformation politique est en cours,* indique Jeffrey Davidow. *Si Castro est disposé à évoluer en matière de libertés publiques, s'il relâche tous les prisonniers politiques et autorise un dialogue libre à Cuba, alors nous pourrons répondre. Mais ce serait mettre la charrue avant les bœufs que de parler de "dialogue critique" entre les Etats-Unis et Cuba, si le gouvernement cubain n'est pas prêt à un "dialogue critique" avec son peuple. »*

OUVERTURE LIMITÉE

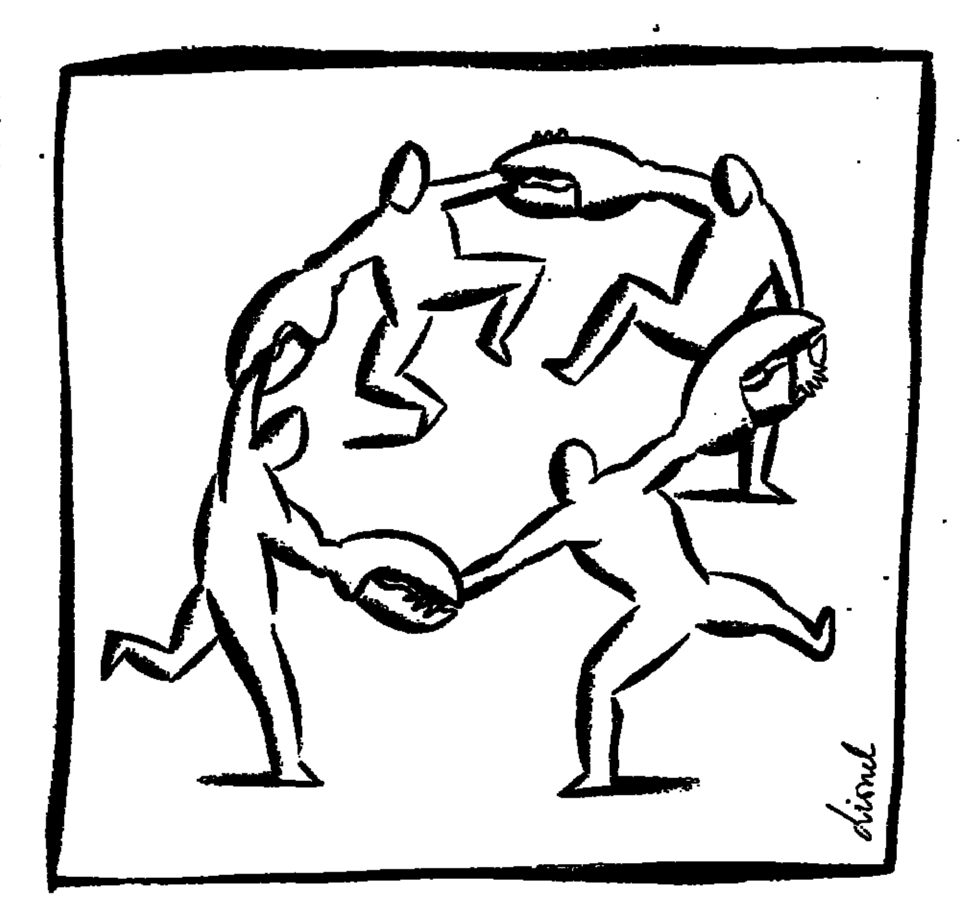
« Un dialogue avec Cuba n'est pas impossible, ajoute-t-il, *à condition qu'il soit basé sur des initiatives cubaines. »* L'« ouverture » est donc limitée, même si la politique de la carotte semble avoir remplacé celle du bâton. James Dobbins, conseiller présidentiel pour les affaires interaméricaines, soulignait récemment que Cuba pourrait disposer d'une aide extérieure américaine comprise entre 4 et 8 milliards de dollars dans le cadre d'une *« transition démocratique »*. L'administration est prête, d'autre part, à rechercher un compromis avec le Congrès s'agissant des propositions de loi prévoyant de lever l'embargo pour la vente de nourriture et de médicaments.

Au-delà, Bill Clinton est prisonnier de la loi Helms-Burton, qui a enfermé dans un cadre législatif un blocus économique qui relevait auparavant du seul pouvoir exécutif. La Maison Blanche préférerait à l'évidence bénéficier d'une plus grande flexibilité pour adapter sa politique à une éventuelle évolution du régime de La Havane, or c'est le Congrès qui impose dorénavant le « la » des relations avec Cuba. Les affrontements entre le lobby anticastriste et les puissants intérêts des milieux d'affaires s'y multiplient. Les seconds, comme en Iran, craignent de se faire tailler des croupières commerciales par les Européens.

Une large majorité d'Américains continuent de soutenir le principe de l'embargo, même si certains signes montrent que la « logique de la guerre froide » ne convainc plus comme avant. L'administration Clinton évolue donc aussi lentement que Fidel Castro, mais avec deux fers au feu : l'embargo, pour maintenir la pression sur le régime castriste, et les « divisions » catholiques du pape...

Laurent Zecchini

La danse des crabes *par Lionel Portier*



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le naufrage du Japon

LA crise asiatique n'est pas terminée. La remontée des monnaies et des Bourses, en Thaïlande et en Corée notamment, avait pu faire croire à la fin de la crise. Il n'en est rien. L'engrenage n'a pas été bloqué. Après les *« tigres »* et les *« dragons »*, c'est aujourd'hui le Japon, le poids lourd de la région, qui donne d'inquiétants signes de faiblesse. Vendredi 3 avril, une influente agence américaine de notation, Moody's, celle-là même qui avait accéléré la chute du baht thaïlandais, a menacé de *« déclasser »* ce pays, provoquant une nouvelle baisse du yen. Alors que s'ouvre à Londres le deuxième sommet Asie-Europe (Asem), il faut se rendre à l'évidence : l'économie mondiale va bien. Elle n'en reste pas moins à la merci d'un accident. Celui-ci pourrait trouver ses origines en Asie.

Certes, le Japon n'a que peu de points communs avec les pays de la région emportés par la tempête financière qui s'est déclarée, en juillet dernier, en Thaïlande. L'empire du Soleil-Levant abrite la deuxième puissance économique mondiale. Les Japonais sont riches, très riches. L'archipel est le premier banquier de la planète, un véritable *« gisement d'épargne »*, selon l'expression d'un des meilleurs spécialistes du Japon, le secrétaire d'Etat au budget français, Christian Sautter. Il dispose enfin d'une puissante armée de grands groupes industriels, peu affectés pour l'instant par les difficultés du pays.

Mais le Japon souffre, depuis le début des années 90, d'une crise de langueur, d'une quasi-récession. Vieillissant, il ne parvient plus à retrouver le chemin de la croissance. L'annonce de plans de relance successifs (mais très insuffisants) et une politique monétaire très accommodante n'y ont rien fait. Les crises de la région – où le pays trouve des débouchés et des alliés – viennent aggraver le mal. Aujourd'hui, la défiance se généralise. Il s'agit, très profondément, d'une crise politique. Toutes les institutions du pays ont perdu progressivement leur crédibilité : les financiers, les dirigeants politiques, l'administration et maintenant la banque centrale, elle aussi impliquée dans les scandales. L'effondrement du yen en est l'une des conséquences.

Le patron de Sony, Norio Ohga, compare même la situation actuelle de son pays à celle des Etats-Unis à la veille de la Grande Dépression. S'il devait se confirmer, « le naufrage du Japon », pour reprendre le titre d'un livre de science-fiction qui avait rencontré un grand succès à Tokyo au début des années 90, ne serait une bonne chose pour personne. Certes, à court terme, les capitaux qui fuient l'Asie viennent alimenter l'euphorie des marchés boursiers, aux Etats-Unis et en Europe. L'économie mondiale ne saurait cependant supporter longtemps la disparition de l'un de ses grands marchés, élément central dans une région aux énormes possibilités, l'affaiblissement de l'un de ses grands acteurs et la faillite de son principal banquier.

A Londres, les Européens s'intéresseront beaucoup à l'Indonésie (toujours en crise) et à la Chine (c'est la première sortie de leur nouveau premier ministre, M. Zhu Rongji). Ils ne devront pas négliger leurs vieux partenaires, les Japonais.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Savoir désobéir

Suite de la première page

Le rôle de l'Allemagne nazie en est ressorti accentué, et la réalité d'une France grise restituée, d'une France soumise où l'on se pliait aussi par suivisme, habitude et automatisme, où, comme souvent hélas ! dans l'histoire humaine, de lâches abandons étaient plus courants que d'audacieuses ruptures.

Ce procès-fleuve a donc marqué l'avènement d'une société décomplexée. Beaucoup, en France comme à l'étranger, considéraient qu'une telle issue judiciaire sur une période aussi enfouie dans la mémoire collective était inenvisageable. De fait, le ministère public n'a jamais voulu prendre en charge ce dossier, pas plus que ceux de Jean Leguay ou de René Bousquet, dont les responsabilités furent plus importantes que celles de Papon. Ce sont les parties civiles, les victimes ou leurs descendants, qui ont porté, *bien seules* à l'origine, cette exigence de justice et de mémoire en déposant plainte. Ce sont elles qui ont nourri le dossier. Et il est arrivé que le pouvoir politique, celui de François Mitterrand en l'espèce, demande à la justice de freiner la procédure. L'esprit public a donc changé : ce procès impossible, improbable, a eu lieu. Un ancien ministre a été jugé, condamné. La justice a fait son travail.

L'une des grandes difficultés de ce procès tenait à la fonction même de l'accusé : haut fonctionnaire d'autorité sous l'Occupation, ancien préfet et ancien ministre. Le juger revenait à mettre en cause une *certaine* permanence française. C'était s'attaquer, au-delà de sa personne, à une haute administration qui était, à l'époque, engagée dans une lutte politique contre ce que le pouvoir d'alors nommait *« l'ancien régime »*, c'est-à-dire contre la République. C'était aussi mettre à jour un crime de bureau, refuser la déresponsabilisation des grands commis de l'Etat.

L'idée de la désobéissance civique n'est pas neuve : *« Ce serait un beau spectacle,* écrivait déja Benjamin Constant, *que de voir une autorité coupable, rédigeant en vain des prescriptions en masse, des arrêtés de déportation et ne trouvant dans le peuple immense et silencieux qui gémit sous sa puissance nul exécuteur de ses injustices, nul complice de ses forfaits. »* Plus que jamais, les grands administrateurs d'abord, les citoyens ensuite ne peuvent mettre en avant le devoir d'obéissance pour justifier l'application de lois scélérates.

S'il n'y avait qu'une leçon à tirer pour le présent et le futur de ce procès, ce serait celle-là : dans un pays où l'Etat fait encore l'objet d'un culte, le verdict de Bordeaux signifie à l'ensemble des fonctionnaires que la conformité de leurs actes avec les règlements ne les dispense pas d'avoir, le cas échéant, à en répondre personnellement. L'obéissance a ses vertus, mais la vertu suprême est la responsabilité.

Comment ne pas confronter cette leçon à cette réalité dont nous prenons tardivement conscience et que l'enquête de Rémy Ourdan a rappelé cette semaine dans nos colonnes : un nouveau génocide fut commis au Rwanda sous le regard de la France qui avait à coup sûr les moyens de savoir et peut-être *ceux de l'empêcher*. De 1990 à 1994, le crime se préparait et nous n'avons pas su le voir venir, alors même que Paris aidait, conseillait et armait les futurs génocideurs. En 1994, quand il eut lieu, nous nous sommes laissé abuser par la rumeur mensongère de *« massacres interethniques »*, assimilant victimes et bourreaux. Terrible leçon que celle-là : dans un monde globalisé et surinformé, le pire des crimes a pu être commis sous nos yeux. Nous ne l'avons vraiment su, accepté et admis, qu'après que l'irréparable ait été commis, quand il était trop tard.

En ce sens, de la Bosnie au Rwanda, le verdict du procès Papon a bien une portée universelle. Ce procès que certains, y compris dans les médias, avaient bizarrement cru inutile et néfaste souligne que, dans la mécanique du crime contre l'humanité, aucun rouage n'est innocent.

Il aura donc fallu plus de cinquante ans pour « solder les comptes » du vichysme. La bonne nouvelle de Bordeaux, c'est que, *contre tous ceux qui dénonçaient* ce procès, il a permis de faire la clarté sur les crimes commis et sur les responsabilités encourues. Le syndrome de Vichy n'est pas éradiqué, mais il est identifié, et le devoir d'en combattre les résurgences, sous toutes leurs formes, en est renforcé.

Barbie le nazi, Touvier le collabo, Papon le faux « bon Français » : chacun est désormais à sa place dans l'histoire et dans nos mémoires. Sachons nous en souvenir quand ils reparaissent sous d'autres noms, d'autres visages. Pour ne plus nous laisser tromper sur ce que nous sommes et sur ce que nous devons être.

J.-M. C

RECTIFICATIFS

JUSTICE

Nous avons indiqué, dans un article sur des nominations judiciaires paru le 26 mars, que Dominique Matagrin était un *« responsable »* de l'Association professionnelle des magistrats (APM). M. Matagrin, qui a été secrétaire général de l'APM, nous demande de préciser qu'il n'assume plus de fonctions de responsabilités au sein de cette organisation depuis trois ans.

LIGUE SAVOISIENNE

Aux dernières élections régionales, la Ligue savoisienne a obtenu *« des scores importants »* dans la vallée de la Tarentaise, et non à l'Alpe-d'Huez (Isère), comme nous l'avons indiqué par erreur dans *Le Monde* daté du 31 mars. En outre, une erreur de transmission nous a fait écrire que la Ligue savoisienne comptait *« de nombreux adhérents »* aux *« aciéries d'usines »* : il s'agissait bien sûr des usines de métallurgie d'Ugine.

ECRIRE CONTRE LA HAINE

Une erreur s'est glissée dans l'orthographe de l'un des auteurs sollicités pour notre cahier spécial « Ecrire contre la haine ». Le nom de l'auteur de *L'Antéform* est bien Mehdi Belhaj Kacem, et non Kassem, comme indiqué en première page du *Monde* daté du 28 mars.

YIDDISH

Contrairement à ce qui a été écrit dans l'article consacré au yiddish (*le Monde* daté du 31 mars) et à ce qu'expliquait *Rachel Ertel* dans l'émission de télévision de La Cinquième, la langue liturgique juive est l'hébreu et non l'araméen, utilisé seulement pour la prière des morts, le *Kaddish*.

INFLATION

L'inflation en France sur la période février 1997-février 1998 s'établit à 0,7 % et non à 1,6 % comme nous l'avons écrit dans *le Monde* du 26 mars.

NHK

Une erreur de conversion entre monnaies nous a fait attribuer, dans *Le Monde* du 12 mars, un budget de 3,05 milliards de francs au groupe japonais de radiotélévision publique NHK, alors qu'il s'agit d'un budget de 30,5 milliards de francs en 1997.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La plus grande des saintes

LA PRESSE était convoquée ce matin au ministère de l'information pour y entendre les dirigeants du quatrième congrès international d'histoire littéraire, qui a terminé hier soir ses travaux. Il y avait là quelque trente personnes réunies autour d'une longue table. On parla un petit peu études staëliennes et littérature engagée. Mais l'exposé le plus marquant de la séance fut celui que M. Jean Wu, ambassadeur de Chine au Vatican, consacra... à la petite sainte Thérèse de Lisieux.

M. Jean Wu a l'air d'un étudiant. Les épaules tombantes, le col montant et les larges manches de sa robe noire nationale lui composent une silhouette ovale, dominée par un fin visage étonnamment jeune d'intellectuel.

Avec un sourire triangulaire de la plus orientale séduction, M. Wu évoque l'interpénétration des cultures occidentales qui, par Taine, Shakespeare, Goethe et saint Jean de la Croix, l'ont ramené aux vieilles chansons chinoises... et à sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Celle-ci est, dit-il, beaucoup plus connue à l'étranger qu'en France, mais n'en reste pas moins (*« notez cela, Messieurs »*) la plus grande des saintes parce que la plus petite.

« Dans la philosophie de sainte Thérèse, dit l'ambassadeur, *j'ai retrouvé toute la sagesse orientale et occidentale. »* Ce qui amène le lettré chinois à nous réciter un passage du *Faust* de Goethe dans le texte. Et ce diplomate chinois récitant des vers allemands devant cette assistance française constitue, à n'en pas douter, le spectacle le plus inattendu.

C. A.

(4 et 5 avril 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

هكذا من الأصل

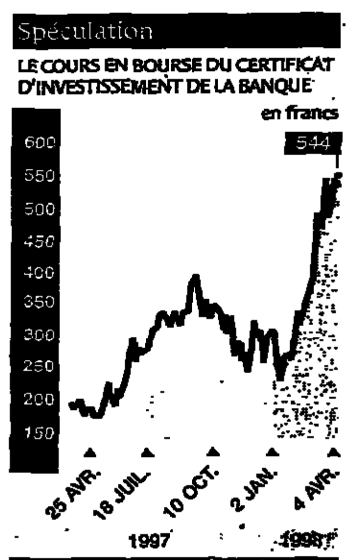
PRIVATISATION Rolf Breuer, président du directoire de la Deutsche Bank, première banque commerciale en Allemagne, a indiqué, jeudi 2 avril, à Francfort, qu'il envisageait une prise de participation dans le Crédit lyonnais au moment de sa privatisation. ● *LE REDRESSEMENT en cours de la* banque publique, qui a enregistré plus de 1 milliard de francs de bénéfices en 1997, suscite l'intérêt de ses concurrentes, françaises et étrangères. ● *L'ARRIVÉE de l'euro favorise un* mouvement de concentration générale en Europe dans le secteur financier. ● LA COMMISSION européenne a écrit au gouvernement français pour *réclamer, dans un délai d'un mois*, des engagements sur la privatisation du Lyonnais et sur la réduction de ses activités hors de France. ● KAREL VAN MIERT, le commissaire à la concurrence, souhaite une privatisation de gré à gré. Paris préfère une cession sur le marché.

Le Crédit lyonnais attise les convoitises des banques étrangères

L'intérêt exprimé par la Deutsche Bank pour une future privatisation de la banque publique est le signe que la communauté internationale croit en son redressement. Bruxelles, en exigeant de Paris une cession de gré à gré, encourage ces appétits

« SI UNE PRIVATISATION du Crédit lyonnais se déroulait d'une manière intéressante, je pourrais bien m'imaginer de prendre une participation », a déclaré le président de la Deutsche Bank, Rolf Breuer, jeudi 2 avril à Francfort, à l'occasion de la présentation des résultats pour 1997, précisant que la banque allemande *« n'entreprendra jamais une prise de contrôle hostile en France »*.

Voilà une déclaration qui pourrait mettre du baume au cœur des dirigeants du Crédit lyonnais et des salariés de la banque publique, si elle n'était pas dénuée d'arrière-pensées, moins amicales qu'il n'y paraît. La marque d'intérêt de M. Breuer pour le Lyonnais est en effet un signe que la communauté internationale croit au redressement de la banque publique. Un signe d'autant plus fort qu'il n'est pas isolé puisque, en France, Michel Pébereau et Daniel Bouton, qui président respectivement la BNP et la Société générale, ont également signalé au Crédit lyonnais qu'ils étaient prêts à examiner le dossier et que, hors de France, d'autres établissements, notamment les banques britanniques, prennent aussi leurs marques. Le Lyonnais a enregistré un profit de 1 milliard de francs en 1997 (après 200 millions en 1996) et a versé



Depuis le début de l'année, les opérateurs soutiennent que le Crédit lyonnais, banque publique, privatisable, est devenue très attrayante.

800 millions à l'Etat au titre de retour à meilleure fortune. Son président, Jean Peyrelevade, vise un rendement sur fonds propres de 10 % cette année. La commission a contesté les résultats de 1997 en expliquant qu'ils comptabilisaient une aide de 3 milliards de francs non approuvée par Bruxelles. Cet intérêt général pour la banque française n'est toutefois pas sans conséquence. Car les banques étrangères, qui étaient restées jusqu'à présent assez silencieuses, ne contestant pas les aides publiques reçues par le Lyonnais, commencent à se manifester auprès des services de la DG IV, la direction de la commission européenne chargée des questions de concurrence. Ils appuient la position de Karel Van Miert, le commissaire européen, qui essaie d'obtenir du gouvernement français l'engagement de privatiser le Lyonnais de gré à gré, c'est-à-dire en le cédant, comme le GAN ou le CIC, à un autre établissement. Ce qui revient en fait ni plus ni moins à le vendre au plus offrant.

GROSSIR EN FUSIONNANT

La procédure de privatisation du CIC, actuellement en cours, montre bien qu'à ce jeu-là les banques françaises ne sont pas les mieux placées. La BNP, qui n'a pas pu proposer plus de 16 milliards de francs pour acheter le CIC, pourra-t-elle mobiliser davantage pour acheter le Lyonnais, plutôt estimé à 40 milliards de francs ? Ce n'est pas sûr. De même qu'il n'est pas certain que la Société générale ou le Crédit mutuel puissent mettre plus sur la table que la banque néerlandaise ABN Amro pour obtenir le CIC. Il serait plus commode pour ces établissements de pouvoir, comme le font actuellement les banques américaines, suisses ou allemandes, ou comme l'ont fait les assureurs AXA et Allianz, grossir en payant leurs acquisitions en actions, voire en fusionnant. Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, résiste donc autant que possible aux pressions de Bruxelles, prêt à s'engager sur une privatisation d'ici à la fin 1999 mais en refusant de s'en laisser dicter les modalités. Pour parvenir à ses fins, M. Van Miert a trouvé une parade pour contourner la question : il exige du Crédit lyonnais qu'il ne se contente pas de céder toutes ses activités de banque de détail en Europe hors de France, y compris en Belgique, mais qu'il cède également une partie de ces activités dites de banque de gros à Londres, aux Etats-Unis ou en Asie. Ce que la banque a toujours refusé, estimant qu'elle ne serait alors plus viable.

C'est pourtant ce que semble rechercher M. Van Miert, même si c'est contraire aux principes de la Commission de s'assurer de la viabilité des entreprises qui reçoivent une aide d'Etat. Non viable, le Lyonnais serait contraint de s'adosser à un grand groupe dans l'urgence, très rapidement. Cela ferait l'affaire des groupes intéressés par l'acquisition d'un réseau en France. *« Ils savent que le Crédit lyonnais vaut moins cher aujourd'hui, de 30 à 40 milliards de francs suivant la manière dont on le privatise, que dans dix-huit mois, où il vaudra sans doute plutôt 50 à 60 milliards »*, estime un proche du dossier.

Le gouvernement français a donc, lui, toutes les raisons d'attendre. Quant à Jean Peyrelevade, il n'envisage pas l'avenir de la banque seule et a déjà dit qu'il pensait qu'il lui faudrait tôt ou tard s'allier à un autre établissement. Il a déjà des contacts en ce sens et préférerait avoir une marge de manœuvre qui lui permette de faire une alliance amicale. La Deutsche Bank n'est sans doute pas en tête de liste des amis du Crédit lyonnais, qui est plus proche de l'assureur allemand Allianz, lui-même principal actionnaire de la Dresdner Bank et de la banque bavaroise Bayerische Hypo Bank.

Sophie Fay

L'ultimatum de la Commission

La Commission européenne a lancé mardi 31 mars (*Le Monde* du 2 avril), par lettre, un ultimatum d'un mois aux autorités françaises pour qu'elles répondent à ses demandes concernant le Crédit lyonnais. La Commission, réunie à Strasbourg à l'occasion de la session plénière du Parlement européen, a décidé d'écrire au ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, et lui a donné un mois pour répondre. Au ministère de l'économie et des finances, on assure pourtant avoir déjà *« répondu point par point »* à la Commission européenne. *« Les conditions d'un accord global sont désormais réunies. Nous espérons qu'il pourra être trouvé au plus vite dans le respect des règles européennes et des intérêts de l'entreprise qui se redresse »*, explique-t-on à Bercy. Le ministère rappelle le *« long processus »* dans lequel il s'est engagé *« pour corriger les malfaçons du plan de 1995 »*.

Les établissements financiers allemands se sont mis en mouvement dans la perspective de l'euro

FRANCFORT
correspondance

Pour la Deutsche Bank, première banque privée d'Allemagne, l'année 1997 ne fut pas bonne. Ses profits ont reculé de 60 % l'an dernier à 2 milliards de deutschemarks (6,7 milliards de francs), tandis que ses concurrentes Dresdner Bank et Commerzbank obtiennent des gains de, respectivement, 18,7 % à 3,3 milliards de deutschemarks et 16,7 % à 2,1 milliards de deutschemarks.

Alors que pendant des années l'évolution de la Deutsche, de la Dresdner et de la Commerzbank allait de pair, leurs bilans font preuve cette année de contrastes étonnants.

Le seul grand point en commun pour les groupes bancaires à Francfort cette année, ce sont les notes sévères qu'ils ont à subir suite à la crise financières en Indonésie, Thaïlande, Malaisie et Corée du Sud. La Deutsche Bank, qui chiffre ses engagements à 9 milliards de deutschemarks (près de 30 milliards de francs) à la fin 1997 déclare les avoir ramenés à 7,3 milliards de deutschemarks fin mars. La couverture s'élèverait à 1,5 milliard de deutschemarks.

La Dresdner Bank a doté ses provisions pour les risques encourus en Asie (environ 4 milliards de deutschemarks) d'un montant de 600 millions de deutschemarks. La Commerzbank avait passé 881 millions de deutschemarks pour couvrir des risques s'élevant à un total de 7,5 milliards de deutschemarks.

Chiffres-clés pour les trois grandes banques allemandes

	TOTAL DU BILAN		RÉSULTAT NET AV. IMPÔTS		RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES	
	en milliards de marks et variation annuelle en %				1997	1996
DEUTSCHE BANK (selon IAS)	1 043,0	+ 17,7 %	2,0	- 59,2 %	6,4 %	17,1 %
DRESDNER BANK	676,9	+ 20,6 %	3,3	+ 18,7 %	20,9 %	19,9 %
COMMERZBANK	516,9	+ 15,4 %	2,1	+ 16,7 %	9,9 %	10,1 %

Le mouvement de concentration engagé dans toute l'Europe à l'approche de l'euro a touché l'Allemagne. Les deux banques bavaroises, Bayerische Hypo et Vereinsbank, sont en train de fusionner afin de donner naissance au deuxième groupe bancaire en Allemagne derrière la Deutsche.

La Dresdner Bank en revanche est préoccupée de se défendre contre une éventuelle fusion forcée dirigée par son actionnaire de référence, le groupe Allianz, ce silencieux conglomérat de l'assurance qui préfère rester dans l'ombre au lieu d'occuper le devant de la scène. *« La Dresdner Bank a la force de continuer son chemin toute seule »*, lançait le président du directoire Bernhard Walter la semaine dernière, ajoutant *« si une restructuration s'avère nécessaire pour notre banque, nous participerons à ce processus et défendrons nos intérêts »*.

Les dirigeants allemands préfèrent des rapprochements internationaux à des fusions nationales comme en Suisse où les deux grands, SBS et UBS, se sont mariés.

Mais à partir de là les stratégies semblent diverger entre les géants comme la Deutsche Bank ou la Dresdner Bank qui veulent faire entendre leur voix à l'échelle globale et ceux qui préfèrent défendre leur forte position en Allemagne, quitte à afficher une stratégie bien moins ambitieuse. Ainsi le président du directoire de la Commerzbank, Martin Kohlhaussen, refuse d'investir dans l'*« investment-banking »* à Londres et engage plutôt d'ici à la fin de l'année mille spécialistes à Francfort.

LA DEUTSCHE BANK VISE HAUT

La Deutsche Bank vise haut. Elle veut acquérir un réseau de distribution à sa mesure en France. *« Nous voulons devenir un leader sur le marché bancaire dans les pays qui appartiendront à l'Union monétaire. En France, nous n'occupons pas encore une position semblable »*, a déclaré le président du directoire Rolf Breuer jeudi 2 avril à Francfort. *« Notre nouveau marché domestique, c'est l'Europe de l'Union monétaire »*. L'opération s'annonce délicate de ce côté du Rhin. M. Breuer reconnaît que, depuis la reprise des AGF par le groupe d'assurance de Munich, Allianz, le gouvernement français n'accepterait pas une acquisition majeure de la part d'un autre groupe financier de provenance allemande. *« La France fait valoir une sorte de principe de réciprocité »*. Aussi *« nous avons proposé au gouvernement français de mettre nos services en matière de banque d'affaires à sa disposition pour trouver une acquisition en Allemagne »*, poursuit M. Breuer, qui ajoute avec regret : *« Mais sans avoir reçu de réponse. »*

M. Breuer exclut formellement d'envisager une OPA pour parvenir à ses fins, notamment sur la BNP, partenaire de la Dresdner Bank. *« Pour réaliser une acquisition amicale, il nous faut trouver des amis. C'est ce que nous cherchons. »* Mais *« nous avons encore un long chemin à parcourir »*... C'est dans cette optique que M. Breuer a montré, pour la première fois en public, un intérêt pour le dossier Crédit lyonnais.

Jean Edelbourgh

Le Matif retarde l'introduction de la négociation électronique et baisse ses tarifs

PRÉVUE pour vendredi 3 avril au soir, l'introduction de la négociation électronique aux côtés de la traditionnelle criée est repoussée, en raison de problèmes techniques, à mardi 9 au soir. Il faudra attendre le lendemain matin pour expérimenter les premières cotations en parallèle entre l'électronique et la criée.

Le Matif (marché à terme international de France), sur lequel sont négociés les contrats à terme sur les produits de taux français, ne doit pas rater ce tournant. Car cette évolution marque l'entrée du marché français dans l'euro.

L'unification du marché européen va accroître la compétition entre les principaux marchés à terme de la zone : le Matif à Paris, le Liffe à Londres et le DTB à Francfort. *« Avec la convergence des taux en Europe, les produits dérivés sur les dettes publiques vont se banaliser. Les marchés vont donc s'affronter sur les conditions techniques et les coûts des transactions »*, estime Gérard Pfauwadel, PDG de Matif SA. Sur le front des prix, le Matif frappe un grand coup en annonçant une réduction de 57 % des frais de transaction pour les opérateurs réalisant plus de 3 000 lots par jour (le tarif passera de 4 francs à 1,70 franc par lot).

Les intervenants savent bien que la cotation électronique diminue sensiblement les coûts de traitement, notamment en réduisant de 40 % le personnel nécessaire par rapport à la criée.

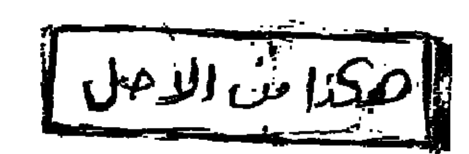
Ce phénomène explique la succession de mouvements de grève déclenchés par les négociateurs sur le parquet tant individuels (les fameux NIP) que salariés des maisons de courtage. *« Mais nous n'abandonnons pas pour autant le système à la criée, sur lequel nous avons bâti le succès et la liquidité du Matif »*, estime M. Pfauwadel. *« En maintenant un double système de négociation, nous espérons augmenter la liquidité grâce aux arbitrages qui se réaliseront entre les deux modes existants »*, explique-t-il. Ce type d'arbitrage entre la criée à Londres et la cotation électronique à Francfort génère 30 % de l'activité sur le contrat à terme sur la dette allemande (le Bund). Par ailleurs, le système électronique permet d'augmenter le nombre d'opérateurs grâce à la diffusion d'écrans de négociation à l'étranger. Il sert de base, également, aux grandes alliances qui se dessinent actuellement. Les marchés à terme allemand et suisse ont fusionné au sein d'Eurex. Le Matif va les rejoindre au sein d'Euro Alliance.

PÉRIODE CRITIQUE

Un accord signé en septembre 1997 prévoit, dans un premier temps, un accès croisé des membres des trois marchés à l'ensemble des produits disponibles. Puis les systèmes de négociations et de compensation seront progressivement unifiés. La première réalisation d'Eurolliance sera le lancement, en juin 1998, d'options et de contrats à terme sur les nouveaux indices Dow Jones, Euro Stoxx 50 et Dow Jones Stoxx 50. Ces produits dérivés, négociés simultanément sur le Monep à Paris, sur le DTB à Francfort et sur le Soffex à Zurich, seront cotés en écus avant de basculer en euros en 1999.

Le Matif traverse actuellement une période critique. Les volumes de transactions se sont nettement contractés depuis le début de l'année. En mars, ils ont été inférieurs de 20,2 % à ceux de mars 1997. Ce recul provient d'un déplacement massif des investisseurs étrangers de la dette publique française vers celle libellée en deutschemarks et de la chute de la volatilité des marchés de taux à Paris. L'ouverture du marché de la dette en euros (les premiers contrats Notionnel libellés en euros devraient voir le jour à partir de mai 1998) va redistribuer les cartes. *« Nous voulons imposer nos différents produits comme autant de références sur la nouvelle courbe des taux européens »*, explique M. Pfauwadel. La compétition sera rude.

Enguérand Renault



L'ouverture du téléphone à la concurrence suscite un recours systématique aux tribunaux

Toute décision sur l'organisation du marché est désormais contestée

A la demande d'un concurrent mécontent, le Conseil d'Etat a gelé, fin mars, une décision de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) qui attribuait un préfixe téléphonique à deux nouveaux opérateurs. Le recours à la justice, civile ou administrative, devient systématique lors du passage d'une situation de monopole à un régime de concurrence. Ce phénomène risque de bloquer certaines décisions, comme aux Etats-Unis.

« AVANT d'annoncer toute décision, il faudra veiller à être bordé au plan juridique. » Ce propos, formulé au sein des services de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) au lendemain de la décision du Conseil d'Etat de geler l'attribution de préfixes téléphoniques aux opérateurs Tele 2 et Esprit Telecom (*Le Monde* du 31 mars), est révélateur d'un nouvel état d'esprit.

Il montre qu'avec l'ouverture à la concurrence du marché français du téléphone, dont l'ART est en quelque sorte le gendarme, c'est un nouveau mode de fonctionnement qui se met en place. En l'occurrence une « judiciarisation » du système : il faut dorénavant s'attendre à ce que, avant d'être appliquée, toute décision relative à l'organisation du marché soit d'abord contestée devant un tribunal, administratif ou civil.

« On assiste à une nouvelle forme de mise en place des règles de marché, qui passe par des règlements en contentieux et des actions en jurisprudence », confirme Didier Pouillot, responsable du département des analyses industrielles de l'Institut d'études de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate).

C'est ce qui se passe sur le dossier des préfixes : la société AXS Telecom a saisi le Conseil d'Etat, parce qu'elle conteste les conditions dans lesquelles l'ART lui a refusé l'accès à un préfixe, ce chiffre qui doit permettre aux consommateurs d'identifier simplement France Télécom et ses principaux concurrents dans le téléphone longue distance. Quelques mois plus tôt, c'est France Télécom qui avait saisi ce même Conseil d'Etat, contestant le décret édicté par le gouvernement sur les modalités d'interconnexion de ses concurrents à son réseau.

« C'est un phénomène normal lorsqu'on bascule d'un secteur en monopole, où les arbitrages étaient internes à l'Etat, vers un secteur avec plusieurs concurrents », souligne Pierre-Alain Jeanneney, directeur général de l'ART. Notant que *« l'on est face à des textes nouveaux »*, M. Jeanneney considère qu'*« il n'est pas anormal que les juges soient amenés à les interpréter et à éclairer leur application »*.

Cette intervention du monde judiciaire est courante aux Etats-Unis depuis 1984, date de la première vague de libéralisation du marché téléphone. *« En France, les nouveaux opérateurs, pour s'imposer, vont aussi profiter de tous les points de la réglementation qui sont un peu dans l'ombre »*, assure M. Pouillot.

Le risque est que cette « judiciarisation » prenne de trop fortes proportions et bloque les évolutions. Comme aux Etats-Unis, où la nouvelle réglementation, adoptée en février 1996 par le Parlement, n'est toujours pas entrée dans les faits. Il s'agissait d'ouvrir totalement à la concurrence le secteur du téléphone. Particulièrement les marchés du téléphone local, qui étaient depuis 1984 sous monopole de compagnies régionales. Ces dernières ont contesté certaines dispositions de cette loi. Différentes juridictions s'en sont mêlées (cour d'appel, Cour suprême, etc.) et la situation est au point mort.

Certains craignent ce type de « dérive » en France. *« Il ne faudrait pas qu'un acteur puisse perturber le fonctionnement du secteur sous prétexte de ne pas être lésé lui-même »*, relève Jean Hoepffner, vice-président du cabinet de conseil Mercer Management en France. Or, selon lui, c'est le danger avec l'affaire des préfixes.

La société Esprit Telecom a d'ailleurs demandé, mardi 31 mars, au Conseil d'Etat d'annuler toutes les attributions de préfixes auxquelles l'ART a procédé. Ce qui reviendrait à reprendre de zéro le processus de désignation des concurrents de France Télécom (Bouygues, Cegetel, Omnicom, Siris).

« Il ne faudrait pas redéfinir le mécanisme d'attribution comme s'il était possible d'avoir une quinzaine de grands concurrents face à France Télécom, ce qui n'est manifestement pas le cas », indique M. Hoepffner. *« Il est souhaitable que les juges prennent leurs décisions en intégrant la dimension économique »*, souligne M. Jeanneney.

Au-delà de cette affaire, M. Hoepffner redoute que, *« parce qu'il n'y a pas d'historique et que l'on veut être sûr que l'on fait jouer la concurrence »*, on accumule de nouveaux textes suite à la saisine des tribunaux. *« Je ne suis pas certain que le libre jeu de la concurrence s'en arrangera »*, déclare-t-il, estimant qu'il vaudrait mieux appliquer un *« principe de matérialité : voir l'ampleur du préjudice, remettre en perspective les enjeux »*. Et proportionner les réponses, sans alourdir la législation.

Philippe Le Cœur

France Télécom et Deutsche Telekom investissent en Grande-Bretagne

Le duo franco-allemand constitué par France Télécom et Deutsche Telekom a enfin trouvé un allié pour attaquer le marché britannique du téléphone. Ce n'est pas Cable & Wireless, avec qui des discussions ont été longtemps menées, mais Energis, filiale de l'électricien National Grid, qui a déployé, depuis 1993, des réseaux, d'une longueur de 5 000 kilomètres, en Angleterre et au pays de Galles. Les trois groupes ont créé une société commune, MetroHoldings, détenue à 50 % par Energis et à 25 % chacun par les opérateurs français et allemand. Elle va construire de nouveaux réseaux locaux dans les villes britanniques (à commencer par Londres). Ses investissements atteindront 100 millions de livres (plus de 1 milliard de francs) sur cinq ans. Les premiers services seront proposés en juillet 1998. Une seule clientèle est visée : celle des entreprises.

Générale des eaux renaît sous le nom de Vivendi

Jean-Marie Messier, le PDG, veut imposer une nouvelle image et de nouvelles valeurs à l'entreprise

LA GÉNÉRALE DES EAUX a vécu. Le groupe, créé en 1853, s'appelle désormais Vivendi. Depuis un an, il réfléchissait à ce changement de nom. Après avoir hésité entre Egery, Elegie, Egedia ou Anjou, il s'est arrêté sur cette appellation latine et a choisi un logo entouré de petits oiseaux. *« C'est un nom chaleureux, plein de vie, de mouvement, qui ressemble à nos métiers, des métiers de services de proximité qui améliorent la vie quotidienne »*, commente Jean-Marie Messier, dans un entretien aux *Echos* du 3 avril. Le nom « Générale des eaux » sera conservé pour les seules activités de l'eau.

Pour bien marquer la rupture, en début de semaine, le groupe abandonnait aussi son siège historique pour aller s'installer avenue de Friedland. Autant de changements pour marquer la mutation engagée par Jean-Marie Messier. Depuis son arrivée, il y a trois ans, il a tout modifié dans la société, sa stratégie, ses axes de développement, ses métiers. Les activités de services ont été refondues et ne constituent plus le cœur du groupe comme auparavant. Désormais, ce sont la communication et les télécommunications qui priment. La fusion avec Havas, annoncée début mars, vient parachever l'édifice d'un groupe qui se veut un concurrent des géants mondiaux de la communication.

En parallèle, les équipes dirigeantes ont été remaniées. Au comité exécutif, il reste cinq personnes, toutes responsables des métiers historiques du groupe, mises en place à l'époque de Guy Dejouany, mais l'encadrement supérieur a été renouvelé en profondeur. Une partie des embauches est liée aux nouveaux métiers, une autre à la volonté de Jean-Marie Messier d'avoir des hommes à lui.

FIÈVRE TRANSFORMATRICE

En leur présentant le nouveau nom, jeudi, Jean-Marie Messier a insisté sur les valeurs qu'il veut voir le groupe adopter : priorité au client, création de valeur, cohésion interne, coopération entre les services, éthique. Il a confirmé l'arrivée, en mai, de la magistrate Sylvie d'Arvisenet, qui préparera un code d'éthique. *« Le non-respect de ces valeurs entraînera la non-appartenance à Vivendi »* a-t-il précisé.

Un seul lieu de pouvoir pour l'instant a résisté à cette fièvre transformatrice : le conseil d'administration, où siègent Guy Dejouany, Ambroise Roux, Marc Vienot, Jean-Louis Beffa. Mais il devrait être modifié rapidement lui aussi. En 1997, Jean-Marie Messier y a fait entrer Bernard Arnault (LVMH), Serge Tchuruk (Alcatel Alsthom), Philippe Foriel-Destezet (Adecco). Il s'apprête à faire nommer cette année deux proches, Henri Lachmann et le Britannique Simon Murray.

Martine Orange

Après Total, Elf s'apprête à signer un contrat avec l'Iran

BAKOU (Azerbaïdjan)
de notre envoyé spécial

Malgré l'embargo décrété par les Américains sur les investissements étrangers en Iran, Elf a confirmé qu'il s'apprêtait à signer un contrat de 600 millions de dollars (3,7 milliards de francs) dans ce pays. *« Les discussions sur le plan technique ont abouti, il nous reste à finaliser les négociations commerciales »*, a précisé le 1er avril, à Bakou (Azerbaïdjan), Joël Bouchaud, directeur général adjoint chargé de l'exploration production, sans pour autant avancer de date précise.

Le pétrolier français, vraisemblablement en association avec l'italien Agip, reprendra le champ offshore de Dorood. Sur ce gisement exploité depuis 1964 et qui connaît une baisse de régime, l'objectif est de doubler la production pour la porter de 100 000 à 200 000 barils-jour. Il s'agit d'améliorer les conditions techniques de récupération des hydrocarbures. La rémunération sera faite sous forme de *buy back*, Elf étant payé en pétrole. *« Il s'agit plus d'une affaire commerciale que politique »*, a souligné M. Bouchaud, minimisant ainsi la possibilité d'éventuelles sanctions américaines.

Elf et Agip profiteront de la brèche ouverte par Total, qui, à l'automne 1997, s'est associé avec le russe Gazprom et le malais Petronas dans un projet de 2 milliards de dollars (12,4 milliards de francs). Malgré la condamnation des Etats-Unis, aucune sanction n'a été à ce jour décrétée. Mieux, tous les pays concernés et l'Union européenne soutiennent cette initiative. Il devrait en être de même pour les futurs contrats. Or ceux-ci s'annoncent nombreux, l'Iran ayant décidé de revenir sur la scène internationale en confiant de nouveaux projets aux investisseurs étrangers.

« Dans les mois qui viennent, une quarantaine de dossiers vont être proposés », estime M. Bouchaud, rappelant qu'il est *« très important »* pour Elf de retourner dans ce pays. Le pétrolier français espère bien se voir attribuer d'autres permis, notamment dans l'exploration-production, d'autant que, par le passé, le groupe a eu la main heureuse. Il a découvert dans les années 70 deux gisements d'importance, le champ gazier de Kangan et le gisement d'huile de Sirri. Ironie de l'histoire, ce dernier champ a été attribué par les Iraniens à Total en 1995.

Dominique Gallois

Grève à la Sofres contre la baisse des salaires

LA GUERRE des tarifs fait rage entre instituts de sondage. Résultat : les directions tentent de réduire les salaires des enquêteurs, généralement des vacataires payés à l'heure. Après Ipsos, qui, en décembre, a connu douze jours de grève pour cette raison, c'est au tour des enquêteurs téléphoniques vacataires de la Sofres de cesser le travail. Mardi 31 mars, la direction présentait aux représentants des 150 enquêteurs une *« grille indicative »*. En moyenne, les salaires baisseraient de 8 % à 14 % selon les catégories. Ceux des enquêteurs auprès des particuliers passeraient de 50 à 44 francs.

Pour Claude Benazeth, directeur général adjoint du groupe Sofres, cette baisse des rémunérations correspond à *« une uniformisation au niveau européen par rapport au marché »*. Il ajoute que les nouveaux tarifs restent *« supérieurs à la moyenne des rémunérations de ses concurrents »*. Les grévistes, qui occupent les locaux de Montrouge (Hauts-de-Seine), font remarquer que l'entreprise, qui a été reprise en 1997 par le groupe britannique Nelson, dégage un bénéfice de 240 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards et que rien, dans ces conditions, ne justifie la baisse des salaires. Ils s'inquiètent par ailleurs d'une possible délocalisation de leur activité. La Sofres a ouvert, mi-1997, une filiale lyonnaise équipée de 180 postes téléphoniques qui emploie 50 enquêteurs. D'ores et déjà, ceux-ci ne sont plus payés que 42 francs de l'heure.

Lors d'une rencontre avec la direction le jeudi 2 avril, les représentants des enquêteurs parisiens avaient accepté le principe d'une reprise du travail en échange d'un gel des salaires jusqu'à l'été prochain et le maintien d'un site en Ile-de-France. Mais, dans la soirée, la base a refusé ce compromis et décidé de poursuivre le mouvement. Chez Ipsos, la direction, qui voulait diminuer les salaires de 47 à 40 francs, a limité la baisse à 44 francs après la grève.

Frédéric Lemaître

Apple invite Steve Jobs à rester « PDG intérimaire »

LE CONSEIL d'administration du fabricant américain d'ordinateurs Apple a officiellement indiqué, jeudi 2 avril, qu'il souhaite voir Steve Jobs conserver aussi longtemps qu'il l'entend le poste de « PDG intérimaire ». M. Jobs, cofondateur d'Apple, est revenu début 1997 à la tête du groupe, dont il avait été évincé en 1985. Occupant d'abord – après le rachat de sa société Next – un poste de conseiller de Gilbert Amelio, alors PDG d'Apple, M. Jobs a été nommé PDG temporaire après le limogeage de M. Amelio en juillet.
Sous sa houlette, Apple a procédé à des révisions stratégiques. Au premier trimestre de l'exercice 1997-98 (fin décembre), le groupe est sorti du rouge. Le cours des actions a remonté. Mais M. Jobs est décidé à ne pas rester PDG. Sa présence ne facilite cependant pas la recherche d'un patron.

Jean-Cyril Spinetta remanie la direction d'Air France

LE DIRECTEUR général d'Air France, Marc Véron, a quitté la compagnie. L'ancien numéro deux du groupe avait évoqué son départ en octobre 1997, lors de la démission de Christian Blanc suite au refus du gouvernement de privatiser Air France. M. Véron était l'un des derniers hommes de M. Blanc à être resté dans le groupe. Il est remplacé par Pierre-Henri Gourgeon, qui a côtoyé M. Spinetta dans plusieurs cabinets ministériels et a rejoint Air France en décembre pour prendre la charge du développement et des affaires internationales.
La directrice de la communication, Jacqueline Chabridon, une autre fidèle de M. Blanc, a également annoncé son départ. Elle est remplacée par François Brousse. Enfin, Philippe Lazare, le directeur d'Air France Industrie et PDG de Servair, quitte le groupe.



La télévision numérique est un casse-tête pour les consommateurs

Une étude du centre régional de la consommation de Lille stigmatise les méthodes commerciales des divers opérateurs et revendeurs ainsi que les nombreux problèmes techniques auxquels sont confrontés les téléspectateurs

LES OPÉRATEURS français de bouquets numériques par satellite n'en finissent pas d'annoncer des résultats triomphants. CanalSatellite, le pionnier, affiche *800 000 abonnés, tandis que son* principal rival, TPS, qui a démarré un an et demi plus tard, a franchi le cap des 400 000 fidèles. Le petit dernier, AB Sat, annonce *65 000 abonnés. Ce démarrage en* flèche s'effectue parfois au détriment des consommateurs. Une étude du centre régional de la consommation (CRC) de Lille dénonce les difficultés auxquelles sont confrontés bien des consommateurs de la télévision numérique, par satellite ou par câble.

Emboîtant les premiers pas d'un futur client, l'étude constate que « *les difficultés que peut rencontrer le consommateur dans un point de vente sont nombreuses* » : la plupart des vendeurs ne sont nullement formés à l'usage de ce type de produit, certaines grandes surfaces pourtant « spécialisées » *ne proposent guère de choix, et* de nombreux points de vente se révèlent incapables d'assumer la pose et l'installation complète d'une parabole et d'un décodeur.

*S'appuyant sur 732 relevés ef*fectués dans plus de 120 commerces du département du Nord, le CRC note, pour un équipement de réception simi*laire, des écarts de prix allant de* un à cinq. Par exemple, une parabole d'un diamètre de 50 centimètres équipée d'une tête universelle peut coûter entre 280 et 690 francs. Les écarts peuvent se creuser (de un à sept) pour les services (pose, réglage, déplacement). En ajoutant le prix d'une parabole et d'un décodeur, ces *trois services conjugués peuvent* être facturés de 1 875 à 5 930 francs.

Battant en brèche une idée reçue, l'étude affirme que « *le concept de qualité numérique peut être trompeur* », dans la mesure où la qualité de réception n'est pas forcément supérieure à celle de l'analogique. Elle dépend du débit alloué par l'opérateur. « *Quand TPS annonce que les abonnés reçoivent les chaînes hertziennes avec un son en format stéréo proche de celui du laser et une image des plus parfaites, cela n'est pas tout à fait exact : seul TF 1 répond à ces critères.* » Les chaînes de France Télévision sont en son mono, et leur image n'est « *guère plus belle* » qu'en analogique.

Le CRC de Lille épingle aussi le démarrage de TPS, qui s'est fait au « *plus grand mépris* » des consommateurs, qui ont dû attendre *six semaines*, voire trois mois, en mars 1997, pour obtenir leur terminal numérique. Ces ruptures de stock portaient même « *atteinte aux quatre mois de gratuité offerts* ». Phénomène plus préoccupant, ce rapport *souligne* qu'un consommateur qui souhaite s'abonner à AB Sat alors qu'il loue un décodeur CanalSatellite doit « *impérativement garder un abonnement chez ce dernier* », et réciproquement. « *Il convient de s'interroger sur ces pratiques, surtout si elles touchent à la vente (de décodeurs), qui peuvent s'assimiler à de la vente subordonnée* », affirme l'étude.

PROMOTION « ILLÉGALE »

Passant à la loupe les offres des câblo-opérateurs, qui s'accompagnent d'une « *forte pression commerciale* », l'étude affirme que « *toutes ne sont pas nécessairement conformes au code de la consommation* ». Par exemple, des consommateurs ont été orientés sur Disney Channel, à prix promotionnel, sans qu'il ait été indiqué que l'abonnement à cette chaîne signifiait le passage à une option supérieure. La pratique de telles promotions est « *illégale* » et « *peut être sanctionnée au titre de la publicité mensongère ou de nature à induire en erreur* ».

Considérant que les consom*mateurs devraient être en mesure* d'exiger de ne pas recevoir l'ensemble des programmes, le CRC propose la mise en place d'un système d'options groupées à la carte dans lequel le téléspectateur pourrait souscrire à un nombre de chaînes forfaitaire pour un prix donné. Système qui laisserait au consommateur le libre choix des chaînes qu'il entend regarder. « *L'essor technologique de la télévision ne doit pas s'effectuer au seul profit des diffuseurs* », résume l'étude.

Toujours très concrètement, ce document souligne les limites techniques des décodeurs numériques, et notamment l'impossibilité de regarder deux programmes d'un même bouquet sur deux téléviseurs différents ou encore l'impossibilité de visionner un programme tout en en enregistrant un autre, ce qui n'est pas sans rappeler les problèmes techniques des premiers magnétoscopes. Autre désavantage des nouveaux décodeurs, le zapping est beaucoup plus long : il faut plusieurs secondes pour passer d'une chaîne à l'autre. L'étude souligne aussi une certaine « *déception* » à l'égard du contenu de certaines chaînes, qui provient notamment de l'ampleur des multidiffusions. Comme dans la télévision hertzienne, l'offre de programmes de qualité serait, là encore, bien trop souvent diffusée en fin de soirée, après 23 heures ou minuit.

Nicole Vulser

Vers une explosion du câble numérisé

Une étude de Médiapolis table sur une explosion des abonnements aux services numériques du câble. Ils devraient augmenter de 286 %, pour atteindre 255 000 d'ici à la fin de l'année, qu'il s'agisse de nouveaux venus ou de « convertis » de l'analogique. Fin 1997, Numéricâble (Canal Plus) déclarait 42 000 abonnés au numérique, contre 40 000 pour Lyonnaise Câble et 7 000 pour France Télécom Câble. Médiapolis ne cache pas que la principale contrainte, pour le consommateur, tient au prix des terminaux.

Le groupe Lyonnaise Câble, qui détient le réseau câblé parisien, affirme que ses problèmes d'approvisionnement en décodeurs devraient être résolus courant mai. La liste d'attente est estimée par le câblo-opérateur à 5 000 *actuellement*. Par ailleurs, *Lyonnaise Câble* vient de prévenir ses abonnés parisiens du retard pris pour la commercialisation d'un accès à Internet.

Accord « imminent » entre les bouquets AB Sat et TPS

LE LONG FEUILLETON des négociations entre AB Sat et Télévision par satellite (TPS) arrive à son terme. Après moult brouilles et réconciliations, Claude Berda, patron d'AB Sat, et Patrick Le Lay, PDG de TPS, « *ne sont pas loin* » d'avoir trouvé un terrain d'entente. « *L'accord est imminent* », fait-on savoir des deux côtés. Ce rapprochement sera à l'image de celui déjà conclu entre AB Sat et CanalSatellite. Certaines chaînes d'AB Sat seront reprises dans l'offre thématique de TPS et le reste du bouquet de Claude Berda sera proposé en option de TPS.

Au départ, deux chaînes d'AB Sat, Chasse et Pêche et Automobile, devraient intégrer TPS Thématique. TPS aurait accepté de reverser à AB Sat 5 francs par mois et par abonné pour la reprise de ces deux programmes. En sus, AB Sat formatera un bouquet conçu sur le modèle d'AB Découverte vendu aux abonnés de CanalSatellite, qui viendra compléter l'offre de TPS *comme une option supplémentaire*. Selon certaines sources, les deux groupes seraient convenus « *d'un partage des recettes à 50/50* ».

Après une année 1997, marquée par un succès dépassant les espérances – *350 000* abonnés contre 175 000 prévus au départ –, TPS se devait de renforcer son offre de programmes pour le renouvellement de son portefeuille d'abonnés. Le conseil d'administration de TPS avait donné mandat à Cyrille du Peloux, directeur général du bouquet, de s'entendre avec l'ensemble dirigé par Claude Berda. « *L'accord est bouclé* », précise un artisan de ce rapprochement. Avec l'appoint d'AB Sat, le bouquet dirigé par Patrick Le Lay pourra proposer *une vingtaine de chaînes supplémentaires* à ses souscripteurs, dont la chaîne porno XXL. Seules, AB Sports et Nostalgie la Télé, diffusées en exclusivité par AB Sat dans CanalSatellite, manqueront à l'appel.

BOÎTIERS COMPATIBLES

A la différence du contrat de simulcrypt, précédement conclu entre CanalSatellite et AB Sat, ce nouvel accord sera techniquement beaucoup plus simple à mettre en œuvre. Les deux opérateurs émettent via la flotte de satellites Eutelsat et ils utilisent tous les deux les décodeurs numériques Viaccess développés par France Télécom. Seule question encore sans réponse : qui gérera les abonnés séduits par l'offre complémentaire d'AB Sat ?

Cette nouvelle alliance illustre un peu plus encore la mutation opérée par AB Sat, qui renonce à son ambition initiale : s'imposer comme un opérateur de bouquet numérique à part entière. La gestion en direct de son parc d'abonnés et la vente de ses boîtiers numériques au travers d'un réseaux de distribution s'étaient révélées peu fructueuses. Les abonnés ne se sont pas bousculés et la commercialisation des décodeurs a rebuté les consommateurs plutôt portés sur la location. Toutefois, depuis l'accord avec CanalSatellite et la reprise de l'ensemble de programmes sur les réseaux câblés de NC Numéricable et de Lyonnaise câble, AB Sat a vu grossir son portefeuille d'abonnés. Jeudi 2 avril, AB Sat revendiquait, dans un communiqué, 65 000 souscripteurs au 31 mars, auxquels s'ajoutent 12 000 abonnés réunis sur le câble.

L'alliance avec TPS devrait encore doper le portefeuille d'abonnés d'AB Sat, qui abandonnera, à terme, la vente des décodeurs pour rester seulement éditeur et opérateur de chaînes. Selon Claude Berda, « *l'industrie devrait très rapidement prendre le relais des opérateurs* » pour proposer aux consommateurs des boîtiers numériques compatibles avec les trois offres de programmes.

Guy Dutheil

La publicité sur les points de vente prouve son efficacité

SOMMES-NOUS influencés par les présentoirs, les animations, les têtes de gondole et les affiches géantes qui envahissent les supermarchés ? Une étude réalisée par l'institut Popai Europe, en partenariat avec le Syndicat national de la publicité sur le lieu de vente (SNPLV), a tenté, pour la première fois, de mesurer leur efficacité sur les ventes. D'après les professionnels du secteur, ces gadgets promotionnels qui flattent l'œil, enchantent l'odorat ou stimulent nos appétits nous feraient acheter 16 % de produits en plus. Les hommes seraient les plus influençables parce que « *les moins sûrs de leurs achats* », commente Bernard Vasseur, le président du syndicat.

L'enquête réalisée en septembre et octobre 1997 auprès de 607 personnes dans huit hypermarchés montre que plus de la moitié des achats se décide dans les magasins. Le même constat est fait aux Etats-Unis, en Australie, en Grande-Bretagne, en Belgique et en Hollande ; la tendance est amplifiée au Japon.

Une écrasante majorité de consommateurs (86 %) utilisent catalogues ou prospectus pour prévoir leurs achats. Les Français achètent dans 24 % des cas les produits qui figuraient sur leurs listes d'achat. Pour 12 %, ils savaient quel produit acheter, mais se sont déterminés sur la marque face au rayon. 58 % ont acheté un produit qu'ils n'avaient pas prévu d'acquérir initialement. Au final, et après avoir passé entre 45 minutes et une heure dans le magasin, ils dépensent en moyenne 12 % de plus que leur budget initial, pour deux fois plus de produits (15 877 produits achetés contre 7 491 prévus).

Tout est fait pour que l'on consomme davantage. En tête des aiguillons, on trouve les « box palettes », suivies des animations, des présentoirs et des affiches grand format. Parmi les moins efficaces, l'étude recense les annonces faites au haut-parleur et les bornes interactives. Ce sont les rayons boissons et épicerie qui bénéficient du plus grand nombre d'opérations de mise en avant. Pour autant, ce sont celles mises en place dans les rayons produits frais et entretien de la maison-cosmétiques qui seraient les plus efficaces. « *La PLV est plus efficace lorsqu'elle est isolée et n'a pas à affronter la concurrence promotionnelle des autres produits dans un même rayon* », constate Pierre-Alain Weill, chargé de l'aspect international de l'étude.

ÉPICERIE ET PRODUITS FRAIS

Seulement 6,5 % des produits vendus en hypermarchés font l'objet d'opérations de mise en valeur en France. Les coupons de réduction et présentoirs, notamment, sont légion dans les rayons épicerie ; les pancartes et affichettes, *surreprésentées aux rayons* produits frais. Aux Etats-Unis, la PLV est deux fois plus présente. Mais, dans l'Hexagone, « *la grande distribution est en train de changer*, commente M. Vasseur. *Face aux discounters, les grandes enseignes ont réalisé qu'il fallait mettre un coup d'accélérateur sur la qualité de l'accueil, la façon dont les produits sont présentés* ». En 1996, près de 5 milliards de francs ont été dépensés en France pour valoriser les produits sur les linéaires. Cet investissement « informatif », considéré comme « *utile* » par 85 % des consommateurs interrogés, devrait s'accroître dans les années à venir.

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ *TÉLÉVISION* : **Canal Plus va consacrer un budget de 100 millions de francs** à la couverture de la Coupe du monde de football du 10 juin au 12 juillet. L'ancien footballeur néerlandais *Johan Cruijff* et le chanteur *Julien* Clerc seront les principales vedettes de l'équipe de consultants de la chaîne.

■ **La chaîne de télévision privée allemande RTL** a réalisé 2,238 milliards de deutschemarks (environ 7,49 milliards de francs) de recettes publicitaires en 1997, un record européen. La part de marché auprès des téléspectateurs âgés de 14-49 ans a atteint 18,5 % en 1997. L'intendant général de la radiotélévision autrichienne, Gerhard Zeiler, quarante-trois ans, prendra la direction de RTL, le 1er novembre, en remplacement de Helmut Thoma, cinquante-huit ans, en poste depuis 1986. – (*AFP.*)

■ **MULTIMÉDIA : Bertelsmann a vendu un quart de sa participation dans AOL** (America on line), *fournisseur européen d'accès à l'Internet*, à la banque d'investissements Goldman Sachs. Bertelsmann avait acquis 3,6 millions d'actions d'AOL, représentant 3,4 % de l'ensemble des actions du groupe, en mars 1995. Il détient encore 2,5 % du capital de l'entreprise.

■ **Le commerce électronique sur Internet a représenté en France 40 millions de francs de chiffre d'affaires en 1997** et devrait atteindre 160 millions cette année, selon une étude du Benchmark Group publiée jeudi 2 avril. Les sites accueillent en moyenne 900 visiteurs par jour, et enregistrent près de 200 *commandes* par mois. Leur chiffre d'affaires moyen est de 100 000 francs mensuels.

■ **RADIO : Europe 1 proposera, à compter du lundi 6 avril, quatre décrochages locaux sur Marseille,** à 6 h 50, 8 h 20, 9 heures et 12 h 15. Cinq journalistes ont été dépêchés sur place pour assurer ces plages d'information locales qui seront diffusées tous les jours, sauf le week-end. La station, qui fait déjà *des décrochages à Paris, Lille, Lyon,* Bordeaux et Nantes, souhaite se développer dans la cité phocéenne avant la relance de RMC.

■ **Le bimensuel *Vocable* change de formule** en avril. Lancée en 1984 « *pour vivre le monde en version originale* », cette revue de presse en langues étrangères (anglais, allemand, espagnol) abandonne son format tabloïd pour un format plus magazine et rajeunit sa maquette. *Vocable* est vendu 16 francs, à 116 000 exemplaires (dont 86 % par abonnements).

■ **Vendu en région parisienne, le mensuel *Capitale foot*** propose avec son numéro 10 d'avril une nouvelle formule, dont le dossier *principal s'intitule* « *Le PSG va-t-il* bâtir une grande équipe ? ».

■ **Le groupe de presse spécialisée Média Publications** (*Votre beauté, Coiffure de Paris, Revue des vins de France, Capital Finance, Mariages...*) a fait entrer dans son capital le fonds d'investissements britannique 3i à hauteur de 14,6 %. Les autres actionnaires sont Baring Communications (56,8 %), Cofipresse (24,3 %) et Aster Participation (4,3 %).

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ROLLS-ROYCE : les négociations continuent** avec Volkswagen, qui a fait une nouvelle offre au groupe britannique Vickers, propriétaire de Rolls-Royce, affirme le quotidien économique allemand *Handelsblatt*, vendredi 3 avril. Volkswagen a confirmé cette information. Vickers avait déclaré, lundi 1er avoir choisi l'offre de BMW.

● **COURTAULDS : le groupe *chimique et pharmaceutique* néerlandais Akzo-Nobel** pourrait racheter le britannique Courtaulds (textile, chimie). Akzo deviendrait *ainsi* le numéro un mondial des peintures. Cette cession remplacerait le plan de scission annoncé par Courtaulds en février, visant à séparer sa division fibres textiles de celle des peintures, l'emballage étant mis en vente.

● **GÉNÉRALE DES EAUX : le groupe** change de nom et se rebaptise Vivendi *(lire p. 19)*

● **DEGRÉMONT : la filiale allemande** du groupe de traitement des eaux a conclu, jeudi 2 avril, un accord pour racheter la société Hager & Elsässer, spécialisée dans le traitement de l'eau ultra-pure.

● **DELPEYRAT : le producteur de foie gras a été cédé, jeudi** 2 avril, par le groupe Louis Dreyfus au groupe coopératif Maïsadour, qui devient numéro un mondial du foie gras.

● **TEXTILE : les entreprises des secteurs du textile**, de l'habillement, du cuir et de la chaussure jouissant au 31 décembre 1997 d'une réduction dégressive sur les cotisations patronales de Sécurité sociale pourront continuer à en bénéficier en 1998 dans la limite de 650 000 francs, selon un décret paru, jeudi 2 avril, au *Journal officiel*.

● ***SUCRE* : le Syndicat national des fabricants de sucre** (SNFS, patronat) a proposé aux syndicats les 35 heures sans baisse de salaire mais avec un gel des augmentations futures, lors d'une séance de négociations, mercredi, *a-t-on appris* jeudi de sources syndicales.

SERVICES

● **GTE : la compagnie de téléphone américaine** va vendre certaines de ses activités dans le téléphone local pour 2 à 3 milliards de dollars (12,4 à 18,6 milliards de francs), ce qui entraînera la suppression de plus de 1 500 emplois.

FINANCE

● **DEUTSCHE BANK : la banque allemande** s'est déclarée intéressée au rachat du Crédit lyonnais *(lire p. 18)*

● **CNP : la mise à la disposition de certains fonctionnaires** de la Caisse nationale *de prévoyance*, dont l'échéance était fixée en décembre 1998, a été prolongée de dix ans, selon un amendement additionnel au *projet de loi* portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) adopté par l'Assemblée nationale jeudi soir.

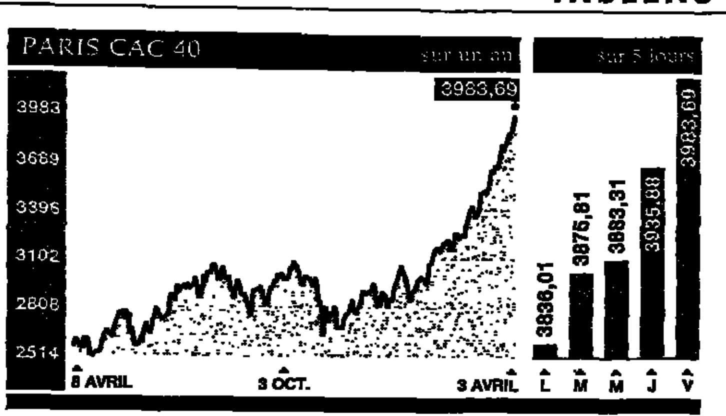
RÉSULTATS

■ **SONY** : le groupe japonais a indique qu'il a tenu, au cours de l'exercice 1997-98 (clos fin mars) ,ses *objectifs de résultat* net (210 milliards de yens, + 51 %) et de chiffre d'affaires (6 600 milliards de yens, + 17 %).

■ **GEMPLUS** : le fabricant de cartes à puce a réalisé, en 1997, un *chiffre* d'affaires de 3,454 milliards de francs (+ 50 %). Le résultat net est en baisse à 14 millions de francs, contre 140 millions en 1996, en raison d'importants *investissements* (usines, acquisitions).

■ **SEITA** : le groupe de tabac français a annoncé un bénéfice net consolidé de 827 millions de francs (+ 5,2 %) pour un chiffre d'affaires *consolidé* de 18,4 milliards (+ 5,9 %).

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Indices boursiers

Europe 12 h 30	Cours 03/04	Var. % 02/04	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3983,69	1,21	32,84
- SBF 120	2596,45	1,08	31,13
- SBF 250	2543,45	0,91	30,77
- SECOND MAR.	2286,73	0,14	25,33
- MIDCAC	1924,06	0,10	23,02
LONDRES FT100	6060,90	0,46	18,41
AMSTERDAM AEI	1167,17	1,22	27,74
BRUXELLES BEL	3049,06	0,82	26,09
FRANCFORT D30	5240,27	1,23	23,31
MADRID IBEX35	10346,00	1,27	46,37
MILAN MIB30	33516	2,17	50,39
SUISSE SMI	7734,29	1,26	20,44
STOXX 666	296,05	1,11	—
EURO STOXX 326	285,93	1,40	—
STOXX 50	3351,57	1,52	—
EURO STOXX 50	3283,37	1,64	—

Monde	Cours 02/04	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8986,64	1,32	13,64
- SP 500	1120,01	1,07	15,41
- NASDAQ	1852,96	0,29	18
BUENOS-AIRES M.	736,28	-0,68	2,69
JOHANNESBURG	9169,20	0,42	23,47
MEXICO BOLSA	4319,75	-0,05	-4,42
SANTIAGO IPSA	4105,43	0,67	-6,65
SAO PAULO BOU.	11858	0,17	16,29
TORONTO FSE I.	7643,40	0,21	12,80
ASIE 10 h 15	03/04	02/04	31/12
BANGKOK SET	502,94	-2,29	23,40
HONGKONG H.	11032,57	-1,22	3,08
SÉOUL	499,70	-3,78	17,38
SINGAPOUR ST.	1349,93	-1,19	1,31
SYDNEY ALL O.	2770,80	0,50	5,90
TOKYO NIKKEI	15517,78	-1,18	1,70

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 02/04	Var. % 01/04	Var. % 31/12
ESSILOR INTL	2255	+ 8,35	+ 25,27
SOCIETE GENER	1313	+ 8,31	+ 60,12
CERUS EUROP.R	41,55	+ 6,13	+ 20,43
SILIC CA	1049	+ 6,06	+ 29,50
LABINAL	2193	+ 5,92	+ 41,98
AIR LIQUIDE	1134	+ 5,90	+ 25,69
INTERTECHNIQU.	1691	+ 5,75	+ 28,10
BIC	499	+ 4,98	+ 11,31
STRAFOR FACOM	549	+ 4,87	- 32,28
SEITA	257	+ 4,89	+ 18,98

Baisses	Cours 02/04	Var. % 01/04	Var. % 31/12
DEXIA FRANCE	794	- 7,58	+ 13,91
EUROTUNNEL	4,45	- 5,31	- 13,92
DASSAULT SYST	249	- 4	+ 30,79
MARINE WENDEL	1083	- 3,81	+ 58,33
ECIA	1585	- 3,35	+ 30,99
REMY COINTREA	117,50	- 2,89	+ 4,63
BOUYGUES	1015	- 2,77	+ 48,82
SELECTIBANQUE	84,80	- 2,81	+ 12,03
SAUPIQUET (NS	582	- 2,38	- 6,66
ATOS CA	984	- 2,26	+ 28,09

PARIS SBF 250 3 mois — 2543,45 — 2543 / 2409 / 2275 / 2141 / 2007 / 1873 — 8 JANV. 19 FÉV. 3 AVRIL

NEW YORK Dow Jones 3 mois — 8986,64 — 9702 / 9154 / 8696 / 8178 / 7669 / 7161 / 6653 / 6145 — 8 JANV. 19 FÉV. 2 AVRIL

LONDRES FT100 3 mois — 6060,90 — 6199 / 5901 / 5603 / 5305 / 5006 / 4711 / 4413 / 4115 — 8 JANV. 19 FÉV. 3 AVRIL

FRANCFORT DAX 30 3 mois — 5240,27 — 5279 / 4955 / 4631 / 4307 / 3983 / 3659 / 3335 — 8 JANV. 19 FÉV. 3 AVRIL

TOKYO Nikkei 3 mois — 15517,78 — 18468 / 16945 / 15425 / 13142 / 11620 — 7 JANV. 19 FÉV. 3 AVRIL

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

APRÈS TROIS RECORDS successifs à la clôture, la Bourse de Paris poursuivait son ascension pour se rapprocher du sommet *des 4 000 points. En hausse de 1 %* à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 1,04 %. Vers 12 h 30, l'indice phare du marché parisien gagnait 1,10 % à 3 979,28 points contre un plus haut de 3 987,82 points, cinquante minutes après l'ouverture. La veille cet indice avait inscrit son 28e record de l'année à 3 935,88 points après *avoir atteint le pic des* 3 952,90 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de francs.

Les milieux financiers continuent à apprécier des taux d'intérêt historiquement bas dont l'évolution est favorisée par un taux d'inflation très faible dans le monde industrialisé en raison de la crise qui sévit en Asie.

TOKYO

LES VALEURS japonaises ont terminé en baisse de 1,18 %, vendredi 3 avril, à l'issue d'une séance nerveuse marquée par la décision de *l'agence de notation Moody's de* revoir à la baisse les perspectives d'évolution de la note souveraine du Japon. L'indice Nikkei a perdu 185,12 points, pour terminer à 15 517,78 points.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones a battu un nouveau record, jeudi, *à 8 986,64 points, en gagnant* 118,32 points (+ 1,32 %), frôlant les 9 000 points. Les cris d'encouragement des traders sur le plancher de la première Bourse du monde ne sont pas parvenus à pousser le Dow Jones au-delà de cette barrière mythique que Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities, qualifie de *« plus rond de tous les chiffres ronds »*.

FRANCFORT

L'INDICE DAX a franchi *le cap* des 5 200 points, vendredi 3 avril, dès l'ouverture, à 5 214,64 points, nouveau sommet. La veille, les valeurs *allemandes* avaient *déjà* battu de nouveaux records, à la fois à la clôture des transactions officielles (5 176,66 points, en hausse de 0,44 %) et à celle des transactions informatisées (5 179,04 points avec un gain de 0,85 %).

LONDRES

LA HAUSSE généralisée des *Bourses européennes, pratiquement* toutes à des niveaux records, a dopé les valeurs britanniques, bien que le potentiel de hausse soit, selon les analystes, plus faible en Grande-Bretagne que sur le continent. L'indice Footsie a terminé, jeudi 2 avril, à un nouveau sommet en gagnant 0,58 %, à 6 052,80 points, son meilleur niveau de la séance.

Valeur du jour : Pechiney est entièrement privatisée

L'ÉTAT poursuit la cession de ses participations résiduelles dans les sociétés privatisées. Jeudi 2 avril, il a reclassé 9,5 % du capital de Pechiney au prix de 295,50 francs, pour un montant global de 2,3 milliards de francs. Aujourd'hui, il ne conserve plus que 1 % des titres, déjà promis aux salariés du producteur d'aluminium. Le Trésor a retenu les leçons du placement malheureux des 7,7 % d'Usinor, qui a déséquilibré le marché du titre à la veille du krach boursier du 28 octobre.

Profitant de la bonne conjoncture boursière, il a opéré rapidement et s'est entouré d'alliés. Environ 2 % du capital ont été placés auprès de la Cogema, qui dispose d'une importante trésorerie. Et l'EDF a acquis 3 % du capital. Comme elle possédait déjà 4,75 % des titres, sa participation monte à 7,75 %. EDF est désormais le troisième actionnaire de Pechiney derrière les fonds de pension américains The Capital Group (11,77 %) et Templeton Global (10,33 %). La direction de Pechiney précise cependant que cette opération est totalement indépendante des relations commerciales avec EDF. Par ailleurs, les banques BNP, Goldman Sachs et Crédit suisse First Boston se sont chargées de reclasser 5,5 % du capital auprès du marché. La répartition des titres n'est pas encore connue, mais un effort particulier a été effectué auprès des investisseurs européens, jusqu'ici peu attirés par les valeurs cycliques. Pechiney espère ainsi faire mieux coïncider la répartition géographique de ses actionnaires avec celle de ses activités (il réalise 60 % de son chiffre d'affaires en Europe).



Cours de l'action Pechiney en francs à Paris

Selon les spécialistes, l'opération s'effectue à un moment propice. Pechiney profite pleinement de la flambée du dollar, à 6,20 francs. Selon la direction, toute hausse de 10 cents se traduit par un surcroît de 50 millions de résultat net. La bonne tenue du billet vert compense donc largement la faiblesse des prix de l'aluminium, dont les cours sont au plus bas depuis dix-huit mois. Toute remontée des cours pourrait donc avoir un effet amplificateur sur les bénéfices futurs. Après une longue restructuration, Pechiney est aujourd'hui bien placé pour profiter des rebonds de la conjoncture économique. La publication d'un résultat net pour 1997 de 1,8 milliard de francs (contre une perte nette de 3 milliards de francs en 1996) a démontré l'ampleur du travail effectué. D'une année sur l'autre, le groupe a économisé 900 millions de francs. Pour 1998, les analystes attendent un bénéfice net de plus de 2 milliards de francs.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars	Cours 02/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	0,03
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	—
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	-0,17
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	-0,48
ZINC 3 MOIS	[illegible]	0,40
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	—
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	3,09
PLATINE A TERME	[illegible]	-17,90
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	0,16
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	—
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	-0,04
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	0,18
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	0,86
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	-0,04
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	0,18

Pétrole

En dollars	Cours 02/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	0,70
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	1,10

Or

En francs	Cours 02/04	Var % 01/04
OR FIN KILO BARRE	56095	-3,33
OR FIN LINGOT	60250	-0,83
ONCE D'OR LONDRES	303,50	-0,28
PIÈCE FRANCE 20 F	345	—
PIÈCE SUISSE 20 F	342	-1,16
PIÈCE UNION LAT. 20 F	316	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	2750	-1,79
PIÈCE 10 DOLLARS US	1410	+2,92
PIÈCE 50 PESOS MEX	2225	-1,65

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert gagnait du terrain face aux *devises européennes*, vendredi 3 avril. Dès l'ouverture, il s'échangeait à 6,21 francs et 1,8528 deutschemark contre, respectivement, 6,1935 francs (6,20 francs selon le cours indicatif de la Banque de France) et 1,8485 deutschemark dans les derniers échanges entre banques.

● **Yen** : la devise japonaise a brièvement touché, vendredi, les 135 yens pour un dollar sur le marché des changes de Tokyo, soit son plus bas niveau depuis août 1991, après que l'agence américaine d'évaluation financière Moody's eut ramené à « *négatives* » les perspectives d'évolution de la note du Japon (« *Aaa* »). « *Immédiatement après la publication du communiqué de Moody's, le yen a été offert à la vente* », a indiqué un cambiste de l'Asahi Bank. *La devise japonaise* avait terminé la veille à New York à 133,77 yens pour un dollar. Quelques heures auparavant, à Tokyo, elle se négociait 133,37 yens.

Cours de change

03/04 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,20	6,87	10,36	4,06	2,97	4,63	0,34	3,35	—
DM	1,85	1,99	3,09	1,21	0,89	0,14	0,09	—	0,30
LIRE	1827,22	1958,69	3042,33	1191,77	874,50	1356,42	—	985,37	294,15
YEN	134,70	144,41	224,29	87,87	64,47	—	7,37	72,65	21,69
FLORIN	2,09	2,24	3,48	1,36	—	1,55	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,53	1,64	2,55	—	0,73	1,14	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,60	0,64	—	0,39	0,29	0,45	0,03	0,32	0,10
ECU	0,93	—	1,55	0,61	0,45	0,69	0,51	0,50	0,15
DOLLAR	—	1,07	1,66	0,65	0,48	0,74	0,05	0,54	0,16

Taux d'intérêt (%)

Taux 02/04	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,37	3,48	4,85	5,49
ALLEMAGNE	3,35	3,54	4,89	5,46
GDE-BRETAG.	7,37	7,41	5,82	5,82
ITALIE	5,56	5,21	5,15	5,66
JAPON	0,50	0,48	1,86	—
ÉTATS-UNIS	5,59	5,10	5,58	5,88
SUISSE	1,25	1,50	2,97	—
PAYS-BAS	3,31	3,43	4,92	5,47

Matif

Cours 12 h 30	Volume 03/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 JUIN 98	40098	104,18	103,84
Pibor 3 mois JUIN 98	4515	96,25	96,24

Marché des changes

Devises 17 h 35	Cours BDF 02/04	Achat 02/04	Vente 02/04
ALLEMAGNE (100)	335,98	322	346
AUTRICHE (100)	47,62	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,24	15,89	16,78
CANADA	4,35	4,06	4,66
DANEMARK (100)	87,91	82	92
ESPAGNE (100)	3,95	3,64	4,24
ÉTATS-UNIS	6,20	5,90	6,50
FINLANDE (100)	110,36	104	116
GDE-BRETAGNE	10,35	9,94	10,78
GRÈCE (100)	1,91	1,70	2,20
IRLANDE	8,41	7,96	8,82
ITALIE (1000)	3,39	3,12	3,62
JAPON (100)	4,63	4,44	4,79
NORVÈGE (100)	80,75	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,35	—	—
PORTUGAL (100)	3,27	2,90	3,60
SUÈDE (100)	77,23	71	81
SUISSE (100)	405,16	391	415

TAUX

● **France** : le marché obligataire français a ouvert en nette hausse, vendredi 3 avril. Dès le début des transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 33 centièmes, à 104,17. La veille, il avait déjà terminé en hausse dans un marché légèrement *plus animé que les jours précédents*, le contrat notionnel finissant la séance sur un gain de 29 centièmes. Selon un opérateur, les décisions des banques centrales allemande et française de laisser leurs taux directeurs inchangés étaient attendues et n'ont pas eu d'impact sur le marché. Selon cet intervenant, le marché obligataire a essentiellement évolué sous l'effet d'une correction technique.

● **Etats-Unis** : le rendement de l'obligation du Trésor américain à 30 ans, qui évolue à l'inverse des prix, s'affichait à la clôture de Wall Street à 5,84 %, pour 5,875 % à la *mi-journée et 5,88 % mercredi soir.*

ÉCONOMIE

Une décision de Moody's fait chuter le yen

L'AGENCE AMÉRICAINE d'évaluation financière Moody's Investors Services a confirmé, vendredi 3 avril, la note *« Aaa »* du Japon, mais en abaissant de *« stables »* à *« négatives »* ses perspectives d'évolution.

Cette décision a fait tomber la monnaie japonaise sous les 134 yens pour un dollar. Moody's explique sa décision par *« les incertitudes sur la capacité des autorités (japonaises) à parvenir à un consensus politique, qui contribuerait à un retour à la croissance et à l'équilibre budgétaire »*. Elle estime *« que la faiblesse persistante de l'activité au Japon et l'émergence de tendances déflationnistes devraient probablement aggraver les faiblesses structurelles anciennes du secteur financier »*. *(lire p. 2)*

■ **INDONÉSIE : la question du règlement de la dette *privée*** indonésienne constitue la pierre d'achoppement des entretiens entre les autorités de Djakarta et le Fonds monétaire international, a indiqué, vendredi 3 avril, Stanley Fischer, directeur exécutif adjoint du Fonds. Il est *« nécessaire que plus de progrès soient faits sur la question de la dette privée »*, a-t-il ajouté.

■ **CHINE-OMC : la Chine a déposé à Genève une offre** sur les tarifs douaniers qui pourrait entraîner des progrès dans ses négociations d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a indiqué, jeudi 2 avril à Londres, un porte-parole de la Commission européenne.

■ **EURO : le président de la Réserve Fédérale** américaine, Alan Greenspan, a estimé, jeudi, qu'il était *« difficile d'imaginer »* que quoi que ce soit puisse maintenant arrêter l'arrivée de la monnaie unique européenne. En revanche, il a exprimé des inquiétudes sur le fait que les banques européennes, trop préoccupées par la monnaie unique, n'aient pas eu le temps de se pencher sur les conséquences du passage à l'an 2000 sur leurs programmes informatiques.

■ **FRANCE : les avoirs nets de changes de la Banque de France** ont progressé de 3,15 milliards de francs, à 149,66 milliards, dans la semaine du 19 au 26 mars, selon un calcul effectué jeudi par le Crédit lyonnais.

■ **La CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale)** envisage de lancer une émission obligataire euro-fongible d'un montant de 1 à 1,5 milliard de florins (3 à 4,5 milliards de francs) arrivant à échéance le 25 octobre 2012, a annoncé, jeudi, l'établissement public. La CADES a nommé la banque néerlandaise ABN Amro chef de file de cette nouvelle opération, qui pourrait être lancée au début de la semaine prochaine.

■ **ESPAGNE : le gouvernement conservateur espagnol** de José Maria Aznar a approuvé jeudi un *« plan pour l'emploi »* destiné à réduire le chômage. Ce plan, qui ne prévoit aucune mesure en faveur de la réduction du temps de travail, a provoqué la colère des principaux syndicats.

■ **ÉTATS-UNIS : le nombre des demandes hebdomadaires d'allocations chômage** aux Etats-Unis a baissé de 5 000 (à 309 000), pendant la semaine close le 28 mars, a annoncé, jeudi, le département du travail.

■ **ITALIE : les rentrées fiscales** de l'Etat italien ont progressé de 10,5 %, à 584 834 milliards de lires (334 milliards de dollars) en 1997.

■ **UKRAINE : le premier ministre ukrainien**, Valéry Poustovoïtenko, a chargé le Fonds des biens d'Etat d'interdire la privatisation des compagnies régionales distributrices d'énergie, au lendemain des élections législatives remportées par les communistes et leurs alliés.

NOMINATIONS

■ **SEFIMEG : Jacques Babonneau** devient directeur général de la Sefimeg.

■ **DUMEZ : Jacques Allemand** a été nommé PDG de GTM *Construction*.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 3 AVRIL

Liquidation : 23 avril
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS **+1,10 %** CAC 40 : 3979,28

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1021	1020	—	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	958	950	– 0,83	1000
Renault (T.P.)	2495	2495	—	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2525	[illegible]	—	1000
Saint Gobain(T.P.)	1275,50	1272	– 0,27	1000
Thomson S.A (T.P)	1000	1000	—	1000
Accor	1621	1620	– 0,06	100
AGF	375	380	+ 1,33	30
Air Liquide	1184	1165	– 1,60	70
Alcatel Alsthom	1186	1180	– 0,50	40
Altran Techno. #	771	780	+ 1,16	10
Atos CA	994	976	– 1,81	10
Axa	644	659	+ 2,32	60
Bail Investis.	899	900	+ 0,11	100
Bazar Hot. Ville ●	705	749	+ 6,24	50
Bertrand Faure	440	439	– 0,22	15
BIC	489	483	– 1,22	25
BIS	585	602	+ 2,90	20
B.N.P.	513	523	+ 1,94	25
Bollore Techno	979	981	+ 0,20	50
Bongrain	3070	2986	– 2,73	50
Bouygues	1015	1030	+ 1,47	50
Bouygues Offs.	273,90	271,50	– 0,87	[illegible]
Bull#	64	65,10	+ 1,71	[illegible]
Canal +	1150	1146	– 0,34	20
Cap Gemini	713	702	– 1,54	[illegible]
Carbone Lorraine	2405	2421	+ 0,66	50
Carrefour	3650	3850	+ 5,47	100
Casino Guichard	416,50	416,90	+ 0,09	10
Casino Guich.ADP	301	299,20	– 0,59	10
Castorama Dub.(Li)	1018	996	– 2,16	25
C.C.F.	517	534	+ 3,28	25
Cegid (Ly)	896	880	– 1,78	25
Cerus Europ.Reun	41,55	42	+ 1,08	[illegible]
CGIP	2681	2870	+ 7,04	100
Chargeurs	398,20	396	– 0,55	100
Christian Dalloz	775	762	– 1,67	[illegible]
Christian Dior	833	815	– 2,16	[illegible]
Ciments Francais	323	324,80	+ 0,55	25
Cipe France (Ly) #	208	207,50	– 0,24	10
Clarins	579	561	– 3,10	50
Club Mediterranee	534	541	+ 1,31	25
Coflexip	777	786	+ 1,15	[illegible]
Colas	1067	1070	+ 0,28	[illegible]
Comptoir Entrep.	15,65	15,50	– 0,95	[illegible]
Comptoirs Mod.	3230	3286	+ 1,73	100
CPR	498	497	– 0,20	50
Cred.Fon.France	139	[illegible]	—	100
Credit Lyonnais CI	544	567	+ 4,22	100
CS Signaux(CSEE)	322	320	– 0,62	100
Damart	3782	3944	+ 4,28	50
Danone	1486	1478	– 0,53	10
Dassault-Aviation	1756	1741	– 0,85	50
Dassault Electro	649	653	+ 0,61	20
Dassault Systemes	240	245	+ 2,08	[illegible]
De Dietrich	409	423,80	+ 3,61	25
Deveaux(Ly)#	914	910	– 0,43	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	73	73,05	+ 0,06	[illegible]
Dexia France	794	796	+ 0,25	100
DMC (Dollfus Mi)	150	146,40	– 2,40	[illegible]
Dynaction	202	202,80	+ 0,39	25
Eaux (Gle des)	1040	1099	+ 5,67	100
Eda	1585	1618	+ 2,08	25
Eiffage	427	431,90	+ 1,14	50
Elf Aquitaine	797	801	+ 0,50	[illegible]
Eramet	250,30	258	+ 3,07	20
Eridania Beghin	1285	1294	+ 0,70	[illegible]
Essilor Intl	2255	2245	– 0,44	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1976	1950	– 1,31	[illegible]
Esso	598	593	– 0,83	50
Eurafrance	3120	3230	+ 3,52	200
Euro Disney	9,45	9,40	– 0,52	[illegible]
Europe 1	1665	1649	– 0,96	100
Eurotunnel	4,45	4,65	+ 4,49	[illegible]
Fimalac SA	746	750	+ 0,53	100
Finextel	123,40	122	– 1,13	[illegible]
Fives-Lille	432,80	437,50	+ 1,08	[illegible]
France Telecom	345,10	351	+ 1,70	[illegible]
Fromageries Bel	4909	4862	– 0,95	50
Galeries Lafayette	4250	4570	+ 7,52	100
GAN ex.dt sous.	179,30	177,30	– 1,11	[illegible]
Gascogne (B)	573	568	– 0,87	100
Gaumont #	427	431	+ 0,93	50
Gaz et Eaux	3341	3395	+ 1,61	50
Geophysique	834	839	+ 0,59	[illegible]
G.F.C.	619	620	+ 0,16	100
GrandVision	232,30	242,50	+ 4,39	[illegible]
Groupe Andre S.A.	750	736	– 1,86	50
Groupe GTM	485	480	– 1,03	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	178	177	– 0,56	10
Guilbert	1058	1051	– 0,66	[illegible]
Guyenne Gascogne	2125	2118	– 0,32	100
Hachette Fil.Med.	1610	1590	– 1,24	20
Havas	523	549	+ 4,97	[illegible]
Havas Advertising	934	938	+ 0,42	[illegible]
Imetal	818	817	– 0,12	[illegible]
Immeubl.France	465	465,10	+ 0,02	[illegible]
Infogrames Enter.	241	238,10	– 1,20	[illegible]
Ingenico	175	178,90	+ 2,22	[illegible]
Interbail	151,50	[illegible]	+ 2,97	[illegible]
Intertechnique	1691	1655	– 2,12	100
ISIS	690	691	+ 0,14	[illegible]
Jean Lefebvre	445,10	448	+ 0,65	[illegible]
Klepierre	998	985	– 1,30	100
Labinal	2198	2240	+ 1,91	100
Lafarge	515	506	– 1,74	25
Lagardere	263	262,70	– 0,11	[illegible]
Lapeyre	432	445	+ 3	10
Lebon	293	—	—	50
Legrand	1606	1615	+ 0,56	30
Legrand ADP	1034	1034	—	10
Legris Indust.	288	288	—	20
Locindus	850	840	– 1,17	150
L'Oreal	2995	2987	– 0,26	10
LVMH Moet Hen.	1281	1267	– 1,09	10
Marine Wendel	1083	1072	– 1,01	100
Metaleurop	71,50	70,95	– 0,76	25
Metrologie Inter.	15,65	15,35	– 1,91	10
Michelin	366,70	362	– 1,28	12
Moulinex #	161	157,20	– 2,36	10
Natexis	420	[illegible]	—	100
Nord-Est	137,40	139,50	+ 1,52	50
Nordon (Ny)	505	510	+ 0,99	70
NRJ #	1070	1071	+ 0,09	10
Olipar	69,60	69,50	– 0,14	[illegible]
Paribas	648	663	+ 2,31	50
Pathe	1277	1260	– 1,33	100
Pechiney	296	295	– 0,33	100
Pernod-Ricard	430	432,20	+ 0,51	20
Peugeot	1027	1068	+ 3,99	35
Pinault-Print.Red.	4719	4683	– 0,76	100
Plastic Omn.(Ly)	830	836	+ 0,72	20
Primagaz	523	519	– 0,76	10
Promodes	2994	2992	– 0,06	20
Publicis #	720	713	– 0,97	25
Remy Cointreau	117,50	118,20	+ 0,59	10
Renault	287,80	295	+ 2,50	25
Rexel	2370	2330	– 1,68	50
Rhone Poulenc A	314,90	317	+ 0,66	25
Rochette (La)	29,50	29,50	—	10
Rue Imperiale(Ly)	7010	7080	+ 0,99	200
Sade (Ny)	245	242	– 1,22	100
Sagem SA	3930	3902	– 0,73	50
Saint-Gobain	1018	1005	– 1,27	100
Salvepar (Ny)	531	534	+ 0,56	50
Sanofi	714	707	– 0,98	25
Sat	2275	2271	– 0,17	100
Saupiquet (Ns)	532	530	– 0,37	50
Schneider SA	466,30	470,50	+ 0,90	50
SCOR	381	378	– 0,78	25
S.E.B.	937	941	+ 0,42	20
Sefimeg CA	430,80	425,10	– 1,32	100
SEITA	257	280,10	+ 8,98	50
Selectibanque	74,50	73,50	– 1,34	[illegible]
SFIM	1167	1155	– 1,02	100
SGE	220,20	220,30	+ 0,04	[illegible]
Sidel	475	480,90	+ 1,24	[illegible]
Silic CA	1049	1035	– 1,33	100
Simco	515	515	—	100
S.I.T.A.	1449	1452	+ 0,20	50
Skis Rossignol	121,80	120,50	– 1,06	25
Soc.Fonc.Lyonnai.#	981	989	+ 0,81	50
Societe Generale	1313	1317	+ 0,30	50
Sodexho Alliance	4250	4200	– 1,17	100
Sogeparc (Fin)	435	439	+ 0,91	50
Sommer-Allibert	278	280	+ 0,71	5
Sophia	258,10	260	+ 0,73	25
Spir Communic. #	479,30	480,10	+ 0,16	20
Strafor Facom	549	551	+ 0,36	25
Suez Lyon.des Eaux	910	915	+ 0,54	60
Synthelabo	920	905	– 1,63	10
Technip	764	754	– 1,30	20
Thomson-CSF	254,80	254,10	– 0,27	20
Total	755	767	+ 1,58	50
UIF	463	470	+ 1,51	100
UIS	218,80	218	– 0,36	25
Unibail	771	780	+ 1,16	100
Union Assur.Fdal	1023	1001	– 2,15	10
Usinor	105,60	101,60	– 3,78	20
Valeo	562	596	+ 6,04	20
Vallourec	491,50	484	– 1,52	100
Via Banque	208,70	206	– 1,29	100
Worms & Cie	387	388,80	+ 0,46	12
Zodiac ex.dt divid	1603	1594	– 0,56	10
Elf Gabon	1140	1150	+ 0,87	17

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	146,50	146,60	+ 0,06	[illegible]
Adecco S.A.	2288	2324	+ 1,57	10
Adidas AG #	1081	1086	+ 0,46	5
American Express	568	585	+ 2,99	[illegible]
Anglo American #	307	297	– 3,25	[illegible]
Anglogold Ltd #	264,40	270,10	+ 2,15	[illegible]
Amgold #	274,50	280	+ 2	1
Arjo Wiggins App.	20,55	20,15	– 1,94	[illegible]
A.T.T. #	406,70	411	+ 1,05	1
Banco Santander #	314	316	+ 0,63	250
Barrick Gold #	135	138,50	+ 2,59	[illegible]
B.A.S.F. #	275,50	270,40	– 1,85	5
Bayer #	280,90	286	+ 1,81	5
Crown Cork ord.#	321	326	+ 1,55	5
Crown Cork PF CV#	300	294	– 2	[illegible]
Daimler Benz #	586	593	+ 1,19	5
De Beers #	148,80	147,10	– 1,14	[illegible]
Deutsche Bank #	476,90	484	+ 1,48	5
Diageo PLC reg.#	78,90	80	+ 1,39	[illegible]
Dresdner Bank	289	289	—	5
Driefontein #	40	40,20	+ 0,50	[illegible]
Du Pont Nemours #	425	426,30	+ 0,30	[illegible]
Eastman Kodak #	407	412,40	+ 1,32	2
East Rand #	1,32	1,31	– 0,75	1
Echo Bay Mines #	14,35	15	+ 4,52	[illegible]
Electrolux #	529	[illegible]	—	25
Ericsson #	304,20	310	+ 1,90	2
Ford Motor #	390	391,40	+ 0,35	1
Freegold #	29,30	30,35	+ 3,58	[illegible]
Gencor act.regr.	12,10	12,40	+ 2,47	[illegible]
General Elect. #	540	548	+ 1,48	[illegible]
General Motors #	415,10	417,10	+ 0,48	1
Gle Belgique #	778	[illegible]	+ 5,91	[illegible]
Harmony Gold #	21,45	22,40	+ 4,42	[illegible]
Hitachi #	44,65	43,30	– 3,02	50
Hoechst #	249,80	247	– 1,12	5
I.B.M #	645	655	+ 1,55	—
I.C.I #	115	115,40	+ 0,34	1
Ito Yokado #	323,10	312	– 3,43	50
Kingfisher plc #	119	117,20	– 1,51	—
Matsushita #	98,60	97,90	– 0,70	50
Mc Donald's #	380,50	389	+ 2,23	—
Merck and Co #	808	821	+ 1,60	—
Mitsubishi Corp.#	47	■ 45,60	– 2,97	50
Mobil Corporat.#	486	495	+ 1,85	1
Morgan J.P. #	826	828	+ 0,24	2
Nestle SA Nom. #	11830	11920	+ 0,76	10
Nipp. MeatPacker #	82	—	—	50
Nokia A ■	677	691	+ 2,06	5
Norsk Hydro #	308	310	+ 0,64	20
Petrofina #	2275	2265	– 0,43	—
Philip Morris #	246,30	248,90	+ 1,05	—
Philips N.V #	452,10	448,60	– 0,77	10
Placer Dome Inc #	83	84,60	+ 1,92	—
Procter Gamble #	545	553	+ 1,46	—
Quilvest	372,90	373	+ 0,02	—
Randfontein #	12	12,30	+ 2,50	—
Rio Tinto PLC #	85,45	86	+ 0,64	—
Royal Dutch #	356	363,40	+ 2,07	1
Sega Enterprises	110,40	109,10	– 1,17	50
Schlumberger #	478	477,20	– 0,16	—
SGS Thomson Micro.	450	474	+ 5,33	13
Shell Transport #	45,95	46,30	+ 0,76	—
Siemens #	403,20	405	+ 0,44	5
Sony Corp. #	533	521	– 2,25	50
Sumitomo Bank #	57,10	57,55	+ 0,78	50
T.D.K #	487	478,10	– 1,82	50
Telefonica #	282	287,70	+ 2,02	500
Toshiba #	25,50	25	– 1,96	50
Unilever act.Div.#	442,10	474,50	+ 7,32	1
United Technol. #	578	591	+ 2,24	5
Volkswagen A.G #	4990	5210	+ 4,40	50
Volvo (act.B) #	201	198,50	– 1,24	6
Western Deep #	135	140,80	+ 4,29	2
Yamanouchi #	140,50	140,60	+ 0,07	50
Zambia Copper	12,95	12,55	– 3,08	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 3 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,70	3,822 d
CEPME 9% 89-99 CA#	106,16	5,721
CEPME 9% 92-06 TSR	—	7,126
CFD 9,7% 90-03 CB	121,79	1,648
CFD 8,6% 92-05 CB	121,60	1,343 b
CFF 10% 88-98 CA#	103,06	4,603 b
CFF 10,25%90-01 CB#	114,95	8,674
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,93	7,681
CNA 9% 4/92-07	127	8,359
CRH 8,6% 92/94-03	117,25	6,668
CRH 8,5% 10/87-88#	103,82	0,792 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	—	1,225 d
EDF 8,6% 92-04 #	119,42	6,576
Finansder 9%91-06#	127,54	3,279
Finansd.8,6%92-02#	113,62	1,673 d
Floral9,75% 90-99#	106,72	6,892 d
OAT 9/85-98 TRA	99,25	2,489
OAT 9,50%88-98 CA#	101,23	7,470
OAT TMB 87/99 CA#	99,97	0,708
OAT 8,125% 89-99 #	104,71	7,079
OAT 8,50%90/00 CA#	108,13	8,256
OAT 85/00 TRA CA#	102,10	3,135
OAT 10%5/85-00 CA#	111,66	8,658
OAT 89-01 TME CA#	100,50	0,364
OAT 10% 90-01 ecu	—	3,129
OAT 7,5%7/86-01CA#	109,90	5,281
OAT 8,5% 91-02 ecu	114,40	0,559
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,60	3,427
OAT 8,50% 89-19 #	140,75	3,382 d
OAT 8,50%92-23 CA#	142,90	8,104
SNCF 8,8% 87-94CA	105,66	1,567
Suez Lyon.Eaux 90	1015	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel ◆	52,90	52,90
Baccarat (Ny)	800	800
Bains C.Monaco	720	759
Bque Transatlantl. ◆	259,90	259,90
B.N.P.Intercont. ◆	1347	1347
Bidermann Intl. ◆	110	110
B T P (la cie) 7,60	—	[illegible]
Centenaire Blanzy	593	590
Champex (Ny) ◆	19,20	19,20
CIC Un.Euro.CIP	603	602
C.I.T.R.A.M. (B)	2900	2920
Generali Fce Assur	1500	1500
Continental Ass.Ly.	605	604
Darblay	500	476
Didot Bottin	865	864
Eaux Bassin Vichy	2804	3070
Ent.Mag. Paris	1405	1405
Fichet Bauche ◆	46	46
Fidei	40	40
Finalens	297	293
F.I.P.P. ◆	230,10	230,10
Fonciere (Cie)	825	825
Foncina #	581	580
Francarep	320	319,90
France S.A. ◆	1490	1490
From. Paul-Renard ◆	1000	1000
Gevelot	1300	1300
G.T.I (Transport)	348	349
Immobail	209,80	208
Immobanque ◆	731	731
Lucia	54	56,15
Monoprix ◆	403	402
Metal Deploye ◆	390	390
Mors	8	8,05
Navigation (Nle) ◆	150	150
Optorg	443	444
Paluel-Marmont ◆	441	441
Eu.Clairefont(Ny)	990	976
Parfinance	419,60	418
Paris Orleans	295	290
Promodes (CI)	2250	2250
PSB Industries Ly ◆	619	619
Rougier #	376	375,10
Saga	160	160
S.I.P.H. ◆	255	255
Sofragi ◆	5490	5490
Taittinger	4050	4000
Tour Eiffel	401,50	401
Vicat	576	571
Caves Roquefort	1999	1980
Elyo	323,10	323
Finaxa	510	513
Gaillard (M) ◆	1501	1501
Chaudan-Lavirotte ◆	1290	1290
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	251,30	251,30
Gd Moul.Strasbourg ◆	2010	2010
Hotel Lutetia	470	470,10
Hotels Deauville ◆	800	800
Immeubl.Lyon (Ly) ◆	574	574
L.Bouillet (Ly)	320	320
Lloyd Continental ◆	10490	10490
Matussiere Forest.	63,90	66
Moncey Financiere ◆	3000	3000

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 3 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	45,30	45,80
AFE #	748	741
Aigle #	470	476
Albert S.A (Ns) ◆	210	210
Arkopharma#	418,90	417
Montaignes P.Gest. ◆	2001	2001
Assystem #	310	299
Bque Picardie (Li) ◆	835	835
Bque Tarneaud(B)#	405	405
Bque Vernes	171	170
Beneteau CB#	500	505
B I M P	140	140
Boiron#(Ly)	437,90	432
Boisset (Ly) #	450	449
But S.A.	317,90	315
C.E.E #	82	82
Change Bourse (M)	240,70	240
CNIM CA#	249,90	250
Codetour #	349	[illegible]
Comp.Euro.Tele-CET	306	300
Conflandey #	325	322
C.A. Hte Normandie	349	[illegible]
C.A. Paris IDF	890	[illegible]
C.A.Ile & Vilaine	306	[illegible]
C.A.Loire Atl.Ns #	297	[illegible]
C.A.Pas de Calais	558	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)	500	[illegible]
C.A. Oise CCI	330	[illegible]
C.A. Somme CCI	345	345
C.A.Toulouse (B)	428	428
Devanlay	722	722
Devernois (Ly)	595	580
Ducros Serv.Rapide	42	42
Emin-Leydier (Ly)#	429	424,20
Europ.Extinc.(Ly)	533	[illegible]
Expand s.a	1003	1020
Factorem	738	748
Faiveley #	264	275
Finacor ◆	67,10	67,10
Fininfo	930	930
Assur.Bq.Populaire	673	682
Gautier France	327	326,10
Gel 2000	39	40,50
GEODIS #	402	410
GFI Industries #	1390	1415
Girodet (Ly) # ◆	25	25
GLM S.A.	230	229,90
Cpe Guillin # Ly	250,50	253
Kindy #	185	185
Guerbet	284,50	280
Hermes Internat.1#	487	475
Hurel Dubois	885	872
ICBT Groupe #	229	229
L.C.C.#	165	164
ICOM Informatique	491	[illegible]
Idianova ◆	68	68
Int. Computer #	60	58
IPBM	65	66
M6-Metropole TV	847	860
Manitou #	898	904
Manutan	548	525
Marie Brizard #	590	589
Maxi-Livres/Profr#	36	36,10
Mecelec (Ly) ◆	86	86
MGI Coutier #	359	360
Monneret Jouet Ly#	170	170
Naf-Naf #	95,90	98
Norbert Dentres.#	880	880
NSC Groupe Ny	840	852
Onet #	955	955
Paul Predault	125	129
P.C.W. 19	—	[illegible]
Petit Boy # ◆	92	92
Phyto-Lierac #	255,50	264
Pochet	871	870
Poujoulat Ets (Ns)	220	220
Radiall #	779	780
Robertet #	1250	1250
Rouleau-Guichard ◆	254	254
Securidev #	118	112
Smoby (Ly)#	575	575
Sofco (Ly) ◆	11	[illegible]
Softbus ◆	368	[illegible]
Sopra #	1663	[illegible]
Steph.Kelian # ◆	82	82
Sylea	662	[illegible]
Teisseire-France	212	210
TF1	769	[illegible]
Thermador Hol. #	412	[illegible]
Trouvay Cauvin #	131	[illegible]
Unilog	1465	1465
Union Fin.France	776	775
Viel et Cie #	183,90	[illegible]
Vilmorin et Cie #	586	[illegible]
Virbac	580	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 3 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	43	45
Belvedere	990	990
BVRP	337	337
Coil	161	165
Electronique D2	130	130
FDM Pharma n.	140	[illegible]
Genset	560	575
Guyanor action B	10,45	10
High Co.	260	262
Infonie	84,80	85
Joliez-Regol	97,50	97,50
Mille Amis ◆	62	62
Naturex	90	89,50
Olitec	995	990
Picogiga	253	255
Proxidis	22,10	22,10
R21 Santé	499	498
Stelax ◆	6,70	6,70

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 3 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI. ◆	895	895
Générale Occidentale ◆	160	160
Sté lecteurs du Monde ◆	187,70	187,70
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	25,30

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

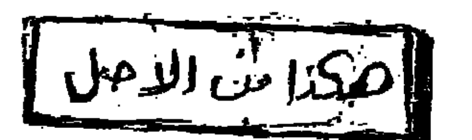
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 2 avril

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	166,56	158,63
Agipi Actions (Axa)	151,87	144,64
BNP 3615 BNP		
Natio Court Terme	14515	14515
Natio Epargne	2276,06	2253,52
Natio Oblig. M.T. C/D	889,83	881,02
Natio Ep. Croissance	4164,72	4083,06
Natio Ep. Patrimoine	170,77	167,42
Natio Epargne Retraite	200,29	196,36
Natio Epargne Trésor	11573,94	11550,84
Natio Euro Valeurs	1420,99	1393,13
Natio Euro Oblig.	1066,16	1055,62
Natio Euro Opport.	1489,07	1459,87
Natio Inter	1162,43	1139,64
Natio Opportunités	244,17	239,38
Natio Revenus	1129,17	1117,99
Natio Sécurité	11389,73	11389,75
Natio Valeurs	1775,43	1748,62
BRED BANQUE POPULAIRE		
Monedien	94540,17	94540,17
Oblig. très caté.	291,62	287,31
CDC-GESTION		
Livret Bourse Inv. D PEA	1102,79	1070,67
Nord Sud Dévelop. C ◆	2731,58	2726,13
Nord Sud Dévelop. D ◆	2581,04	2575,89
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C	321,28	314,98
Patrimoine Retraite D	311,56	305,45
Sicav Associations C	2464,91	2464,91
CDC TRESOR Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn)		
Fonsicav C	20107,41	20107,41
Mutual. dépôts Sicav C	19717,78	19698,08
CAISSE D'EPARGNE Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn)		
Écur. Act. Futur D PEA	375,51	368,15
Écur. Capitalisation C	268,79	268,79
Écur. Expansion C	85013,55	85013,55
Écur. Géovaleurs C	4436,28	4349,29
Écur. Investis. D PEA	299,08	293,22
Écur. Monépremière	11586,30	11586,30
Écur. Monétaire C	13275,56	13275,56
Écur. Monetaire D	12305,04	12305,04
Écur. Trésorerie C	325,77	325,77
Écur. Trésorerie D	305,45	305,45
Écur. Trimestriel D	2098,62	2098,62
Éparcourt-Sicav D	198,45	198,45
Géoptim C	13640,57	13438,99
Géoptim D	12529,41	12344,25
Horizon C	2870,96	2814,67
Prévoyance Écur. D	110,46	110,46
Sensipremière C	14165,45	14138,12
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C	12433,07	12408,25
Écur. Sécuripremière C	12290,06	12277,78
INDOCAM — CRÉDIT AGRICOLE		
Amplia ◇	122264,07	122264,07
Atout Amérique	227,13	221,59
Atout Asie	89,77	87,58
Atout France Europe	1139,85	1100,93
Atout France Monde	277,55	270,78
Atout Futur C	1102,58	1075,69
Atout Futur D	1027,08	1002,03
Coexis	2030,50	1996,56
Dièze	2655,73	2611,34
Elicash ◇	971626,53	971626,53
Eurodyn	3509,93	3436,32
Indicia ◆	2343,86	2290,88
Indocam Convert. C ◆	15516,36	15064,43
Indocam Convert. D ◆	14597,53	14172,36
Indocam Europe Nouv. ◆	16266,85	15793,06
Indocam Hor. Eur. C ◆	1239,39	1203,29
Indocam Hor. Eur. D ◆	1239,39	1203,29
Indocam Multi Oblig. ◆	1015,88	986,29
Indocam Orient C ◆	220,12	210,14
Indocam Orient D ◆	201,80	192,65
Indocam Unijapon ◆	933,66	891,32
Indocam Str. 5-7 C	1988,24	1955
Indocam Str. 5-7 D	1422,37	1398,59
Moné.J C ◇	12178,89	12178,89
Moné.J D ◇	11537,33	11537,33
Oblifutur C	578,96	568,78
Oblifutur D	533,61	524,69
Oraction	1620,90	1581,37
Revenu-Vert	1206,23	1186,07
Sévéa ◆	125,73	122,66
Synthésis	19564,42	19218,49
Uni Associations ◇	120,24	120,24
Uni-Foncier	1790,69	1747,01
Uni-Régions	2006,71	1957,77
Univar C ◇	315,63	315,63
Univar D ◇	302,48	302,48
Univers Actions	305,19	297,75
Univers-Obligations	265,45	261,38
Fonds communs de placements		
Indocam Dollar 3 m. ◆	—	[illegible]
Indocam Val. Restr. ◆	—	[illegible]
Optalis Dynamiq. C ◆	122,59	120,19
Optalis Dynamiq. D ◆	122,59	120,19
Optalis Équilib. C ◆	117,22	114,92
Optalis Équilib. D ◆	117,22	114,92
Optalis Expansion C ◆	111,65	109,46
Optalis Expansion D ◆	111,65	109,46
Optalis Sérénité C ◆	109,28	107,14
Optalis Sérénité D ◆	109,28	107,14
Pacte Sol. Logem. ◆	513,39	508,31
Pacte Vert T. Monde ◆	542,39	531,65
CIC BANQUES		
Francic	202,93	197,02
Francic Pierre	172,43	167,41
Europe Régions	296,29	287,66
CIC PARIS		
Associc	1097,08	1097,08
Cicamonde	1932,82	1904,26
Converticic	474,78	467,76
Ecocic	2027,53	1968,48
Mensuelcic	10114,40	10014,26
Oblicic Mondial	4236,46	4173,85
Oblicic Régions	1238,15	1219,85
Rentacic	166,68	164,22
CREDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1407,32	1359,39
Lion 20000 C	17476,66	17476,66
Lion 20000 D	16350,95	16350,95
Lion-Associations C	11336,43	11336,43
Lion-Associations D	10743,54	10743,54
Lion Court Terme C	27004,75	27004,75
Lion Court Terme D	23791,47	23791,47
LionPlus C	1654,96	1622,51
LionPlus D	1578,65	1542,70
Lion Trésor	2598,01	2572,28
Oblilion	2335,09	2311,07
Sicav 5000	959,15	940,34
Slivafrance	1644,14	1611,90
Slivam	690,01	676,48
Slivarente	264,28	259,10
Slivinter	991,91	972,46
Trilion	5132,18	5066,32
Crédit Mutuel FINANCE		
Avenir Alizes	2681,20	2628,63
CM Option Dynamique	172,10	168,49
CM Option Equilibre	301,05	295,48
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	194,52	189,31
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	947,27	947,27
Créd.Mut.Ep.Ind. C	196,84	193,37
Créd.Mut.Ep.J	23392,49	23392,49
Créd.Mut.Ep.Monde	2062,89	2007,68
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1954,70	1916,37
Créd.Mut.Ep.Quatre	1095,90	1084,40
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	110,42	108,25
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	582,23	557,16
Saint-Honoré Capital	21043,69	20430,77
St-Honoré March. Emer.	731,51	700,01
St-Honoré Pacifique	645,25	617,49
St-Honoré Vie Santé	2319,16	2219,29
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1864,57	1864,57
Stratégie Actions	1286,26	1236,79
Stratégie Rendement	2122,23	2055,43
LA POSTE Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn)		
Amplitude Amérique C	143,64	140,14
Amplitude Europe C	224,08	218,61
Amplitude Europe D	220,32	214,95
Amplitude Monde C	1251,04	1220,53
Amplitude Monde D	1193,50	1164,39
Amplitude Pacifique C	92,70	90,44
Elanciel D PEA	254,43	248,22
Émergence Poste D PEA	192,84	188,14
Géobilys C	700,22	689,87
Géobilys D	662,50	652,71
Kaleis Dynamisme C	1310,23	1284,54
Kaleis Équilibre C	1187,50	1164,22
Kaleis Sérénité C	1112,33	1101,32
Latitude C	151,40	151,40
Latitude D	137,93	137,93
Oblitys D	660,06	650,31
Plénitude D PEA	266,35	259,85
Poste Gestion C	15197,86	15197,86
Revenus Trimestr. D	5284,81	5282,49
Solstice D	2367,73	2361,83
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38764,03	38764,03
Actimonétaire D	30711,22	30711,22
Cadence 1 D	1076,80	1066,14
Cadence 2 D	1064,63	1054,09
Cadence 3 D	1054,25	1043,81
Capimonétaire C	418,33	417,91
Capimonétaire D	377,46	377,08
Sogeoblig C/D	9662,71	9567,04
Interoblig C	318,06	314,91
Intersélection France D	465,79	456,66
S.G. France opport. C	2724,88	2671,45
S.G. France opport. D	2579,40	2528,82
Sogenfrance C	2702,35	2649,36
Sogenfrance D	2453,41	2405,30
Sogépargne D	306,28	303,25
Soginter C	351,82	344,92
Sogenfrance Tempo D	336,03	329,44

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



DISPARITIONS

Louis Delarue

L'aumônier qui justifia la torture en Algérie

LE PÈRE Louis Delarue, ancien aumônier parachutiste, notamment à la Légion étrangère pendant la guerre d'Algérie, qui lui fit approuver les interrogatoires « musclés » de l'époque au nom de l'urgence à réunir des renseignements opérationnels, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Col blanc et dur, plastron noir (quand il n'a pas revêtu l'uniforme ou le battle-dress), une tenue stricte de clergyman, chevelure tirée en arrière, yeux très pâles, Louis Delarue, Normand de naissance, rejoint les oblats après être passé au séminaire diocésain de Sées, dans l'Orne. Ordonné en 1937, il sert, un temps, auprès des chercheurs d'or à pied d'œuvre en Colombie-Britannique. Pendant la seconde guerre mondiale, il suivra les troupes régulières formées à partir des résistants rescapés des maquis du Vercors et des Glières en 1944. La paix revenue, *« malgré une frousse humiliante et inconfortable »*, expliquera-t-il plus tard, il *se retrouve, à Saïgon, juste avant* la défaite de Dien Bien Phu en 1954, aumônier des troupes parachutistes engagées en Indochine, où il s'avouera sensible à *« leur courage »* et à *« leur inoubliable camaraderie »*.

Louis Delarue accompagne les parachutistes en Algérie. *« Plus je les connaissais,* dira-t-il plus tard, *et plus je les estimais. »* Il y sera notamment aumônier à la 10e division parachutiste que commande le général Jacques Massu, et plus spécialement celui du 1er régiment étranger parachutiste, ultérieurement dissous après que certains de ses cadres l'eurent fait participer au « putsch » des généraux contre le général de Gaulle, en avril 1961.

Avec sa croix autour du cou, en *« tenue de travail »*, se décrit-il, c'est-à-dire en tenue bariolée de combat, Louis Delarue sera un aumônier baroudeur. Il est auprès des parachutistes à Suez et à Port-Saïd, quand ils débarquent en 1956, avec des unités israéliennes et britanniques, pour tenter de renverser le président égyptien, le colonel Gamal Abdel Nasser, qui vient de nationaliser le canal. Il prête main-forte, en 1957, à ce qu'on a appelé *« la bataille d'Alger »*, quand les parachutistes du général Massu sont invités par le gouvernement à « nettoyer » la Casbah à la suite d'une série d'attentats sanglants contre la population algéroise.

A Hussein Dey, dans la banlieue d'Alger, aux côtés de recrues qu'il accompagnait, Louis Delarue « découvre » la torture, *« un travail spécial que les militaires étaient amenés à faire »*. Il fait diffuser une lettre qu'il intitule *Réflexions d'un prêtre sur la torture*, dans laquelle il pose directement la question de la légitimité de tels sévices longtemps niés par les autorités officielles. Dans cette lettre, Louis Delarue écrit : *« Entre deux maux – faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait, et qui, d'ailleurs, mérite la mort, et, d'autre part, laisser massacrer des innocents que l'on sauverait si, de par les révélations de ce criminel, on parvenait à anéantir le gang –, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme, mais efficace. »*

Blâmé par ses supérieurs ecclésiastiques, notamment par le cardinal Maurice Feltin, vicaire aux armées, Louis Delarue n'en demeura pas moins aumônier à la 10e division parachutiste jusqu'en octobre 1960. Ce n'est en effet qu'à cette date que son contrat expirait et qu'il ne fut pas renouvelé par le ministre des armées de l'époque, Pierre Messmer. En avril 1961, il est *« en accord complet »* avec le « putsch » des généraux, mais, cloué au lit après s'être cassé une jambe, il n'y participe pas.

Rendu à la vie civile, Louis Delarue entre au couvent des Oblats de Marie Immaculée (OMI) de Saint-Just, sur les hauteurs de Lyon. En 1962, toutefois, il sort de sa réserve à deux reprises. D'abord, il publie un livre de souvenirs intitulé *Avec les paras du 1er REP*, où il exalte l'héroïsme des parachutistes de la Légion étrangère. Ensuite, il témoigne au procès du général Raoul Salan, poursuivi pour avoir inspiré l'Organisation armée secrète (OAS) contre le général de Gaulle, et répète qu'*« on a le droit de s'opposer par la force à une injuste violence »*.

Louis Delarue, qui a demandé à être inhumé au carré des légionnaires à Puyloubier (Bouches-du-Rhône), était officier de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

■ **JACKIE SARDOU**, comédienne du théâtre de boulevard, populaire également grâce à la télévision, est morte, jeudi 2 avril à Paris, quelques jours avant de fêter ses soixante-dix-neuf ans. Née Jackie Rollin, devenue Jackie Sardou après son mariage avec le comédien provençal et chanteur d'opérette Fernand Sardou, décédé en février 1976, mère du chanteur de variétés Michel Sardou, elle avait commencé sa carrière comme danseuse à seize ans aux Folies-Bergère, puis dans l'opérette et la comédie. Elle avait connu son dernier grand succès avec la pièce *Le Clan des veuves*, de Ginette Garcin, avec cette dernière et Mony Dalmès, au début des années 90 à Paris, au Théâtre Fontaine, et en tournée en province. Jackie Sardou était une enfant de la balle, dont elle avait conservé la gouaille et le franc-parler, sous la coiffure frisée, sans complexe au sujet de son physique potelé. Elle avait renoué en 1994 avec la chanson dans un disque, *Jackie Sardou chante*, où elle interprétait des classiques du music-hall français (Mistinguett, Frehel, Gabin, etc.). Jackie Sardou a aussi publié un livre de souvenirs, *Hé ! la petite grosse* (Plon).

NOMINATION

VILLE

Philippe Yvin a été nommé directeur du cabinet de Claude Bartolone, ministre délégué à la ville.

[Né le 1er décembre 1957 à Quimper (Finistère), Philippe Yvin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Essec. Il a été notamment chargé d'études au conseil régional d'Ile-de-France (1981-1983), avant d'être secrétaire général de la ville d'Epinay-sur-Seine (1983-1985), puis directeur du cabinet de Gilbert Bonnemaison, alors maire d'Epinay-sur-Seine (1985-1989). Chargé de mission à la commission des maires sur la sécurité, puis au Conseil national de la prévention de la délinquance (1983-1986), Philippe Yvin a été ensuite secrétaire général du Conseil national des villes (1989-1990), directeur de la prévention et de la délinquance à la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (1990-1991), chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet des Yvelines (1991-1994). Secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse (1994-1995), puis directeur du cabinet du préfet de l'Essonne (1995-1997), Philippe Yvin était, depuis juin 1997, chef du cabinet civil d'Alain Richard, ministre de la défense.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 1er avril sont publiés :

● **Médecins** : un arrêté portant approbation de l'avenant no 3 à la convention nationale des médecins spécialistes.

● **AOC** : un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée « côtes-de-toul ».

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– 4 avril 1957-4 avril 1998.

Bon anniversaire à notre

Grochat d'amour,

On t'aime !

Gros Nours
Petit Nours
Noursette

– Heureux anniversaire,

Olivier.

Nous t'embrassons tendrement.

Papa, Maman et toute la tribu Schmitt.

Mariages

Mme Lucette Gau,
Mme et M. François Campagnolle,
font part du mariage de leurs enfants,

Vincent et Marie-France,

le 21 mars 1998 à Paris.

20, rue Miollis,
75015 Paris.

Décès

– Paris, Nanteuil.

– Mme Claude Baraf,
sa fille,
Le docteur Patrick Baraf,
son fils,
Lauriane et Aymeric,
ses petits-enfants.
La famille et les alliés,
ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 29 mars 1998, de

Mme Angèle BARAF,
née AGENT.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Bagneux parisien.

– Nicolas Brimo,
Kathleen Evin,
Sara et Laura Brimo,
Isabelle Brimo-Guillerot,
Jean-Raoul Guillerot,
Julie et Marie Guillerot,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère et belle-mère.

Jacqueline BRIMO,
née GOURBEYRE,

le 1er avril 1998 à Maisons-Laffitte.

Comme elle l'avait souhaité, son corps a été donné à la science.

« Isel lui apparaît :
il ne la voit pas, il croit la voir
et cette croyance ne se forme pas
dans son cœur, elle a formé son cœur.
Une immensité où ne pas se perdre,
un oubli où ne pas sombrer. »

Joë Bousquet

6, rue Alberic-Magnard,
75116 Paris.
15, avenue de la Cigale,
92600 Asnières.

– M. Roger Dusson,
son époux,
M. et Mme Jacques Dusson,
Florent et Pauline,
M. et Mme François Dusson,
Jean-Baptiste, Marie-Barbara,
Geneviève et Samuel,
ses enfants et petits-enfants.
Les familles Mouquet, Hullot,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Monique DUSSON,
née LHEUREUX

dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en la cathédrale Saint-Front de Périgueux, suivies de l'inhumation dans le cimetière de Bayon (Gironde).

32, boulevard Claveille,
24000 Périgueux.

– Marie-France Carie,
René et Elisabeth Ducottet,
Roger et Françoise Ducottet,
Andrée et Jean-Claude Chatain,
Vincent et Muriel Ducottet,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Les familles Vial, Arthaud, Martel et Ducottet,
font part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Pierre DUCOTTET,
née Marcelle VIAL,

survenu à Lyon, le 2 avril 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 6 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Louis de la Guillotière, Lyon-7e.

– Mme Joseph Hemedinger,
son épouse,
Dominique Hemedinger,
sa fille,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

Joseph HEMEDINGER,

survenu le 27 mars 1998, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Sa famille et ses proches s'associent à leur peine.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 31 mars, au cimetière parisien de Pantin.

15-29, rue Guilleminot,
75014 Paris.

– Dominique Husson,
son épouse,
Et ses enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre HUSSON,
administrateur de la FOM (er),
cadre du groupe Elf-Aquitaine (er).

« Le plus beau tombeau des morts
est le cœur des vivants. »

56, av. de la Presqu'île-d'Arvert,
17530 Arvert.

– Les familles Laurens, Bourhis,
Roussel, Gambrelle et Bertrand,
ont le chagrin de faire part du décès de

François LAURENS,

survenu le 31 mars 1998 à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 6 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Rémy, à Gif-sur-Yvette (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, allée Isabelle-de-Giffa,
91190 Gif-sur-Yvette.

– Suzanne Lucas,
sa femme,
Sa famille,
Tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean LUCAS,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
ancien de l'Aéropostale,

survenu en son domicile, à Bois-Colombes, le 27 mars 1998, dans sa cent deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 2 avril, dans la plus stricte intimité.

2, rue Pierre-Joigneaux,
92270 Bois-Colombes.

– M. Armand Meyer Kaszemacher,
son époux,
M. et Mme Christian Bourgois,
son gendre et sa fille,
Mathieu et Victoire Bourgois,
ses petits-enfants,
Sa famille, ses amis,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme Salomé Monique MEYER KASZEMACHER,
née KRAMKIMEL,

le 2 avril 1998.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, entrée principale, le vendredi 3 avril, à 15 heures.

La famille remercie l'AMSD pour leurs soins remarquables.

9, place Vauban,
75007 Paris.

– On nous prie de faire part du décès de

Mme Pierre MONTEIL,
née Marie-Thérèse CLAISSE,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant.

Une absoute aura lieu le lundi 6 avril 1998, à 14 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, à Paris-17e, sa paroisse.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 7 avril, à 15 heures, en l'église Saint-Nicolas du Pouliguen, suivie de l'inhumation au cimetière ancien du Pouliguen, où *elle reposera auprès de son* époux, le

général Pierre MONTEIL,

décédé le 6 août 1988.

De la part de
Mme André Claisse,
sa belle-sœur,
M. et Mme Vachin,
son beau-frère et sa belle-sœur,
Ses neveux Claisse et Vachin,
Des familles Monteil, Lavie,
Et de ses nombreux amis.

22, rue des Acacias,
75017 Paris.

– Le président et le conseil d'administration de l'université Panthéon-Assas (Paris-II)
ont le regret de faire part du décès de

Bruno OPPETIT,
professeur à l'Université,

survenu le 26 mars 1998.

– Jean Michalon
a le regret de faire part du décès de

Mme Lutka PINK,

le 30 mars 1998, en Israël, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Lutka repose à Jérusalem au mont des Oliviers.

Cet avis tient lieu de faire part.

– Robert Rossignol,
son époux,
Moïse et Christian, ses fils,
Pierre et Gilles,
ses petits-enfants,
Andrée et Henriette,
ses belles-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Florine ROSSIGNOL,
née DURIN,
secouriste 39-45
de la Croix-Rouge française,
donneuse de sang
aux maquis de Sologne,
visiteuse des blessés de l'hôpital Percy
au côté de Mme la maréchale Leclerc,

survenu le 1er avril 1998, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 7 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de La Ferté-Villeneuil.

– Danièle Hascoët de Gennaro,
Carole et Patrice Sonnenberg,
ses filles et son gendre,
Priscilla et Norbert Azoulay,
Audrey Sonnenberg,
ses petits-enfants,
Camille et Charlotte,
ses arrière-petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Mirette SAVELLI,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 1er avril 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 *bis*, rue Legendre, à Paris-17e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de Tocqueville,
75017 Paris.

– Georgette Siméon,
son épouse,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la grande peine de faire part du décès de

Michel SIMÉON
peintre,

survenu le 28 mars 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'incinération a eu lieu le 31 mars, à Orange.

Place de la Mairie,
13520 Le Paradou.

Anniversaires de décès

– Le 4 avril 1994,

Chaïm KERBER

nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, en y associant le souvenir de son épouse,

Sarah KERBER,

decédée le 24 juin 1980.

Messes anniversaires

– Lundi 6 avril 1998, à 18 h 30,

en ce jour anniversaire du décès de

François PATRIMONIO,

une messe sera célébrée en la basilique Sainte-Clotilde, rue Las Cases, Paris-7e.

Avis de messe

– La messe de funérailles de

JACQUES BODIO,

sera célébrée, le samedi 4 avril 1998, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

Concerts

« La Puissance de l'Emotion... »

MARLÈNE SAMOUN

chants yiddish et judéo-espagnols,

les 5 et 6 avril,

au Théâtre du Tourtour,
20, rue Quincampoix,
75004 Paris.
Tél. : 01-48-87-82-48.

Expositions

Galerie Ombre et Lumières,
37, rue des Acacias, 75017 Paris. Tél. : 01-45-74-91-11.

DRAGOJLA
Peintures.

Exposition jusqu'au 11 avril 1998, ouvert : du lundi au dimanche, de 10 heures à 19 h 30.

Soutenances de thèse

– *Alix Audurier-Cros, enseignant chercheur* à l'école d'architecture de Marseille-Luminy, a soutenu avec succès, le 19 mars 1998, son habilitation à diriger les recherches sur le thème « Du jardin au paysage en région méditerranéenne française ». Jury présidé par M. Roland Courtot, professeur à l'université de Provence.

SPORTS L'équipe de France de rugby doit affronter le pays de Galles, dimanche 5 avril, à l'occasion de la dernière rencontre du Tournoi des cinq nations 1998, disputée sur la pelouse du stade de Wembley, puisque le mythique Arm's Park de Cardiff est en travaux. ● UNE VICTOIRE DU XV DE FRANCE offrirait aux Bleus un deuxième grand chelem consécutif, une performance inédite pour eux et que leur entraîneur, Jean-Claude-Skrela, avait manquée de peu, comme joueur, en 1978. ● POUR AFFRONTER LES GALLOIS, Jean-Claude Skrela a décidé d'aligner l'équipe qui était difficilement venue à bout des Irlandais (18-16), le 7 mars. ● FACE AUX AMBITIONS TRICOLORES, les joueurs du pays de Galles comptent sur la précision diabolique de leur ouvreur-buteur Neil Jenkins, « l'homme aux grandes oreilles ». ● L'AUTRE RENCONTRE, Angleterre-Ecosse, devait être jouée le 4 avril à Twickenham.

Le XV de France vise un deuxième Grand Chelem consécutif

Pour affronter le pays de Galles, à Wembley, Jean-Claude Skrela a reconduit l'équipe qui a battu difficilement l'Irlande (18-16), le 7 mars, au Parc des Princes. Il espère ainsi effacer le souvenir du Galles-France 1978, son dernier match sur le terrain, qui l'avait privé d'un Grand Chelem

DES MATCHS le dimanche, des *scores record et des temps de jeu* inhabituels : la riche histoire du Tournoi des cinq nations s'est emballée en 1998, mais l'histoire du rugby français semble, elle, plutôt prise de bégaiement au moment d'aller affronter le pays de Galles à Wembley, dimanche 5 avril. Le XV de France de Jean-Claude Skrela se rend à Londres pour honorer son rendez-vous annuel avec les Gallois, mais aussi pour prendre une revanche vieille de vingt ans.

En 1978, au lendemain d'une victoire (déjà) étriquée sur l'Irlande (10-9) au Parc des Princes, il ne manquait plus aux Bleus qu'une levée au pays de Galles pour empocher un deuxième Grand Chelem consécutif. Les coéquipiers de Jean-Pierre Bastiat avaient mené, à Cardiff, devant les *« diables rouges »*, mais les Gallois avaient finalement inversé le cours de l'histoire, empoché la victoire (16-7) et le Grand Chelem. *« Deux coups géniaux de Gareth Edwards et Phil Bennett »*, se souvient Jean-Claude Skrela, qui avait signé là ses adieux à l'équipe de France, après quarante-six sélections.

Le troisième-ligne aile était parti à reculons, non sans inscrire un ultime essai. *« Il y a un regroupement, je passe au milieu et je marque »*, raconte-t-il, toujours au présent, comme si le temps s'était arrêté là. Jean-Claude Skrela refuse de *« vivre dans le passé »*, mais, vingt ans plus tard, devenu entraîneur de l'équipe de France, il se voit offrir une nouvelle chance d'offrir au rugby français un deuxième Grand Chelem consécutif, performance jamais accomplie.

Vrai modeste au regard franc, Jean-Claude Skrela assure qu'un tel succès représenterait *« quelque chose d'intéressant »*. Il a néanmoins raconté à ses troupes ses regrets de 1978 et leur a demandé de *« tout faire pour ne pas connaître ces regrets à leur tour »*. *« Il nous conseille de nous fabriquer de beaux souvenirs »*, confie Philippe Benetton, le troisième-ligne remplaçant du XV de France.

« UN DISCOURS SIMPLE »

Depuis plus de deux ans qu'il dirige l'équipe de France, Jean-Claude Skrela tient *« un discours simple »*, il fait souffler un air de liberté et de générosité sur le jeu des Bleus. Parfois à rebours de l'opinion du microcosme rugbystique français, il a su imposer avec son compère Pierre Villepreux son ode à la jeunesse et sa prime à la prise de risques. *« Contrairement à son prédécesseur, Pierre Berbizier, qui était d'abord centré sur les hommes et ensuite sur le jeu, Jean-Claude Skrela se préoccupe d'abord du jeu*, explique Robert Antonin, directeur technique national. *Alors que Berbizier privilégiait l'expérience, Skrela est plus enclin à donner leur chance à de jeunes joueurs talentueux. »*

Si les nouveaux appelés apprécient évidemment la méthode, les quelques anciens s'adaptent au nouveau discours dominant. *« Il essaie de nous libérer au maximum, il nous demande de montrer un maximum d'enthousiasme »*, précise Philippe Benetton, l'un des rares internationaux passé sans trop d'encombres de l'ère Berbizier à l'ère Skrela. Pour Jean-Luc Sadourny, autre rescapé des XV de France d'autrefois, *« Jean-Claude Skrela est un passionné qui veut le spectacle et la victoire »*.



MARC FRANCOTTE/TEMPSPORT

Jean-Claude Skrela et le XV de France.

« C'est un homme de synthèse », a résumé Lionel Jospin en faisant l'entraîneur du XV de France chevalier dans l'ordre national du Mérite, mardi 31 mars. Le compliment du premier ministre visait naturellement la polyvalence de son *« ami »* ancien joueur du Stade toulousain ; il pourrait aussi englober cette volonté de réunir les hommes – les avants et les arrières, les jeunes et les moins jeunes – qui anime Jean-Claude Skrela.

Celui qui, en équipe de France ou à Toulouse, avait incarné la passation de pouvoir entre deux générations, celles de *« Pierre et Jean-Pierre »*, Villepreux et Rives, assume son destin de trait d'union.

« C'EST COMME ÇA »

Ainsi se tient-il consciencieusement à l'écart des polémiques qui agitent régulièrement le rugby moderne. Les clubs parlent-ils de réformer le calendrier du championnat de France ?

Il ne participe pas au débat : *« Je n'ai pas la tête à cela en ce moment. Tout ce qui m'importe, c'est de garder toutes les dates de préparation de l'équipe de France en vue de la Coupe du monde. »* A quarante-neuf ans, Jean-Claude Skrela partage son temps entre l'équipe de France et son emploi de directeur du service des sports de la mairie de Colomiers, dans la proche banlieue de Toulouse. Grand amateur des promenades en campagne, il ne goûte guère les longs discours. Il sait pourtant se laisser emporter par ses mots lorsqu'il évoque le rugby, sa grande affaire.

Son regard varie alors imperceptiblement d'un enthousiasme presque enfantin à l'air sérieux d'un pédagogue averti.

Et c'est sans doute parce qu'il sait mieux que quiconque mêler les deux genres – l'esprit de synthèse, encore – qu'il reste désemparé devant l'inconstance presque congénitale des rugbymen français. *« C'est comme ça »*, avait-il lâché après le couac de son XV de France face à l'Irlande (18-16), le 7 mars. Faute de comprendre, il compose. *« On est des Latins, enfin moi pas trop... »*, sourit l'enfant d'un couple d'émigrés polonais.

Avant d'embarquer pour Londres, en route pour son nouveau rendez-vous avec l'histoire du rugby, Jean-Claude Skrela a répété à ses joueurs qu'une finale, *« ça se gagne »*. Pour la gloire, et pour ne pas réentendre les commentaires de l'arrière Jean-Michel Aguirre qui, après la défaite au pays de Galles, en 1978, s'était confié à l'envoyé spécial du *Monde* : *« Pourquoi en faire en drame. On a passé un bon après-midi. On s'est amusé. Et puis il se passe en France des choses un peu plus importantes, non ? »* Il parlait, déjà, de lendemains d'élections.

Eric Collier

● **L'équipe de France** : 15. Jean-Luc Sadourny (Colomiers) ; 14. Philippe Bernat-Salles (Pau) ; 13. Christophe Lamaison (Brive) ; 12. Stéphane Glas (Bourgoin-Jallieu) ; 11. Xavier Garbajosa (Toulouse) ; 10. Thomas Castaignède (Castres) ; 9. Philippe Carbonneau (Brive) ; 8. Thomas Lièvremont (Perpignan) ; 7. Olivier Magne (Brive) ; Marc Lièvremont (Stade français) ; 5. Fabien Pelous (Toulouse) ; 4. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux) ; 3. Franck Tournaire (Toulouse) ; 2. Raphaël Ibanez (Dax), cap. ; 1. Christian Califano (Toulouse).

L'Angleterre sans grands changements

Après avoir joué à l'ouverture, au centre et à l'arrière, Mike Catt a été retenu par Clive Woodward pour jouer à l'aile de l'équipe d'Angleterre, qui affrontera l'Irlande, samedi 4 avril, à Twickenham. Mike Catt remplace son coéquipier de Bath Adedayo Adebayo au sein de la formation victorieuse de l'Ecosse. Le sélectionneur anglais a apporté un seul autre changement à son équipe pour disputer ce match de la dernière journée du Tournoi des cinq nations : Tony Diprose remplace Dean Ryan, très contesté, au centre de la troisième ligne. Les Anglais peuvent toujours envisager de remporter cette édition du Tournoi si les Français perdent le lendemain contre le pays de Galles ; leurs adversaires irlandais courent, eux, derrière leur première victoire de l'année.

Neil Jenkins soulève le couvercle de sa « boîte à soucis »

IL Y A, dans le monde du rugby, peu de maillots aussi lourds à porter que celui du numéro 10 du pays de Galles. Tant de grands noms du passé, tant de vieilles gloires ont joué à l'ouverture pour le XV gallois, que l'identité de leur héritier a pris une importance démesurée dans l'inconscient collectif du peuple gallois. Barry John, Phil Bennett, David Watkins, Jonathon Davies ou Cliff Morgan, artistes du ballon ovale, sont devenus des références mythiques.

Neil Jenkins, le rouquin ouvreur de Pontypridd qui endossera la prestigieuse tunique contre les Français, dimanche 5 avril, à Wembley, avoue que c'est un héritage difficile à assumer : *« Ici, au pays de Galles, les gens ont tous une sorte de fixation sur ces ouvreurs du passé. Ils veulent toujours qu'on revienne à des images du bon vieux temps : des feux follets crocheteurs capables de glisser dans les intervalles. Malheureusement, ce n'est pas mon style. »*

Avec ses oreilles décollées et son front ridé – qui lui valent au sein du XV gallois le surnom de « Ferenghy » (l'extraterrestre aux grandes oreilles de la série culte « Star Trek ») –, Neil Jenkins n'a ni l'élégance ni la finesse de ses grands aînés. Ses 90 kilos et son 1,80 mètre, il les met au service de courses puissantes, d'un jeu au pied habile et d'une passe très fluide. *« Peut-être que les gens ne m'apprécient pas beaucoup au pays de Galles*, avance-t-il. *Mais je continuerai de jouer avec mes propres qualités. »*

Pourtant, ayant commencé sa carrière internationale à dix-neuf ans, Neil Jenkins est déjà le plus grand marqueur du rugby gallois (avec 594 points – 7 essais, 76 transformations, 3 drops, 132 pénalités –, il est quatrième mondial derrière l'Australien Michael Lynagh, l'Ecossais Gavin Hastings et le Néo-Zélandais Grant Fox) et son ouvreur le plus capé. Il totalise 56 sélections, dont 39 à l'ouverture, 8 au centre et, depuis deux saisons, 9 à l'arrière.

Il y a deux ans, l'entraîneur Kevin Bowring justement, lui préférant le jeune et talentueux Arwel Thomas à l'ouverture, avait demandé à Neil Jenkins de jouer arrière. Rôle qu'il a bien voulu assumer jusqu'à la défaite historique (60-26) face aux Anglais, le 21 février. Deux fois débordé à l'extérieur par Austin Healey et par Will Greenwood, il a décidé de refuser désormais le poste. *« Ou bien vous me sélectionnez à l'ouverture, ou bien pas du tout »*, a-t-il exigé.

LE BOURREAU DES SPRINGBOKS

Les sélectionneurs acquiescent. A vingt-sept ans, Neil Jenkins retrouve son poste de prédilection, celui qu'il a tenu pendant la tournée triomphale des Lions britanniques en Afrique du Sud en 1997. Auteur de 110 points sur cette tournée, il fut le bourreau des Springboks, une réussite qui doit beaucoup à ses techniques de sophrologie. Sa précision, il la doit à sa « boîte à soucis ». A chacun de ses matchs, il place une boîte imaginaire le long de la ligne de touche. Avant une pénalité ou une transformation, « Ferenghy » y range toutes ses pensées négatives.

Pour l'heure, sa principale préoccupation est d'empêcher les Français de remporter le Grand Chelem : *« Tout le monde voit les Français déjà vainqueurs, mais nous avons l'intention d'inverser la tendance, et de montrer ce dont nous sommes capables. Nous savons que nous avons progressé, mais il nous faut un résultat pour le prouver à notre public. »*

La solution préconisée par Neil Jenkins : un pressing défensif et une vigilance de tous les instants. *« Il faut couper les Français dans leur élan et les arrêter avant qu'ils franchissent la ligne d'avantage*, affirme-t-il. *On sait que les Français marchent à la confiance. Si tu leur donnes 1 pouce, ils prennent 1 mile. »* Alors, autant ne rien leur donner.

Ian Borthwick

Le rugby joue des coudes pour attirer les annonceurs

« SOLIDARITÉ, esprit d'équipe, passion. » A en croire une récente étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de huit cents personnes pour la Fédération française de rugby (FFR), ce sport illustre les nouvelles vertus nourricières de la communication d'entreprise : rien de tel qu'un peu de sueur virile et de mêlées boueuses pour rapprocher une marque de son consommateur, affirment certains publicitaires.

Après le football et le basket-ball, ils scrutent et décortiquent l'image du rugby auprès du grand public pour mieux le vendre aux annonceurs : les entreprises sont appelées à remplacer les collectivités locales, traditionnels bailleurs de fonds des clubs. Cette redistribution des cartes constitue une véritable aubaine pour celles qui cherchent à sortir de la mêlée des sponsors traditionnels.

« Le rugby est le sport le plus humaniste qui soit », clame Jacques Séguéla, vice-président du groupe publicitaire Havas Advertising, qui vient de prendre la présidence du conseil de surveillance de l'USAP-Perpignan. Il porte en lui *« des valeurs de solidarité, d'honnêteté et d'humanité positives pour les marques qui veulent s'y associer »*, renchérit Gilles Portel, directeur général adjoint de LMG, une société spécialisée dans le marketing sportif.

« UN SPORT MACHISTE »

Réputé pour sa troisième mi-temps, le rugby est festif, joyeux : *« L'émotion vient de ces brutes de 120 kilos qui prennent le ballon dans leurs bras, comme une petite chose délicate, et le portent jusqu'à la ligne pour aller marquer un essai »*, s'enflamme Jacques Séguéla. En pays catalan, on n'est pas peu fier de cette mise en scène virile.

Mais, pour l'heure, le rugby porte une image trop masculine. *« C'est un sport machiste*, déplore Jacques Séguéla. *Heureusement, les femmes arrivent : elles constituaient moins de 5 % du public il y a cinq ans. Aujourd'hui, elles en représentent le quart. »* D'après l'étude, un public élargi pourrait constituer une cible prisée par les annonceurs qui cherchent souvent à séduire des personnes à hauts revenus, âgées de trente à cinquante ans.

« Le rugby est traditionnellement regardé par les « hauts revenus », dont les décideurs font partie », reconnaît Gilles Portel. Perçu comme un sport *« noble » qui se pratique*, en général, dans *« le respect de l'adversaire »*, il peut non seulement aider les entreprises à promouvoir leurs produits, mais aussi *« fédérer l'interne »* en développant l'esprit d'équipe. Enfin, contrairement au football, en proie depuis une dizaine d'années à une inflation des tarifs, le rugby apparaît encore comme un investissement rentable. *« Comme il y a moins d'annonceurs, les marques peuvent être plus visibles pour moins cher »*, explique le responsable de LMG. Le ticket d'entrée se situe entre 2 et 10 millions de francs, contre plusieurs dizaines de millions de francs pour le foot. *« Les quatre plus grosses équipes françaises de rugby disposent d'un budget moyen treize fois inférieur à celui du Paris-Saint-Germain »*, constate Jacques Séguéla. Le Stade français fonctionnera avec 19 millions de francs, le Stade toulousain avec 26 millions de francs, Castres avec 21 millions de francs, et Brive avec 25 millions de francs.

L'ovalie traverse *« une époque charnière, entre le rugby d'hier très accroché à ses terroirs d'élection et régi par ce que certains ont appelé un amateurisme à la française, et un rugby professionnel en gestation »*, explique-t-on, pudiquement, à la FFR, où l'on rappelle, à toutes fins utiles, que le rugby est, d'ores et déjà, *« après le football, le sport que les Français préfèrent regarder à la télévision, devant le cyclisme et la formule 1 »*.

Florence Amalou

Le club résident du Stade de France choisi d'ici au 15 mai

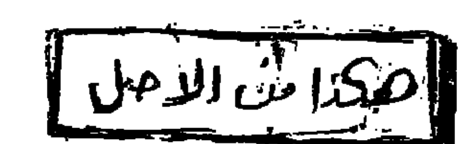
MARIE-GEORGE BUFFET, MINISTRE de la jeunesse et des sports, a annoncé, jeudi 2 avril, que le club de football résident du Stade de France serait désigné au plus tard le 15 mai. Le Paris-Saint-Germain ayant finalement renoncé à déménager du Parc des Princes, trois dossiers de candidature devraient être examinés : Red Star 93 (D2), Saint-Denis-Saint-Leu-Sarcelles (National) et Racing Club de France (National). *« Ces trois clubs espèrent accéder à la première division dans un délai de un à trois ans*, a déclaré Mme Buffet. *Il y a en région parisienne le potentiel humain, sportif et financier pour que cohabitent deux grands clubs. »*

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : lors des demi-finales aller de la Coupe des vainqueurs de coupe, jeudi 2 avril, Vicence (Ita.) a battu (1-0) Chelsea (Ang.) tandis que le VfB Stuttgart (All.) l'emportait (2-1) sur le Lokomotiv de Moscou (Rus.).

■ **La FIFA et ISL ont décidé de suspendre** la vente des couteaux portant le logo Coupe du monde. Opinel, l'un des deux fabricants habilités, a indiqué, jeudi 2 avril, qu'il réservait sa réponse. L'entreprise savoyarde a, en effet, déjà fabriqué 50 000 couteaux de ce type.

■ **PATINAGE ARTISTIQUE : Alexeï Yagoudine est devenu champion du monde**, jeudi 2 avril, à Minneapolis (Minnesota). Le Russe, âgé de dix-huit ans, devance sur le podium l'Américain Todd Eldredge et son compatriote Evgueni Plouchenko. – *(AFP.)*



Quand les fragments d'un astéroïde ravageaient la Terre

Selon une équipe de chercheurs, cinq cratères géants auraient été creusés par les morceaux d'un unique « bolide » qui heurta notre planète il y a 214 millions d'années, à l'époque où les terres émergées ne formaient qu'un seul continent

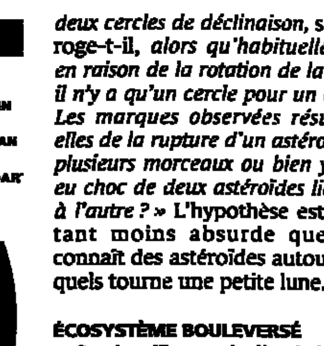
Il y a 214 millions d'années, les morceaux d'un très gros astéroïde ont heurté la Terre, provoquant dans l'hémisphère Nord un chapelet de cinq cratères. Leurs traces sont encore visibles en France, en Ukraine, au Canada et aux Etats-Unis. Trois scientifiques sont parvenus à cette conclusion en superposant les marques de ces cratères à la carte de ce qui était alors la Pangée, un supercontinent regroupant toutes les terres émergées. Ce quintuple impact coïncide avec des extinctions massives d'espèces, qui ont eu lieu à cette époque, au cours desquelles près du quart des familles de tétrapodes ont disparu. Heureusement pour la Terre et sa biosphère, les impacts de très gros astéroïdes, *d'un diamètre de 10 km ou plus, sont très* rares. Le choc, il y a 65 millions d'années, de l'un d'entre eux sur la péninsule du Yucatan (Mexique) a sans doute accéléré la disparition des dinosaures.

1997 XF 11 ne percutera pas la Terre le 26 octobre 2028. L'astéroïde ne fera que « frôler » la planète à la distance confortable de 960 000 km. C'est ce qu'affirme le Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), démentant le catastrophisme d'agences en mal de sensationnel. Pourtant, au cours de son histoire tourmentée, notre planète n'a pas toujours eu cette chance. Elle porte encore les cicatrices d'embrassades brutales avec des astres errants. Cent cinquante cratères d'impact ont été localisés, dont les stigmates n'ont pas été totalement effacés par l'érosion des sols et par la tectonique des plaques.

Jusqu'à présent, on pensait que la collision d'un astéroïde géant avec notre planète ne pouvait produire qu'un seul cratère. Les forces de marée exercées par la Terre étaient, disait-on, insuffisantes pour capturer et casser un tel objet. Contrairement à ce qui s'est passé lors de la rencontre de la comète Shoemaker-Levy 9 avec Jupiter, en 1994, suivie en direct par les astronomes. Sous l'effet du champ gravitationnel de la planète géante, la comète s'est fragmentée et ses différents morceaux ont pénétré à grande vitesse dans son atmosphère, y laissant des « phénomènes » longtemps observables.

Un tel événement a-t-il eu lieu dans un lointain passé de la Terre ? Sans doute. Encore fallait-il en découvrir les traces. Pour le démontrer, trois spécialistes des sciences de la Terre – John Spray, de l'université de New Brunswick (Canada) ; Simon Kelley, de l'Open University (Grande-Bretagne) ; David Rowley, de l'université de Chicago (Etats-Unis) – ont eu l'idée de plaquer plusieurs cratères météoritiques connus sur la carte des continents tels qu'ils existaient il y a 214 millions d'années alors qu'ils formaient un supercontinent, la Pangée.

Ils ont découvert que cinq de ces astroblèmes (du grec *astron*, astre, et *blêma*, coup), placés sur les plaques d'Amérique du Nord et d'Eurasie, étaient d'un âge voisin. Tous les cinq ont causé au sol des blessures *« caractéristiques d'un choc à très grande vitesse »*. Trois d'entre eux – celui de Rochechouart, dans le Massif Central (25 km de diamètre) ; celui de Manicouagan, dans l'est du Canada (100 km de diamètre) ; celui de Saint-Martin, dans l'ouest du Canada (40 km de diamètre) – sont situés sur la même latitude (22,8 degrés), à 110 km près. Mesures faites, les trois chercheurs ont déduit des traces encore visibles que *« ces trois structures »* représentaient *« les restes d'une chaîne de cratères d'impact longue d'au moins 4 462 km »*.

Il y a 214 millions d'années, plusieurs morceaux d'un énorme astéroïde ont frappé l'hémisphère Nord de la Terre en y provoquant cinq cratères d'impact qui existent encore. Leur superposition sur l'ancien supercontinent de la Pangée indique qu'ils ont formé, en tombant, deux alignements (1-2 et 4-5).

DEUX CERCLES DE DÉCLINAISON

Les deux autres cratères – celui d'Obolon, en Ukraine (15 km de diamètre) ; celui de Red Wing, à l'ouest des Etats-Unis (9 km de diamètre) – ne sont pas situés à la même latitude que les trois autres. Mais, associés à ceux de Rochechouart et de Saint-Martin, ils forment *« deux grands cercles d'une déclinaison identique »*. Ce qui semble indiquer, écrivent John Spray, Simon Kelley et David Rowley dans la revue *Nature* du 12 mars, que *« les cinq cratères ont été formés en même temps, peut-être en quelques heures, à la suite de chocs multiples engendrés par les fragments d'une comète ou d'un astéroïde entrant en collision avec la Terre »*.

Les chercheurs américains n'excluent pas que le passage de ce bolide en plusieurs morceaux ait provoqué plus de cinq cratères. Deux autres structures d'impact situées aux Etats-Unis pourraient s'ajouter à celles déjà découvertes. Il s'agit des cratères de Wells Creek, dans le Tennessee (12 km de diamètre), et de Newporte, dans le Dakota du Nord (3 km de diamètre), qui, après calculs, semblent se situer sur le même grand cercle que Red Wing et Saint-Martin. Leur âge demande à être vérifié pour savoir s'ils appartiennent ou non au même ensemble. Il n'est pas exclu que des fragments soient tombés dans la mer Téthys ou l'océan Panthalassa, voisins de la Pangée. Mais leurs traces risquent de nous échapper.

« Un tel scénario n'est pas surprenant. Les chutes de météorites et d'astéroïdes sont un phénomène courant dans le système solaire. Il suffit de regarder les visages grêlés de la Lune ou de Mars, qui n'ont pas connu de tectonique globale depuis 3 milliards d'années. Pour la Terre, les calculs de probabilité indiquent que l'impact d'un objet de quelques kilomètres de diamètre peut se produire tous les 200-300 millions d'années », explique Philippe Lognonné, directeur du département des études spatiales de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP).

L'analyse faite par les Américains est *« bien calée »*. *« C'est astucieux de reconstituer la Pangée pour retrouver un tel alignement d'impacts. Mais pourquoi y a-t-il deux cercles de déclinaison*, s'interroge-t-il, *alors qu'habituellement, en raison de la rotation de la Terre, il n'y a qu'un cercle pour un objet ? Les marques observées résultent-elles de la rupture d'un astéroïde en plusieurs morceaux ou bien y a-t-il eu choc de deux astéroïdes liés l'un à l'autre ? »* L'hypothèse est d'autant moins absurde que l'on connaît des astéroïdes autour desquels tourne une petite lune.

ÉCOSYSTÈME BOULEVERSÉ

Quoi qu'il en soit, l'arrivée brutale, il y a 214 millions d'années, de ces énormes blocs a certainement bouleversé l'écosystème terrestre, en raison de l'énergie libérée par ces collisions et des effets dévastateurs induits par ces chocs dans l'atmosphère et dans le milieu marin. Plus près de nous, il y a 65 millions d'années, une autre catastrophe de ce type a frappé le Mexique et a sans doute contribué, par ses nuisances, à la disparition des dinosaures. Or le chapelet d'impacts vieux de 214 millions d'années coïncide avec une période marquée par au moins une – sinon plusieurs – extinction d'espèces.

Entre la fin du Carnien (– 220 millions d'années) et le début de l'Hettangien (– 205 millions d'années), la faune s'est profondément modifiée. Les paléontologues estiment que 22 % des familles de tétrapodes ont alors disparu. Cet événement a-t-il ouvert la voie au règne des dinosaures sur la Terre et permis l'émergence de la plupart des lignées animales modernes, y compris celle des mammifères ? Certains le pensent, mais d'autres avancent que les astéroïdes n'ont peut-être pas été les seuls responsables de bouleversements dans l'histoire de la vie. Il existe par exemple, en Amérique du Nord, sur la rive ouest de l'Hudson, des traces de gigantesques épanchements de lave volcanique vieux de 200 millions d'années qui forment les falaises basaltiques des *Palisades* et qui auraient pu à l'époque modifier gravement l'écosystème.

Christiane Galus

Deux nouveaux impacts près de Chixculub

Une expédition scientifique parrainée par la Nasa et la Planetary Society vient de découvrir deux nouveaux cratères d'impact, non loin de celui de Chixculub, dans le Yucatan (Mexique). Ce dernier, invisible à l'œil nu, et recouvert de sédiments, a été formé il y a 65 millions d'années par la chute d'un astéroïde géant de 10 à 14 km de diamètre. Le premier cratère découvert est situé à Alvaro Obregon, au Mexique, à 230 km de Chicxulub, et le second à Punta Gorda, dans l'état de Belize, à 480 km de Chixculub. Les scientifiques présents sur les sites ont collecté 400 kilos de roches destinées à des études paléomagnétiques, ainsi que des fossiles.

Si la date de 65 millions d'années, qui correspond à l'extinction des dinosaures, est confirmée pour ces deux cratères, cela aidera peut-être à renforcer cette hypothèse. Restera une question : ces trois impacts sont-ils le résultat de la chute de trois météorites, ou d'un seul qui se serait brisé avant de frapper la Terre ?

Des mégalithes évoquant Stonehenge découverts en Égypte

UNE SÉRIE de mégalithes datant du néolithique a été retrouvée par des chercheurs américains, égyptien et polonais sur le site d'un lac asséché situé à 100 km à l'ouest d'Abou Simbel (Egypte). Dans une lettre publiée par *Nature* du 2 avril, les archéologues décrivent des sépultures de bovidés, une structure circulaire et des alignements faits de blocs de grès érigés il y a environ sept mille ans. A l'époque, cette zone saharienne était humidifiée par une mousson d'été provenant d'Afrique centrale, encourageant l'installation de pasteurs nomades autour de lacs temporaires. La découverte la plus étonnante est un cercle de quatre mètres de diamètre, constitué notamment de pierres levées semblant indiquer deux axes, nord-sud et ouest-est. *Ce dernier correspond*, à un degré près, à la ligne de visée pointant vers le Soleil levant lors du solstice d'été. Les auteurs de l'étude suggèrent que ces mégalithes, comme pour des sites plus récents tels que celui de Stonehenge en Angleterre, avaient une fonction astronomique, et pouvaient notamment marquer rituellement l'entrée dans la saison des pluies.

DÉPÊCHES

■ **ARCHÉOLOGIE : une tombe de plus de mille ans a été découverte** en plein centre de Pékin, lors des travaux d'élargissement d'une avenue, a rapporté, jeudi 2 avril, le quotidien *Pékin Soir*. Composée d'un tunnel et d'une chambre mortuaire, cette tombe date de la dynastie des Tang (618-907). A l'époque, cette partie de la capitale chinoise était située en dehors des murs de la ville. – *(AFP.)*

■ **ESPACE : les deux cosmonautes russes de la station Mir** ont effectué une sortie de six heures dans l'espace, mercredi 1er avril. Faute de temps, les deux hommes n'ont pu achever leur mission, consistant à réparer un panneau solaire endommagé lors d'une collision entre le complexe orbital et un cargo de ravitaillement, le 25 juin 1997. Quatre autres sorties sont prévues dans les prochaines semaines.

Innover dans la maison, pour qui et pourquoi

La société change plus vite que le mobilier. Faire bouger l'environnement quotidien est inscrit au programme du VIA, qui vient de décerner ses labels pour 1998

À QUOI SERT le VIA ? Agent de liaison entre l'industrie du meuble et les créateurs, foyer d'encouragement, vitrine et stimulant, cette institution originale dans un pays fort de sa tradition de qualité mais toujours un peu réticent devant le changement, le VIA (association pour la Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) est resté fidèle, depuis sa naissance en 1979, à sa mission : promouvoir et encourager la création de mobilier contemporain français.

Le futur est encore jeune

C'est toujours la même chose avec l'an 2000... Un numéro magique qui fera vivre l'homme dans une bulle, une soucoupe, sous terre ou sous la mer. A Londres, une exposition (Earls Court, jusqu'au 13 avril) met en scène le *« logis idéal » (Ideal Home)*. Projet lauréat, une maison sur pilotis qui ressemble à une huître (*Oyster House*, de Nigel Coates). Remake du futurisme années 1960, la coquille protège la famille et s'ouvre vers un paysage et un avenir que l'on devine radieux. A Bologne, jusqu'au 7 avril, le Salon Futurshow fait l'inventaire d'un foyer surbranché, avec jeux virtuels, écrans géants, caméras intégrées et sonorisation sensurround (à 360 degrés).

En France, on réfléchit. Premier jalon, une série d'*Hypothèses pour des futurs probables*, ouvrage kaléidoscope qui promène le lecteur d'utopies proches en réalités lointaines, du corps à l'habitat, dans un monde où l'explosion de la communication n'assouvit pas l'invincible désir de relations authentiques.

★ *Et si on remettait les compteurs à zéro ?*, de Sophie Tasma-Anargyros et Gérard Loeb, sous la direction de Gérard Laizé, Editions de l'Imprimeur, 208 pages, 195 F.

Définie dans les années 80 – en plein mouvement de renouveau de la forme et de l'expression du mobilier –, cette tâche a d'abord consisté à participer à une dynamique générale en permettant à de nombreux designers d'œuvrer pour le secteur du meuble.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Si la notion de création est acquise et reconnue, elle reste coupée de la réalité du marché, qu'elle soit, comme l'admettent les responsables du VIA, économique (chiffre d'affaires), sociologique (intérêt culturel), consumériste (faible pourcentage dans la consommation des ménages), technologique (industrie peu innovante) et ethnologique (décalage entre l'évolution des mœurs de vie, les nouveaux moyens technologiques et l'accompagnement mobilier). *« Dans les années 80, le design s'est assimilé à l'art. Le souci de fonctionnalité s'est évaporé. Or, lorsqu'on marginalise un secteur, on le rend inaccessible intellectuellement et économiquement »*, souligne Gérard Laizé, directeur du VIA depuis 1995. Dès son arrivée, il a souhaité mener une réflexion plus large, en amont de la création proprement dite. Ouvrir de nouveaux champs de recherche afin de permettre à l'homme de vivre mieux.

Pour agir dans ce sens, il estime indispensable de prendre en compte l'évolution des mœurs et des modes de vie. *« Beaucoup de designers, malgré les apparences, ne se préoccupent pas réellement des facteurs de mutation de la société pour influencer leur geste créatif. Celui-ci pourtant doit aller vers le besoin de l'homme*, constate Gérard Laizé, qui accompagne toujours son discours d'exemples. *Malgré la présence désormais croissante des ordinateurs dans les foyers, rien n'a réellement été fait pour les poser. Les sièges n'ont pas pris en compte l'évolution de la morphologie de l'homme. Le canapé est une solution moyenne pour des individus qui ne sont pas moyens. »*

LA FAMILLE RECOMPOSÉE

Selon le directeur du VIA, créer, c'est d'abord se mettre en phase avec la vie quotidienne, ses contraintes et ses différentes configurations.

« Créer un environnement, c'est aujourd'hui prendre en compte la famille recomposée. Un couple peut avoir, la semaine, deux enfants et le week-end quatre ou cinq. Or, cinq enfants dans une pièce à vivre en excluent les parents, qui se réfugient dans leur chambre. Ces derniers finissent par désirer améliorer cette pièce qui va devenir une sorte de boudoir, avec des fauteuils, une bibliothèque et un lit à baldaquin, l'article qui se vend le mieux actuellement parce qu'il offre un espace de rêve. » Pour encourager cet état d'esprit, le VIA a commencé un travail de prospective en s'entourant de grands noms du design, de l'architecture, de l'industrie, de la distribution mais aussi de la philosophie, de la sociologie, de la mode, de la communication... Colloques et publications devraient rendre compte de ces recherches.

Les jeunes créateurs capables de présenter des projets intéressants se font nombreux. Sur mille cinq cents dossiers reçus par an, l'association n'en retient que trente dont elle financera les prototypes. Face à cette vague déferlante, le VIA se veut de plus en plus sélectif. C'est pourquoi l'association s'est fixé trois objectifs pour délimiter le choix : la pertinence de la proposition créative, la prise en compte d'une logique fonctionnelle et l'évolution comportementale de l'humain, le principe de construction de l'objet (dont le but est d'être industrialisé et diffusé).

Le comité VIA sélectionne également chaque année un ou plusieurs créateurs confirmés et les invite à traiter un sujet libre. Cette action appelée Carte blanche, que finance l'association, permet à des projets nécessitant une recherche technologique ou formelle particulière de voir le jour. Là aussi, Gérard Laizé tente de faire évoluer cette opération, jusque-là ouverte et libre, en invitant les créateurs à s'intéresser à des secteurs qui ne soient pas encore couverts. *« En 2050, il y aura deux mille cinq cents centenaires. En 2015, 50 % des foyers français auront plus de cinquante ans. Il est important d'offrir à cette population des sièges confortables où il est facile de s'asseoir et d'où il est aisé de s'extraire. Actuellement, deux grosses sociétés font un tabac, Everstyl et Stressless, qui proposent des fauteuils inclinables à commande électrique. Qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas de marché et, surtout, pas la place pour des produits esthétiquement plus agréables ! Eh bien, les designers boudent ce conseil »*, se désole le directeur du VIA.

AFFAIRE DE PÉDAGOGIE

Dans son souci d'agir dans la transversalité et de créer des synergies entre les différents secteurs, le VIA développe depuis trois ans un département conseil qui encourage les entreprises à intégrer dans leur processus global la démarche de création.

Le VIA s'attache à casser une logique, installée depuis les années 70-80, qui consiste à présenter les meubles « design » coupés de l'environnement dans lequel ils pourraient prendre place. Non pas élément indépendant mais partie d'un ensemble, le mobilier de création doit, comme un vêtement, être présenté avec d'autres choses. Le mélange des genres, l'agencement des meubles et des objets est affaire de pédagogie. Chacun, à tous les niveaux, doit y contribuer. C'est cette démarche qu'encourage le VIA.

Parallèlement à toutes ces actions – révélateur de talents, élément de liaison entre les différents secteurs –, le VIA cherche aussi à promouvoir et à valoriser l'image créative et innovante des industries françaises de l'ameublement dans l'Hexagone et à l'étranger. C'est dans ce sens que l'association organise des événements au sein des Salons de Paris, Milan, Cologne, Tokyo, conçoit des expositions thématiques itinérantes dans les musées et les galeries.

Dans cette mission de promotion des entreprises, le VIA procède aussi, tous les ans, à une sélection de produits innovants auxquels est remis un label. Cette opération vise surtout, en leur attribuant ce signe de reconnaissance, à mettre en avant des fabricants ou des éditeurs dignes d'intérêt dans le domaine de la création. En accueillant sept à dix événements par an dans sa galerie, à Paris, Via offre un espace-vitrine à la création. C'est là que seront présentés, du 4 au 19 avril, les labels VIA 1998.

Véronique Cauhapé

★ Espace VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), 29-35, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 01-46-28-11-11. Télécopie : 01-46-28-13-13. Adresse internet : http ://www.via.org.

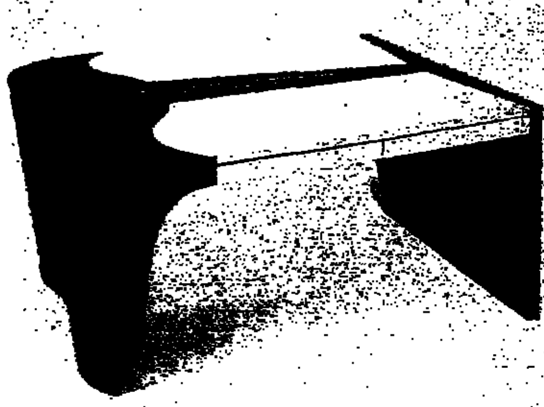
La sélection pour 1998 : chaise « Cheap Chic » de Philippe Starck pour XO ; pots « Botanic » de Ronan Bouroullec pour Cinna ; desserte « Roller » de Pascal Mourgue pour Cinna ; pouf « Glup » de Sophie Larger pour Roset.



D. R.

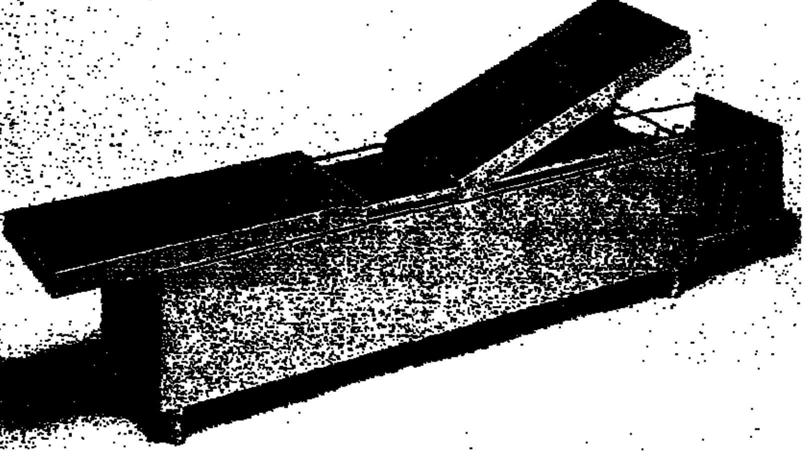


VIA/D. FEINTRENIE



D. R.

Bureau de Sylvain Dubuisson pour Fourniture.



D. R.

Coffre « Big Box » de Christophe Pillet pour Ecart.

Les labels, marques d'encouragement à la création

ON POURRAIT dire qu'un label récompense un créateur et distingue un fabricant ou un éditeur. Ce signe de reconnaissance, attribué aux produits jugés les plus représentatifs de la création française, scelle volontairement ce duo et rend hommage aux industriels. Pour des sociétés qui souvent faisaient essentiellement de la copie d'ancien, proposer un produit original, de surcroît labellisé VIA, encourage une politique d'ouverture sur la création qui ne peut que la rendre plus accessible au public.

Citadell et Richard Houis, Domeau & Peres et Michael Young, Ateca et Michel Heberle, Ecart International et Christophe Pillet, Roset et Sophie Larger et Pierre Bougnenec... sont quelques-uns des couples de l'année 1998. Lorsqu'ils sont déjà reconnus, ce sont les créateurs qui élisent, le plus souvent, leur éditeur ou leur fabricant. Sinon, c'est l'inverse. La rencontre pour un premier projet débouche souvent sur une association durable. Il en va ainsi de Xo et Philippe Starck, dont la collaboration dure depuis quinze ans, d'Ecart et Christophe Pillet, qui précise : *« Ma relation avec les éditeurs débouche souvent sur des amitiés. Ce sont des discussions que j'ai avec un éditeur qu'émergent des idées. »*

L'éditeur ou le fabricant peuvent donner aux créateurs des directives ou un cahier des charges précis. Ecart définit le profil d'un produit (principe, matériau, objectif de prix), discuté ensuite avec son bureau d'étude intégré ou avec le designer extérieur. Chez Domeau & Peres, à partir d'un cahier des charges, la création est ouverte. *« On demande aux designers de créer, et nous, nous faisons. Ils n'ont de contrainte que d'utiliser des matériaux souples. Tout nous intéresse, car nous ne sommes pas gênés par une logique de grande société »*, note Bruno Domeau.

Chez Roset-Cinna, en revanche, la création s'inscrit dans une logique de groupe. Cette enseigne s'entoure de créatifs dans les domaines du stylisme, de l'architecture, de la couture (Castelbajac). *« Nous nous voulons progressistes, c'est-à-dire tournés vers l'avenir, en proposant des produits qui vont vers plus de confort, plus de fonctionnalité. Notre volonté étant d'être bons sur les différents secteurs du marketing luxe »*, explique Michel Roset, directeur général, qui, pour les accessoires, la décoration, les petits meubles, *« fait son marché »* afin de trouver des créateurs.

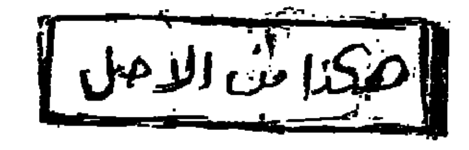
FRÉMISSEMENTS FRANÇAIS

Pour l'ameublement plus lourd, Roset fait appel à des créatifs *« plus fournisseurs »*, tels que Mourgue, Maly, Pagnon et Pélhaître... Pour cette société, le label VIA entraîne une présence médiatique importante des produits, une action concrète par rapport à un environnement théorique. Surtout, comme le souligne Michel Roset, *« il permet de séparer le bon grain de l'ivraie »*.

Il n'empêche, les industriels exportent la plus grande partie de leur production. La France, contrairement à l'Allemagne ou la Hollande sans cesse citées, reste un pays réticent au renouvellement de son ameublement. La charge affective que projettent les Français sur leur environnement quotidien reste tenace. Question de culture, d'héritage, de frilosité historique, de faiblesse économique... les raisons ne manquent pas pour expliquer le phénomène.

Mais créateurs et industriels ne désespèrent pas, qui sentent un léger frémissement du marché. Les mentalités changent, les actions pédagogiques menées par les organismes de soutien à la création semblent commencer à porter leurs fruits. *« Nous sommes avant tout des marchands »*, remarque Gérard Mialet, le directeur de XO. Des signes qui laissent effectivement penser que le design n'est plus seulement affaire de musée.

V. Ca.



Du vent près de la Manche

LE TEMPS restera agité sur la France : les passages pluvieux seront fréquents, samedi, accompagnés de vent fort dans les régions de l'ouest et du nord. Le Languedoc et le Roussillon seront en revanche épargnés.

Bretagne, Pays de la Loire, *Basse-Normandie*. – Journée maussade, avec un ciel très nuageux, de fréquentes averses, et un fort vent de sud-ouest. Il fera environ 13 degrés.

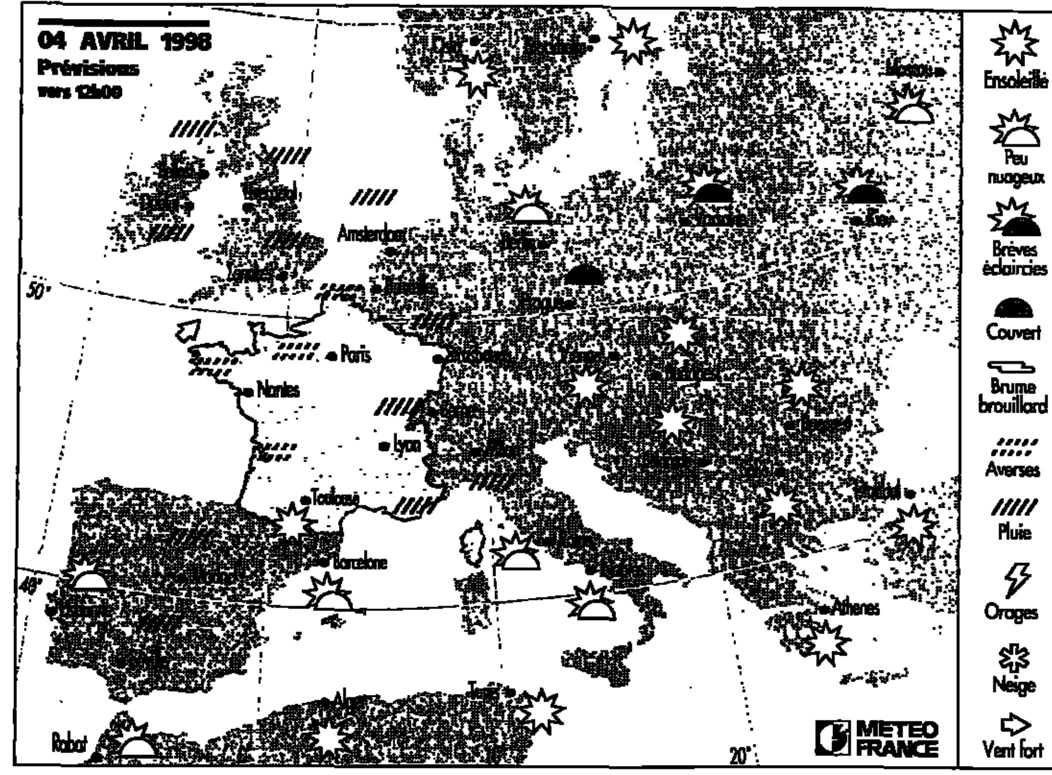
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Journée médiocre, avec des nuages abondants, qui donneront de fréquentes averses, et des rafales de vent entre 80 et 100 km/h. En Ile-de-France, dans les Ardennes et le Centre, quelques éclaircies en début de matinée. Il fera de 12 à 14 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – En Champagne, Lorraine et Bourgogne, après de belles apparitions du soleil en début de matinée, éclaircies et passages nuageux alterneront accompagnés d'averses et de rafales de vent jusqu'à 80 km/h. En Alsace et Franche-Comté, matinée grise et pluvieuse, puis amélioration relative. Il fera de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – En Poitou-Charentes, averses fréquentes parfois accompagnées de tonnerre et de rafales de vent jusqu'à 80km/h. Dans le Sud-Ouest, plus d'éclaircies que de nuages. Il fera de 15 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Dans le Limousin et en Auvergne, éclaircies et nuages, avec parfois une averse. En Rhône-Alpes, temps gris et pluvieux jusqu'à la mi-journée ; lente amélioration ensuite ; neige au-dessus de 2100 m. Il fera de 14 à 18 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – En Languedoc-Roussillon et en Corse, bonne présence du soleil. Ailleurs, des nuages et un peu de pluie jusqu'en mi-journée, amélioration ensuite. Il fera de 19 à 21 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 04 AVRIL 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	26/30 S	KIEV	8/19 N	VENISE	10/16 P	LE CAIRE	15/23 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 N	LISBONNE	10/15 N	VIENNE	9/23 S	MARRAKECH	12/23 N
				ST-DENIS-RÉ.	24/29 C	LIVERPOOL	9/13 P	AMÉRIQUES		NAIROBI	17/25 N
				EUROPE		LONDRES	8/13 P	BRASILIA	19/25 S	PRETORIA	19/29 S
				AMSTERDAM	9/13 P	LUXEMBOURG	6/13 S	BUENOS AIR.	13/24 S	RABAT	12/21 S
FRANCE métropole		NANCY	5/14 P	ATHENES	11/21 S	MADRID	8/14 P	CARACAS	24/27 P	TUNIS	17/29 S
AJACCIO	10/20 N	NANTES	8/12 P	BARCELONE	15/22 S	MILAN	12/21 P	CHICAGO	3/11 S	ASIE-OCÉANIE	
BIARRITZ	9/19 N	NICE	11/17 C	BELFAST	7/10 P	MOSCOU	-10/1 N	LIMA	23/29 N	BANGKOK	27/35 P
BORDEAUX	9/18 N	PARIS	8/14 P	BELGRADE	5/25 S	MUNICH	7/11 C	LOS ANGELES	10/13 C	BOMBAY	25/35 S
BOURGES	7/14 P	PAU	9/17 S	BERLIN	10/13 S	NAPLES	11/22 S	MEXICO	17/30 S	DJAKARTA	27/31 N
BREST	8/12 P	PERPIGNAN	15/21 S	BERNE	6/12 P	OSLO	-9/4 S	MONTREAL	-3/4 N	DUBAI	26/37 S
CAEN	9/11 P	RENNES	8/13 P	BRUXELLES	8/14 S	PALMA DE M.	12/23 C	NEW YORK	7/12 C	HANOI	21/25 N
CHERBOURG	8/13 P	ST-ETIENNE	7/15 N	BUCAREST	8/22 S	PRAGUE	7/14 C	SAN FRANCS.	10/13 C	HONGKONG	22/25 C
CLERMONT-F.	5/14 N	STRASBOURG	5/16 P	BUDAPEST	9/23 S	ROME	12/22 S	SANTIAGO/CHI	10/25 N	JERUSALEM	12/18 N
DIJON	3/14 P	TOULOUSE	8/16 S	COPENHAGUE	2/4 P	SEVILLE	14/21 P	TORONTO	3/11 N	NEW DEHLI	22/32 S
GRENOBLE	9/20 C	TOURS	8/14 P	DUBLIN	8/10 P	SOFIA	6/20 S	WASHINGTON	10/16 C	PEKIN	11/22 C
LILLE	8/12 P	FRANCE outre-mer		FRANCFORT	8/15 S	ST-PETERSB.	-11/-2 N	AFRIQUE		SEOUL	8/15 S
LIMOGES	6/13 P	CAYENNE	25/30 P	GENEVE	10/16 P	STOCKHOLM	-7/1 S	ALGER	15/25 S	SINGAPOUR	27/32 P
LYON	9/17 P	FORT-DE-FR.	23/30 S	HELSINKI	-11/-3 N	TENERIFE	12/16 S	DAKAR	20/26 S	SYDNEY	18/24 C
MARSEILLE	15/20 C	NOUMEA	24/30 N	ISTANBUL	13/19 S	VARSOVIE	10/18 N	KINSHASA	23/32 N	TOKYO	9/17 C

Situation le 3 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 5 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AUSTRALIE.** A partir du mois de mai, la compagnie Qantas entreprend un vaste programme d'amélioration de ses prestations *en vol : meilleurs sièges, nouvelle* décoration des cabines, nouveaux systèmes interactifs de vidéo et intervention du chef Neil Perry pour les repas, d'abord en première puis en classes affaires et économique.

■ **FRANCE.** Depuis le 29 mars, les vols moyen-courriers d'Air France à destination de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Italie ainsi que de Nice et Genève partiront *du hall F de l'aérogare 2 de Roissy* - Charles-de-Gaulle. Aux clients, ce nouveau hall, dédié à la compagnie nationale, offrira une meilleure qualité de service. A la compagnie, il assurera l'outil nécessaire à son développement puisque 6 millions de passagers pourront y être traités chaque année.

SPORTS D'HIVER

Le ski de randonnée

DÉCOUVRIR la montagne au naturel demande des efforts. Loin des remonte-pentes et autres transports collectifs, il faut faire sa trace à la montée pour mériter une descente inédite sur des pentes immaculées. Pour les puristes, l'ascension à peaux de phoque est le plaisir essentiel du ski de randonnée, et la glisse en liberté une simple récompense.

Cette version ascétique permet de s'échapper des domaines skiables aménagés et promet un bonheur que beaucoup découvrent ou redécouvrent (100 000 adeptes en France) grâce à une pratique moins spartiate et un matériel mieux adapté.

On part d'abord en compagnie d'un guide de haute montagne pour une excursion à la journée, à son rythme. On apprend le sens de l'orientation et la nivologie (le risque d'avalanche est omniprésent). On prouve aussi qu'on est capable d'exécuter un virage en conversion dans une pente raide et de se dépêtrer dans une neige médiocre.

Avec un certain acquis, une bonne forme physique, un niveau technique et une expérience du terrain, on peut s'engager pour un raid de plusieurs jours en groupe. Une balade qui comporte des étapes courtes, ponctuées de soirées en refuge. Le ski de randonnée se pratique désormais de manière plus confortable, parce que l'équipement est devenu plus fiable et plus léger.

En dix ans, le poids des skis a été réduit de moitié : on parle ainsi de modèles *light* ! Des fabricants présentent une gamme conciliant la « *portance* » en neige profonde, l'accroche, la « *conduite* » facile, l'aisance à la montée (moins de 2,5 kg la paire) et le meilleur compromis entre rigidité à la descente et souplesse à la montée. Les traditionnelles peaux de phoque sont depuis longtemps remplacées par des peluches synthétiques et en laine mohair. Collées sous la semelle des skis, elles servent d'anti-recul à la montée.

Sachant que la panoplie complète coûte entre 3 500 et 5 000 F à l'achat, mais qu'il vaut mieux louer son matériel pour débuter, il reste à profiter de la période la plus propice. Les mois d'avril et de mai offrent souvent une neige durcie en profondeur et juste ramollie en surface, autrement dit idéale.

Philippe Bardiau

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 2 avril. *Elles nous* sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne, ou le 3615 Corus, et sur Internet : htt : //www. skifrance.fr.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige *en bas des pistes* ; *le second*, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe-d'Huez : 61-260 ; Alpe-du-Grand-Serre : n. c. ; Auris-en-Oisans : 05-50 ; Autrans : 20-60 ; Chamrousse : 20-50 ; Le Collet-d'Allevard : 00-70 ; Les Deux-Alpes : 30-280 ; Lans-en-Vercors : 00-00 ; Méaudre : n. c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-00 ; Les Sept-Laux : n. c. ; Villard-de-Lans : 30-90

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : 10-125 ; Les-Carroz-d'Arâches : 05-200 ; Chamonix : 20-189 ; Châtel : 10-90 ; La Clusaz : 00-140 ; Combloux : 10-95 ; Les Contamines-Montjoie : 00-160 ; Flaine : 30-190 ; Les Gets : 00-50 ; Le Grand-Bornand : 40-90 ; Les Houches : *20-60* ; *Megève : 00-70* ; Morillon : 00-200 ; Morzine-Avoriaz : 05-130 ; Praz-de-Lys-Sommand : 15-80 ; Praz-sur-Arly : N-C ; Saint-Gervais : 20-65 ; Samoëns : n. c. ; Thollon-les-Memises : n. c.

SAVOIE
Les Aillons : 00-109 ; Les Arcs : 25-190 ; Arèches-Beaufort : 00-140 ; Aussois : 15-35 ; Bonneval-sur-Arc : 50-120 ; Bessans : 20-25 ; Le Corbier : N-C ; Courchevel : 10-118 ; La Tania : 07-122 ; Crest-Voland-Cohennoz : 15-45 ; Flumet : n. c. ; Les Karellis : 15-110 ; Les Menuires : 30-115 ; Saint-Martin-Belleville : 15-110 ; Méribel : 30-110 ; La Norma : 00-80 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 05-100 ; La Plagne : 101-230 ; La Rosière 1850 : 45-150 ; Saint-Francois-Longchamp : 30-90 ; Les Saisies : n. c.-140 ; Tignes : 92-200 ; La Toussuire : 20-40 ; Val-Cenis : 05-80 ; Val-Fréjus : 05-100 ; Val-d'Isère : 65-185 ; Valloire : 20-120 ; Valmeinier : 10-110 ; Valmorel : 40-140 ; Val-Thorens : 80-200 .

ALPES-DU-SUD
Auron : 40-80 ; Beuil-les-Launes : n. c. ; Isola 2000 : 75-105 ; Montgenèvre : 50-110 ; Orcières-Merlette : 35-135 ; Les Orres : 50-150 ; *Pra-Loup : 15-90* ; *Puy-Saint*-Vincent : 30-130 ; Risoul 1850 : 30-90 ; Le Sauze-Super-Sauze : 10-80 ; Serre-Chevalier : 20-170 ; Superdévoluy : 20-160 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos/Le Seignus : 20-80 ; Val d'Allos/La Foux : 70-105 ; Vars : 30-90.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : n-c ; Caute*rets-Lys : 40-120* ; *Font-Romeu* : N-C ; Gourette : 00-70 ; Luz-Ardiden : 20-40 ; La Mongie : 15-50 ; Piau-Engaly : 10-110 ; Saint-Lary-Soulan : n. c. 35 ; Luchon-Superbagnères : n. c.

AUVERGNE
Le Mont-Dore : 00-70 ; Besse/Super-Besse : 00-40 ; Super-Lioran : 20-50.

JURA
Métabief : n-c ; Mijoux-Lelex-la-Faucille : 00-40 ; Les Rousses : 00-40.

VOSGES
Le Bonhomme : n-c ; La Bresse-Hohneck : 00-00 ; Gérardmer : n. c. ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n-c ; Ventron : n. c.

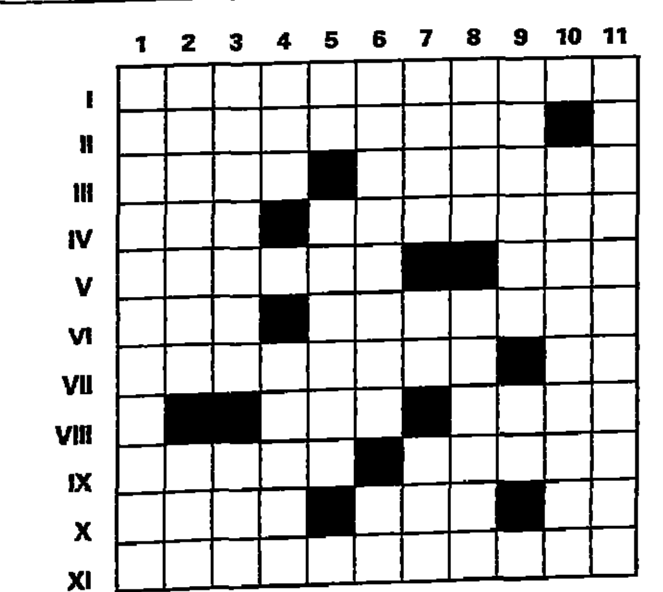
DÉPÊCHES

■ **SPÉCIAL ENFANTS.** Du samedi 11 au samedi 18 avril, Avoriaz propose la semaine de l'enfant-roi aux jeunes citadins en mal de montagne. Un programme spécial a été préparé par les animateurs de la station. Au menu : course de luge, slalom parallèle, chasse au trésor, descente aux flambeaux... seront complétés en fin d'après-midi par des ateliers de travaux manuels, contes, films. Exemple de tarifs : 1 375 F par adulte, 1 065 F par enfant (5 à 16 ans), 450 F par enfant de *moins de cinq ans. Les prix* comprennent l'hébergement (location 4 personnes), les remontées mécaniques et les activités du programme. Renseignements au 04-50-74-02-11.

■ **SKI ALPINISME.** Né au début des années 80, le ski alpinisme est une discipline qui consiste à parcourir à ski des itinéraires en montagne en utilisant le matériel propre à l'alpinisme (crampons, piolets, baudriers). Dimanche 5 avril à Arvieux-en-Queyras (Hautes-Alpes) a lieu la 9e édition du Grand Béal, l'une des plus populaires courses de ce sport. Une grande fête de la montagne organisée par les habitants de cette vallée, jusqu'à présent réservée aux adultes, sera ouverte, cette année, aux adolescents de 16 à 19 ans. Renseignements au 04-92-46-75-76.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98081



HORIZONTALEMENT

I. Efficace, il fait fuir. – II. Sergent hier, militant aujourd'hui. – III. Prépare le bâtiment. Déforma. – IV. Parlé au nord. Suppriment des bourgeons. – V. Qui vole à la demande. Ne présente plus d'intérêt. – VI. Chantée chez les Grecs anciens. Considérer avec plaisir. – VII. Petits dans leur genre. Démonstratif. – VIII. Retourné deux fois. Met cartes sur table. – IX. Bien étonnée. Incapable de marcher droit et pourtant il ne boit que de l'eau. – X. Arrêt brutal. Semi-consonne. Pris en connaissance. – XI. Compromettre son entourage.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, on travaille mieux. – 2. Le temps d'instruire le militaire. La moitié d'un cicéro. – 3. Ornements de paons et de papillons. Coule à Mulhouse. – 4. Ruminant disparu . Tendit la main. – 5. Remarqué. Chant sacré. – 6. Qui évite les extrêmes. Doublé au bout de sa ficelle. – 7. Lumière de la ville. Le manganèse. Le seul endroit où l'on voudrait être pendu. – 8. Homme fort et forte tête. Ruminants pyrénéens. – 9. Fougue ou feu. Bonnes œuvres des enfants de Baden-Powell. – 10. Qui gardera son intégrité. – 11. Ses écrits ne présentent pas beaucoup d'intérêt.

Philippe Dupuis

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

SOLUTION DU N° 98080

HORIZONTALEMENT

I. Récidiviste. – II. Acaricide. – III. Do. Eleveuse. – IV. Ils. Aba. Lin. – V. Oie. Tendent. – VI. Renforts. Eu. – VII. Er. Lige. DCA. – VIII. Vêtir. Saoul. – IX. Eres. INRI. – X. Ilot. Ans. Et. – XI. Licencieuse.

VERTICALEMENT

1. Radioréveil. – 2. Ecolière. Li. – 3. Ça. Sen. Teoc (cote). – 4. Ire. Flirte. – 5. Dilatoire. – 6. Iceberg. Sac. – 7. Vivantes. Ni. – 8. Ide. DS. Aise. – 9. Seule. Don. – 10. Sinécures. – 11. Eventualité.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Lancement d'un club de jeunes

DÉVELOPPER l'esprit de collection – en particulier celui de la collection de timbres – chez les jeunes de huit à quinze ans : tel est le pari lancé par l'Association pour le développement de la philatélie (ADP), à l'origine de la création du club Koalec en partenariat avec La Poste, la Fédération française des associations philatéliques (FFAP) et le groupe Timbropresse.

En y adhérant, les jeunes reçoivent du petit matériel philatélique, des timbres et les adresses de correspondants, membres de la FFAP, auprès desquels ils peuvent recueillir des conseils pour commencer une collection. Le club dispose d'un magazine bimestriel vendu sur abonnement, *Koalec*, qui traite de thèmes à la mode dans les cours d'écoles – et des objets de collections qu'ils suscitent. On retrouve ainsi, au fil des 52 pages des deux premiers numéros de *Koalec*, des sujets sur le football, les 2 be 3 ou les Spice Girls, *La Guerre des étoiles*. La philatélie n'est évidemment pas absente avec l'Aéropostale, l'Egypte ou l'année du Tigre, abondamment illustrés à l'aide de *timbres ou grâce à une page mé*thodologique et des rencontres de jeunes collectionneurs. *Koalec* répondra-t-il à l'attente des plus jeunes et ne prend-il pas un risque en misant sur les phénomènes de mode ?

Koalec s'ajoute aux titres de la presse philatélique existants : *L'Echo de la timbrologie*, *Le Monde des philatélistes*, *Timbroscopie*, *Timbroloisirs*, *Atouts timbres*, *La Philatélie française* (le mensuel édité par la FFAP) et *Philinfo* (édité par le Service national des timbres-poste)...

P. J.

***Koalec*, 21, boulevard Montmartre, 75080 Paris Cedex 02. Prix de l'abonnement d'un an : 118 F.**

EN FILIGRANE

■ **Courrier polaire.** Une base temporaire dénommée Bornéo sera installée sur la banquise pour servir de soutien logistique à une expédition qui doit se rendre au pôle Nord géographique courant avril. Un bureau de poste fonctionnera quelques heures afin d'oblitérer des enveloppes éditées pour la circonstance (souvenirs philatéliques : François Bergez, *Parallèle 90, 1, rue de La Barre*, 71000 Mâcon).

■ **Ventes.** La maison Behr (Paris, tél. : 01-42-97-42-62) diffuse un très beau catalogue de vente à prix nets avec des pièces de prestige du monde entier : France, sept 1 F vermillon ; Côte des Somalis, n° 20 et 21, 25 et 50 F, feuilles de 13 intactes ; Nouvelle-Calédonie, feuille de 50 Triquérat ; bloc de neuf du « Penny black » ; Suisse, *Colombe* de Bâle et 4 r de Zürich.

La vente sur offres Fourcaut (Le Vésinet, tél. : 01-39-76-01-07) clôturée le 14 avril comprend plus de 4 000 lots dont un 0,80 F *Marianne* de Béquet non émis (prix de départ 13 500 F).

■ **Voyage en ambulant ferroviaire.** *Deux wagons postaux du* Musée postal des anciens ambulants de Toulouse seront incorporés dans un train spécial vapeur de Toulouse à Limoges, le dimanche 26 avril. Inscriptions : Musée postal des anciens ambulants, 70, rue Pierre-Cazeneuve, 31200 Toulouse (tél. et fax : 05-61-13-44-46).

MUSIQUES DU MONDE Longtemps contenu par l'idéologie officielle soviétique, le patrimoine musical des jeunes nations nées du démantèlement de l'URSS se déploie désormais sans entraves et s'offre à profusion au public occidental. ● DÉCOUVERTE en France en 1996, la chanteuse Matlubeh Dadabayeva participe à la vivacité des musiques traditionnelles de l'Ouzbékistan. ● ALORS que les enregistrements et les concerts de musiciens d'Asie centrale se multiplient, Soudabeh Kia, conseillère artistique au Théâtre de la Ville, plaide pour le maintien d'un bon niveau de programmation dans les salles pour éviter de saturer le public. ● AU TADJIKISTAN, le chanteur Davlatmand voit poindre les premiers *signes d'une éclaircie durable dans* son pays après quatre années de guerre civile et tente de ranimer les traditions culturelles de sa région *« pour que les gens n'oublient pas »*.

La longue marche des chants traditionnels d'Asie centrale

Le Festival de l'Imaginaire programme pendant deux jours, à Aubervilliers, des musiciens turkmènes, azerbaïdjanais et ouzbeks avant de se clore sur l'ensemble de Matlubeh Dadabayeva

TACHKENT (OUZBÉKISTAN)
de notre envoyé spécial

Difficile de le rater, tant les lieux éclairés au cœur de la nuit sont rares dans le centre de Tachkent. Situé à quelques mètres de l'un des plus grands hôtels de la ville, c'est un kiosque grillagé, avec un minuscule guichet. On vient y louer des cassettes vidéo, au contenu plus ou moins avouable, et s'approvisionner en cassettes audio. *« Uniquement de la musique moderne »*, prévient le vendeur, celle des vedettes du moment, comme Namozova ou Yulduz Uzmanova, qui fut déclarée *persona non grata* en 1997 par l'Etat ouzbek après ses propos critiques envers le régime et dut s'exiler en Occident. Le noctambule épris de musique traditionnelle ouzbèke devra donc attendre le lendemain matin. Il arpentera alors les allées du Chorsu Bazar, l'un des plus grands marchés en plein air de la ville, se faufilant entre les fumées des *chachliks*, brochettes de viandes grillées, avant de découvrir enfin un étal lui offrant ce qu'il recherche.

L'Ouzbékistan possède des traditions musicales d'une richesse extrême, mais ce n'est certainement pas dans sa capitale, la plus grande agglomération de l'Asie centrale (environ deux millions et demi d'habitants), que celles-ci peuvent s'épanouir, écrasées par le béton soviétique et les enseignes de Daewoo ou de Coca-Cola. D'autant que la majorité de la jeunesse (60 % de la population a moins de seize ans) a tendance à bouder ses traditions, à l'instar de Khilola, dix-neuf ans, serveuse dans une cafétéria : *« Cela ne m'intéresse pas. Mes parents n'ont pas de cassettes, et de toute façon, quand ils rentrent du travail, ils sont bien trop fatigués pour écouter ce genre de trucs. »*

« Toute la vie de l'être humain est résumée dans le "maqâm", les beaux, comme les mauvais jours »

Ici, comme dans tant d'autres pays, la musique traditionnelle a peu de chances de s'ancrer dans les habitudes du milieu urbain. Même si sa branche classique est particulièrement choyée par l'Orchestre de la radio nationale ouzbèke, fondé en 1958, dans le but d'entretenir la flamme. Cet ensemble donne régulièrement des concerts, mais il ne faut pas compter assister à l'une de ses répétitions. Même armé d'un accord apparemment en bonne et due forme, on se fait refouler. Personne ne pénètre dans l'enceinte de la radio, forteresse bien gardée, comme tous les bâtiments publics de la ville.

Agée de quarante-trois ans, la chanteuse d'origine tadjike (elle chante également en ouzbek) Matlubeh Dadabayeva, découverte en France en 1996, répète tous les jours avec l'orchestre de la radio. Elle maîtrise parfaitement les subtilités raffinées du *shashmaqâm* (six *maqâm*, en persan ; le *maqâm* étant à la fois un mode et une suite musicale). Musique savante tadjike et ouzbèke, dont la codification remonte au XVIIIe siècle, le *shashmaqâm* est issu de la culture arabo-persane qui se développa dans les cours princières de Samarkand, Boukhara, Khiva et Kokand. *« C'est très difficile*, raconte Matlubeh Dadabayeva, *de pratiquer le chant classique. Si j'y parviens, je le dois d'abord à Dieu, puis à un long apprentissage auprès de mes maîtres, Aref Khan Hatemov et Turgun Alimatov. »*


LOUIS VINCENT

La chanteuse Matlubeh Dadabayeva et son musicien Abdinabi Ziyaev.

A soixante-seize ans, Turgun Alimatov compte parmi les derniers grands représentants de la musique savante d'Ouzbékistan. Musicien très respecté, il dit d'abord avoir appris les luths *dôtar, tanbur, sato* et la vièle *ghijak* avec son père, puis en compagnie de maîtres, avant de préciser que son *« meilleur professeur »* reste son oreille. La reconnaissance dont il jouit aujourd'hui a été longue à venir. Quand, dans les années 50, Moscou s'est mis en tête d'interdire l'interprétation de la musique traditionnelle en Ouzbékistan, Turgun Alimatov a dû se retrancher dans les mariages pour continuer à perfectionner son art.

Matlubeh Dadabayeva, elle aussi, a fait ses classes dans les fêtes de mariage, avant d'entrer à l'université, puis au conservatoire. Au cours des célébrations familiales et religieuses, elle s'est initiée à la musique populaire, en accompagnant sa mère. *« Nous chantions également dans les champs de coton où j'allais travailler l'après-midi, après l'école. »* Si aujourd'hui Matlubeh se consacre aux deux répertoires, classique et populaire, le *maqâm* a tout de même sa préférence. *« Il ressemble à un grand arbre. Les chants populaires et les chants classiques en composent les branches. Toute la vie de l'être humain est résumée dans le* maqâm, *les beaux, comme les mauvais jours. »*

Un mauvais jour, à Tachkent, c'est par exemple quand on a la malchance de tomber sur un contrôle policier. En roulant sur les larges artères qui traversent la ville, peu d'automobilistes échappent au racket de la police. Omniprésente, elle inflige largement les amendes, sous les prétextes les plus fantaisistes, améliorant ainsi sensiblement son ordinaire. Un beau jour fut par exemple pour Matlubeh celui où elle fut appelée pour la première fois à participer à un concours de chant. *« Je devais avoir à peu près sept ans*, se souvient-elle. *Beaucoup de grands professeurs étaient réunis. Après, ils sont venus voir mes parents pour les féliciter. Il y avait là également une journaliste. Elle m'a remis une bague pour me remercier de l'émotion que je lui avais donnée. Ce fut l'un des plus beaux moments de ma vie. »*

La vie, Matlubeh sait la prendre du bon côté. Quand elle organise un repas pour honorer ses invités, la table déborde de viandes grillées, de fruits et d'alcools forts. On est alors loin, très loin de la froideur hostile de la ville, de ses avenues et de ses esplanades trop vastes, de ces grappes de personnes agglutinées près d'une gare routière, une annonce ou un semblant de *curriculum vitae* accroché sur la poitrine, à la recherche d'un hypothétique emploi.

P. La.

★ Matlubeh Dadabayeva et son ensemble seront en concert les 3 et 4 avril en clôture du « Festival de l'Imaginaire » au Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Mº Fort-d'Aubervilliers. 100 F à 150 F. Egalement au programme de ces deux soirées : Zohre Khân (chants de mariage du Khorezm, Ouzbékistan) ; Djamala Saparova et Bakhar Agaeva (chants des bardes *bakhshi, Turkménistan) ; Djanali Akberov, Gandab Gulieva, Simara Imanova (Mugam d'Azerbaïdjan).*

Discographie sélective

● **Azerbaïdjan** : *Le Tar de Malik Mansurov.* 1 CD Buda Records/Adès.
Anthologie du Mugam d'Azerbaïdjan (vol. 7) : Djanali Akberov, Trio Khân Shushinski. 1 double CD Inédit/Auvidis.
Anthologie du Mugam d'Azerbaïdjan : Gandab Gulieva. 1 CD Inédit/Auvidis.
Alim Qasimov, The legendary Art of Mugham. 1 CD Network/Harmonia Mundi.
● **Ouzbékistan** : *Matlubeh, la Turquoise de Samarkand.* 1 CD Long Distance/Arcade.
Ouzbékistan, Monâjât Yultchieva. 1 CD Ocora/Harmonia Mundi.
Ouzbékistan, musique du Khorezm. 1 CD Unesco/Auvidis.
Ouzbékistan, Turgun Alimatov. 1 CD Ocora/Harmonia Mundi.
● **Tadjikistan** : *Davlatmand : Musiques savantes et populaires du Tadjikistan.* 1 CD Inédit/Auvidis.
● **Turkménistan** : *La Musique des bakhshi.* 1 CD VDE-Gallo/Auvidis.

TROIS QUESTIONS À...

SOUDABEH KIA

1 Conseillère artistique au *Théâtre de la Ville, vous effectuez* régulièrement des voyages en Asie centrale pour y rencontrer des musiciens et des chanteurs avant de les programmer. Est-ce une zone géographique *avec laquelle il est particulièrement difficile de travailler ?*

Cela dépend. En Ouzbékistan, par exemple, il n'y a pas trop de problèmes maintenant. En revanche, au Tadjikistan, les choses ne sont pas aussi simples. C'est une contrée où il n'existe pratiquement pas de relations avec l'extérieur, en dehors de Moscou, Macchad (en Iran), Dubaï et le Kazakhstan. Sans compter que les vols aériens y sont souvent annulés pour des raisons climatiques. De plus, avec la crise intérieure qui agite le pays, les routes ne sont pas toujours très sûres. Enfin, la plupart du temps, les musiciens n'ont pas les moyens d'avancer l'argent nécessaire pour les passeports.

2 On assiste depuis quelques années à une prolifération d'enregistrements et de concerts consacrés à cette région. Faut-il se réjouir d'une telle abondance ?

Pour l'instant, ça va encore, mais il faut rester prudent, ne pas tomber dans un phénomène de mode. Il convient de maintenir à tout prix un bon niveau de programmation dans les salles, éviter de saturer le public avec des artistes de moindre qualité, continuer à présenter la fine fleur de l'Asie centrale.

3 Certains musiciens sont venus plusieurs fois en France. Cela signifie-t-il que l'essentiel aurait déjà été présenté ?

Il y a encore énormément de choses à découvrir. De grandes figures, des musiques, des chants, des danses du Kazakhstan, de Kirghizie restent toujours à montrer. Le Tadjikistan notamment reste peu connu, alors que c'est un pays d'une culture extrêmement riche. De grands maîtres de musique savante et populaire y vivent. Certains sont absolument magnifiques mais, hélas !, très âgés. Il faut absolument que l'on puisse les écouter ici avant qu'ils ne disparaissent.

Propos recueillis par
Patrick Labesse

Davlatmand, serviteur optimiste des répertoires tadjiks

« TOUT VA TRÈS BIEN au Tadjikistan maintenant. Il faut venir nous voir. » Le dernier affrontement armé entre opposants tadjiks islamistes et forces de l'ordre, qui fit, plusieurs dizaines de morts à l'est de la capitale, Douchanbé, il y a seulement quelques jours, Davlatmand l'oublierait presque, tellement il veut croire à la paix. Celle promise par la signature d'un accord de cessez-le-feu en juin 1997 entre l'opposition islamo-démocrate et les partisans du président Emomali Rakhmonov. Après quatre années d'une guerre civile qui déchira le pays, le chanteur reste d'une irréductible sérénité. Ce conflit intérieur a déjà fait des dizaines de milliers de victimes, mais lui a la chance de ne déplorer aucune perte dans sa famille. Au plus fort des troubles, il cultivait sa terre, réfugié au cœur de son village, situé à 1 800 mètres d'altitude, suffisamment à l'écart des turbulences.

Parmi les nombreux intellectuels ayant un temps choisi l'exil, beaucoup sont déjà revenus, telle la poétesse Gul Chereh. Pour Davlatmand, les premiers signes d'une éclaircie durable sont là désormais. Le théâtre musical qu'il créa voilà une dizaine d'années à Kouliab, au sud du pays, dans la région où il est né en 1950, a enfin repris ses activités après une très longue interruption. Avec un personnel allégé – une quinzaine de personnes au lieu des quatre-vingts chanteurs, musiciens et danseurs qu'il comptait avant l'indépendance en 1991. *« Mais, maintenant, on choisit les meilleurs. »* Davlatmand sait ce qu'optimisme veut dire.

Comme il n'est plus question d'attendre une quelconque subvention du gouvernement dont les caisses ont d'autres priorités que le secteur culturel, ce sont les recettes des spectacles qui permettent de vivre. Chichement, évidemment, même si les billets d'entrée restent chers par rapport au niveau de vie – le salaire mensuel minimum au Tadjikistan est le plus faible de toute la Communauté des Etats indépendants (CEI). Avec cette troupe, Davlatmand monte des spectacles autour des traditions culturelles de sa région, *« pour que les gens n'oublient pas »*. Il aime et veut défendre par-dessus tout la culture ancestrale de son pays. Un pays dont il a parcouru toutes les régions méridionales pour y collecter des musiques, des mélodies, transmises oralement depuis des générations. Un patrimoine ancestral caché au fond des campagnes, soigneusement entretenu par la population, qui a pu ainsi résister au laminage de la présence russe. Cette culture authentique et vigoureuse prend sa sève et se perpétue dans les villages disséminés à travers la rudesse des montagnes.

FÊTES ET MARIAGES

Davlatmand a suivi pendant cinq ans les cours du conservatoire ouvert par les Russes dans les années 20 à Douchanbé ; il n'ignore rien du *shashmaqâm*, tradition modale persane dans laquelle s'inscrit la musique savante du Tadjikistan, ni d'aucun des grands poètes classiques, tels Roumi (XIIIe siècle), son favori, ou Hâfez (XIVe siècle), qu'il interprète de sa voix ample, avec une conviction enflammée. Mais Davlatmand se sent également profondément lié à la musique populaire. Le *falak* notamment, genre vocal très prisé dans le sud du Tadjikistan, tout comme le *gôrogli*, chanson épique. *« La musique populaire est l'essence de la musique savante*, affirme-t-il. *Quand un musicien ou un chanteur possède une vraie connaissance de celle-ci, c'est beaucoup plus facile pour lui de faire de la musique savante et aussi de composer. En fait, malgré ce qu'on pourrait penser, le folklore sera toujours plus ardu que le classique à maîtriser et à interpréter. »*

Depuis le jour où son père lui a remis son instrument, une vièle à pic *ghijak*, faite d'une boîte de conserve décorée et d'un long manche sur lequel sont tendues quatre cordes frottées avec un archet, Davlatmand se considère comme investi d'une mission. Descendant d'une longue lignée de musiciens, il doit à son tour perpétuer la culture de son peuple, en s'accompagnant à la vièle mais également aux luths *setâr* et *dotâr*. *« C'est à partir de ce jour-là que tout a vraiment commencé pour moi, à Daghestan, le petit village de montagne où je suis né. »* Le passage de témoin qui allait sceller son destin s'est déroulé au cours d'un des nombreux mariages rythmant la vie des campagnes. Des fêtes que n'importe quel musicien se doit de fréquenter assidûment, *« car on y apprend vraiment la musique populaire »*. Et puis, il faut tout de même le reconnaître, ces manifestations sont beaucoup plus lucratives que les concerts, avoue Davlatmand en souriant. *« Mais ça, c'est la vie ! »*

P. La.

★ Davlatmand, musiques savantes et populaires du Tadjikistan, le 4 avril, à 17 heures, Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mº Châtelet. 95 F.

La collection « Musica non grata » rassemble des œuvres mises à l'index par le régime soviétique

Ces monographies témoignent d'un certain relâchement esthétique

« Musica non grata » se donne pour mission de révéler des partitions mises à l'index par le régime soviétique, comme la collection « Musique dégénérée » l'a fait pour celles interdites par le IIIe Reich. D'intérêt très inégal, les premières monographies ainsi réalisées témoignent surtout, à une exception près, du relâchement esthétique qui tenait lieu de résistance de l'autre côté du mur.

Constituées de gravures appartenant à l'ancien label soviétique Melodiya, la collection « Musica non grata » rassemble des œuvres qui ont *« en commun d'avoir transcendé le poids d'une souffrance politique et sociale et d'avoir livré des paraboles musicales sans concession et d'une vérité éternelle »*. Elle aspire donc à révéler des partitions mises à l'index par le régime soviétique, comme la collection « Entartete Musik » (« Musique dégénérée », Decca) l'a récemment fait pour celles interdites par le IIIe Reich. D'intérêt très inégal, les premières monographies conçues dans cette perspective témoignent surtout, à une exception près, du relâchement esthétique qui tenait lieu de résistance derrière le mur et qui, sous nos ciels moins sombres, connaît aujourd'hui un grand succès commercial.

Ainsi en va-t-il du Géorgien Guiya Kantcheli (né en 1935) qui, avec l'Estonien Arvo Part et le Polonais Henrk Gorecki, possède le don d'émouvoir les foules fâchées avec la musique contemporaine. Nées de motivations sincèrement humanitaires, les œuvres de Kantcheli pataugent dans un pathos flasque et glauque. Elles traînent comme un boulet le naïf symbolisme de l'ombre et de la lumière et se perdent dans le vide (de matière et de technique) compris entre la vanité de sursauts monumentaux et la mièvrerie de signes d'abattement. Dédié *« à la mémoire des enfants victimes de la guerre »*, *Clair Chagrin* utilise les voix de jeunes garçons avec une insupportable préciosité et les oppose à un orchestre violemment boursouflé. Produit d'un terne délayage, *Pleuré par le vent* irrite encore plus par sa religiosité kitsch.

Pour Valentin Silvestrov (né en 1935), le terme « kitsch » est à entendre dans *« un sens élégiaque et non ironique »*. Avertissement inutile. Ses pages de *Musique kitsch pour piano* passent pour un *ersatz* de Schumann, Grieg et Chopin où l'habileté de l'imitation apparaît plus nettement qu'une quelconque dimension expressive.

MYSTICISME GRANDILOQUENT

Plus intéressant, son *Quatuor n° 1* semble présenter l'atonalité comme l'ombre inséparable de la tonalité. Il y règne un climat délétère, rappelant celui du *Concerto « à la mémoire d'un ange »* d'Alban Berg, mais qui, par manque de maîtrise des états intermédiaires, ne tient pas la distance. La *5e Symphonie* s'inscrit dans « la coda » de l'histoire de la musique. Ses bornes semblent fournies par Gustav Mahler (activité torrentielle charriant quantité de repères) et par Alban Berg (sublimation conceptuelle des références). Elle n'évite pas, hélas !, les poncifs du symbolisme sonore de la chute et s'apparente à une interminable succession de vagues plus ou moins hétérogènes.

Le portrait de Sofia Goubaïdoulina (née en 1931) illustre le mysticisme grandiloquent de la créatrice tatare, révélée à l'Occident par Gidon Kremer. La cantate *Roubayat* multiplie les effets d'atmosphère (zébrures de cymbales, nébuleuse de cordes façon Ligeti) au coup par coup. *Detto II* semble encore plus écrit au fil de la plume et accuse la dimension disparate du style de Goubaïdoulina. Très suggestifs, le septuor de percussions *Misterioso* et le *Concerto pour basson* savent flatter l'oreille, mais ne parviennent pas à satisfaire l'écoute.

La monographie de Galina Oustvolskaïa (née en 1919) – servie, comme celle des autres compositeurs de « Musica non grata », par des interprètes qui sont souvent aussi les créateurs et dédicataires des œuvres – ne présente pas simplement l'intérêt de pallier un manque discographique. Elle offre une saisissante synthèse de l'art méconnu d'une personnalité originale. Le *Concerto pour piano* de 1946 – qui évoque en surface Chostakovitch, mais Bartok en profondeur – fait mine d'épouser la tradition classique, mais ne cesse de la violenter, brutalement ou insidieusement. La musique d'Oustvolskaïa trouve sa force motrice dans le principe du refus. Refus entre autres de la directionnalité et du développement. Alternant l'insistance et l'insinuation, l'*Octuor* (peut-être son chef-d'œuvre) de 1950 donne l'impression de tourner en rond, mais exerce une pression de plus en plus insoutenable. La *3e Sonate* pour piano comme le *Grand Duo* pour piano et violoncelle sont caractéristiques de la neutralité de débit adoptée sur le tard par Oustvolskaïa. Elle en use après chaque tentative d'engagement extrémiste comme d'un refuge où il fait bon se recomposer un visage de sphinx.

Pierre Gervasoni

★ Guiya Kantcheli : *Clair Chagrin. Pleuré par le vent.* 1 CD Melodiya 74321 49958 2 distribué par BMG.
★ Valentin Silvestrov : *Musique kitsch pour piano* (extraits). *Quatuor à cordes n° 1. Symphonie n° 5.* 1 CD Melodiya 74321 49959 2 distribué par BMG.
★ Sofia Goubaïdoulina : *Roubayat. Detto II pour violoncelle et ensemble de chambre. Misterioso. Concerto pour basson et cordes graves.* 1CD Melodiya 74321 49957 2 distribué par BMG.
★ Galina Oustvolskaïa : *Concerto pour piano, cordes et timbales. Octuor. Sonate n° 3 pour piano. Grand duo pour violoncelle et piano.* 1 CD Melodiya 74321 49956 2 distribué par BMG.

SÉLECTION DISQUES

SALOMONE ROSSI
Les Deux Ames de Salomon
Ensemble Daedalus, Roberto Festa

Personnage fascinant, Salomone Rossi (1570-1630) est un musicien non seulement pris entre deux époques, celle de l'ancienne polyphonie héritée de la Renaissance, et celle de la nouvelle musique, la monodie *accompagnée, mais pris* aussi entre deux cultures, la culture juive et la culture chrétienne. Engagé à la cour des Gonzaga à Mantoue, celui que l'on surnommait L'Hebreo livrera une somme de madrigaux absolument superbe, des *canzonette* et de la musique instrumentale ; parallèlement, il tente de réformer le chant synagogal et produit une musique polyphonique simple, mais extrêmement touchante. Son recueil *Ha-Shirim asher li-Shlomo* (1622) contient trente-trois pièces de trois à huit voix destinées à la liturgie juive. Roberto Festa, musicien subtil et inspiré, est le concepteur de ce disque hors des sentiers battus. La musique est bouleversante, le grain des voix absolument magnifique. Et il règne sur ce disque un indicible climat poétique. *Renaud Machart*
★ 1 CD Accent ACC 96119 D.

JOAN CABANILLES
Batalles, Tientos & Passacalles
Hespèrion Hespèrion XX, Jordi Savall

Considéré comme le plus grand organiste espagnol du XVIIe siècle, le Valencien Joan Cabanilles (1644-1712), s'il voyagea en France et en Italie, sut préserver l'esthétique héritée de ses grands devanciers, sans sacrifier aux modes formelles nouvelles, sinon dans son art de la variation. Mais, là encore, le traitement est spécifique, moins soucieux d'expérimentation que de jeux harmoniques et acoustiques, d'une poésie gracieuse et réservée. D'une constante liberté, l'ingénieuse et *convaincante* lecture de cette anthologie rend justice au sens aigu de la couleur instrumentale et du contraste des timbres (*Batalla*) d'un maître dont la palette n'a jamais été aussi bien servie. *Philippe-Jean Catinchi*
★ 1CD Alia Vox AV 9801

LA BANDA
Traditional Italian Banda Banda and Jazz

En Italie, ces orchestres, ces fanfares avec cuivres, flutiaux, anches, quelques tambours, s'appellent bandas, à la Nouvelle-Orléans brass bands, ils existent dans le sud-ouest de la France, en Espagne, ailleurs, pour rythmer les moments du quotidien – procession mortuaire, fête au village, sortie de l'église... On y apprend à jouer ensemble, à faire sien un répertoire. Parfois, la mémoire se fait aventure. Ainsi la banda de la ville de Ruvo di Puglia, dirigée par Michele di Puppo, qui présente d'abord ses racines que *sont les airs de l'opéra* italien, désacralisés (*La Gitano, Nessun Dorma, E lucevan le stelle, Largo al Factotum*...) et qui a confié son grand souffle à des compositeurs du jazz (Michel Godard et Jean-*Louis* Matinier – exemplaire à l'accordéon –, Willem Breuker, Bruno Tommaso...). Les thèmes sont alors plus longs, parfois abstraits, mais conservent une clarté, une ampleur sonore qu'Ellington ou Gil Evans auraient adorées. A cet égard, l'arrangement de thèmes de Nino Rota par Tommaso est une merveille de finesse où le temps en suspens a des airs d'éternité. *Sylvain Siclier*
★ 2 CD Enja ENJ 9326 22. Distribué par Harmonia Mundi.

MORCHEEBA
Big Calm

Mieux que certains alchimistes trip hop, Morcheeba triture les sons sans sacrifier ses chansons. Un premier album, *Who Can You Trust ?*, s'était distingué en aérant de souplesse et d'harmonies les climats orageux du genre. Au point que l'ancien Talking Heads David Byrne avait adoubé le trio, lui proposant de collaborer sur plus de la moitié de son disque *Feelings*. Dans cette même veine, *Big Calm* concilie invention formelle et solidité mélodique. Le brassage impressionne. De la country à la soul, de l'Inde à la Jamaïque, les frères Godfrey – Paul, auteur, DJ et programmateur ; Ross, compositeur, guitariste et clavier – distillent mille ingrédients. Avec le dub et le hip-hop, les références aux années 60 et 70 se taillent la part du lion. Moins pour le plaisir de recycler une discothèque que pour des valeurs partagées de musicalité et d'émotion. L'importance prise par la guitare, le sitar et la pedal steel de Ross, l'influence de Nick Drake, de Neil Young, du blues et du rock psychédélique prouvent que ces Britanniques se préoccupent autant d'un artisanat à l'ancienne que d'expériences futuristes. Et la malice de la chanteuse Skye Edwards irradie les textes sombres de Paul Godfrey d'un halo apaisant. *Stéphane Davet*
★ 1 CD Indochina 3984-22244-2. Distribué par WEA.

RICHARD GOTAINER
Tendance Banane

Le titre annonce la couleur : on est là pour rire, faire des gags et des blagues en cascade. Entre les poètes, les chanteurs engagés et les fous chantants, depuis son intrusion dans la chanson au début des années 80, Richard Gotainer a choisi son camp. Même si le chanteur humoriste glisse ici un brin de poésie (*Hep taxi ! suivez ce papillon*, dédiée à Charles Trenet) et affiche sans équivoque sa fibre écolo (*Paris tu pues*). Faut rigoler, cultiver la légèreté, ne surtout pas prendre les choses trop au sérieux. Avec dans la voix des accents de sale gosse prêt à faire un mauvais coup, Gotainer a du swing dans les idées. Il vante les mérites des commerces de quartier (*Commerçants du faubourg*), écrit des chansons qui plairont aussi aux petits loupiots (*La Planète des animaux*; *Babou dit dadidou*), propose une alternative à *Petit Papa Noël* (*C'est ce soir Noël*). L'ensemble s'écoute avec plaisir, malgré *Une petite perle* frôlant le mauvais goût, et des arrangements musicaux (la plupart signés par son complice, Claude Engel) manquant parfois de sève et de pétillant. *Patrick Labesse*
★ 1 CD Flarenasch 3027052/ Arcade.

Jean-Claude Fall met en scène un « Œdipe » revisité par le stoïcisme

ŒDIPE, de Sénèque. Mise en scène : Jean-Claude Fall. Avec Antoine Mathieu, Laurence Roy, Malik Faraoun, Gabriel Monnet, Sophie Semin, Mario Haniotis, Robert Florent, Eric Chantelauze, Jean-Claude Fall.
LA FILATURE, 20, allée Nathan-Katz, Mulhouse. Tél. : 03-89-36-28-28. Durée : 2 heures. Vendredi 3 avril à 20 h 30 ; samedi 4 à 19 h 30.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

L'*Œdipe* de Sénèque avait été présenté il y a vingt ans au Festival d'automne par Jean-Marie Patte, en regard de l'*Œdipe roi* de Sophocle. Une découverte, qui le demeure ici grâce au travail exceptionnel de Florence Dupont (traductrice d'un *Théâtre complet* de Sénèque dans la collection « Le spectateur français », à l'Imprimerie nationale). *« Revisité par la philosophie stoïcienne »*, selon le metteur en scène Jean-Claude Fall, l'Œdipe du philosophe latin est un héros tragique, qui *« annule la destinée qui lui a été fixée par les dieux »*. Un individu, sujet de l'histoire, affirmant tout haut se connaître mieux que n'y parviendra jamais Zeus. Un homme qui médite, ne cesse de s'analyser et avoue : *« Je suis tombé dans un piège/ Je suis tombé dans le pouvoir. »* Souverain moderne, définitivement, assoiffé de vérité jusque dans sa propre négation : *« La liberté de parole/ Menace les monarchies/ La liberté du silence/ Est encore plus dangereuse pour un roi et son autorité. »*

Pour sa première création à Montpellier depuis qu'il a pris la direction du Théâtre des Treize-Vents, Jean-Claude Fall a choisi le cadre particulièrement adéquat de l'Opéra-Comédie. La lumière se lève sur un lit-cage (une cage-lit) de fer, qui est aussi une sorte de trampoline où Œdipe se relaxe après les exercices que l'on imagine. L'objet est sous d'énormes projecteurs, qui ont le bec noir, gourmand, de charognards au chevet d'agonisants. Jean-Claude Fall ne se trompe pas. Il éclaire bien le cœur de la pièce. Car nous sommes dans un monde où l'inceste avec la mère est autrement plus grave que le meurtre du père. *La peste qui ravage la cité* va envahir lentement la scène. Nous assisterons en direct *« au combat du Malheur et du Bonheur »*.

La mise en scène de Jean-Claude Fall est celle d'un esprit analytique. En chef d'orchestre, il s'est réservé le Chœur. Mélange de professeur et de pope, en robe et redingote, pratiquant à l'occasion la danse indienne de *pow-wow*, s'enveloppant d'une belle idée de rideau-ciel, il ne chante pas, il explique, sans craindre la redondance du geste. La distribution rassemble des solistes brillants, avec une tendance marquée au jeu individuel. Tirésias (Gabriel Monnet), en gourou, fait montre d'un bagout à tomber par terre ; Mantô (Sophie Semin) est une chamane sévèrement allumée ; Créon (Malik Faraoun), en costard-cravate, semble piétiner en attendant le moment où il va pouvoir s'élancer en tournoyant. Le seul qui pourrait unir ses efforts désunis, Œdipe (Antoine Mathieu), s'est refermé dans une position foetale, intouchable, hors d'atteinte et hors d'émotion. Sec. Chez lui, *« la mort a tué les larmes »*.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

PARIS

Lettres d'Algérie
Rassemblées par Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg et publiées dans *Le Monde* du 18 au 24 novembre 1997, ces *Lettres d'Algérie* sont consacrées au drame algérien. Le metteur en scène Baki Boumaza fait entendre ces voix d'hommes et de femmes s'adressant à l'amie, au frère, aux cousins... Ces lettres, composées des mots simples de la vie quotidienne, sont une façon pour leurs auteurs, de rêver, de s'affirmer en vie, malgré le poids inévitable de la peur, de la douleur devant la mort d'un proche, de l'angoisse que ravive un nouvel attentat. C'est aussi leur colère que ces témoins parmi d'autres crient dans leurs lettres, et leur désir que cessent l'enfermement et la barbarie.
avec Cécile Bouillot, Azize Kabouche et Anne Loiret.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris-6e. Mº Odéon. Du mardi au samedi, à 18 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 01-44-41-36-36. 40 F.

Films et jardins
La Vidéothèque de Paris et la direction des parcs, jardins et espaces verts proposent une promenade « en images », au travers de documentaires et fictions ayant pour thème le jardin. Au-delà de la présentation de classiques tels *Meurtre dans un jardin anglais* de Peter Greenaway, *Les Dames du bois de Boulogne* de Robert Bresson, *Blow Up* de Michelangelo Antonioni, *La Femme de l'aviateur* d'Eric Rohmer, *Cléo de 5 à 7* d'Agnès Varda... une table ronde « Jardins et images » (le 3), ainsi que deux conférences-projections sont prévues (les 4 et 5).
Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Porte Saint-Eustache, Paris-1er. Les 3, 4 et 5 avril. Tél. : 01-44-76-62-00. 30 F.

Roger Muraro
Roger Muraro se situe dans la lignée des grands pianistes qui ont fait la gloire de l'école française. Interprète privilégié de l'œuvre d'Olivier Messiaen, Roger Muraro s'exprime avec autant de ferveur dans les répertoires classique et romantique.
Beethoven : *Sonate n° 29 op. 106 « Hammerklavier »*. Messiaen : *La Rousserolle Effarvatte 4e Livre du Catalogue d'oiseaux)*. Liszt : *Sonate en si mineur.*
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mº Ternes. Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 220 F.

Compagnie Black Blanc Beur
Ils étaient les premiers à marier les figures du hip-hop à la danse contemporaine. Fameux Black Blanc Beur, dits les B 3, dont les premiers membres sont partis pour fonder d'autres compagnies. On voit rarement la compagnie, créée par Jean Djemad, programmée aux grandes rencontres hip- hop. Bizarre, car ils continuent pourtant leur route, avec Christine Coudun à la chorégraphie. Ils reprennent leur création 1997, *Le Cri d'une nuit d'été*, augmentée de *Lambarena*, une toute nouvelle pièce.
Le Prisme, centre des Sept-Mares, 78 Elancourt. Les 3 et 4, à 21 heures. Tél. : 01-30-51-46-06. 85 F.

Lo-Fidelity All Stars, Monkey Mafia
Sur les beats orgiaques du courant big beat – mélange jouissif de hip-hop, house et rock –, ces deux groupes construisent des chansons trépidantes. Lo-Fidelity All Stars, particulièrement, réactualisent avec efficacité la gouaille et les grooves canaille des Happy Mondays.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mº Anvers. Le 3, à 23 h 55. Tél. : 01-44-92-45-45. 90 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Flubber
de Les Mayfield (Etats-Unis, 1 h 33).
L'Homme au masque de fer
de Randall Wallace (Etats-Unis, 2 h 13).
Jackie Brown
de Quentin Tarantino (Etats-Unis, 2 h 30).
Robin des mers
de Jean-Pierre Mocky (France, 1 h 20).
Zabut
de Pasquale Scimeca (Italie, 1 h 28).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Les Femmes photographes de la nouvelle vision en France, 1920-1940
Mission du patrimoine photographique, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Mº Bastille. Tél. : 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 3 avril au 7 juin. 25 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Chicago Symphony Orchestra
Mahler : *Symphonie n° 5*. Daniel Barenboïm (direction).
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 295 F.
Arvo Pärt
Kanon Pokajanen.
Eglise Saint-Eustache, place Saint-Eustache, Paris 1er. Mº Les Halles. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-44-34-79-82. 90 F et 120 F.
Compagnie IDA-Mark Tompkins
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mº Bastille. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 120 F.
Michel Petrucciani Sextet
Espace Michel-Simon, 36, rue de la République, 93 Noisy-le Grand. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-42-43-56-66. De 120 F à 150 F.
Hans Koch, Hasse Poulsen, Lotta Anker
Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.
Thugs
La Clef, 46, rue de Mareil, 78 Saint-Germain-en-Laye. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-39-73-38-13. 60 F.
Elisa Point
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mº Saint-Michel. Le 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-29-86-51. 60 F et 80 F.
Les Elles
Centre culturel Paul-Bailliart, 6, allée de Québec, 91300 Massy. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-69-20-57-04. De 60 F à 90 F.
L'Affaire Louis Trio
La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, Paris 18e. Mº Pigalle. Le 3, à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-99. 153 F.
Artango
Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. Le 3, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.

RÉSERVATIONS

Carolyn Carlson
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Du 14 au 19 avril. Tél. : 01-42-74-22-77. 100 F et 160 F.
Brigitte Fontaine
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Les 17 et 18 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-22. 132 F.
Compay Segundo
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Les 23 et 24 avril à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 175 F à 230 F.

DERNIERS JOURS

5 avril :
Tati - 50 ans, 50 photographes
Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 01-44-55-57-50. De 11 heures à 18 heures. 20 F.
J'étais dans ma maison et j'attendais que la pluie vienne
de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Stanislas Nordey.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 1 h 50. 50 F.

EN VUE

■ La télévision calmerait les poules, selon les scientifiques du Roslin Institute, qui, chaque jour, diffusent des images à des gallinacés. *« Dès qu'on allume la télé, elles accourent et restent là à regarder »*, observe **Bryan Jones**, chercheur du célèbre laboratoire d'Edimbourg, où la brebis **Dolly** a été clonée.

■ Mercredi 1er avril, **Paula Jones**, déboutée de sa plainte contre **Bill Clinton** pour harcèlement sexuel, venait à peine de déclarer : *« Je suis complètement soufflée »*, qu'à Dakar, le président des Etats-Unis en chemisette, un cigare aux lèvres, esquissait un pas de danse et jouait du tam-tam dans sa chambre d'hôtel.

■ Les paysans crétois de la région d'Héraklion demandent l'intervention des autorités pour mettre fin à l'action *« criminelle »* des Albanais, Polonais et Bulgares, immigrés sans ressources, qui se livrent à la *« chasse abusive »* de l'escargot, richesse de l'île.

■ Le service d'espionnage allemand (BND), cherchant la *« confirmation d'une seconde source »*, vient d'acheter pour la somme de 65 000 deutschemarks (environ 227 000 francs) des informations provenant de ses propres archives, à l'un de ses agents **Hans Helmuth Deller**.

■ La Maison d'enchères historiques de Berlin vend au plus offrant des tenues rayées des camps nazis, *« portant des traces d'usage »*, mises à prix à 250 deutschemarks (835 francs environ) l'unité.

■ Le pape **Pie XII** se serait abstenu de dénoncer le nazisme pour ne pas *« aggraver les souffrances de la communauté juive »*, révèle, jeudi 2 avril, *Civilta catolica*, publication jésuite.

■ Récemment, les carabiniers ont reconduit à la frontière une Albanaise en situation irrégulière en Italie, qui, après avoir dû reporter, par manque d'argent, ses noces avec un étudiant d'Imperia, se prostituait en robe de mariée dans un hôtel de Bordighera.

■ Récemment, un élève de quatorze ans, du collège de Millersville dans le Maryland, proposa 100 dollars (600 francs environ) à un camarade pour tuer le premier de la classe qui, à son avis, parlait trop. L'autre refusa net, mais profita de l'aubaine pour lui demander 500 dollars, en échange de son silence.

■ Grâce au signalement, fourni par un îlotier, d'un petit amateur de fruits qui répondait au sobriquet de « Trognon de pomme », les policiers de Tours, remontant la filière, ont pu cuisiner, pendant une semaine, dix-sept garçons, de cinq à dix-neuf ans, soupçonnés d'avoir pénétré par une bouche d'aération dans une crèche, au mois de mars, et de s'être fait cuire des pommes sur des plaques chauffantes.

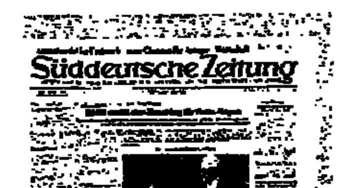
Christian Colombani

Le rachat de Rolls-Royce par les Allemands

La presse d'outre-Rhin se réjouit de voir la reine d'Angleterre rouler désormais dans une BMW, mais s'inquiète pour l'avenir de l'industrie automobile nationale

« LA REINE VA ROULER prochainement dans une voiture allemande et Emily, le célèbre emblème ailé des nobles carosses, sera construit à l'avenir avec de l'argent allemand. » Comme toute la presse allemande, le *General Anzeiger* de Bonn se réjouit du rachat par BMW des célèbres voitures britanniques Rolls-Royce. Un dessin montre la reine Elizabeth entrant dans une Rolls, dont le capot est entièrement recouvert par l'emblème de BMW. L'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* reproduit avec une certaine jubilation un extrait du journal britannique *Sun*, accusant BMW d'avoir capturé Rover, puis Rolls-Royce. Le *Sun* s'interroge : *« BMW n'a pas pu nous prendre pendant la guerre... Pourquoi les laisser faire maintenant ? »*, faisant allusion aux moteurs d'avions BMW qui équipaient la Luftwaffe pendant la deuxième guerre mondiale.

Après la fierté nationale, viennent les interrogations. *« A part la célèbre marque, les Britanniques n'ont pas grand-chose à offrir pour l'instant : les chaînes de production sont vieillies et la gamme des modèles doit elle aussi être renouvelée. En plus du prix d'achat de 1 milliard de marks, l'acheteur devra faire des investissements supplémentaires considérables, environ du même montant »*, s'inquiète le quotidien conservateur *Die Welt*. *« Celui qui possède une Rolls*



reste souvent en plan », constate le quotidien de gauche *Tageszeitung*, rappelant qu'en 1983 la Rolls du couple princier Charles et Diana avait eu une panne d'allumage en Nouvelle-Zélande, les obligeant à changer de véhicule lors d'une averse. Surtout, crime suprême pour le quotidien, fidèle soutien des Verts, les Rolls ne sont pas écologiques et consomment trop. Le débat était aussi intérieur : c'est l'Allemagne bavaroise, patrie de BMW, qui a gagné contre l'Allemagne du Nord de Volkswagen, candidat malheureux au rachat de Rolls-Royce. *« Les analystes ont appris avec soulagement la décision contre Volkswagen. Rolls-Royce, estiment-ils, ne va pas avec Volkswagen et aurait été un investissement beaucoup trop cher pour la firme de Wolfsburg »*, note le quotidien économique *Handelsblatt*.

Les éditorialistes ont étendu le débat à la compétitivité de l'Allemagne et de son industrie. *« Le constructeur automobile BMW transfère son argent en Angleterre et achète Rolls-Royce. Bizarrement, personne ne gémit en Allemagne parce qu'un investissement de 1 milliard se fait à l'étranger. Tout le monde se réjouit car une entreprise allemande forte annexe un joyau de l'industrie britannique »*, remarque l'hebdomadaire *Die Zeit*, qui juge que les sociaux-démocrates allemands, s'ils arrivent au pouvoir, *« devraient, comme le management de BMW, s'intéresser à l'Angleterre »* pour rendre l'Europe compétitive.

PAS DE QUOI JUBILER

Pour la *Süddeutsche Zeitung*, le rachat de la firme anglaise *« symbolise la renaissance spectaculaire de l'industrie automobile allemande après les bouleversements de la dernière récession »*, mais il n'y a pas lieu de jubiler. *« Le rachat de Rolls-Royce montre de nouveau qu'il n'y a plus de place pour une production nationale des automobiles. Les entreprises doivent de plus en plus délocaliser leur production à l'étranger »*, explique le quotidien. *« Les automobiles sont des produits d'hier, comme beaucoup de ceux sur lesquels s'est fondé le miracle économique allemand »*, analyse le journal munichois.

« Les emplois de demain doivent venir d'autres branches – dans le secteur des services, où l'Allemagne est en retard à cause de son marché surréglementé. Ils doivent venir des petites entreprises innovantes et des nouveaux marchés. Et comme il y a trop peu de ces entreprises, l'Allemagne a un problème – en dépit de tous les succès de son industrie automobile », conclut la *Süddeutsche Zeitung*.

Arnaud Leparmentier

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ Il y a, dans l'histoire inachevée du procès Papon, plusieurs motifs de fierté légitime. La France appartient désormais, nul ne peut plus cette fois-ci le nier, au tout petit groupe des grandes nations démocratiques qui osent regarder leur passé en face, pages noires comme pages glorieuses, à la manière des Etat-Unis vis-à-vis de la guerre du Vietnam, de la Grande-Bretagne devant certains épisodes de son histoire impériale, a fortiori de l'Allemagne démocrate d'aujourd'hui vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Tout ceci se différencie avantageusement de puissantes nations comme la Russie, la Chine ou le Japon, qui préfèrent les mythes et les tabous à la réalité.

THE TIMES
■ Le procès de Maurice Papon pour crimes contre l'humanité, le plus long de la France d'après-guerre, a confirmé la grande difficulté qu'il y a à établir la vérité plus de cinquante ans après un événement. Les souvenirs peuvent être imprécis, le degré d'intention contesté, et il est facile pour la défense d'expliquer qu'un individu est *« injustement sacrifié »* pour expier les crimes d'un régime. Le verdict ne satisfera pas de nombreux survivants de l'Holocauste, y compris les parents de ceux dont ce zélé serviteur de Vichy a aidé à organiser la déportation. Mais il justifie l'ensemble de ce procès controversé. La peine, dix ans, semble dérisoire pour des crimes contre l'humanité, mais quelle que soit la monstruosité du crime commis par M. Papon, il aurait été erroné de mettre ce dernier sur le même plan qu'Eichmann, comme un des acteurs majeurs de la *« solution finale »* hitlérienne.

DIE WELT
Jochen Hehn
■ Ce procès est historique parce qu'au-delà de la personne de l'accusé Maurice Papon, condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, il ne laisse aucun autre choix à la France que de réviser son histoire. (...) Les nombreux témoins entendus, les débats à l'intérieur et en dehors du palais de justice de Bordeaux, ont contribué à ce qu'une époque malheureuse de l'histoire de France qui, sans le régime nazi allemand, aurait été tout autre, soit passée au crible avec une intensité impossible jusqu'alors. Le procès va donc pousser à réécrire les livres d'histoire.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG
Jürg Altweg
■ La sentence signifie-t-elle aussi dix ans pour le régime de Vichy ? Devant le tribunal de Bordeaux, les historiens se sont gardés de prononcer des jugements. Papon est condamné ; d'un point de vue historique, la procédure continue. Elle ne peut se conclure ni par un jugement de Salomon ni par une décision consensuelle. Mais même sur le plan strictement juridique, la peine n'est pas l'essentiel. C'est le procès lui-même qui était important.

www.poy.org

Une visite de la galerie du concours de photojournalisme « Pictures of the Year », par l'image et par le son

EN PLEINE deuxième guerre mondiale, Cliff Edom, professeur de photojournalisme à l'université du Missouri, créa le prix « Pictures of the Year » (images de l'année), afin de récompenser les meilleures photos d'actualité publiées par la presse américaine. Au fil des ans, le concours n'a cessé de prendre de l'importance, au point que cette année le jury de la cinquante-cinquième édition a dû se pencher sur près de 29 000 clichés. Malgré tout, les organisateurs ont tenu à maintenir la tradition consistant à inviter le public à assister aux délibérations. Et, désormais, par le biais d'Internet, l'invitation s'étend aux amateurs du monde entier.

Tout d'abord, la galerie virtuelle du site Web de « Pictures of the Year » expose une large sélection des photos lauréates, classées en trois grands groupes : journaux, magazines et, pour la première fois cette année, multimédia (meilleure utilisation d'une photo dans un CD-ROM et sur un site Web). Mais, en plus de l'image, les *concepteurs du site se servent du* son : à mesure qu'ils parcourent l'exposition, les internautes peuvent aussi, s'ils le désirent, écouter les commentaires des juges enregistrés lors des séances de discussion, et disponibles sous forme de fichiers sonores. Ainsi, *tout en regardant la photo réalisée* en février 1997 par Santiago Lyon, qui montre le lynchage d'un policier lors d'une émeute en Albanie, on peut entendre les jurés expliquer qu'ils l'ont primée car elle a été prise à un *« moment incroyable »*, qu'elle est remarquablement bien cadrée, et que son intensité met en lumière l'inhumanité du drame albanais.



Le site propose également l'enregistrement du débat public de quatre-vingt-dix minutes qui a clos la semaine de délibérations. Les jurés, une dizaine d'enseignants, de journalistes et de photographes, y parlent des principes et des valeurs qui ont guidé leurs choix, et prodiguent des conseils à l'intention des photoreporters amateurs. Deux autres enregistrements, plus brefs, portent sur les *« manipulations numériques »* rendues possibles par les nouveaux logiciels de traitement de l'image, qui ne font pas l'unanimité. Enfin, quelques séquences vidéo illustrent la difficulté de visionner 29 000 photos : on y voit les juges, loupe à la main, examiner des panneaux lumineux fixés au mur, où sont accrochées d'innombrables diapositives. Le site, encore en chantier, va être étoffé dans les semaines à venir avec les photos des lauréats de la catégorie magazines.

Michel Arseneault

SUR LA TOILE

ARTISTES HANDICAPÉS
■ L'Association internationale des artistes peignant de la bouche et du pied (AAPBD) a ouvert sur Internet une cybergalerie ainsi qu'un forum de discussion, afin d'offrir un nouveau lieu d'exposition et de rencontre pour les artistes-peintres handicapés ayant perdu l'usage de leurs mains.
www.amfpa.com

SITE OLYMPIQUE EN FRANÇAIS
■ A la suite de la signature de la convention entre la France et le Comité d'organisation des Jeux olypiques de Sydney (Socog) sur le maintien du français comme langue officielle des Jeux – au côté de l'anglais –, le site web olympique va être doté d'une version française.
www.sydney.olympic.org

LIBAN-ISRAËL
■ Un groupe de Libanais, récemment libérés après de longs séjours dans des prisons israéliennes, a ouvert un site web afin d'informer l'opinion mondiale sur les conditions de détention des deux cents Libanais encore détenus en Israël et dans la zone occupée du Sud Liban. – *(AFP.)*
www.naldip.org.lb

Danielle et l'autre fantôme

par Alain Rollat

UN AUTRE fantôme, sorti des archives, hantait, jeudi soir, les écrans de télévision. Le spectre d'un autre Papon. L'image en noir et blanc d'un autre fonctionnaire qu'on ne verra peut-être plus jamais à l'heure des actualités. L'ombre de René Bousquet, secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy, interlocuteur privilégié de la police allemande sous l'Occupation, organisateur des rafles antijuives, pourvoyeur des camps de la mort, assassiné en 1993 avant sa comparution pour la même complicité de crimes contre l'humanité. On le revoyait en tournage de propagande. Scène de plein air : Bousquet en pardessus, feutre gris, col en fourrure, sourire mondain, passant en revue, sous bonne escorte, un détachement de policiers français bien alignés. Scène d'intérieur : Bousquet en costume, sous portrait d'Hitler, incliné respectueusement, avec poignée de main, devant l'occupant galonné. Au même moment, sur Canal Plus, Guillaume Durand recevait Danielle Mitterrand. Elle parlait d'insoumission. Il la confronta, gêné, au souvenir de ce fantôme. La question était légitime. Comment avait-elle pu, au lendemain de la guerre, côtoyer ce spectre ? Comment, elle, si révoltée, si résistante, si fraternelle, si juste, si libre, avait-elle pu s'accommoder de cette présence épisodique dans la part d'ombre de son mari ? Cette question renvoyait à celle qu'Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix, posait naguère à François Mitterrand : *« René Bousquet a failli à l'humanité et à l'honneur. Pourquoi lui faire crédit d'une humanité dont il était exempt ? »* Guillaume Durand n'eut pas le temps de la formuler. Elle s'insurgea à l'énoncé du nom, qu'elle balaya d'un revers de la main : *« C'est du prurit ! Il n'y a pas d'affaire Bousquet. »* Elle préférait parler du *« meilleur »* plutôt que du *« pire »*, se projeter dans le futur plutôt que de *« remuer »* ce passé. Il respecta son refus. Et il eut raison de ne pas insister.

Des leçons en tout genre tirées au soir de la condamnation de Maurice Papon, celle que Danielle Mitterrand tenait à léguer à la génération d'Internet se situe, en effet, dans la catégorie des plus décalées mais des plus utiles. Son message tient en une conception de l'humanité qui a le mérite de la simplicité malgré son manichéisme : *accepter la moindre* autorité, c'est se soumettre ; se laisser subjuguer, par un président, une idéologie ou un tampon administratif, c'est s'enchaîner. Il n'y a donc que deux types d'individus : le soumis et l'insoumis, le formaté et le hors format. Les Papon-Bousquet seront toujours du premier type, les Tatie Danielle du second. Pourvu que l'avenir appartienne aux informatables !...

VENDREDI 3 AVRIL

FILMS DE LA SOIRÉE

21.00 Gueule d'amour ■■■
Jean Grémillon (France, 1937, N., 90 min). Cinétoile

22.45 City Hall ■■
Harold Becker (Grande-Bretagne - Etats-Unis, 1993, 104 min). Canal +

23.20 Joies matrimoniales ■■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

23.45 Le Dernier Milliardaire ■■
René Clair (France, 1934, N., 90 min). RTL 9

23.50 Le Journal du séducteur ■■
Danièle Dubroux (France, 1995, 100 min). Cinéstar 2

23.55 Le Ballon blanc ■■
Jafar Panahi (Iran, 1995, v.o., 85 min). Arte

0.35 Les Criminels ■■
Δ Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1960, N., v.o., 95 min). France 2

0.55 Les Bonnes Femmes ■■■
Claude Chabrol (France, 1960, N., 90 min). Ciné Cinéfil

2.15 La Bible de néon ■■
Terence Davies (Grande-Bretagne-Etats-Unis, 1994, v.o., 90 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec Louise Attaque, Arnaud Viviant, Luz, Patrick Poivre d'Arvor. Canal +
19.00 Le Magazine de l'Histoire. Avec Stéphane Khémis, François Lebrun, Jean-Marie Colombani. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 20h Paris Première. Paris Première
20.05 C'est la vie ! Je suis timide mais je me soigne. TSR
20.50 Thalassa. Les Hommes du carreau. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. Les Noirs aux Etats-Unis. Yves Saint Laurent. Histoire
21.55 Faut pas rêver. Italie : Vendanges vue sur mer. France : Le voyage du camelot. Madagascar : La ruée vers le saphir. Invité : Jean-Claude Casadesus. France 3
23.00 Bouillon de culture. Plateau d'anniversaire. Invités : William Boyd, Fabrice Luchini, Massin, Erik Orsenna, Jacqueline De Romilly, Maryline Desbiolles. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les droits des homosexuels. Invitée : Dee Dee Bridgewater. TF 1
23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Chine jaune, Chine bleue [2/2] : La République populaire de Chine, 1949-1996. France 3
0.30 Cap'tain Café. Invités : Louis Bertignac, Denez Prigent, Welcome, Axelle Renoir. France 3

DOCUMENTAIRES

19.20 Enquêtes médico-légales. [5/13]. Graines de preuve. Planète
19.45 Watergate. [1/5]. Planète
20.00 Cités et merveilles. Madras. Téva
20.20 Les Grands Interprètes. Georges Cziffra. Muzzik
20.20 Rangoon. Odyssée
20.35 Chronique paysanne en Gruyère. [1/2]. Planète
21.00 Jean Poiret : un prince sans rire. Paris Première
22.05 L'Envol du rhinocéros. Odyssée
22.10 ▶ Grand format. Renault, l'automobile de France. Arte
22.15 Trois secondes d'éternité. Chronique de réanimation. Planète
22.30 Virtuoses. Mitsuko Uchida, Mozart au Japon. Mezzo
23.00 Les Camps du silence. Histoire
23.05 Arctique, l'ultime frontière. [1/13]. Odyssée
23.10 Le Palais idéal du Facteur Cheval, rêve d'un piéton. Planète
23.20 Rock Stories : The Yardbirds. Canal Jimmy
23.35 Les Révolutionnaires du Tchad. Planète
0.35 Femmes à Pékin. Téva
1.00 Femmes de Somalie. Téva

SPORTS EN DIRECT

20.00 Patinage artistique. Championnats du monde. Programme court dames. A Minneapolis. Eurosport

DANSE

20.30 Soirée William Forsythe, danseur et chorégraphe. Solo. From a Classical Position. Blue Yellow. Mezzo

MUSIQUE

19.45 Georges Cziffra. Muzzik
21.00 Soirée Friedrich Gulda et Chick Corea. Muzzik
22.55 La Dame de pique. Dir. Andrew Davis. Paris Première
23.35 Virtuoses. Mitsuko Uchida interprète Debussy. Mezzo
0.50 Boulez et la Philharmonie de Vienne. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.45 Alibi mortel. Hartmut Griesmayr. Arte
20.50 Portrait dans la nuit. O Jack Sholder. M 6
20.50 Les Gens d'à côté. Tom Hunter. TSR
22.30 Sa vie à elle. Romain Goupil. Festival

SÉRIES

20.15 ▶ La Nuit des pilotes. 20.15 Les Globe Trotters : Paris. 20.50 Buffy, the Vampire Slayer : Bienvenue a Sunnydale. 22.30 Homicide : Remise en question. 23.30 X-Files : Nous ne sommes pas seuls (v.o.). 0.30 Total Security : Pilote (v.o.). 1.30 Le Prisonnier : L'arrivée (v.o.). 2.20 Hawai police d'état : Le cocon. 4.00 Les Incorruptibles : Le fauteuil vide. 5.00 Serpico : Pilote. Série-Club
20.35 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Disney Channel
21.00 ▶ Les Enquêtes en série. P.J. : Vol à l'arraché. Dossier : disparus : Neda. France 2
21.20 Dharma & Greg. Mr Montgomery goes to Washington (v.o.). Téva
22.25 Dream On. Sexe, drogue et rock'n roll (v.o.). Canal Jimmy
22.55 Seinfeld. La grande salade (v.o.). Canal Jimmy
0.20 Friends. Celui qui soignait les piqûres de méduses (v.o.). Canal Jimmy
0.45 Star Trek, la nouvelle génération. Le meilleur des deux mondes [1/2] (v.o.). Canal Jimmy
1.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Brief for Murder (v.o.). 13e Rue
1.30 New York Police Blues. La vérité est ailleurs (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **21.00 Ciné Cinéma 2**
Le Confessionnal

A Québec, en 1952, pendant le tournage de *La Loi du silence*, d'Alfred Hitchcock, Rachel, jeune domestique au presbytère, se confesse. Enceinte à seize ans, elle doit se taire. En 1989, un homme revient de Chine pour enterrer son père. Il retrouve son frère d'adoption, fils naturel de Rachel. Ils recherchent ensemble le père inconnu. Premier film de Robert Lepage, un metteur en scène de théâtre qui sait particulièrement utiliser l'espace cinématographique. Secret dissimulé et quête d'identité, époques enchevêtrées... Une bonne surprise. – *J. S.*

● **23.10 Planète**
Le Palais idéal du Facteur Cheval

Un jour, dans un rêve qui restera gravé dans sa mémoire, Ferdinand Cheval, facteur à Hauterives, dans la Drôme, voit un palais. Ce *« rêve d'un piéton »*, il va le réaliser des années plus tard, avec des pierres aux formes étranges et des cailloux trouvés au cours de ses tournées quotidiennes (une trentaine de kilomètres), qu'il empile en petits tas et qu'il vient récupérer une fois son travail fini. De 1879 à 1912, Ferdinand Cheval construit pierre par pierre un bâtiment fantasmagorique de 14 mètres sur 26, qui sera classé monument historique par André Malraux. Dans *Le Palais idéal du Facteur Cheval*, Denis Sauvageon éclaire cet extraordinaire mélange de formes et d'inspirations. Fontaines, grottes, galeries, minarets, clochers, belvédère, temple de la nature. tombeau égyptien ou hindou... Le palais est multiple comme le sont les réminiscences, antiques, baroques ou exotiques du Facteur. – *Th.-M. D.*
★ Rediff. : samedi 4 à 7 h 40, dimanche 5 à 21 h 30.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, L'Image du jour.
20.55 Plein les yeux.
23.10 Sans aucun doute. Les droits des homosexuels.
1.05 Yanni. Concert.

FRANCE 2

19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 Image du jour : rugby.
20.45 A cheval.
20.55 Point route.
21.00 ▶ Enquêtes en série. 21.00 P.J. : Vol à l'arraché. 21.50 Dossier : Disparus : Neda.
23.00 Bouillon de culture. Plateau d'anniversaire.
0.15 Journal, Météo.
0.30 Présentation du Ciné-club.
0.35 Les Criminels ■■ Film Δ. Joseph Losey (v.o.).

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.
20.50 Thalassa. Les Hommes du carreau.
21.55 Faut pas rêver.
23.00 Météo, Soir 3.
23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Chine jaune, Chine bleue [2/2] : La République populaire de Chine, 1949-1996.
0.20 Libre court. Le premier qui parle.
0.30 Cap'tain Café.
1.30 Musique graffiti. Spécial Tchaïkovski.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 21.00**
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 ▶ Allons au cinéma.
21.00 Dangereuse alliance. Film. Andrew Fleming.
22.35 Flash infos.
22.45 City Hall ■■ Film. Harold Becker.
0.30 Attention ! On va s'fâcher. Film. Marcello Fondato (v.o.).

ARTE

19.00 Tracks. Spécial dub.
19.30 7 1/2. Trône : la dernière foire.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Alibi mortel. Téléfilm. Hartmut Griesmayr.
22.10 ▶ Grand format. Renault, l'automobile de France.
23.55 Le Ballon blanc ■■ Film. Jafar Panahi (v.o.).
1.20 Le Dessous des cartes.
1.30 Entre femme et loup. [3/3].

M 6

19.00 Loïs et Clark.
19.50 et 1.10 Rallye.
19.54 Le Six Minutes.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Décrochage info, Les Produits stars.
20.50 Portrait dans la nuit. Téléfilm. O Jack Sholder.
22.35 Au-delà du réel, l'aventure continue. O.
23.30 De parents inconnus. Téléfilm. O Sheldon Larry.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Jean Courtin (*Le Chemane du Bout-du-monde*).
21.00 Black and blue. Dave Tough, un dur des plus subtils.
22.10 Fiction. *Korbes*, de Tankred Dorst.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert franco-allemand. Œuvres de Glinka, Tchaïkovski, Nielsen.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Boydell, Previn.
23.07 Jazz-club.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Diderot et la musique. Œuvres de Rameau, Tartini, Pergolèse, Hasse, C.P.E. Bach, J.C. Bach, Philidor.
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schubert.

SAMEDI 4 AVRIL

FILMS DU JOUR

13.10 Barfly ■■
Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1987, 95 min). Cinéstar 1

17.05 Joies matrimoniales ■■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1941, N., 95 min). Ciné Cinéfil

17.35 Ombre et lumière ■■
Henri Calef (France, 1950, N., 85 min). Cinétoile

23.00 Poltergeist ■■
Tobe Hooper (Etats-Unis, 1982, 115 min). Ciné Cinémas

23.15 Le Criminel ■■
Orson Welles (Etats-Unis, 1945, N., v.o., 90 min). Cinétoile

0.30 Adieu ma belle ■■
Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

0.45 La Mère du marié ■■
Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1951, N., 100 min). Cinétoile

2.05 La Source ■■
Ingmar Bergman (Suède, 1959, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

4.10 Gueule d'amour ■■■
Jean Grémillon (France, 1937, N., 90 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. Avec Daniel Bensaïd et Henri Weber. LCI
0.00 Spécial procès Papon. Histoire

MAGAZINES

13.45 Les Documents de Savoir plus. Pas si fous que ça. France 2
14.05 Au nom de la loi. Poupées russes, l'adoption d'enfants russes. Trafic intense. RTBF 1
14.30 Le Magazine de l'Histoire. Avec Stéphane Khémis, François Lebrun, Jean-Marie Colombani. Histoire
18.30 Les Dossiers de l'Histoire. Sam Giancana. Histoire
19.00 T.V. +. Canal +
19.00 20h Paris Première. Paris Première
19.00 L'Invité de Cajou. MC Solaar et Bambi Cruz. Canal J
19.25 Histoire parallèle. Des élections à l'algérienne, 1948-1992. Avec Hocine Aït-Ahmed. Arte
20.00 Thalassa. Escale en Afrique du Sud. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Avec Mona Ozouf, Guillemette de Saltigné, Denis Roche, Gérard Unger. Histoire
20.45 Le Club. Marie-José Nat. Ciné Cinéfil
21.40 Metropolis. Littérature en Roumanie. Svetlana et Igor Kopystiansky. Arte
21.50 Courts au 13. Spécial Cognac. 13e Rue
22.45 Du fer dans les épinards. Ces chiens qui font la loi. France 2
0.15 Musique et Cie. Une chic fille : celle de madame Angot... France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 Fortune de mer. [1/3]. Pêcheur à la morue. La Cinquième
18.05 Jean Poiret : un prince sans rire. Paris Première
18.20 La Route de la soif. On a marché sur la dune. TSR
19.00 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odyssée
19.30 Femmes, elles font bouger le monde. Histoire
19.45 Autour du monde en 80 jours. [1/7]. Le défi. Planète
19.55 Robert Van Gulik : sous le charme de l'Orient. Odyssée
20.00 L'Age d'or du piano. Muzzik
20.35 Flamenco. [1/6]. Le style pur de Triana. Planète
20.35 Un été aux îles Malouines. TMC
20.45 L'Aventure humaine. Des Indiens dans la ville. Arte
20.50 Arctique, l'ultime frontière. [1/13]. Odyssée
21.20 Le Prince de Galles. Un siècle de scandales. Odyssée
21.35 Enquêtes médico-légales. [5/13]. Graines de preuve. Planète
22.00 Watergate. [1/5]. Planète
22.40 Sounds of the Cities. [1 et 2/2]. Londres. Paris Première
22.45 Le Plus Grand Ripou d'Amérique. France 3
22.50 Chronique paysanne en Gruyère. [1/2]. Planète
23.00 Yehudi Menuhin. [2/2]. Le violon du siècle. Histoire
23.00 Antonio Vivaldi par Pier-Luigi Pizzi. Mezzo
23.35 ▶ Music Planet. Welcome to Portishead. Arte
23.40 Entre désert et océan. Planète
0.00 Une fille contre la Mafia. Téva

SPORTS EN DIRECT

13.00 VTT. Coupe du monde de descente, à Stellenbosh (Af. S.). Eurosport
14.00 Rugby. Super 12. Wellington Hurricanes - Coastal Sharks. Canal +
15.00 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. Angleterre - Irlande. France 2
20.05 Football. Coupe de la Ligue. Finale. Bordeaux - Paris-SG, au Stade de France, à Saint-Denis. France 3
20.30 Roller indoor de Bercy. Paris Première
4.15 Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix du Japon. Eurosport

MUSIQUE

18.00 Vaclav Neumann dirige Fucik, Dvorak et Janacek. Muzzik
18.30 Roméo et Juliette, de Berlioz. Mezzo
20.30 Antonio Vivaldi par Pier-Luigi Pizzi. *Orlando furioso*. Mezzo
22.00 Le Château de Barbe-Bleue. Mise en scène de Leslie Megahey. Dir. d'Adam Fischer. Muzzik
23.40 Hilliard Ensemble : Deo Gratias de Ockeghem. Muzzik
23.45 Ensemble Currende : Motets. Muzzik
0.00 Antonio Vivaldi par Pier-Luigi Pizzi. Concertos pour violon. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.30 La Dame de Lieudit. Philippe Monnier. Festival
20.35 Les Insoumis. Gérard Marx. Canal +
20.55 La Fureur des anges. Buzz Kulik [1 et 2/2]. Téva
21.00 L'Amerloque. Jean-Claude Sussfeld. France 2
22.00 Liberté, libertés. Jean-Dominique de La Rochefoucauld [1 et 2/2]. Festival
22.15 Larmes de sang. Clay Borris. Canal+
22.40 Bonk Business, saga d'une multinationale. Juhana Manner. Arte
0.30 Afrique, mon Afrique. Idrissa Ouedraogo. Arte

SÉRIES

17.00 Buffy, the Vampire Stayer. Bienvenue à Sunnydale. Série Club
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Les évadés du monastère. M 6
17.15 Nestor Burma. Du rebecca rue des Rosiers. France 2
17.30 Ally McBeal. The Promise (v.o.). Téva
17.40 L'Enfer du devoir. Etat de siège. RTL 9
18.10 Le Nouvel Homme invisible. Cours vite Sam. 13e Rue
18.30 Le Prisonnier. L'arrivée (v.o.). Série Club
19.00 Armstrong et Miller. (v.o.). Arte
20.20 Suspect nº 1. Erreur de jugement. 13e Rue
20.40 Derrick. Expulsion. Lissy. RTL 9
20.55 Le Caméléon. Le grand plongeon. M 6
21.00 The Lazarus Man. Le cavalier sans nom. Canal Jimmy
21.30 The Visitor. Going Home (v.o.). Série Club
21.45 Dark Skies, l'impossible vérité. La voix du sang. M 6
22.15 Brooklyn South. Exploding Johnson (v.o.). Série Club
22.40 Profiler. O Chemins de traverse. M 6
22.50 Chicago Hospital : La Vie à tout prix. La mort droit dans les yeux. RTL 9
23.10 Star Trek, la nouvelle génération. Le meilleur des deux mondes [1/2]. Canal Jimmy
23.35 Chapeau melon et bottes de cuir. La quadrille des homards (v.o.). 13e Rue
0.30 Earth II. Mutation. 13e Rue
1.00 Seinfeld. La grande salade (v.o.). Canal Jimmy
1.20 Friends. Celui qui soignait les piqûres de méduses (v.o.). Canal Jimmy
3.40 Star Trek, la nouvelle génération. Le meilleur des deux mondes [1/2] (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▸ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
· Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **0.05 Canal +**
« A coups sûrs »

Pédagogie du X

CINQ JEUNES réalisateurs de qualité signent cinq petits films pornos (entre 1,30 minute et 6 minutes), diffusés sur Canal Plus, le premier samedi du mois vers minuit, entre « Le Journal du hard » et le film X. Premier épisode de cette série intitulée « A coups sûrs », *Le Ramoneur des Lilas*, signé Cédric Klapisch. Suivront, les mois suivants, *Good Boys Use Condoms*, de Lucile Hadzihalilovic, *Exercice of Steel*, de Marc Caro, *Norme française*, de Jacques Audiard, et *Sodoma*, de Gaspar Noé. Il ne s'agit pas d'une vocation particulière de ces cinéastes pour le genre, mais d'une opération du secrétariat d'Etat à la santé afin de faire la pédagogie du préservatif auprès des hommes et des femmes multipartenaires. Cette opération a été déclenchée à la suite du rapport d'Alain Giami, psychosociologue à l'Inserm, « Pornographie et prévention du VIH », qui concluait que l'usage du préservatif était peu répandu dans le milieu du X, où il est jugé anti-érotique, et que, lorsqu'il apparaît, il est utilisé à mauvais escient.

Le Comité français d'éducation pour la santé a donc fait appel à l'agence Euro-RSCG pour « érotiser » l'emploi de la capote dans ce milieu à risque, et en montrer le bon usage, notamment au moment du changement de partenaire ou autres mises en scène. Le lieu idéal pour faire passer le message était « Le Journal du hard », rendez-vous des amateurs. La direction de la chaîne cryptée a accepté, à la condition qu'il soit fait appel à des jeunes cinéastes *« remarqués »*, afin de les confronter *« à un genre marginal et parfois mal perçu »*. Le cahier des charges imposait à chacun la description d'un certain nombre de situations scabreuses nécessitant l'usage du préservatif. Pour le reste, ils étaient libres du choix du scénario.

L'expérience était nouvelle pour la bande des cinq. *« C'est une partie très importante de la vie quotidienne que je n'avais jamais eu l'occasion de filmer*, explique Lucile Hadzihalilovic, réalisatrice de courts métrages. *Il me semble sain que les images d'actes sexuels soient plus répandues. Il me semble utile aussi de banaliser et de "normaliser" le geste de mettre des capotes. »*

Jacques Buob

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Sauvons nos châteaux !
13.50 MacGyver.
14.45 Scandales à l'amirauté.
15.45 Moloney.
16.35 California College : Les Jumelles de Sweet Valley.
17.05 Xéna la guerrière.
18.00 Sous le soleil.
19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Images du sport.
20.45 Allez les bleus.
20.48 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 La Grande Fête de Vidéo Gag.
23.10 Hollywood Night. Séduction perfide. Téléfilm Δ. Nick Vallelonga.
0.50 et 1.30 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.30 L'Esprit d'un jardin.
13.35 Consomag.
13.45 Les Documents de Savoir plus. Pas si fous que ça.
14.40 et 17.05 Samedi sport.
15.00 Rugby. En direct. Angleterre - Irlande.
16.50 Tiercé. En direct.
17.15 Nestor Burma. Du rebecca rue des Rosiers.
18.45 1000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Farce attaque... à Carcassonne.
19.45 et 20.55 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 Image du jour : rugby.
20.45 A cheval, Météo.
21.00 L'Amerloque. Téléfilm. Jean-Claude Sussfeld.
22.45 Du fer dans les épinards. Ces chiens qui font la loi.
0.25 Journal, Météo.
0.40 Les 30 Dernières Minutes.
1.05 La Nuit du Caméthon.

FRANCE 3

14.05 Evasion.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.10 Destination pêche.
15.40 Couleur pays.
18.13 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 et 1.10 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Football. En direct. Finale de la Coupe de la Ligue : Bordeaux - PSG.
22.45 Le Plus Grand Ripou d'Amérique.
23.50 Météo, Soir 3.
0.15 Musique et Cie.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 14.00**
13.50 Le Journal de l'emploi.
13.55 Rugby. En direct. 14.00 Super 12.
15.00 Basket-ball.
17.05 Les Superstars du catch.
▶ **En clair jusqu'à 20.35**
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 et 22.05 Flash infos.
19.00 T.V. +.
20.05 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Les Insoumis. Téléfilm. Gérard Marx.
22.15 Larmes de sang. Téléfilm. Clay Borris.
0.00 Le Journal du hard.
0.05 Le Ramoneur des lilas.
0.10 Rock'n Roll Rocco. Film classé X. Rocco Siffredi.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.00 Fête des bébés. Histoires d'en rire.
14.30 Le Journal de la santé.
15.00 Fenêtre sur court.
15.30 Les Manuscrits de la mer Morte.
16.25 Sur les chemins du monde. 16.30 Les Dernières Frontières de l'Himalaya. 17.00 Mexico. 17.30 Colombie, le roi de l'émeraude. 18.00 Fortune de mer : Pêcheur à la morue.
19.00 Armstrong et Miller.
19.25 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes. Taiwan.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Des Indiens dans la ville, voyages d'hiver des Raràmuri.
21.40 Metropolis.
22.40 Bonk Business, saga d'une multinationale. Téléfilm. Juhana Manner (v.o.).
23.35 ▶ Music Planet. Welcome to Portishead.
0.30 Afrique, mon Afrique. Téléfilm. Idrissa Ouedraogo.

M 6

13.15 V.
14.10 University Hospital.
15.00 Les Aventures de Brisco County.
16.05 Les Têtes Brûlées.
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir.
18.05 Amicalement vôtre.
19.10 Turbo, Warning.
19.50 et 1.20 Rallye.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Hot forme.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi. 20.55 Le Caméléon. Le grand plongeon. 21.45 Dark Skies. La voix du sang. 22.40 Profiler. O. Chemins de traverse.
23.35 Duel pour l'éternité. Téléfilm. Δ Michael Kennedy.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique. *Tout un printemps rempli de jacinthes*, de Hubert Haddad. 21.50, *L'Anniversaire de l'infante*, d'après une nouvelle d'Oscar Wilde.
22.35 Opus. Le chant de Taizé.
0.05 Le Gai Savoir. Bernadette Bensande-Vincent, philosophe.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra. *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovski, donné en direct de L'Opéra national de Paris-Bastille, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Gary Bertini. Thomas Hampson (Eugène Onéguine), Helga Dernesch (Madame Larine), Susan Chilcott (Tatiana).
23.07 Présentez la facture.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Tchaïkovski, Rimski-Korsakov.
20.40 Christian Tetzlaff. Christian Tetzlaff, violon. Œuvres de Janacek, Mozart, Bach, Schnabel, Weill.
22.35 Da Capo. *Trio avec piano nº 1*, de R. Schumann, Horszowski, piano, Schneider, violon, Casals, violoncelle ; *Quatre derniers lieder*, de R. Strauss, par la Della Casa et le Philharmonique de Vienne, dir. Karl Böhm ; *Quatuor avec piano nº 3*, de Brahms, par le Hollywood String Quartet, Aller, piano.

Marques

par Pierre Georges

ILS l'avaient annoncé. Ils l'ont fait. Après un intense remue-méninges et une succession d'opérations de filtrage, la Générale des eaux va changer d'enseigne. Ainsi que le révèle *Libération* ce matin, le groupe s'est trouvé un joli nom tout beau, tout nouveau, fort bien né et promis à une compréhension universelle : Vivendi.

L'accouchement fut délicat. Il prit un an. 5 400 noms furent proposés, soupesés, testés par un cabinet spécialisé. C'est qu'il s'agissait de ne point se tromper, de tout vérifier, de voir par exemple si telle proposition d'enseigne traduite en telle langue n'aboutissait pas à un contresens fâcheux ou ne comportait pas une résonance injurieuse.

Il fallait surtout trouver un nom qui sonne agréablement à la grande oreille globale, un nom mondialisé, *signifiant tout* et *ne* signifiant rien, un nom suffisamment passe-partout pour faire le tour du monde en peu de jours, et cependant un nom porteur. Bref, ils partirent 5 400 et, par éliminations successives, par tri patronymique comme il en est de lentilles. *Vivendi vint assurer son* triomphe sur l'empire des eaux, des ondes et de quelques autres choses.

Vivendi, comme *modus vivendi*, parlera à tout le monde et ne fâchera personne. Vivendi, rapporte *Libération*, dans l'esprit de *ses parrains et parents*, évoquera *« la source, la chaleur, l'osmose, l'avenir »*. Il sera ce bon petit géant qui ne demande qu'à croître et embellir, qu'à courir le vaste monde et à le conquérir. Vivendi est vivant. Et, dans la foulée, il lui a été offert, pour son baptême, *un logo à la mesure de* son appétit, un magnifique logo avec, en lettres capitales, son nom, bien sûr, et, voletant au-dessus, quatre oiseaux stylisés, quatre « V » comme Vivendi. Ou comme victoire, bien sûr.

Viva Vivendi ! Ou Vivat. Ou Vive. Ce petit a l'esperanto du commerce, comme ses tuteurs la bosse des comptes. Plus délicat est le sort fait actuellement à deux institutions bien françaises, pour ainsi dire patrimoniales, inscrite à l'inventaire des biens de famille et *impedimenta* : Opinel et Laguiole.

Un esprit vulgaire, à l'énoncé *de ces deux noms*, n'en retiendrait que la résonance utilitaire : deux marques de couteaux simplement. Alors qu'il s'agit, hors l'utilisation regrettable qui put en être faite ici et là à l'occasion de meurtres ruraux, de deux objets bienfaiteurs de l'humanisme français et irremplaçables en l'art de vivre national.

Or voici que ces deux marques, *à tout point de vue irréprochables*, viennent bien involontairement de se mettre dans un mauvais cas. Opinel et Laguiole avaient acheté et obtenu le droit d'être parmi les objets portant le logo de la prochaine Coupe du monde de football. Une opéra*tion de promotion parmi* d'autres. Puisque le monde venait à la France, Opinel et Laguiole iraient au monde.

Hélas ! Le football étant ce qu'il est, et les supporteurs, notamment britanniques, ce qu'ils sont, la FIFA et l'ISL, organisme *chargé du marketing*, *viennent de* s'apercevoir, mais un peu tard, qu'il ne serait peut-être pas raisonnable de vendre des couteaux à l'entrée des stades. Donc ils ont rompu, unilatéralement et pour ainsi dire à coups de canif, le contrat signé avec Opinel et La*guiole. On en est là, à cette at*teinte majeure au moral des couteliers honnêtes dans un monde de violence.

M. Jospin apporte son soutien à M. Chevènement sur la régularisation des sans-papiers

Dominique Voynet déplore les « expressions malheureuses » du ministre de l'intérieur

DÈS LE DÉBUT de la réunion des ministres, jeudi 2 avril à Matignon, Lionel Jospin a souhaité, avant d'évoquer la réforme de la Justice, un tour de table sur le dossier des sans-papiers. Pour le premier ministre, il s'agissait, selon un participant, de *« vérifier que tous les ministres étaient d'accord sur le respect des critères »*. M. Jospin a mis en cause ceux qui veulent *« disqualifier »* l'action du gouvernement, parlant d'une politique d'immigration *« d'équilibre et de fermeté »*, basée sur le *« respect de la dignité de la personne humaine »*.

L'échange a permis de vérifier que, sur les finalités de cette poli*tique qui passe par un examen in*dividuel des dossiers de demande de régularisation – que l'administration prolongera, pour environ 2 % des dossiers, au-delà du 30 avril, jusqu'au 15 mai –, il y avait un accord. Pour autant, un échange assez vif a opposé *M. Chevènement à Dominique* Voynet, ministre de l'environnement. Mme Voynet s'est déclarée prête à affirmer sa solidarité mais, se référant à la réaction de Noël Mamère aux propos du ministre de l'intérieur au sujet de l'action de groupes trotskistes d'origine britannique ayant tenté d'empêcher des reconductions à la frontière, elle a évoqué des *« expressions malheureuses »*. Elle a aussi *souhaité que la solidarité ne soit* pas *« à sens unique »*, rappelant sa solitude lors des récentes manifestations de chasseurs. Comme M. Chevènement dénonçait des groupes *« marxistes-léninistes internationalistes »*, il s'est attiré des réflexions mi-ironiques mi-sévères sur le thème *« on ne peut pas dénoncer ça »*. *« En tant que ministre, nous n'avons pas le droit à la colère »*, a souligné Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME.

Le premier ministre a rappelé qu'il n'y aura pas de *« régularisation générale »* des sans-papiers. *« C'est une politique d'équilibre à laquelle je tiens essentiellement. Je ne bougerai pas de cette position »*, a *affirmé* M. Jospin, selon un ministre. *« Il a été très net, très ferme et très solidaire de Jean-Pierre Chevènement »*, explique un autre participant, en mettant en cause *« les petits groupes qui jouent la politique du pire »*. Mais M. Jospin a aussi donné l'impression aux participants qu'il souhaitait que l'expression du ministre de l'intérieur soit plus mesurée, qu'elle tienne compte *« des différentes sensibilités »* et qu'un effort accru d'explication soit fait, lui-même étant prêt à s'en expliquer avec les groupes de la majorité.

Les déclarations de M. Chevènement n'ont pas fait cesser les manifestations à l'aéroport de Roissy pour empêcher des reconduites à la frontière. Le ministère de l'intérieur a expérimenté, jeudi, une nouvelle stratégie juridique dissuasive pour contrer le refus opposé par neuf passagers du vol Air-Afrique Paris-Bamako, de voyager avec trois Maliens reconduits à la frontière et sept policiers chargés de les escorter. Ayant refusé de s'asseoir au moment du décollage et invectivé les policiers, ces neuf personnes ont été interpellées tandis que l'avion était évacué.

Une fois le calme revenu, le vol a pu avoir lieu et les trois sans-papiers ont été éloignés vers Bamako avec deux heures de retard. Les neuf passagers rebelles ont été placés en garde à vue pour outrage, rebellion et complicité d'aide au séjour irrégulier. Le parquet de Bobigny a finalement ordonné leur remise en liberté dans la soirée, en tenant compte du fait qu'il s'agissait de personnes domiciliées hors de France et que leur non-départ constituait déjà une sanction. C'est pourtant bien en direction des passagers qui se solidarisent des étrangers reconduits que le ministère de l'intérieur compte désormais orienter la répression, si de tels événements venaient à se renouveler. Dans certains cas, les délits de *« complicité de refus d'embarquer »* et d'*« entrave à circulation d'aéronef »*, jamais employés dans ces circonstances, pourraient être brandis. Il resterait alors à convaincre les magistrats de leur validité et de leur exacte adaptation aux faits constatés.

Philippe Bernard et Michel Noblecourt

La révolte d'Alain Dugrand, « nègre » de Mgr Gaillot

« LE NÈGRE » et romancier Alain Dugrand vient de répliquer aux accusations de Mgr Jacques Gaillot, dont il écrivit clandestinement le dernier livre, *La Dernière Tentation du diable* (éd. nº 1). L'évêque avait déclaré, après la révélation du plagiat dont il a été accusé : *« Quelqu'un a abusé de ma confiance. »* Dans le quotidien *Libération* du 2 avril, M. Dugrand répond : *« Le "nègre" se rebelle et proteste au nom de la corporation : ça suffit ! »*

Accusé de contrefaçon envers l'universitaire lyonnais Paul Ariès (publié chez Golias), Mgr Gaillot avait aussitôt reconnu la faute, décidé sans hésiter de retirer son livre de la vente et plaidé la bonne foi. Mais il s'était disculpé de façon singulière : en dénonçant sans le nommer un *« documentaliste »* qui l'avait piégé, ce qui équivalait à reconnaître l'évidence de son existence (*Le Monde* du 26 février). Puis en l'accusant nommément, dans *Libération* du 23 mars : *« Au milieu 1997, l'éditeur me présente un nouveau documentaliste, le premier étant tombé malade. Il s'agit d'Alain Dugrand (...). Je ne comprends pas comment on peut recopier des chapitres entiers. C'est le mystère d'un plagiat... »*

Du coup, le « nègre » bondit de sa boîte. Selon lui, le livre de Mgr Gaillot n'est pas conforme à la copie définitive qu'il lui avait remise. Non seulement il aurait été *« coupé, remodelé, augmenté d'un chapitre inédit »*, mais les références explicites à Paul Ariès (un article paru dans la revue *Golias*) auraient été amputées au profit de citations sans guillemets. *« C'est le destin du travailleur au noir*, conclut Alain Dugrand : *désormais qualifié de "documentaliste" en novlangue, le « nègre » est le dindon de la farce, exclu du contrôle de la substance finale de son labeur tâcheron. Le vilain que l'on bat comme à Guignol, en fin de comédie. Mais je ne suis pas Gnafron. »*

Mgr Gaillot, interrogé par *Le Monde*, dit sa *« surprise »* qu'Alain Dugrand n'avoue pas son plagiat comme il l'aurait fait devant lui. Il reconnaît *« n'avoir pas retouché les vingt-sept pages incriminées »*. Quant à Alain Dugrand, c'était la première fois qu'il se livrait à *« ce genre de travail »*. On ne l'y reprendra plus. Pour lui, *« les us et coutumes du milieu comprennent des règles non écrites. Gaillot, qui fut homme d'Eglise, aurait dû le comprendre. Non seulement il accuse son « nègre », mais en le dévoilant, il brise un tabou »*.

Marion Van Renterghem

DÉPÊCHES

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE : le premier ministre a reçu**, jeudi 2 avril dans la soirée, la délégation du FLNKS, qui l'a assuré de sa volonté de poursuivre la négociation sur la base de l'accord trouvé le 29 mars à Nouméa (*Le Monde* du 3 avril). Lionel Jospin a pu ainsi convaincre le député (RPR) Jacques Lafleur d'envoyer une délégation à Paris, laquelle devrait être à pied d'œuvre dès le lundi 6 avril.

■ **JUSTICE : la cour d'assises du Rhône a condamné, mercredi 1er avril**, *à 15 ans de réclusion criminelle Kamel Sémache, un SDF* accusé d'avoir tué, le 16 janvier 1996, à Vaulx-en-Velin (Rhône), dans la banlieue de Lyon, un marginal qui lui devait la somme de 200 francs, correspondant à une vente de haschisch.

■ **RUSSIE : Andreï Klimentiev, un homme d'affaires douteux** qui avait été élu maire de Nijni Novgorod le 29 mars, a été mis en prison, jeudi 2 avril, accusé de détournement de fonds. Son élection a été invalidée pour cause d'irrégularités lors de sa campagne électorale. *M. Klimentiev est un ancien détenu de droit commun, dont l'ascension politique a été perçue comme le signe d'une banalisation en Russie du phénomène « mafieux » en politique (Le Monde du 2 avril). – (AFP)*

Tirage du Monde daté vendredi 3 avril : 589 187 exemplaires

هكذا من الأصل

Le Monde
VOYAGES

Terres d'Espagne



CHRISTOPHER PILLITZ/NETWORK/RAPHO

Le flamenco : une danse en rouge et noir pour un pays sang et or

Olé !

Flamenco et torero, corrida et *movida*, Real et Barça, Dali et Picasso, Carmen et le Cid, Costa Brava et parador, sombreros et mantilles, paella et sangria. L'Espagne, c'est tout cela mais bien plus encore à en juger par ces « Terres d'Espagne » qui montrent que ce pays, *si proche* et apparemment si familier, reste, pour beaucoup de Français, une *terra incognita* (l'Estrémadure, vous connaissez ?) à découvrir ou à revisiter. Avec un œil neuf. Un pays à vivre autant qu'à voir. De Madrid à Santiago, de Ségovie à Bilbao, de Minorque à Lanzarote. A cheval ou avec Don Quichotte, triste figure au royaume des « fiestas ». Olé !

■ Catalogne : Gaudi n'était pas seul

Comme Vienne ou Prague, Barcelone *fut une capitale à part entière de l'art* nouveau, qui, au tournant du siècle, vit une poignée d'architectes iconoclastes faire onduler toute la ville. p. II

Gérone ou le ghetto ressuscité. Recroquevillée au pied de la cathédrale, altière et triomphante, l'envers de la cité : un quartier d'ombres, de *porches, de ruelles et d'escaliers qui* s'enfuient on ne sait où. p. II

■ Culture : terre de fêtes

Trois *fiestas* par heure, en moyenne, pour un seul pays. De quoi donner le vertige ! Et matière à un inventaire des grandes fêtes et à une sélection des carnavals les plus spectaculaires. p. III

■ Galice : la belle érudite

Du bonheur d'habiter et d'étudier à Saint-Jacques-de-Compostelle, une ville si bien préservée qu'on ne serait pas surpris d'y croiser l'un de ces veilleurs de nuit qui, au siècle dernier, annonçaient l'heure et la météo. p. IV

■ Castille et León : le jardin de la marquise

Perchée sur un promontoire *imprenable, Ségovie, la ville-symbole* de la puissance castillane, coule des jours heureux dans une douce léthargie. p. V

La Madone et le rail. Face à la menace que le tracé du futur TGV Madrid-Valladolid fait peser sur la Vierge de la Montagne, une superbe madone en bois du XIII[e] siècle, les défenseurs du patrimoine se mobilisent. p. V

■ Madrid : l'insatiable

Le charme de la capitale tient moins à sa beauté qu'à sa personnalité. Une ville à vivre, pas à regarder. Pour y découvrir plus qu'un art de vivre : une rage de vivre. p. VI

■ Estrémadure : Caceres ou « la serenidad »

A l'écart des routes touristiques, entre Portugal, Castille et Andalousie, une ville aux charmes secrets à découvrir à l'heure du *paseo*. p. VII

Le berceau des conquistadores. Séparée de l'Océan par plusieurs centaines de kilomètres, l'Estrémadure n'en a pas moins vu naître la plupart des conquistadores qui s'en allèrent coloniser le Nouveau Monde. p. VII

■ Baléares : l'île confidentielle

Tandis que Majorque misait tout sur *le tourisme, Minorque, la deuxième* île de l'archipel, s'est retranchée sur son quant-à-soi. Pour le bonheur des visiteurs en quête d'inédit. p. VIII

Les chevaux qui dansent. Minorque voue à ses coursiers noirs un culte ancestral et en fait notamment les vedettes des fêtes de la Sant Joan, fin juin, à Ciutadella. p. VIII

■ Andalousie : la légende blanche

Fier, léger comme l'air, familier de la mort qu'il affronte depuis des générations dans l'arène, il a du geste et du panache, le cheval andalou, miroir des hommes qui le façonnèrent comme une œuvre d'art. p. IX

■ Castille : un tour dans la Mancha

La double silhouette de Don Qui*chotte et de Sancho Pança hante* toujours les collines hérissées des moulins à vent que le Chevalier à la triste figure prit un jour pour une armée de géants. Un itinéraire mythique jalonné, aujourd'hui, de statues du héros et de boutiques de souvenirs. p. X

■ Canaries : l'île noire

Depuis qu'elle s'est propulsée à la surface de l'Océan, il y a vingt millions d'années, Lanzarote continue de mijoter à feu doux sur son socle de *magma en fusion. Question : comment* les hommes ont-ils réussi à y survivre ? p. XI

■ Pays basque : table d'hôte

La cuisine, comme la langue, signe l'identité d'un peuple. La cuisine basque est à l'image de ce pays fermé par la géographie mais ouvert au passage et à l'accueil. p. XII

■ **REPÈRES.** Une forte personnalité vaut à la Catalogne (31 930 km²) un statut de communauté autonome avec sa propre langue, le catalan, égal du castillan.

■ **BARCELONE.** Réputée la plus *cosmopolite, la plus à la mode et* la plus avant-gardiste d'Espagne, la ville a fait peau neuve à l'occasion des J.O. de 1992, grâce à des architectes et des artistes du monde entier mobilisés pour lui redonner une façade sur la mer et des plages à proximité du centre. La vieille ville revit également et poursuit discrètement la restauration du « Quartier gothique » autour de la cathédrale et de l'église de Santa Maria del Mar, proche du *Musée Picasso, abrité dans un* ravissant palais. Pour l'amateur d'art, le festin se poursuivra à la Fondation Miro, sur la colline de Montjuic (belle vue sur la ville), au Musée national d'art de Catalogne (première collection mondiale d'art roman), à la Fondation Antoni Tapiès (la collection *la plus complète des œuvres* de l'artiste catalan), à la Fondation Thyssen et au tout nouveau Musée d'art contemporain qui dresse son audacieuse architecture au cœur de la vieille ville. Dans un autre registre, le *« Pueblo* Espanol », reconstitution, pour l'Expo de 1929, des plus belles places et rues d'Espagne.

■ **LA COSTA BRAVA.** Elle offre davantage que ses stations balnéaires réputées (San Feliu, Tossa del Mar, LLoret de Mar) et ses ports à la mode (Cadaques). *Il n'est qu'à suivre* la route du Bas-Ampurdan (Baix Empordà) et ses villages médiévaux, les ruines gréco-romaines d'Ampurias (un des grands sites archéologiques du pays) et, surtout, la ville de Gérone avec sa cathédrale (tapisserie de la Création), ses bains arabes, l'église romane de San Pere de Galligants et son quartier juif *(lire encadré ci-contre).*

■ **LA COSTA DORADA.** Au sud de Barcelone, elle affiche Salou (la plus importante station), Sitges (artistique et mondaine), Cambrils (port de pêche) et Port Aventura, un parc de divertissement de 115 hectares. Sans oublier une route des monastères (hauts *lieux cisterciens) et une route* romaine *via* l'ancienne ville impériale de Tarraco (l'actuelle Tarragone), dont le patrimoine, romain et médiéval, est exceptionnel. A signaler, un circuit de Clio, en septembre (5 600 F), sur les « Trésors de la Catalogne romane ».

■ **LE MODERNISME.** A l'origine de l'architecture moderniste (art nouveau) et de la vocation futuriste de la ville, l'entrée en scène, au XIXᵉ siècle, d'un urbaniste visionnaire, Ildefons Cerda, un Haussmann catalan qui a tracé le plan de la ville moderne où Gaudi et ses contemporains (article ci-contre) essaimeront leurs rêves d'architecture « moderniste ». Un parcours Gaudi inclut au moins la Sagrada Familia (immense église encore inachevée), la Pedrera (immeuble phare du « modernisme »), le parc Güell, ses pavillons et ses musées. Nouveau : une route du modernisme qui permet de visiter une cinquantaine de bâtiments avec un billet unique (48 F) valable 9 jours.

■ **LES PYRÉNÉES.** De la Navarre à la Catalogne *via* l'Aragon, *une région prisée des chasseurs* (huit réserves de chasse au gros gibier), des pêcheurs, des randonneurs et surtout des adeptes du canyoning, qui se retrouvent notamment dans la sierra de Guara avec, par *exemple, Explorator et Terres* d'aventure.

■ **LA ROUTE DALI.** Au Teatre Museu Dali de Figueras s'ajoutent, pour se familiariser avec l'univers de l'artiste surréaliste, deux autres « lieux de mémoire » : la Maison-Musée Salvador Dali, à Port Lligat, près de Cadaques, et la Casa-Museu Castell Gala-Dali (château de Pubol), à La Pera.

Gaudi n'était pas seul

Comme Vienne ou Prague, Barcelone fut une capitale à part entière de l'art nouveau

BARCELONE
de notre envoyé spécial

L'avenue porte le nom de Gaudi. Normal : dessinés par le maître en personne, les réverbères-candélabres encadrent une belle perspective sur ce qu'il considérait comme son chef-d'œuvre, la Sagrada Familia. Cars de touristes et *camions pêle-mêle au pied des* tours-clochers : le chantier bat son plein et s'est accommodé, avec le temps, des groupes de visiteurs qui se succèdent sur le site. Par-delà la mort de l'architecte et malgré l'opposition des intellectuels *de la ville, la construction du « temple expiatoire »* se poursuit, au rythme des dons des Catalans.

A présent, demi-tour. Pour découvrir Barcelone : un embouteillage monstre sur une avenue, des bars qui, imperturbables, déploient leurs fauteuils en alu sur les trottoirs, et, tout au bout, une ambulance qui s'engouffre dans un bâtiment moins altier, certes, que le temple de Gaudi, mais tout aussi étrange. En s'approchant, on découvre que l'hôpital de la Santa Creu i Sant Pau est constitué de plusieurs pavillons qui jouent à cache-cache entre les pins et dont *les coupoles en écaille couronnent* des colonnades de brique et de pierre. Entre les fresques et les sculptures, des vitraux aux fenêtres filtrent la lumière...

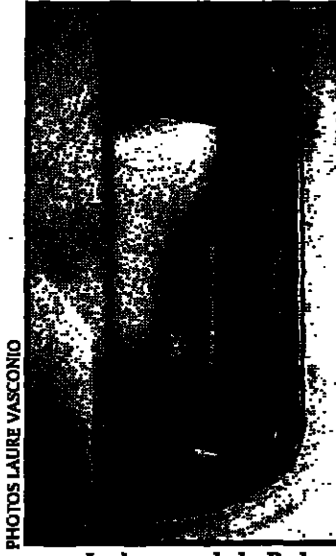
Ce pendant monumental de la Sagrada Familia est, lui aussi, une œuvre capitale de l'art nouveau. Il est signé d'un aîné de Gaudi, Lluis Domenech i Muntaner, qui y travailla *jusqu'à sa mort, en* 1923. Le premier, mystique, se proposait de rendre la foi aux Catalans en liquéfiant la pierre ; le second, juste en face, entendait édifier un hôpital-jardin au cœur de la cité. L'un et l'autre se sont, à quelques centaines de mètres de distance, abandonnés aux mêmes tourbillons de matières et de formes.

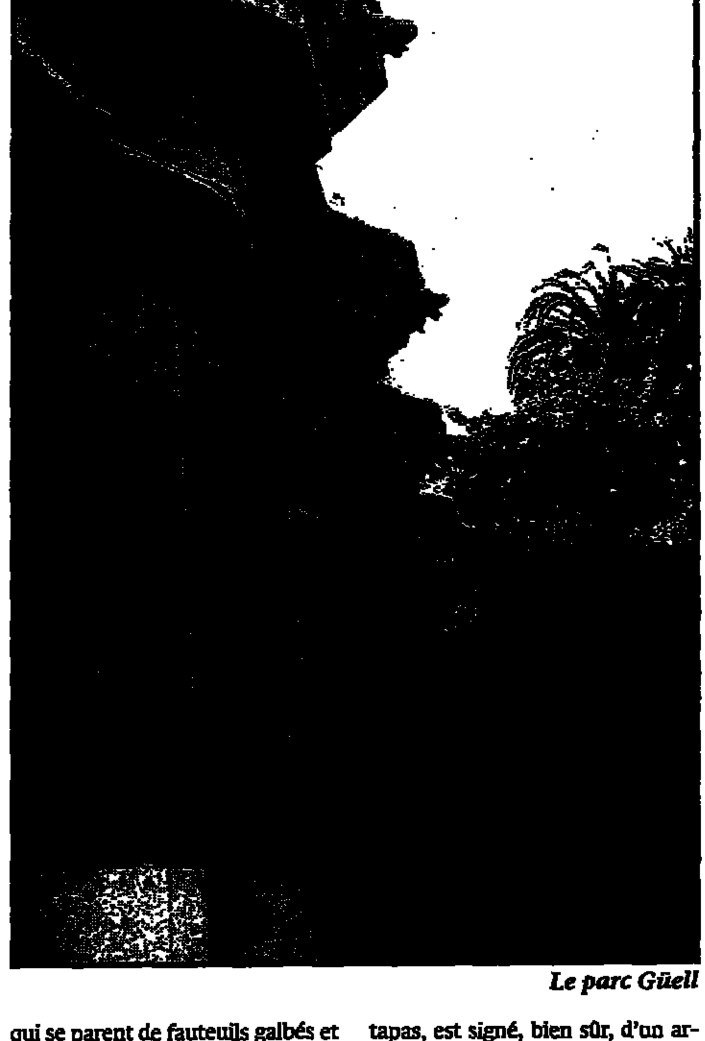
TOURNANT DE SIÈCLE

Sur le paseo de Gracia, l'effet est encore plus frappant. Arrêt devant la fameuse *« pomme de la discorde ».* Un beau jeu de mots : la pomme, dans l'Eixample (la partie tramée de Barcelone, construite au XIXᵉ siècle), c'est aussi une manière de désigner un pâté de maisons, un bloc. Tout un bloc où les trois architectes les plus à la mode ont, côte à côte, rivalisé d'extravagance. Gaudi, Montaner et Puig i Cadafalch. A qui ferait le mieux onduler les façades, à qui composerait les décors les plus fous ou trouverait les plus beaux fers forgés.

On l'aura compris : il ne suffit pas de s'arrêter devant le manteau de pierre de la Pedrera, souple comme une peau, puis de monter *au parc Güell, pour comprendre la* fièvre qui saisit Barcelone à l'aube de notre siècle. Gaudi, oui, est peut-être le plus génial, celui qui pousse l'esthétique du moment jusqu'à ses extrêmes limites, jusqu'à remettre même en question l'art de construire au fil à plomb. Mais Gaudi n'est pas seul. Il est un parmi d'autres.

Au tournant du siècle, c'est en effet toute la ville qui passe de la droite à la courbe, mélange les disciplines, croit au progrès et fossilise les fleurs en de somptueux décors. Il faut bien mettre un peu de *fantaisie dans la trame urbaine or*thogonale et stricte que Cerda a tracée au cordeau, au-delà des anciens remparts. Il y a pourtant des contestations. Les tenants du néoclassicisme n'ont jamais désarmé, bientôt relayés par les défenseurs *du noucentisme, une école qui,* face à ce grand déferlement d'idées venues d'Europe du Nord, prône l'ordre, la rigueur et le retour à la tradition méditerranéenne. Eugeni d'Ors et, dans une certaine mesure, Maillol, sont issus de cette réaction.

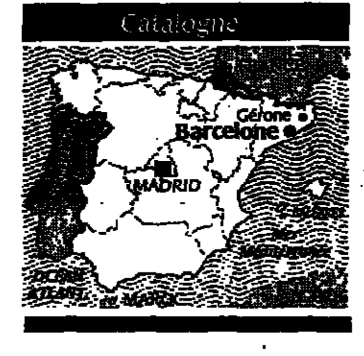

PHOTOS LAURE VASCONIO
La logeuse de la Pedrera


Le parc Güell

Mais cette poignée de résistants devra se résigner. Le levain est dans la pâte, et toute la ville se *boursoufle. Pêle-mêle, on voit* donc fleurir de multiples témoignages de cette véritable révolution : un arc de triomphe, des filatures, des maisons de notables, des gares, des usines à gaz, des théâtres, des arènes, des bancs publics habillés de mosaïques ou, tout simplement, des commerces, surtout des pharmacies et des boulangeries, *dont le nom s'écrit* en lettres dorées. Le modernisme s'applique à tout et, s'il convient aux riches qui lui offrent leurs villas ventrues, vraies demeures de contes de fées semées sur les hauteurs de Vallvidrera et du Tibidabo, il gagne aussi les quartiers les plus modestes.

Encore ne voit-on dans les rues que la partie visible du mouvement. Celle qui, à travers l'architecture, a marqué l'espace public. *Mais c'est au Musée d'art moderne,* dans le parc de la Citadelle – que détestaient les Catalans, parce qu'il fut longtemps le bastion du pouvoir de Madrid –, que l'on prend la mesure de tout le reste. Des intérieurs de notables qui se parent de fauteuils galbés et de miroirs oblongs ; des peintres qui se lancent à corps perdu dans un symbolisme maniéré, façon Seurat ou Caillebotte. Les maîtres de l'époque se nomment Ramon *Casals, Santiago Rusignol et sur*tout Isidre Nonell, le peintre des Gitans, le plus émouvant de tous.

Ils ont leur repaire, leur Chat-Noir à eux. En retrait des ramblas, dans le Barrio Chino, Els Quatre Gats est né de l'association de quatre d'entre eux : Santiago Rusinol, Miquel Utrillo, Pere Roméo et Ramon Casas. Aujourd'hui patiné *par des générations de fumeurs,* tapissé de caricatures et voué presque exclusivement au pèlerinage touristique, le bâtiment, qui tient du patio andalou et du bar à tapas, est signé, bien sûr, d'un architecte de la mouvance : Puig i Cadafalch. On s'y est beaucoup amusé, on y a donné des spectacles d'ombres chinoises, et on y a même publié une revue. Un *jeune homme timide, un immigré* du Sud, y vint crayonner discrètement sur les nappes. Et c'est ainsi que Pablo Picasso, dont le père était professeur aux Beaux-Arts, a fait sa première vraie exposition.



EFFICACITÉ ET LYRISME

Comme Vienne ou Prague, Barcelone fut donc une capitale à part *entière de l'art nouveau. Sauf que,* ici, on chercherait en vain le nihilisme ou le vague à l'âme qui conviennent aux villes d'Europe centrale. Il s'agit d'être efficace, et éventuellement lyrique. Cette écriture-là est adoptée par une bourgeoisie qui ne s'embarrasse pas d'états d'âme et ne rechigne pas à montrer sa fortune. L'œuvre de Gaudi n'aurait pas existé si Güell, l'un des principaux magnats du textile, ne l'avait pas portée à bout de bras.

Faire exploser les canons classiques, retrouver l'art d'une ogive gothique ou d'une fresque Renaissance pour en donner une version contemporaine, c'est se montrer absolument moderne. C'est rendre hommage, avec un optimisme que seule enterrera la guerre civile, à l'industrie d'une ville en pleine *expansion,* cette industrie qui hisse un artisan, ferronnier ou céramiste, au niveau d'un producteur d'objets de série, désormais consommables par tous.

C'est enfin, et surtout, construire l'imaginaire d'un pays qui ose enfin s'affirmer. Sans doute n'est-ce pas un hasard si l'acte de naissance du modernisme barcelonais remonte à l'Exposition universelle de 1988. A l'intérieur de l'enceinte, les visiteurs découvrent un étrange bâtiment de brique et d'acier, le Café dels Tres Dragons, transformé, depuis, en Musée de zoologie. Muntaner vient, avec cette réalisation, de


Détail de la Pedrera

trouver son style et de faire exploser un genre aux yeux du grand public.

*On sait aussi combien cette ex*position fut importante dans l'affirmation de l'identité catalane. Il s'agissait en effet de démontrer au monde entier que Barcelone n'avait peut-être pas le pouvoir politique, mais qu'elle était, en revanche, le moteur de l'économie espagnole, son avant-poste industriel et culturel. On était alors en pleine « Renaixença » (du nom d'une revue d'avant-garde), et les poètes ne se gênaient plus pour *célébrer, en catalan,* la grandeur de leur nation. Les architectes non plus. Ainsi, Domenech i Muntaner, président de l'Unio catalanista, allait être élu aux Cortès. Quant à Puig i Cadafalch, il devait être l'un des fondateurs de la Lliga regionalista, avant de devenir un éphémère président de la Mancommunitat, cet embryon de gouvernement catalan qui vit le jour au lendemain de la première guerre mondiale.

*Dans cette ville, l'art n'est ja*mais loin de la démonstration politique. C'est sans doute pourquoi, aujourd'hui, Barcelone aime tant son patrimoine moderniste.

Jean-Louis André

Gérone ou le ghetto ressuscité

CE N'EST PAS RIEN, la cathédrale de Gérone ! On ne voit qu'elle. Elle prend ses aises, au sommet d'une butte, couronnant les toits rouges de la ville. Une nef de vingt-trois mètres de large ! On ne fit jamais aussi large en Europe. Sans compter la façade baroque et les calices en or de son trésor... A côté, se dressent le palais des évêques, quelques couvents et des églises romanes. A l'in*térieur de ses anciennes murailles,* la Gérone chrétienne est altière et triomphante. En contrebas, tout contre, il y a l'autre ville. Une ville d'ombres, de porches, de ruelles et d'escaliers qui s'enfuient on ne sait où. Le Call, comme on désigne en catalan le quartier juif, c'est l'envers de la cité, son intimité.

*Il y a dix ans, c'était encore un ghetto. Un ghet*to sans juifs. Et pour cause : les rois catholiques les avaient expulsés de la ville, comme de toute l'Espagne, en 1492. Il avait fallu partir ou abjurer, et les maisons avaient vite été occupées par les « bourgeois » de l'époque. Au fil des siècles, ces rues étroites s'étaient sérieusement dégradées. *Certaines avaient même été murées. Le soir, on* évitait de passer par le « carrer de la Força », l'ancienne voie royale, la via Augusta des Romains. Un ghetto donc, comme on en trouvait souvent, à l'époque, au cœur des plus belles villes d'Europe.

A grand renfort de réhabilitation, Gérone s'est réconciliée avec son passé. Les élus ont compris que la profonde originalité de la ville était là, dans ces maisons toutes de guingois, recroquevillées au pied de la cathédrale. Certes, les initiés sa*vaient depuis longtemps que la cabale de Gérone* avait été brillante et que l'un de ses philosophes, Bonastruc de Porta, avait illuminé, au XIIIᵉ siècle, tout le monde juif. Mais beaucoup de Géronais ignoraient tout de leurs racines. Et les touristes passaient sans s'arrêter. Impardonnable. Ils manquaient en effet l'un des plus beaux quartiers médiévaux de la couronne d'Aragon. La présence des juifs à Gérone se perd dans la nuit des temps. Mais l'existence du Call proprement dit, dans la partie inférieure de l'enceinte urbaine, est attestée dans un document du XIIᵉ siècle. A cette *époque, il constitue une ville dans la ville, bientôt* fermé par une porte. Le Call de Gérone ne relève alors que de la juridiction royale, ignore les notables locaux, compte jusqu'à trois synagogues et abrite jusqu'à 7 % de la population totale de la cité. Ses habitants, parfois grands argentiers, plus souvent humbles artisans ou commerçants dra*piers, en sortent peu.*

En général, ils vivent en bonne intelligence avec les chrétiens. Mais de temps en temps, les relations entre les communautés s'enflamment. Des rixes éclatent, des calomnies se répandent et l'on cite volontiers, ici, l'histoire de ce Josep Astruc qui se dévoua pour sauver un criminel... chrétien. *Ce dernier s'était retrouvé au pied de la potence* pour avoir tué un juif. Josep se présenta au gouverneur et demanda sa grâce en échange de sa propre conversion. Il fut baptisé le jour même.

De ces cinq cents ans d'histoire commune ne restèrent longtemps que des fantômes et des ruines. Aujourd'hui, à l'emplacement même de l'une des synagogues, une association, soutenue par la municipalité, a installé un centre de recherche, une bibliothèque hébraïque et un musée. *Objectif : refaire de Gérone un centre vivant, et* rayonnant, de la culture juive.

J.-L. A.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90 ; Minitel : 3615 Iberia), qui propose six vols quotidiens d'Orly-Ouest, Air France (tél. : 0-802-802-802) et Nouvelles Frontières (un vol hebdomadaire de Paris ; tél. : 0-803-33-33-33). De province, avec Regional Airlines (tél. : 02-40-13-52-00) et Air Nostrum (tél. : 04-93-21-34-70). En train de nuit, avec le Talgo (Iberrail ; tél. : 01-48-01-97-80). En autocar, avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51). En voiture, *via* l'autoroute (1 173 km de Paris).

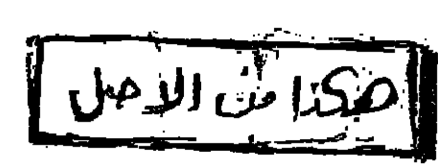
■ **AVEC QUI ?** De nombreux voyagistes proposent des séjours à Barcelone. Consulter la brochure *España* (guide 1998), diffusée par l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris ; tél. : 01-45-03-82-50).

■ **HÔTELS.** Pour son décor moderniste, Fonda de Espana (carrer de Sant Pau 9-11 ; tél. : 318-17-58). L'architecture est de Lluis Domenech i Montaner, les peintures sont signées Ramon Casals, et la cheminée en albâtre est du sculpteur Arnau. Un petit bijou, à condition de ne pas être obsédé par le confort. Environ 350 F la chambre double, petit déjeuner compris. Dans la région de Gérone, le Mas de Torrent (1723 Torrent ; tél. : 00-34-72-30-32-92), un Relais et Châteaux avec vue sur l'Empurdan, une petite Toscane espagnole.

■ **SAVEURS.** Pour son ambiance moderniste, Casa Leopoldo (San Rafael 24 ; tél. : 441-30-14), dans le Barrio Chino. Mandiargues y a écrit *La Marge.* Azulejos et cuisine catalane *généreuse. Environ 150 F. Egalement,* les 7 Portes (paseo de Isabel II ; tél. : 319-29-50), le Lipp barcelonais avec des plaques de cuivre indiquant les places préférées des artistes (Miro, Dali, etc.) qui ont fréquenté le lieu. La cuisine (excellent riz) est au-dessus de la moyenne des brasseries. Environ 250 F.
Près de Gérone, Monells (calle Villanova 11, 17121 Monells), un vrai restaurant de cuisine catalane traditionnelle, au cœur d'un village fortifié.

■ **LIRE.** *L'Art nouveau en Catalogne,* de François Loyer (éditions Evergreen). *Barcelone baroque et moderne. L'exubérance catalane* (Autrement). *La Ville des prodiges,* de Eduardo Mendoza : un roman épique, au temps de l'Exposition universelle de 1888. *Doce paseos por la historia de Barcelona* (éditions Foncacio de la Caixa), en espagnol ou en anglais, avec une promenade autour du modernisme. En français, *17 promenades dans Barcelone* (Casterman) et *Barcelone la Catalane,* de Jean-Louis André (Le Chêne).

■ **S'INFORMER.** A partir du 22 avril, la nouvelle *Maison de la Catalogne* ouvre ses portes au 4-6-8, cour du Commerce-Saint-André, 75006 Paris (accès par le 130, boulevard Saint-Germain) ; *tél. : 01-40-46-84-85 ; Minitel :* 3611 Office tourisme Catalogne. Du lundi au samedi, de 11 h à 18 h 30. Sur place, également, une boutique, un bistrot *(tapas), un restaurant et, du* 27 avril au 24 juin, une exposition Salvador Dali (de 15 h30 à 19 h, 50 F) avec une formule « déjeuner + visite » à 260 F *(réservation au 01-55-42-16-19).*



Terre de fêtes

Trois « fiestas » par heure, en moyenne. De quoi donner le vertige !

Il faut se rendre à l'évidence : *difficile de trouver en Europe un* pays où les fêtes soient plus nombreuses et plus variées qu'en Espagne. On n'en voit pas non plus qui ait su conserver aussi vivantes, aussi curieusement bien intégrées au rythme contraignant de la vie contemporaine, ses traditions les plus anciennes, voire les plus bizarres.

Dresser un catalogue aussi exhaustif que possible des fêtes traditionnelles de ce pays, tel fut *l'exercice auquel se livra*, il y a quelques années, l'hebdomadaire madrilène *Cambio*. Pour constater que les manifestations de ce type dépasseraient certainement les 25 000 par an, étant entendu que les 8 032 municipalités recensées – celles qui ont rang de *« villas »* – ne se contentaient évidemment pas d'une seule fête. Trois *« fiestas »* par heure, en moyenne, pour un seul pays, voilà de quoi donner le vertige !

Certes, la plupart, sans doute, n'offrent qu'un intérêt local. On observe néanmoins que loin de s'étioler au fil du temps, les fêtes ancestrales conservent une belle vigueur et que s'y ajoutent, constamment, de nouvelles inventions. De sérieux sociologues, tels Julio Caro Baroj a ou Enrique Gil Calvo, soulignent que la fête, en Espagne, représente un substitut très ancien à l'action, qu'elle exprime *« une capacité de travail condensée (faute de mieux) en énergie de loisir »*. Et il est vrai que l'Espagne, *en déficit d'activité depuis* le Siècle d'Or et, bien plus encore, après l'invasion napoléonienne, *n'a eu que trop tendance* à se replier sur la richesse poétique de son « folklore », pour s'en tenir à *un terme facile mais fortement réducteur*. Le « folklore », en effet, est-ce rien d'autre qu'une représentation ancienne et démodée sur laquelle s'attendrit notre modernité ?


CRISTINA GARCÍA RODERO/VU

Cartagena, 1981

Rien à voir, donc, avec la fête espagnole. Ici, les rites les plus anciens, tel celui du combat des « Mores et des Chrétiens », célébré à Alcoy et dans toute la région du Levant, y sont perpétués non pas dans une représentation figée, répétitive et cérémonieuse mais dans le cadre d'une dynamique qui, chaque année, fait une place à l'invention et *laisse s'exprimer l'éclosion* spontanée de la fête. Il n'est aussi qu'à observer comment nos *voisins d'outre-Pyrénées* savent, avec presque rien (une ou deux guitares, des voix bien ajustées, un *sens instinctif* de la musique et ce qu'il faut de « tapas » et de vin), vous organiser une soirée mémorable. Le vrai secret de la fête espagnole est là : dans ce génie propre, dans cette grâce vitale si tonique et qui ne s'explique pas. Cela dit, on n'en finirait pas d'explorer *toutes les extravagances* de certaines coutumes locales remontant, souvent, à la plus ancienne tradition *païenne sanctifiée par* l'Eglise. Pour le plus grand malheur des animaux qui, parfois, en *font les frais : coqs* d'Albalà, *en* Estrémadure, décapités par d'habiles cavaliers, ou ânes chargés de tous les péchés du village et maltraités comme tels. Quant au surréalisme religieux, il atteint, à l'occasion, des sommets avec, par exemple, à Las Nieves, en Galice, la procession des cercueils où prennent place, en action de grâce, les malades de l'année que la mort a épargnés. Dans un registre plus aimable (cela se passe à El Castrillo, dans la province de Burgos), un bouffon, le *« colacho »*, doit sauter par-dessus les nouveau-nés du village *afin d'assurer leur prospérité*. A Zamarramala, un village proche de Ségovie, ce sont les femmes que l'on honore une fois l'an en remettant à deux *« alcadesas »* tous les pouvoirs sur la communauté. Quelques échantillons, parmi d'autres, d'un pittoresque national aux multiples facettes.

Le feu et le bruit sont également des divinités auxquelles l'Espagne rend volontiers un culte fervent. Ainsi, Calanda, le village aragonais de la famille Buñuel, est aussi celui *des tambours insatiables et les virtuoses* locaux de la grosse caisse y réalisent des prouesses qui laissent *leurs mains ensanglantées et maltraitent* quelque peu le tympan des spectateurs.

GERBES PÉTARADANTES

Bruit et feu se conjuguent également pour métamorphoser la fête en une tonitruante et fulgurante pyrotechnie. Tel est le cas des *« Fallas »* de Valence. Pour la San José, en pleine mi-carême, la capitale du Levant brûle, en fin de semaine, les effigies monumentales de carton-pâte que ses artisans, regroupés en confréries, auront mis un an à construire aux carrefours de la vieille ville. Toute la satire d'une année, avec ses figures caricaturales, chefs-d'œuvre d'ingé*niosité et d'humour, s'envole* ainsi en gerbes pétaradantes le temps d'un plaisir aussi bref qu'extrême. Comme partout en Espagne, la gratuité du geste en souligne la beauté, noble salut à la vie éphémère !

Rien de comptable dans cette posture, rien de « petit bourgeois ». Même si les retombées touristiques » de ces fêtes multicentenaires sont, désormais, prises en compte et bienvenues, elles ne pèsent pour rien dans la balance du plaisir. Avec ou sans témoins étrangers, ces rendez-vous traditionnels ont toujours vibré de la même émotion intérieure. Dans un monde de plus en plus standardisé, où le spectacle programmé (le « festival », le « son et lumière », la reconstitution historique), est devenue la pâture habituelle des touristes, cette particularité hispanique, presque une exception, renferme un premier secret. Ici, il n'y a aucune différence entre acteurs et spectateurs. Les Espagnols ont toujours trouvé en eux-mêmes assez de ressources pour s'offrir des fêtes qui se suffisaient de leur propre représentation.

Les *« ferias »* de Séville et de Pampelune (pour ne citer que les plus célèbres dans un pays qui en compte autant que de villes et de villages), les « semaines saintes » qui, dans toute l'Espagne, perpétuent, à la lueur dramatique des torches, des allégeances à tel ou tel Vierge ou Christ de paroisse, les processions fleuries de la Fête-Dieu, jamais plus belles qu'à Tolède, les pèlerinages (*« romerias »*) comme celui du Rocio, vrais scénarios ambulants, les *« verbenas »* madrilènes, si charmantes avec leurs couronnes de lampions tressées, comme au temps de Goya, à San Isidro-le-Laboureur et à la Vierge de la Palombe, autant de temps forts qui ponctuent le calendrier de repères vitaux.

Chaque région d'Espagne a sans doute les siens propres, chacune marque ses *« fiestas »* locales de *son tempérament particulier*. Ainsi, la Catalogne et les Canaries n'ont jamais vraiment inscrit les « toros » dans leur tradition festive. Le déploiement aristocratique *et cavalier des grandes « ferias »* andalouses ne se confond pas davantage avec l'allégresse plus rus*tique des « Sanfermines »* de Pampelune, si chères à Hemingway, que *« sevillanas »* et *« danses flamencas »* ne ressemblent aux *« jotas »*. Tout comme le subtil *« fino »* de Jerez ne grise pas de la même manière que le « rouge » de Navarre ou le *« chacoli »* du Pays basque et là où l'on va aux arènes comme à la messe – à Séville par exemple –, ailleurs, on s'y presse en bandes turbulentes, encore toutes excitées d'avoir couru le matin devant les fauves lâchés dans les rues pour l'*« encierro »*.

Pourtant, quel que soit l'endroit où se célèbre la fête, préside partout un sens aigu de l'esthétique, un souci d'élégance qui reste en*core la marque du peuple espa*gnol, et ce à tous les niveaux de la société. Les ivrognes sont ainsi quasiment absents du tableau et quand il arrive que des bagarres éclatent, elles sont, le plus souvent, le fait d'étrangers au pays. Lorsqu'on se sait soi-même sujet et objet de fête, on se regarde faire, on se veut beau et digne jusqu'au cœur de la gaieté la plus spontanée. On participe, c'est vrai, à une sorte de liturgie grave et *heureuse de la fête, sans distance* ni inutiles débordements. On appelle ça « le naturel ». Cette grâce vive et joyeuse, cette générosité amicale, les Espagnols l'ont reçue en partage. C'est un don très ancien qui contrebalance l'excès de fierté ombrageuse dont on les accable souvent.

LES VIERGES DE PRINTEMPS

Restons néanmoins objectifs : si la façon de « faire la fête » tient au génie propre du peuple espagnol, la fête, en Espagne, repose encore sur deux solides piliers qui assurent sa permanence : la religiosité populaire et la tauromachie. L'une et l'autre rythment si bien les bonheurs saisonniers du pays, elles s'insèrent si intimement, comme des respirations heureuses, dans le calendrier d'une année ordinaire, que même les non-croyants ou ceux qui ne vont jamais voir une corrida, restent imprégnés de ce souffle qui fait passer sur leur vie quotidienne un moment d'exception. Sans ces opéras liturgiques à ciel ouvert que sont les processions pascales, ces pèlerinages champêtres qui célèbrent des Vierges de printemps aux noms de jeunes filles, ces corridas traditionnelles qui, dans chaque localité honorant son saint patron, constituent l'événement, qu'en serait-il des fêtes superbes de l'Espagne ? Que resterait-il même de la délicieuse spécificité du bonheur espagnol ?

Admettons que certains lui restent étrangers, voire franchement hostiles. En Espagne aussi *ces traditions furent jadis condamnés* au nom d'une singerie imitative et normalisante de l'idée de progrès. Après la liquidation de la dictature franquiste, et plus encore *sous le règne socialiste*, on aurait pu assister à la déperdition de ce patrimoine exceptionnel. Il n'en a *rien été. Preuve supplémentaire de* la formidable maturité du pays. Ni la libération des mœurs, explosive *en Espagne avec la « movida »* et l'usage plutôt libéral des drogues, ni le déclin spectaculaire de la pratique religieuse, n'ont, finalement, entamé des coutumes liées à une intangible esthétique nationale.

L'Espagne des *« aficionados »* n'est d'aucun parti politique. Pas plus que celle des confréries de pénitents qui endossent la cagoule pour suivre le saint sacrement, comme à Séville, pendant la Semaine sainte. Si le « catholicisme culturel » a encore quelque avenir, il devrait explorer la richesse de ces racines-là... Elles sont aussi so*lides que celles qui, depuis deux* siècles, ont érigé, une fois pour toutes, et malgré la concurrence du ballon rond, la *corrida en « Fiesta nacional »*. Alors, pas touche à ces choses si sérieuses ! Devant les assauts de l'Europe puritaine, l'Espagne dressera encore longtemps son mur de fêtes et de beauté.

Philippe Nourry

Carnet des réjouissances

■ ANDALOUSIE. A Séville, la Semaine sainte, suivie de la Feria. A Jerez de la Frontera, près *de Cadix, la foire* du cheval, avec ses défilés de cavaliers et d'attelages (du 10 au 17 mai). A Cordoue, la « fête des patios » (du 4 au 17 mai). A Almonte, à une heure de Séville, le pèlerinage en l'honneur de la Vierge du Rocio (du 30 mai au 1er juin).

■ ARAGON. Saragosse danse la *jota* pour la fête de la Virgen del Pilar (le 12 octobre). Dans la province de Teruel, *« Las Tamboradas », les* battements du tambour, marquent la mort du Christ (Semaine sainte).

■ BALÉARES. A Ciutadella (Minorque), pour la Sant Joan, cavaliers et montures exécutent des figures du Moyen Age (*le 24 juin*).

■ CANARIES. Pour la Fête-Dieu, le 11 juin, tapis de fleurs dans les rues de la Orotava (Tenerife) et, le 15 août, Romeria de la Virgen de la Candelaria, patronne de l'île.

■ CASTILLE ET LÉON. A Valladolid, spectaculaire procession du Vendredi Saint. A Castrillo de Murcia (Burgos), « El Colacho », le dimanche après la Fête-Dieu. A Zamarramala, près de Ségovie, pour la Sainte Agathe, deux *femmes, maire d'un jour*, brûlent l'effigie d'un homme (le dimanche proche du 5 février).

■ CASTILLE-LA MANCHE. A Tolède, *la* Fête-Dieu, l'une des plus célèbres processions d'Espagne (le 14 juin). A Almonacid del Marquesado (Cuenca), « La Endiablada », où des démons escortent les effigies de la Vierge de la Chandeleur (2-3 février).

■ CATALOGNE. Dans la province de Tarragone, à partir du 30 août, les « Castellers », un jeune garçon escalade des châteaux humains. Pour la Saint-Georges, patron de la Catalogne, les amoureux échangent une rose et *un livre, en souvenir de Cervantès*, mort ce même jour, en 1616 (le 23 avril) et, pour la Saint-Jean, le 24 juin, feux d'artifice.

■ ESPAGNE VERTE. A Oia, près de Pontevedra, la « Rapa das Bestas », marquage des chevaux sauvages (6-8 juillet). A Santiago de Compostela, le 25 juillet, une semaine de fêtes et un feu d'artifice le 24 au soir en l'honneur de saint Jacques.

■ ESTRÉMADURE. A Navalvillar-de-Pela, près de Badajoz, feux de joie pour *l'« Encamisa » (16 janvier) et, à Jaran*dilla de la Vera, pour « Los Escobazoz » (7 décembre).

■ MADRID. Le 2 mai, les Madrilènes célèbrent le soulèvement contre les troupes napoléonniennes par quatre *jours chômés et*, le 15, portent le *castizos*, leur costume traditionnel, en l'honneur de san Isidro, leur saint patron.

■ MURCIE ET VALENCE. Valence, pour la Saint-Joseph, le 19 mars, brûle des *caricatures* en carton-pâte et, 8 jours avant, pour « la mascleta », donne un concert de pétards devant l'hôtel de ville. A Buñol, près de Valence, « la Tomatina », *une bataille de tomates* (dernier mercredi d'août). A Alcoy, près d'Alicante, reconstitution d'affrontement entre Maures et chrétiens (22-24 avril).

■ PYRÉNÉES. A Pampelune, « Los San Fermines », *popularisée par Hemingway* : festivités, bals populaires et lâcher de taureaux (6-14 juillet). A Haro (Rioja), la « Romeria de San Felices de Bilibio », une *bataille où les participants*, vêtus de blanc, *s'aspergent* de vin (24-29 juin). A Anguiano (Rioja), « la danza de los Zancos », danse tournoyante sur des échasses, dans une ruelle pentue (22-23 juillet et dernier samedi de septembre).

■ CARNAVALS. Explosion de joie avant l'ouverture du carême, ils anticipent la fin de l'hiver et *reflètent la culture populaire*. Leur date, fin février-début mars, est fonction de celle de Pâques, antérieure en tout cas au mercredi des Cendres.

■ ANDALOUSIE. Le carnaval de Cadix, l'un des plus brillants d'Espagne, dure 8 jours et comporte une cavalcade. L'esprit *caustique du caractère andalou* s'y exprime à travers des concours de chansons tournant en dérision les travers contemporains et épinglant politiciens et célébrités du moment.

■ CANARIES. Le carnaval de Santa Cruz de Tenerife est l'un des plus importants d'Europe. Il commence par l'élection d'une reine, dure une semaine, s'enivre de danses, de musique, de défilés en costumes extravagants et connaît son apothéose le *mardi gras. Le lendemain*, mercredi des Cendres, « enterrement » d'une gigantesque *sardine*.

■ CASTILLE ET LEÓN. Pour le carnaval de Ciudad Rodrigo (Salamanque) des volontaires affrontent de jeunes taureaux dans l'arène. Suivent des bals populaires et toutes sortes d'attractions dans une atmosphère survoltée.

■ CATALOGNE. A Sitges (Barcelone), la fête commence *le 19 mars* avec l'arrivée du Carnestoltes, le roi du carnaval qui prononce un discours dans lequel *il se moque de la mairie* et des personnalités les plus en vue de la ville. Pour ce faire, on élit *chaque année un homme dont* le nom est tenu secret. Au carnaval de Solsona (Leida), il y a des *noces de « géants »*, une procession de carrosses, des danses, une élection de « miss » et, pour finir, des Carnestortes, effigies en carton-pâte que l'on brûle dans l'allégresse générale.

■ ESPAGNE VERTE. Deux jours, deux défilés costumés pour le carnaval de Santoña, en Cantabrie, le premier réservé aux enfants, le second ouvert à tout le monde. Un prix récompense le plus beau déguisement. Le carnaval de Saint-Sébastien, qui remonte à *1814, se donne chaque année un* thème différent afin de renouveler les déguisements.

■ ESTRÉMADURE. Au carnaval de Villanueva de la Vera, célèbre pour ses monuments, le « Pero Palo », effigie d'un bandit humilié, est malmené par la foule au son des roulements de tambour : défilé, rituel de jugement et mise à mort.

La belle érudite

Du bonheur d'habiter et d'étudier dans une ville admirablement préservée

■ **REPÈRES.** Des *rias* (abers) aux cimes altières des pics de l'Europe en passant par forêts, lacs et vignobles, un séduisant cocktail joliment baptisé « Espagne verte » conjugue les multiples facettes du littoral atlantique et de l'arrière-pays.

■ **GALICE.** Terme du chemin de Saint-Jacques, pèlerinage européen par excellence, elle connut au Moyen Age un rayonnement comparable à celui de Rome. Outre Saint-Jacques-de-Compostelle *(lire reportage ci-contre)*, elle se distingue par un littoral découpé, au *sud, en quatre* estuaires profonds et sinueux (les Rias Gallegas, réputées pour leurs fruits de mer) ponctués d'innombrables îles. A signaler un beau circuit « Galice romane » chez Donatello et un combiné Madrid/Galice chez Voyageurs en Espagne.

■ **ASTURIES.** Siège, des siècles durant, du royaume chrétien le plus impliqué dans la lutte contre la présence musulmane dans le sud, cette région montagneuse porte encore avec fierté son titre de principauté. Oviedo, la capitale, s'enorgueillit d'un chapelet d'églises de style préroman.

■ **CANTABRIE.** En vitrine, la préhistoire de la péninsule ibérique avec, notamment, les célèbres peintures rupestres *des grottes* d'Altamira, proches du charmant village de Santillana del Mar. A Santander, son élégante capitale, cloître de la cathédrale gothique et plage du Sardinero. Fin juillet, la ville organise un Festival international (musique, danse et théâtre). A deux pas, Santillana del Mar possède une impressionnante collégiale romane, invitation à découvrir les monastères de San Martin de Turieno et Santo Toribio de Liébana. La côte, ou Costa verde, est ponctuée de villages de pêcheurs.

■ **PICOS DE EUROPA.** Les Asturies et la Cantabrie se partagent la plus grande réserve naturelle d'Europe, majestueux massif où, dans les vallées, s'épanouissent des artisanats de qualité. Les forêts de feuillus, sanctuaire des derniers ours brun d'Espagne, les rivières ainsi que les glaciers, lacs et gorges profondes en font le paradis du randonneur également séduit par la Réserve biologique de Muniellos et les parcs naturels de Covadonga et Somiedo.

■ **PARADORS.** Ces magnifiques demeures historiques (85 disséminées dans la péninsule) font les plus beaux hôtels. D'autant que l'entreprise d'Etat qui les gère semble avoir à cœur de les maintenir dans la splendeur de leur origine. Dans la Manche, le parador de Cuenca est installé dans un ancien couvent du XVIe siècle, face aux « casas colgadas » (maisons suspendues). A Almagro, l'hôtel, un ancien couvent franciscain, possède quatorze cours *intérieures. Celui de Manzanares* se veut plus rustique et fonctionnel. En Galice, celui de Compostelle, magnifiquement préservé, est sans doute l'un des plus beaux mais aussi l'un des plus chers (environ 1 315 F la nuit) avec celui de Grenade (1 430 F environ). Aussi faut-il profiter des tarifs spéciaux parmi lesquels le « livret 5 nuits », chacune à 460 F environ, dans 5 paradors de son choix. Dans celui de Santiago, deux coupons par nuit sont nécessaires. Cette offre est valable jusqu'au 31 octobre, quelques jours de fête excepté. Signalons encore le « spécial *2 nuits » (moins 20 % sur le prix* de la chambre, le petit déjeuner et le repas à partir de 2 nuits consécutives, en demi-pension) et la réduction de 35 % accordée aux plus de soixante ans sur le prix de la chambre double avec petit déjeuner. Renseignements au numéro vert 0800-503-777.

■ **GUIDE.** Consulter également *Hôtels et maisons d'hôtes de charme en Espagne 1998* (Rivages) qui présente, commentaire à l'appui, 240 adresses d'hôtels, paradors, *posadas* (auberges) et *casas rurales* (maisons d'hôtes) de la péninsule ibérique, îles Baléares incluses.

SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE
de notre envoyée spéciale

Si c'était une musique, ce serait la cornemuse. Un minéral, le granit. Une atmosphère, la pluie. Un moment du jour, la nuit. Une terre, celte direz-vous, mais encore ? Une couleur, le gris, mais aussi le vert, sans aucun doute. Un style, le baroque. Une fleur, le camélia. Une profession, étudiant. Un emblème, *la coquille, évidemment.* Et un saint ? Jacques, l'apôtre martyr. Et l'étoile qui permit de découvrir son tombeau dans le « champ de l'étoile », *« campus stellae »*, Compostelle.

Cette ville éblouissante apparaît d'abord comme une fantaisie climatique, un caprice de la nature. Sur cette terre de soleil qu'est l'Espagne, rocailleuse, sèche et assoiffée d'eau, imaginez une oasis verte, sillonnée de rivières poissonneuses, balayée de ciels changeants qui déversent des ondées fines, légères, avec des bancs de brume et des coups de vent, une Irlande ibérique en somme, peuplée de monuments en granit *sculpté et moussu comme des calvaires* bretons. Et, flottant là-dessus, au lieu du claquement impérieux des castagnettes, les sonorités stridentes, guillerettes et aigrelettes, un peu époumonnées, de la *gaita*, la cornemuse celte. Oui, c'est cela, Saint-Jacques.

Son cœur est une place nommée Obradoiro, « œuvre d'or ». L'expression, si juste car elle associe recherche métaphysique, conception symbolique et perfection formelle, désigne-t-elle la cathédrale, la place ou la « ville-monument », édifiée à l'intérieur de remparts invisibles mais bien présents ? Les trois sont plausibles.

La plaza do Obradoiro, la place de l'« œuvre d'or », l'une des plus belles et des plus vastes d'Europe, dégage une belle harmonie. Surtout, elle est vide, un vide qui fait toute la différence car il permet la distance et la comparaison. La richesse architecturale s'y épanouit : la cathédrale est baroque ; le palais Raxoi, siège de la mairie et de la junte régionale, néoclassique ; le collège Saint-Jérôme, qui abrite le rectorat, Renaissance, et l'hôpital des Rois-Catholiques, aujourd'hui hôtel de luxe, gothique tardif.

LES HERBES FOLLES

On le voit dans la lumière, vive, ciselante, le miracle de Compostelle, c'est la pierre : vivante, rongée, *herbeuse, grise bien sûr mais* aussi ocre, moutarde et même vert-de-gris, comme les coupoles d'Europe centrale. Pierre féconde car tout ce qui y vit provient de ses noces avec l'eau. Ce miracle, on le contemple partout, et d'abord sur les murs de cette cathédrale, prolifique et tout entière sculptée, dont les quatre entrées – une à chaque point cardinal – sont autant de visages.

Au nord, la façade d'Azabachería, la première que voit le pèlerin, est la plus poétique – voyez les herbes folles. Celle de l'ouest, sous l'égide d'un saint Jacques débonnaire, la plus familière. Celle de Platerias, au sud, la plus contem*plative, la plus ancienne aussi.* Et la façade principale, si connue, à l'est, la plus monumentale.

Attiré par les camélias d'une placette dont on cherche en vain le nom, on s'approche. Là, sous les frondaisons vertes aux fleurs blanches un peu pourries par la pluie, on aperçoit, au-delà d'un porche, une cour plantée d'azalées et de rhododendrons. Entrer et se laisser éblouir. Ce cloître, c'est celui du collège Santiago Alfeo, l'établissement fondateur de l'université.

Il fut créé par l'archevêque Alonso III de Fonseca – un mécène humaniste – pour accueillir les étudiants ès arts les plus démunis. D'où son nom de collège des Artistes. On l'appelait aussi, par dérision, le collège « pain et sardine », en raison de la pénurie qui y régnait et de l'austère discipline imposée aux résidents.

Le recteur actuel, Dario Villanueva, souligne *« le prestige de l'université* [d'après une étude de 1997, Santiago est au même rang que Salamanque, après Madrid et Barcelone] *et l'expérience vitale que signifie être étudiant dans une ville comme Saint-Jacques. Ils étudient beaucoup, tout en menant une vie bohème. Plus tard, ils s'en souviennent comme d'une période exceptionnelle dans leur vie. »*

Au XVIe siècle, il y avait douze élèves au collège Saint-Jérôme. Vingt-quatre au XVIIe. Au début du XXe, l'université dans son ensemble comptait un millier d'étudiants. Ils sont 34 000 aujourd'hui, dont 65 % de filles, admises à partir de 1910. Les deux journaux locaux, *El Correo Gallego*, en espagnol, et *O Correo Galeco*, en galicien, qui appartiennent à la même entreprise de presse, consacrent tous les deux, le mercredi, un cahier de 12 pages à l'université.

Braïs, vingt-quatre ans, sourire doux, longs cheveux noués, étudiant en sciences politiques, est un fin observateur des mœurs locales. Il constate que ses condisciples de gauche ont, comme lui, investi la ville ancienne, belle mais sans confort, et les étudiants de droite, la ville moderne. Une typologie aux ramifications nombreuses. Si vous croisez un étudiant portant chaussures de montagne, jeans, pull 100 % laine, voire le foulard *palestinien, adepte de l'esthétique* grunge, végétarien sans fanatisme (*« on mange du chorizo, c'est dans notre culture »*), fumant discrètement du hasch et buvant de la bière, présumez qu'il est de gauche et vote BNG (Bloque Nacionalista Gallego), parti qui prône *« l'indépendance économique et politique, tout en sachant que l'indépendance territoriale est utopique »*. L'intelligentsia et les étudiants appartiennent à cette mouvance.

L'étudiant de gauche est un ascète. Il partage un appartement à plusieurs, rogne sur le chauffage, dort sur un matelas à même le sol et mange chez lui. Il aime passionnément la vieille ville, où est concentrée l'activité culturelle, et n'en sort pas sans nécessité. Il apprécie sa qualité de vie : ni industrie polluante, ni circulation, ni affichage intempestif. Aussi, constate-t-il, *« les gens sont très satisfaits du maire* (de gauche). *On vote pour sa personne, pas pour son parti. Sa fonction primordiale est de restaurer Santiago pour en faire une ville habitée. »*

On avait envie de voir l'objet de tant d'estime, l'homme qui a si bien compris son fief. Xerardo Estévez, maire de Compostelle depuis quatorze ans, a le pas pressé de l'homme d'action qui vit pleinement chaque seconde. Cet architecte considère comme sa tâche principale *« la transformation urbanistique d'une ville historique »*. Il a décidé, il y a dix ans environ, d'interdire la circulation automobile dans la partie ancienne – ce qui ne s'est pas fait sans grincements de dents – et veille à l'équilibre entre habitants, commerces et banques. Il confirme le clivage estudiantin gauche-droite : *« Puod esser, puod esser »*, *« ce n'est pas faux »*, opine-t-il, amusé. Et lui, où habite-t-il ? *« Entre les deux. »*

CHANTER LES HEURES

Grâce à lui, la cité a été préservée. L'usure des siècles tempère l'austérité du granit et confère une subtile douceur à la pierre qui chante, respire et s'épanouit sous la pluie. Plus douce encore à la lueur des réverbères. On ne serait pas surpris de voir apparaître un de ces veilleurs de nuit, hallebarde à la main, qui, au siècle dernier, frappaient le sol et chantaient les heures, intercalant dans l'annonce, au gré de leur humeur, des informations météorologiques : *« Ave Maria Purisima, onze heures et nuageux ! »*

Compostelle ou la jubilation esthétique. *« Il y a deux villes en Espagne : Santiago et Salamanque. Les autres sont des camps »*, écrit Camilo José Cela. Alejandro Pérez Lugin, décrivant la vie étudiante à Santiago il y a cent ans, évoque *« la sympathie intime, la cordialité expansive, seigneuriale et charmante que la ville de notre jeunesse garde sous ses apparences austères »*. Et Gabriel Garcia Marquez : *« J'ai toujours cru, et je continue à croire, qu'il n'y a pas au monde une place plus belle que celle de Sienne. La seule qui m'en ait fait douter est celle de Santiago de Compostela, à cause de son équilibre et de son air juvénile, qui empêche de penser à son âge vénérable, mais qui semble avoir été construite la veille par quelqu'un qui aurait perdu le sentiment du temps. »*

Danielle Tramard



GILLES RIGOULET

Le palais Raxoi, sur la place de l'« Œuvre d'or »

Un hospice royal

L'HOSTAL dos Reis Catolicos, si on l'écrit en galicien, devait être *« capable de fournir un service convenable à l'homme pieux, au malade et au riche qui venaient dans la ville »*. Ainsi le voulurent les Rois Catholiques, Isabelle Ire de Castille et Ferdinand II d'Aragon. *Les deux souverains, après avoir repris* Grenade aux Maures, en 1492, décident d'investir une partie de leur butin de guerre dans la construction du nouvel hospice de Compostelle. Combien d'artisans et d'artistes ne fallut-il pas enrôler dans la conception des cloîtres et fontaines, des escaliers en pierre, *des plafonds à caissons*, des balcons, gargouilles, statues, autels et colonnes, mais aussi des rampes en fer forgé et autres ferronneries de ce vaste bâtiment qui ne compte pas moins de quatre cloîtres, une chapelle et une façade délicatement ouvragée ?

L'hôpital royal accueille ses premiers hôtes en 1509, après dix ans de travaux. C'était le plus beau, le plus grand et le plus moderne des établissements qui jalonnaient le chemin de Saint-Jacques. Tout y était minutieusement réglé. En été, on changeait les draps chaque *semaine, en hiver, toutes les deux semaines,* et la paille des lits tous les six mois. Appréciation d'un pèlerin d'Europe centrale : *« C'est un magnifique et somptueux ouvrage de pierre, doté de grands moyens et de fonds toujours disponibles. Il a sa propre pharmacie, ses médecins, ses chirurgiens et, sans nul doute, rivalise avec les principaux hôpitaux de la Chrétienté. »*

C'est en ce lieu, merveilleusement préservé, que le pèlerin d'aujourd'hui est invité à faire étape.

D. T.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** Vols quotidiens Paris-Madrid, Madrid-Santiago avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), à partir de 2 478 F A/R taxes incluses.

■ **REPÈRES.** S'accorder un long week-end à Santiago, le temps de voir et de revoir la ville ancienne, infiniment séduisante, surtout hors saison, et qui figure *au Patrimoine mondial de l'humanité*. Emporter parapluie ou imperméable car il pleut beaucoup. Cela dit, le climat change rapidement, le soleil chassant la pluie et vice versa. Le rythme de vie est décalé par rapport au nôtre. Les étudiants sortent le jeudi soir, très tard, leur week-end commençant le vendredi après-midi. La fête de saint Jacques, le 25 juillet, clôt une semaine de festivités. Le 24 au soir, un feu d'artifice embrase la cathédrale.

■ **ÉTAPES.** L'Hostal de los Reyes Catolicos, sans hésiter *(voir ci-contre)*. L'Ostal San Francisco (tél. : 00-34-81-57-25-64), hélas « rénové » (marbre, cuivre...). A partir de 300 F environ la chambre. Intacts, le cloître et le réfectoire des moines, impressionnant, où l'on sert le poulpe au déjeuner du vendredi.

■ **CUISINE.** Le poisson abonde dans la mer et les rivières, les produits de la terre sont proches. C'est dire que la cuisine galicienne, préparée à partir de produits locaux, est délicieuse. Plus les plats sont simplement apprêtés, meilleurs ils sont. Ainsi du *pulpo a feira*, poulpe, cuit au court-bouillon, assaisonné d'huile d'olive et de paprika et servi avec des pommes de terre bouillies. Un régal, de même que le potage galicien, sorte de soupe au choux relevée de chorizo. Les « portions » sont servies au centre de la table et les convives partagent. Le soir, vient l'heure de « *tapear* », d'aller boire du Ribeiro, un vin rouge local, en dégustant des « *tapas* », notamment les *boquerones*, filets de poisson cru mariné dans l'aïl et le vinaigre. Gastronomie *galicienne chez Toni Vicente* (tél. : 59-41-00), au restaurant de l'Hostal (tél. : 58-22-00) et chez Alameda (tél. : 58-66-57). Prix en rapport. Fromages locaux à La Casa de los Quesos (Bautizados, 10). Douceurs au monastère de San Pelayo.

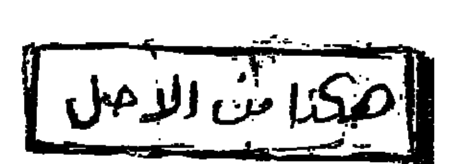
■ **HAUTS LIEUX ESTUDIANTINS.** Sélectionnés par Braïs, la plupart dans la vieille ville. Jazz : la Borriquita de Belem (San Paio, 22) et Dado-Dada (Alfredo Branas, 19), l'un et l'autre excellents. Folk : Casa das Crechas (Via Sacra, 3), un endroit véritablement *« charismatique »*, la meilleure adresse de Santiago. Pub : Modus Vivendi (Praza Feixoo), du caractère (une ancienne écurie), très éclectique (de l'opéra à la musique électronique) et Braulio parle français, El Paraiso Perdido (Antealtares, 3). Punk : Bar-Tolo, pour les moins de vingt ans. Cafés : Café Tramoia (rua Xelmires 16), thés indiens, infusions d'herbes du Népal, gâteaux, sympathique mais enfumé, Johan Airas, très tranquille, et Zascandi. Tapas : rues do Franco et Nova, en particulier El Gato Negro, le plus ancien, El 42 et La Bodeguilla de San Roque (San Roque, 13). Discothèques : dans la vieille ville, Factoria, Ruta 66, Numero K, Nao Berlin et, dans la nouvelle, Casting, Perez & Perez, Duplex et Black, ces dernières pour étudiants chics *(chemise Lacoste* et chaussures anglaises...).

Restaurants courus (très bons et peu chers) : au déjeuner, Entreruas et A Tulla, sur une placette et, le soir, la Casa de Xantar (rua de San Pedro, 16), où nous avons apprécié une excellente cuisine, dans un cadre simple et chaleureux (Marie, l'une des cuisinières, parle français), la Bodeguilla de San Roque (San Roque, 13) et Casa Loureiros (rua Loureiros, 16). Pour les jours de dèche, Casa Manolo (menu à 20 F environ).

■ **GUIDES.** Le Guide Bleu et le guide Voir *Espagne* (Hachette) ont de bonnes introductions mais sont un peu faibles ou incomplets en ce qui concerne les monuments de la ville. Se *reporter aux brochures de l'Office de* tourisme, notamment « Promenades à Santiago de Compostela ». Pour les étudiants, le Routard *Espagne* (Hachette), succinct.

■ **LECTURES.** *Gallaecia Fulget (1495-1995), Cinq siècles d'histoire universitaire*, ouvrage monumental publié par l'Université de Santiago (tél. : 34-81-58-14-55, secrétariat) pour son cinquième centenaire et traduit en trois langues dont le français (614 p., 200 F). Deux romans illustrent la vie étudiante à Santiago à la fin du siècle dernier, *La Casa de la Troya*, d'Alejandro Pérez Lugin, et *Pascual Lopez, autobiografia de un estudiante de Medicina*, d'Emilia Pardo Bazan. *Le Pèlerin de Compostelle*, de Paulo Coelho (éditions Anne Carrière), relate une véritable expérience initiatique, *Les Chemins de Compostelle en terre de France*, de Patrick Huchet, photos Yvon Boëlle (éditions Ouest-France), retrace également la naissance du pèlerinage.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50.





Le jardin de la marquise

Perchée sur un promontoire imprenable, la ville-symbole de la puissance castillane reste plongée dans la léthargie

SÉGOVIE
de notre envoyée spéciale

Il en avait vu d'autre, le « Colosse », dans ses traversées de l'Europe. Et pourtant cette austérité, cette solitude de la Vieille-Castille, *« cette campagne (qui) présente, à l'instant même où l'on y entre, l'aspect d'un désert.... »*, le frappèrent. A la lecture des *Impressions de voyage* rassemblées par Alexandre Dumas, lors d'une expédition qui le conduisait de Burgos à Madrid, on se dit que le panorama déroulé à perte de vue, du haut de la sierra de Guadarrama, n'a guère changé depuis cent cinquante ans.

Voilà le centre de l'Espagne. Battu par les vents, glacial l'hiver, brûlant l'été, qui garde ses crêtes enneigées tout au long de l'année. Un climat qui a forgé l'âme d'un Don Quichotte, chevalier errant, comme celle d'un saint Jean de la Croix, poète et réformateur. Pays de mirage, où la forteresse élevée contre les Maures se confond avec la couleur du sable. Pays aride, coupé de ravins, dont s'accommodent les moutons et brebis peu gourmands et dont les troupeaux fournissaient la laine, autrefois expédiée en Flandres, qui a fait la richesse des Grands d'Espagne.

On a grimpé la sierra de Guadarrama, en sens inverse de monsieur Dumas, laissant Madrid au sud-ouest. Le moteur de la petite cylindrée, chauffé par l'effort, a tenu bon. La route en épingles à cheveux monte raide dans l'ombre des pins géants, pour franchir le col de Navacerrada, à 1 860 m, puis bascule sur le versant nord, plus vert, plus sauvage encore. C'est là, à mi-pente, dans les bois, que Philippe V de Bourbon, petit-fils de Louis XIV, fit contruire la Granja, le Versailles castillan. Il avait voulu recréer pour sa villégiature d'été un palais lui rappelant celui de son enfance.


MIQUEL GONZALEZ/LAIF/RÉA

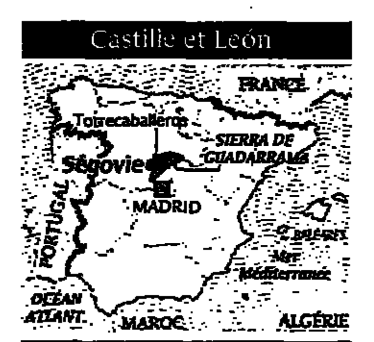
Cathédrale de la plaza Mayor

BOUQUETS DE PINS

D'un coup, l'émeraude sombre s'interrompt. L'ocre du plateau de Castille saute aux yeux, nu de toute végétation, hormis quelques bouquets de pins marquant le sol de leur sceau noir. Les villages se confondent avec la couleur de la terre. Il faut aborder Ségovie par cette petite route qui descend de la Granja vers Torrecaballeros pour comprendre l'histoire. Ce hameau, textuellement « Tour des chevaliers », rassemble les *fincas* ou ranchos qui ont nourri, aux XVI[e]-XVIII[e], la fortune des grandes familles ségoviennes. Notamment celle des Lozoya, dont le nom, attaché à ce fameux valle de Lozoya, fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre – ce site remarquable, recensé au titre des espaces européens préservés, est menacé par le tracé du futur train à grande vitesse.

Les ranchos, où étaient rassemblés quelque vingt mille moutons pour être tondus, sont aujourd'hui consacrés à la gastronomie. Au rancho de la Alguela, les *esquileos*, granges démesurées où la bête courait avant d'être rasée, servent de salles de mariage. Un millier de couverts y sont dressés chaque fin de semaine par Javier Giraldez, brillant avocat madrilène, apparenté aux Lozoya, qui revient au pays comme l'un des chefs de file du renouveau local. Les Madrilènes passent volontiers la sierra pour le week-end. On les régalerait pour les retenir. Et dans leur sillage, les touristes. La réputation fait le client.

La ville la plus photogénique d'Espagne surgit au détour d'une courbe. D'elle, *on ne voit que la* cathédrale, posée sur un belvédère imprenable. A la manière d'une cigogne qui a bâti un nid démesuré, sans se soucier de l'ampleur du perchoir, celle-ci règne sur un promontoire, creusé de toutes parts de ravins, au fond desquels coulent deux rivières. L'eau est là pour nourrir la végétation qui lèche les flancs du vaisseau sacré, procurant ainsi aux échassiers, qui ont ici leurs habitudes, les matériaux de construction adéquats. Les cigognes, puisqu'il s'agit d'elles, occupent, par groupes de deux ou trois, le moindre clocher. Et les clochers sont innombrables sous l'aile de la cathédrale. Pas moins d'une vingtaine d'églises romanes et presque autant de monastères dont les tourelles carrées (le clocher roman de San Esteban mesure 53 m) font si bien l'affaire des volatiles qu'ils sont là *à temps complet... Au grand dam* de Sœur Catalina, l'une des douze clarisses de San Antonio del Real, qui ne peut réparer son toit.



La cathédrale, l'une des plus vastes d'Espagne avec celle de Séville, est le symbole du pouvoir castillan et de sa ferveur. Isabelle la catholique fut, en 1474, proclamée reine de Castille à Ségovie, dans une modeste chapelle. En 1522, la Reconquête est largement bouclée, on le fait savoir à des milles à la ronde en construisant un édifice gothique démesuré, qui déborde largement sur l'ancien quartier juif.

« En fait, on était tous des familles juives converties », lance, comme une boutade, Rodrigo Penalosa, l'un des dix frères Penalosa, dont la grand-mère était une petite-fille Lozoya. *« Nos aïeux vivaient du commerce de la laine et des draps. Les nobles ne pouvaient exercer leur profession que s'ils prouvaient qu'ils n'étaient pas juifs. »* La scène se déroule plaza Mayor. Le salon-solarium des Ségoviens déploie ses tons pastel à l'ombre de la cathédrale. L'homme en tweed avait donné rendez-vous à la *Concha*, petit-nom de la Conception, restaurant-bar réputé pour ses fraisiers et ses tartes au fromage. On y croise à toute heure du jour le notable, le paysan, le commerçant et l'étudiant. Interrogé sur les secrets de sa ville qui ne livre rien au badaud, hormis la beauté de ses nefs, il répond: *« Allez voir la marquise, ma cousine. »*

LE COMMERCE DU DRAP

Bâti sur le rempart, *en première* ligne contre les Maures, le palais, neuf fois centenaire, a le portail roman d'une église. Etroit patio à colonnade. Escalier à double révolution. Vaste salon aux recoins encombrés. *« On n'a rien touché, ni même restauré »*, affirme Dominica Contreras Lopez de Ayala, marquise de Lozoya. Cheveux bouclés taillés très court, pantalon à carreaux et lainage camel, l'héritière en titre justifie avec fierté ce décor *plein de vie où chaque console*, tableau, candélabre, papier peint, a conservé sa place d'origine. *« On a toujours été d'accord pour qu'un seul membre garde la maison*, précise-t-elle. *Ma famille vit ici depuis le XI[e] siècle, elle a servi les rois de Trastamare, au Bas Moyen Age, puis la dynastie autrichienne et les Bourbons. Les uns suivant la cour jusqu'en Amérique, les autres vivant de la laine. Les racines sont toujours restées ici. »*

Au XIX[e] siècle, avec la ruine du commerce du drap, les forces vives désertent Ségovie. Le père de la marquise relève le défi à Madrid. Académicien, poète, romancier, homme de théâtre, il préside l'Institut d'Espagne. Dominique Contreras choisit de rester. *« Madame au jardin »*, plaisante-t-elle, avec un regard attendri pour le noyer de sa grand-mère, avant d'entrer dans la chapelle familiale, où repose le gisant du ministre de l'économie d'Henri IV de Castille, *« un juif,* dit-elle, *qui a épousé une Contreras »*. Lucie, sa fille, qui enseigne l'histoire politique, reprendra la maison. *« Il faut accepter de travailler pour sa ville de façon désintéressée. On respire la religion, c'est presque impossible de ne pas la vivre. Le profil de la ville est un chant divin. »*

La clé est là. Baignée de sainteté et maintenue à l'écart de la modernité par sa situation géographique, Ségovie coule de beaux jours dans une douce léthargie. *Et il n'est pas* sûr que le train rapide, attendu par certains, y change grand-chose.

Florence Evin

La Madone et le rail

Pablo Sainz Casado, le curé de Saint-Michel, ne décolère pas. Sous la tignasse blanche, le visage s'enflamme et le verbe s'accélère. C'est qu'il en a la tête toute chavirée, le brave homme, de cette histoire de TGV (AVE en espagnol), dont on prédit l'arrivée et qui menace la Vierge de la Montagne. Il faut parler vrai. Cette Madone à l'enfant Jésus, en bois mordoré, une *« taille d'origine »* d'un mètre cinquante de haut en parfait état de conservation, sculptée au XIII[e] siècle, est d'une impressionnante beauté.

Joues rosies par la froidure d'un petit matin à 1 200 m d'altitude sur le plateau de Castille. Yeux noirs, très vifs, qui ont l'air d'interroger le pauvre pêcheur. Lèvres peintes, prêtes à s'entrouvrir pour lui souffler un mot. Elle est là, l'air gourmand et naïf, dans la nef blanchie à la chaux, tendant du bout des doigts une belle pomme rouge. *Faut-il céder à la tentation ?* Son fils, un petit bonhomme, bien droit dans le creux de ses bras, qui a l'air plus dégourdi que son âge, reste indifférent à la scène. Les proportions sont quelque peu maladroites, mais l'expression surprend dans sa véracité.

Cette affaire de rail assombrit le bouillant curé. Le tracé du futur train à grande vitesse Madrid-Valladolid, qui *devrait enfin* désenclaver Ségovie, passerait à quelque 100 mètres de Saint-Michel, en contrebas du village de Sotosalbos. Pablo Sainz se désole : *« En cinq ou six ans, les vibrations auront raison de l'église*, affirme-t-il. *J'espère que les pétitions soulèveront un scandale à la mesure de celui qui fut déclenché à Ségovie contre le passage des voitures sous l'aqueduc romain. »* Dans la capitale provinciale, les défenseurs du patrimoine viennent tout juste d'avoir gain de cause. Le 2 mars, *L'Adelantado de Segovia*, le quotidien local, fêtait l'événement en première page et annonçait la supression *effective et totale du trafic*, sous la monumentale structure en pierres de taille incrite au Patrimoine mondial de l'Unesco.

L'histoire s'avère plus compliquée à Sotosalbos, hameau de quatre-vingt-dix âmes, situé à 19 km de Ségovie, dont l'église romane, pur jus, ne bénéficie pas, elle, de la protection de l'Unesco. C'est pourtant une chapelle-modèle, parmi les mieux conservées de toute la province de Castille-Léon. Tour carrée trappue en guise de clocher. Atrium en pierres dorées, à doubles colonnades, avec des personnages grotesques, animaux malins et fleurs entrelacées figurant le bien et le mal. Dualité que le Moyen Age osait encore représenter. Forces contraires inhérentes à l'équilibre de toute chose. Situé plein sud, en prolongement du portail d'entrée, cet atrium procurait l'ombre et la fraicheur aux paysans qui tenaient là les réunions du village.

Cette simplicité dans l'harmonie, qui touche l'âme, avait su retenir l'archiprêtre de Hita, auteur, en 1330, du *Livre du Bon Amour*, le monument littéraire de l'Espagne médiévale. *« L'esprit joyeux et festif de Juan Ruiz* (l'archiprêtre de Hita), écrit le curé, Pablo Sainz Casado (Primeras cronicas de Sotosalbos), *les constantes de l'amour, de l'amitié, de la joie, de l'érotisme, du bon plaisir et de la tristesse, son humanisme transcendant »* qui nourrissent l'ouvrage, s'accordaient sans aucun doute avec l'atmosphère presque familière qui règne dans la chapelle. L'œuvre de cet ecclésiastique, qui demeura quelque temps à Sotosalbos, est, résume Lucien Castella, dans le Guide Bleu Espagne, un *« hymne à la liberté, à la femme et au sourire.* [Son] *humour cinglant lui permit de traiter de façon impitoyable les excès de la société de son temps. Passant d'une inspiration morale à la peinture d'un sensualisme débridée »*.

A l'époque, la bourgade, qui avait le statut de ville, comptait plus de mille cinq cents habitants. Aujourd'hui, l'odeur du feu de bois meuble les venelles vides. Nombre de maisons ont été rachetées par des Madrilènes qui viennent y passer le week-end. *« Il y aurait encore quatre cents têtes de bétail en liberté pour la viande, et une vingtaine de laitières*, confie un paysan. *Les jeunes désertent, ils préfèrent toucher un salaire et vivre dans un appartement. »* La reconversion des villages de la Vieille Castille passe par le tourisme. Pedraza, à l'instar de Pérouges en France ou de San Gimignano en Italie, cités médiévales intactes, a gagné son pari. Trop bien. Avec ses cent trente habitants, le hameau en nid d'aigle, verrouillé de remparts, face à la Sierra de Guadarrama, avec des ruelles qui tournent autour du clocher roman, et son château où furent retenus prisonniers les deux fils de François I[er], reçoit quelque cent vingt mille touristes chaque année. Il a conservé sa beauté, mais a perdu son âme. Ses boutiques d'artisanat, au touche à touche, vendent toute la bimbeloterie dont raffole le citadin lorsqu'il veut se croire en ville comme à la campagne. La parodie est parfaite. On a envie de tout acheter. Mais une fois les badauds partis, Pedraza, ville-musée, se meurt.

Fl. E.

Carnet de route

■ ACCÈS. A une heure trente de Madrid par la Sierra de Guadarrama. S'arrêter à la Granja, villégiature de Philippe V : à voir (de préférence en semaine) pour ses tapisseries des Flandres rapportées par Charles Quint et ses fameuses fontaines monumentales.

■ HÔTELS. Pour sa vue imprenable, le *Parador, avec piscine et jardin (500 F la* chambre double, tél. : 921-44-37-37). Voiture indispensable, la cité est de l'autre côté du ravin. En ville : L'Infante Isabel, Plaza Mayor, face à la cathédrale (300 F, tél. : 921-44-31-05). Los Linares, accroché aux remparts (300 F, tél. : 921-46-04-75). A Sotosalbos, l'Hostal de Buen Amo, décoration raffinée (tél. : 921-40-30-20, environ 300 F) ; le restaurant sert un excellent agneau grillé.

■ RESTAURANTS. Deux tables de renom. Ségovie tient à sa réputation de ville gastronomique. Cándido, à l'ombre de l'aqueduc romain, dans une auberge de 1786 : le fameux cochon de lait grillé (environ 150 F, tél. : 921-42-59-11). Duque, maison fondée en 1895, calle Cervantes. Cuisine inventive qui sort des plats traditionnels, peu digestes : cerf rôti sauce aux truffes et soufflet aux écrevisses (environ 150 F, tél. : 921-46-24-87).

■ BARS À TAPAS. Sur la Plaza Mayor et *dans les ruelles voisines. Les meilleures* sont celles de José Maria : tartines maison, *jubugo* (jambon cru), tripes, fromage, poivrons, etc.

■ LECTURE. *Le Manuscrit trouvé à Saragosse*, de Jean Potocki (José Corti, nouvelle édition intégrale) : roman picaresque, conte fantastique et philosophique. *De Paris à Cadix*, d'Alexandre Dumas (Editions François Bourin).

■ **REPÈRES. Berceau de la langue espagnole, pays des Ibères et de la Reconquête, la Castille et le León s'enorgueillissent d'un patrimoine architectural exceptionnel reconnu par l'Unesco, qui a inscrit plusieurs de leurs sites au patrimoine mondial.**

■ **AVILA. Avec ses remparts (12 mètres de haut) flanqués de tours de granit, c'est l'un des plus beaux spécimens de l'architecture militaire du Moyen Age. Une cathédrale mi-église mi-forteresse. La basilique San Vicente et le monastère Santo Tomas, ancienne résidence d'été des Rois Catholiques. Et deux musées consacrés à sainte Thérèse.**

■ **BURGOS. La cathédrale, apogée de l'art gothique, renferme les sépultures du Cid Campeador et de son épouse. La chartreuse de Miraflores et le monastère de Las Huelgas, dont la famille royale de Castille fera un lieu de retraite ainsi que son panthéon.**

■ **LEÓN. Une cathédrale gothique qui évoque celles de Reims et d'Amiens. Très beaux vitraux. Pour l'art roman, la basilique Saint-Isidore et son panthéon royal. Le monastère San Marcos, ancienne commanderie de Saint-Jacques, avec une façade considérée comme un des chefs-d'œuvre de la Renaissance, est aujourd'hui un des plus beaux paradors (hôtels de luxe) d'Espagne.**

■ **PALENCIA. Belle cathédrale gothique et nombreuses églises dont celle de San Miguel, où a été célébré le mariage du Cid et de Chimène. Le Palacio de la Diputacion abrite les collections du musée archéologique.**

■ **SALAMANQUE. La Plaza Mayor se revendique la plus belle place baroque d'Espagne. La Casa de las Conchas, une superbe demeure fin XV[e], ornée de coquilles de pèlerins avec, en face, le séminaire. Dans l'église, un maître-autel de style churrigueresque. La Nouvelle Cathédrale marie gothique, renaissance et baroque. La Vieille Cathédrale, elle, marque la transition entre roman et gothique. L'université, la plus ancienne de la péninsule, s'ouvre par un splendide portail de style plateresque, style également à l'honneur dans le Patio des Ecoles. Dans les environs, Alba de Tormes où le corps de sainte Thérèse d'Avila est conservé dans l'église du couvent des carmélites. Le château de Buen Amor a été transformé en palais par l'archevêché de Tolède.**

■ **SÉGOVIE. Erigé au temps de Trajan, au I[er] siècle, l'aqueduc romain (813 mètres de long, 28,5 mètres de haut, deux étages et 128 arches) est l'un des monuments de l'Antiquité les plus imposants et les mieux conservés d'Europe. Dans les environs, Coca, majestueux château féodal.**

■ **SORIA. Des paysages mélancoliques et l'atmosphère médiévale de la vieille ville ont séduit les poètes tel Antonio Machado. Nombreuses églises romanes, une cathédrale gothique et le palais des comtes de Gomara. Dans les environs, Medinacelli, l'antique Ocilis, appelée aussi « Cité du ciel » par les musulmans.**

■ **VALLADOLID. Outre la cathédrale et son musée, la place Saint-Paul et le palais royal, un ensemble d'églises, de couvents et de monastères, le musée d'art religieux présente une exceptionnelle collection de sculptures polychromes. Dans les environs, Medina del Campo, Olmedo (bel ensemble d'art mudéjar), les châteaux de Penafiel et de Simancas, les couvents de Tordesillas.**

■ **ZAMORA. Ville d'origine arabe, immortalisé par le poème de Mio Cid, elle fut, au Moyen Age, un des foyers d'art roman les plus actifs de la péninsule. Magnifique collection de tapisseries flamandes au musée de la cathédrale.**

■ REPÈRES. Modeste bourg fortifié au centre du plateau castillan, Madrid n'accéda au rang de capitale qu'au XVI[e] siècle, par la volonté de Philippe II, dont les successeurs allaient compléter l'ensemble architectural qui forme le cœur de la vieille ville, le « Madrid des Habsbourg ». S'y ajouteront ensuite le « Madrid des Bourbons », au XVIII[e], puis celui des urbanistes qui se succéderont aux XIX[e] et XX[e] siècles. Aujourd'hui, Madrid célèbre le culte de l'« art de vivre » *(article ci-contre)*, ainsi qu'en témoigne l'intensité de sa vie nocturne.

■ VISITE. Dans le vieux Madrid, la Plaza Mayor, la Plaza de la Villa (place piétonne médiévale où se dresse l'Hôtel de Ville) et la Puerta del Sol, place la plus populaire et la plus animée de la ville. Grandiose demeure du XVIII[e], le Palacio Real abrite de nombreuses œuvres d'art et une collection de carrosses. A voir également, les monastères de Las Descalzas Reales (art religieux) et de La Encarnacion (salle des reliques).

■ MUSÉES. Dans un périmètre réduit, une exceptionnelle concentration de chefs-d'œuvre est offerte aux amateurs d'art. Le Museo del Prado, l'une des plus belles pinacothèques du monde, fait la part belle à la peinture espagnole (El Greco, Velazquez, Ribera, Zurbaran, Murillo et Goya), mais également aux maîtres flamands (Jérôme Bosch, Brueghel ou Van Dyck) et italiens (Titien, Tintoret, Raphaël, Boticelli). Dans l'élégant palais de Villahermosa, le Museo Thyssen-Bornemisza (un musée à dimension humaine) expose la collection privée du baron Thyssen, des primitifs italiens et flamands à Picasso en passant par Titien, Goya et Van Gogh. Installé dans un ancien hôpital du XVIII[e], le Centre d'art Reina Sofia abrite une collection permanente d'art contemporain (dont le célèbre *Guernica* de Picasso) et présentera, en juin, une exposition dédiée à Federico Garcia Lorca. Moins fréquentés mais non moins séduisants, l'Académie royale de San Fernando (riche collection de Goya), le Musée Cerralbo (la vie aristocratique au siècle dernier), le Musée romantique (instruments de musique du XVIII[e]), la maison du peintre impressionniste Sorolla (délicieux patio), le Musée de l'armée (des armes dont l'épée du Cid), le Musée archéologique (reconstitution des grottes préhistoriques d'Altamira), le Musée naval (souvenirs de la bataille de Lépante), la Manufacture royale de tapisserie et un très étonnant Musée du livre, niché dans la Bibliothèque nationale. On peut aussi tenter sa chance en écrivant à la duchesse d'Albe, qui ouvre parfois certaines pièces de son élégant palais de Liria.

■ AGENDA. A partir du 15 mai, la Feria de San Isidro voit se succéder pèlerinage, kermesses et une trentaine de corridas et novilladas à la Monumental.

■ EL ESCORIAL. Dans la Sierra de Guadarrama, un austère et magnifique palais-monastère, œuvre de Juan de Herrera, l'architecte le plus doué de la Renaissance espagnole. Autre résidence royale, mais d'agrément celle-là, Aranjuez, édifiée au XVIII[e] siècle, est entourée d'un magnifique parc s'étendant au bord du Tage.

■ PHILIPPE II. Monarque secret, le fils de Charles Quint est entouré d'une légende noire qui occulte son long règne (1556-1598) et son rôle de bâtisseur. La célébration du quatrième centenaire de sa mort devrait permettre de rectifier cette image. Du 30 mai au 20 octobre, l'Escorial lui consacre une exposition, tandis que le Prado fera de même d'octobre 1998 à janvier 1999. Quant au palais d'Aranjuez, il mettra, jusqu'au 30 juin, l'accent sur ses jardins.

L'insatiable

Une ville à vivre, pas à regarder. Plus qu'un art de vivre, une rage de vivre


STEVE MCCURRY

La Plaza de Toros de Las Ventas

MADRID
de notre correspondante

Il en est qu'un simple coucher de soleil sur les immeubles de verre de la Castellana, l'immense avenue qui traverse la ville, émeut jusqu'aux larmes ; d'autres à qui l'odeur des *churros*, les beignets du petit déjeuner, sublimés en madeleines proustiennes, arrache des pensées poétiques ; d'autres enfin, pour qui Madrid (prononcez « Madri »), sa robuste cacophonie architecturale et son insatiable appétit de vivre incarnent, sans discussion possible, l'alpha et l'oméga de l'Espagne. Ceux-là, vous vous en doutez, sont irrémédiablement contaminés.

Car Madrid est un virus. Un virus sans remède, mais dont l'incubation, pernicieuse, mortelle, est particulièrement lente. Après tout, le grand Charles Quint, qui n'en était pas à un coucher de soleil près, n'avait rien compris, lorsque devant l'insistance de son fils Philippe II à vouloir ériger ce minuscule bourg de Castille en capitale, en 1561, il lança, dédaigneux : *« Mon fils, si tu veux faire croître tes royaumes, emmène ta cour à Lisbonne, face à l'océan. Si tu te contentes de ce que tu as déjà, laisse-la où elle est. Mais si tu veux amoindrir tes terres et ton pouvoir, alors va à Madrid ! »*

Capitale « forcée », provinciale, ville aux revanches sophistiquées, Madrid, c'est vrai, n'est pas immédiatement donnée. Et son charme tient moins, sans doute, à sa beauté, qu'à sa personnalité, paradoxale et difficile à percer. Soit, mais où la chercher ? Dans l'incroyable foisonnement de ses avenues où le modern style flirte avec le plateresque, le baroque échevelé ou la nudité la plus crue du béton ? Dans le souvenir de ses splendeurs passées, sous les arcades hautaines de la Plaza Mayor, le vieux coeur de la cité, où les touristes ont remplacé tournois et autodafés ? A moins que ce ne soit dans la richesse de ses musées ou dans l'élégante verdeur de ses parcs, antidote inespéré contre une canicule qui assure, sans faillir, *« trois mois d'enfer »* chaque année ?

MANGER ET BOIRE

Certes, la fragile roseraie du jardin du Retiro est unique, le Musée Thyssen-Bornemisza une splendeur et, tirée par ses lions de marbre, dans un jaillissement d'écume, Cybèle est souveraine sur sa fontaine. Mais le charme de Madrid est décidément ailleurs. Alors, sans plus vous poser de questions, pourquoi ne pas vous laisser prendre à cette mise en scène permanente que la ville organise d'elle-même ? Vous aurez trouvé : Madrid est une ville à vivre, pas à regarder. Un *modus vivendi* qui exclut totalement le sommeil, autant le savoir. Et c'est là un des mystères de la vie à « Madri ». *Sol y sombra*, nuit et jour, travail et plaisir, tout n'est qu'une infinie continuité. Et ce sont les mêmes avec qui vous aurez pris une dernière *copa*, aux premières lueurs du jour, après le spectacle ou au terme d'un dîner qui commence rarement avant 22 heures, qui vous appelleront, frais et dispos, le matin, à 8 heures, au bureau.

Mais commençons par le commencement : la cérémonie du *café con leche*, ce café au lait, avec ou sans *churros*, servi de préférence dans un verre, que la plupart des bars dispensent avec générosité, jusqu'à des heures avancées de la matinée. Ce mélange onctueux est déjà un condensé de la cité. Une occasion pour paresser sur une des places – pourquoi pas celle d'Oriente, face au Palais ? – taillées autoritairement dans l'étoffe des vieux quartiers par un Joseph Bonaparte que les Madrilènes, par dérision, avaient baptisé « Pepe des placettes ». Plus tard, au déjeuner (mais pas avant 14 heures), vous comprendrez aussi, en hésitant devant les grillades d'un *asador*, le poulpe au paprika d'un restaurant galicien, les infinies combinaisons de riz d'un établissement valencien ou les subtilités basques et catalanes que Madrid a réussi, malgré Charles Quint et les querelles de l'Histoire, à être la capitale d'un pays qu'elle incarne pleinement. Madrid, comme l'écrira Antonio Machado, *« c'est le tourbillon de l'Espagne, le brise-lames des provinces »*. Elle réussira même, l'hypocrite capitale, à devenir le premier port sec d'Espagne, le lieu où l'on déguste le meilleur poisson, débarqué de toutes les côtes de la péninsule.

Alors quoi, ce serait cela le grand secret de Madrid : manger, boire et encore manger ? Un peu de patience, s'il vous plaît : si apprécier la capitale, c'est, avant tout, survivre à ses rythmes compliqués, un peu d'« intendance » s'imposait. Mais reprenons : oubliez l'après-midi, ce n'est qu'une parenthèse. D'ailleurs presque tout est fermé, surtout l'été. Mieux vaut, quand vient le soir, être prêt. Car alors tout s'accélère : de tournée de bars à tapas, ces amuse-gueules très goûteux, à base de charcuteries savoureuses et de fruits de mer, en tournée de bars de *copas*, de *tablao* de flamenco, en boîtes de nuit débridées, le choix, ici, est infini pour célébrer la nuit. C'est le moment où la ville se libère, desserre son corset de voies rapides et d'avenues solennelles, pour cesser de jouer les grandes capitales européennes et devenir, enfin, elle-même, avec ses blessures et ses envies.

Exhibitionniste et outrageusement maquillée au néon, elle joue les belles de nuit à Callao, ce « Piccadilly espagnol », ouvert sur la Gran Via, dont les immeubles classés sont les petits cousins de Broadway. On oublie alors le béton, les trottoirs parfois douteux, les avenues trop chic ou trop embouteillées. Comme pour célébrer Dieu sait quel rituel étrange et très ancien, les Madrilènes, les jeunes surtout, descendent dans la rue, scène obligée de cette grande communion renouvelée. Une *caña* (verre de bière) à la main, ils sont capables de discuter ainsi, en attendant le jour, dans les venelles étroites de Lavapiès, l'ancien quartier juif, ou de Malasaña la nostalgique qui fut le quartier des « Merveilles » (*« Maravillas »*). L'été, Serrano et le Paseo de Recolletos s'offrent des kiosques de verdure, aux infinies délicatesses. Et des cafés revivifient cet art brillant de la *tertulia*, où le Tout-Madrid littéraire excellait autrefois : une sorte de concours oratoire sur un thème choisi, de la politique à la poésie en passant par la tauromachie.



C'est le moment aussi où l'autre visage de Madrid, épuré, s'illumine d'une grâce intérieure et ose avouer ses tendresses secrètes. L'heure où les banques redeviennent les palais qu'elles ont été, avec leur lot de fantômes et d'amantes délaissées. L'heure où oubliant enfin la circulation, les acacias de la Castillana embaument et où de savants vieux messieurs, à la mise délicieusement surannée, vous expliquent, devant un *granizado de limon*, qu'il existe, dans Madrid, plus de cent variétés de papillons dont certaines aux ailes d'un bleu jamais égalé. Dans ces instants privilégiés où Madrid la bruyante laisse écouter ses silences qui sont autant de murmures du passé, on pourrait presque sentir l'ombre de Goya et du grand Lope de Vega flotter dans les rues populeuses.

Madrid, c'est aussi un air de liberté qui fait que personne n'est vraiment à sa place et rien vraiment déplacé : *« une ville sans mémoire, ni oubli »*, dit la tradition. Il y a place pour l'aficionado de *toros* qui frémit aux abords de la « Monumental », les arènes de la ville sur la prestigieuse Plaza de Toros de Las Ventas ; place pour le supporter du club de football du Real de Madrid qui, dans des lieux pour initiés, échange fébrilement sa collection de maillots trempés de sueur ; place encore pour le pénitent, en transe mystique, du *Christ* de Medinacelli ou pour la plus outrancière des *drag queens* tordant son talon dans un immense éclat de rire. A l'image de la jeune démocratie espagnole, Madrid, dans sa vie privée, est une immense leçon de tolérance et de générosité. Et il n'est pas rare de voir les gens manifester massivement, Plaza Mayor, pour que le gouvernement aide le tiers-monde ou soutienne les ONG.

AVEC DES AIRS GAÉLIQUES

La ville n'est pas très belle ? Quelle importance ! Elle exsude une vitalité presque sensuelle et sa fascination vient de sa propre énergie. Est-ce dû à cet air, si pur, qui descend de la sierra ? A moins que ce ne soit l'angoisse d'un *« azur immobile »* ? Madrid sécrète une démesure où même la vulgarité, cultivée comme le signe d'une bonne santé, n'est qu'un piment supplémentaire. Et à la démesure de ses fêtes (une par quartier), répond celle de sa musique, où la composante latine rappelle qu'elle fut *« capitale des deux mondes »*.

Dernier paradoxe, enfin : un des grands bonheurs de Madrid, c'est de la quitter. La sierra de Guadarrama est là, toute proche, qui fait souvent l'économie d'une banlieue. Et de Alcala de Henarès, l'intellectuelle où naquit Cervantès, à Chinchon, la médiévale, l'âme de la ville, chevillée à la sierra, se lit avec sérénité. La rigueur tourmentée du château-monastère de l'Escorial, le défi lancé au ciel par les collines de Tolède et le mystère des parcs naturels de la sierra qui, en hiver, avec leurs rochers moussus, prennent des airs gaéliques, expliquent, avec éloquence, les rudesses et les pudibonderies hautaines de Madrid. Et pourquoi il lui en reste encore quelques rugosités, comme les saveurs lourdes de son *cocido*, le plat national à base de pois chiches, de porc et de saucisses épicées. Une rudesse tempérée par les fleurs fragiles des jardins de la Granja, ou le vol irréel des cigognes de Guadalix. Et c'est en voyant s'abîmer un couchant abrupt et violent sur cet incroyable mirage de marbre qu'est le palais d'Aranjuez, que l'on comprend enfin, dans un premier frémissement, toute la puissance du « virus » madrilène. Mais il est trop tard : le mal est sans remède.

Marie-Claude Decamps

Carnet de route

■ ACCÈS. En avion, Madrid est desservi plusieurs fois par jour en vols directs par Air France Europe (tél. : 0-802-802-802) et Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), de Paris et de province avec, entre autres, Regional Airlines (tél. : 02-40-13-52-00). Vols nolisés à prix attractifs, notamment chez les spécialistes de la destination. Pour ceux qui aiment les trains de nuit, le Talgo, qui relie Paris-Austerlitz à Madrid, est un vrai plaisir. En wagon-lit double, très confortable, on bénéficie d'un prix « couple » très intéressant, la deuxième personne payant environ moitié prix. Compter environ 3 500 F A/R pour deux personnes. En quittant Paris, on peut dîner au wagon-restaurant (nappes et serveur en veste blanche) et prendre son petit déjeuner (offert par la compagnie) en admirant le levée du soleil sur la sierra, juste avant d'arriver à Madrid. Renseignements au 08-36-35-35-35 et auprès d'Iberrail (tél. : 01-48-01-97-80) qui propose également des forfaits incluant une nuit d'hôtel à Madrid.

■ ARGENT. Inutile de s'encombrer de pesetas dans la mesure où on peut en obtenir avec sa Carte bleue dans les distributeurs de billets disséminés dans la ville. Localement, le taux de change n'est pas plus élevé.

■ SÉJOURNER. Madrid est une ville chère. On peut toutefois bénéficier, à certaines dates, de prix de « fin de semaine » ou de « séjour prolongé ». Tous les spécialistes de l'Espagne proposent des forfaits pour des séjours sur place. Se renseigner dans les agences de voyages et auprès de l'Office du tourisme espagnol dont le magazine *España* (nº 9) recense tous les T.O. programmant Madrid, en week-ends, à la carte ou dans le cadre de circuits. Signalons le forfait proposé en mai par Réductour (3615 Réductour) : 2 220 F par personne pour 3 jours/2 nuits avec petits déjeuners et vols Air France de Paris.

■ SAVEURS. Pour leur cadre insolite, Samarkanda (un restaurant de style colonial, dans la gare d'Atocha, sur le jardin tropical : féerique le soir), Teatriz (un ancien théâtre reconverti en bar à tapas et en restaurant) et Malacatin, près du marché aux puces, avec azulejos et souvenirs de la guerre civile : dépaysement garanti et le meilleur *cocido* de la capitale. Pour leur cuisine recherchée : Zalacain (un excellent basque, délicieux, mais pas bon marché, avec une petite terrasse en été), La Barraca (pour la paella valencienne) et La Fonda (un catalan, façon bistrot sympathique). Très original, El Olivo avec tout un menu autour des saveurs de l'huile d'olive. Et un must, Lucio, le rendez-vous du Tout-Madrid. Pour prendre un verre : deux grands classiques, le café Gijon, où flottent de nombreux souvenirs littéraires, et le café de Oriente qui propose un menu séduisant à l'heure du déjeuner. Ceux qui aiment les oiseaux apprécieront particulièrement le second où Benito, un moineau qui y a élu domicile, volette au-dessus des tables. Pour les cocktails, El Museo Chicote, aujourd'hui réhabilité après avoir été un Q.G. des nuits franquistes et le Geographic Club, dans un décor de globe-trotter à l'anglaise. L'été, pour paresser à une terrasse et si on ne craint pas la foule des touristes, opter pour la place Santa Ana ou aller boire un verre à El Pabellon del Espejo, un kiosque art nouveau. Enfin, pour un bon chocolat, bien épais, à l'espagnole, la Chocolateria San Gines.

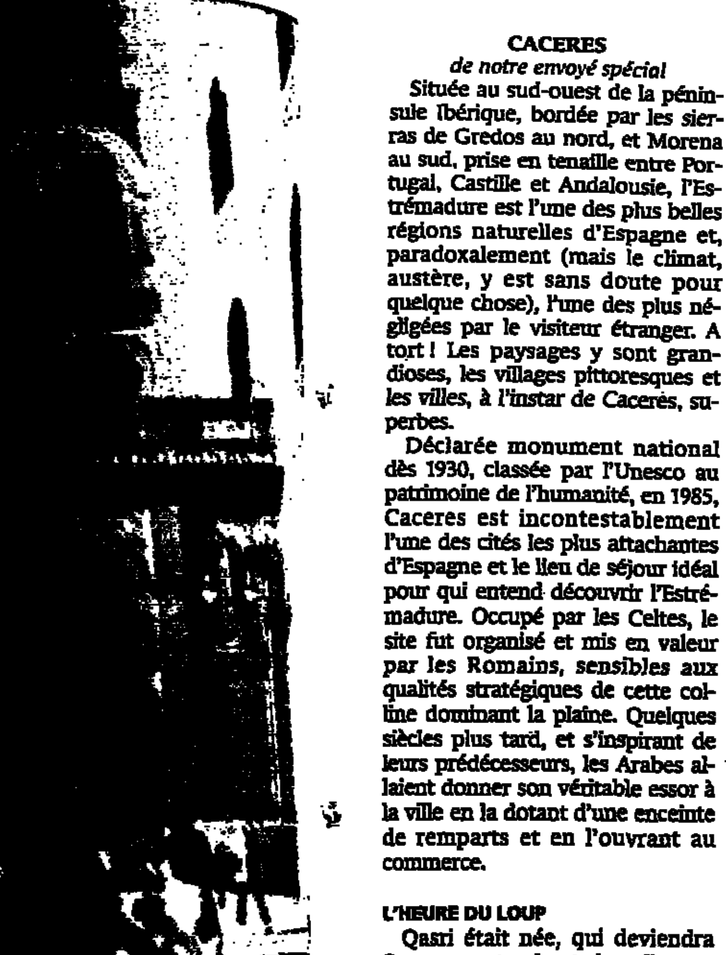
■ ESCAPADES. Quelques adresses, à l'extérieur de la ville. A Tolède (70 km, accessible en train depuis la gare d'Atocha), aller boire un verre sur la terrasse du parador (vue extraordinaire) et manger au restaurant de l'hôtel Cardenal (jardin en été). A Chinchon (45 km de Madrid), la ville de l'ail et de l'anisette, loger au Parador (petit et charmant, avec un joli patio) et manger dans un restaurant de la Plaza Mayor, à condition d'être sur les antiques balcons de bois qui dominent la place. A Aranjuez (à 40 km de Madrid) goûter aux spécialités locales (fraises et asperges) au restaurant El Molino de Aranjuez. A San Ildefonso-La Granja (77 km de Madrid), se régaler d'haricots et de cochon de lait. Sachez enfin que l'on peut se rendre en train à l'Escurial (56 km de Madrid, départs d'Atocha et Chamartin).

■ SORTIR. Pour le flamenco, le Corral de la Moreria et Casa Patas ; on peut dîner dans les deux, mais, attention, le spectacle ne commence souvent que vers minuit. Pour une dégustation de vins, le bar des Cien Vinos et Carpe Diem, où boire est une bonne action, une partie de la recette étant versée aux ONG. Un café-théâtre, pour les amateurs de Garcia Lorca, Candilejas. Une ambiance madrilène avec musiques *habaneras* et tangos : las noches del Cuplé de Olga Ramos. Pour une ambiance Felliniano-almodovardesque : le « club discothèque 69 ».

■ GOURMANDISE. Le Fauchon madrilène, Lhardy, confectionne d'excellents tourons tout comme deux autres lieux de perdition, les pâtisseries Casa Mira et El Riojano.

■ LIRE. *Madrid, Séville* (Editions Autrement), l'*Aller & Retour Madrid* (Gallimard) et le Guide Bleu *Madrid* (Hachette).

هكذا من الأصل



Caceres ou « la serenidad »

Une ville aux charmes secrets à découvrir à l'heure du « paseo »

CACERES
de notre envoyé spécial

Située au sud-ouest de la péninsule Ibérique, bordée par les sierras de Gredos au nord, et Morena au sud, prise en tenaille entre Portugal, Castille et Andalousie, l'Estrémadure est l'une des plus belles régions naturelles d'Espagne et, paradoxalement (mais le climat, austère, y est sans doute pour quelque chose), l'une des plus négligées par le visiteur étranger. A tort ! Les paysages y sont grandioses, les villages pittoresques et *les villes, à l'instar de Caceres*, superbes.

Déclarée monument national dès 1930, classée par l'Unesco au patrimoine de l'humanité, en 1985, Caceres est incontestablement l'une des cités les plus attachantes d'Espagne et le lieu de séjour idéal pour qui entend découvrir l'Estrémadure. Occupé par les Celtes, le site fut organisé et mis en valeur par les Romains, sensibles aux qualités stratégiques de cette colline dominant la plaine. Quelques siècles plus tard, et s'inspirant de leurs prédécesseurs, les Arabes allaient donner son véritable essor à la ville en la dotant d'une enceinte de remparts et en l'ouvrant au commerce.

L'HEURE DU LOUP

Qasri était née, qui deviendra Caceres en tombant dans l'escarcelle d'Alphonse IX de Léon et de Galice, en 1229. Capitale provinciale, cette ville particulièrement dynamique et commerçante, compte aujourd'hui plus de quatre vingt-mille habitants. Mais c'est surtout pour le Barrio monumental, le vieux quartier, le cœur historique, que les visiteurs du monde entier s'attardent dans ses ruelles. Une fois franchi l'arco de la Estrella, que l'on atteint par un large escalier de pierre partant de la Plaza Mayor, s'ouvre devant vous une longue suite de rues, venelles et places, bordées de palais, églises et *maisons* nobles composant l'un des plus étonnants ensembles de constructions élevées entre les XVe et XVIIIe siècles.

La plupart des guides ordonnent leur découverte du Barrio en fonction de critères architecturaux et historiques, certes indispensables à la compréhension de la cité, mais insuffisants pour en révéler les charmes secrets. Ceux-ci ne se livrent qu'au hasard de flâneries vagabondes, vingt fois recommencées aux heures prescrites par un protocole tacite auquel aucun amoureux de l'Espagne ne saurait déroger. *Sans doute l'heure idéale* du *paseo* – la promenade – est-elle celle de la *tarde*, qui va de dix-neuf heures à la nuit profonde. C'est effectivement le moment où la cité semble s'éveiller, selon un rite qui veut qu'après les heures chaudes, parfois très chaudes, du jour chacun, en de longs et lents allers et retours rythmés par la parole, reprenne possession de son bien, c'est-à-dire de ces rues qui dévalent vers la *Plaza Mayor*.

Moment également propice aux révélations de la pierre. Jamais en effet les blasons ornant les façades nobles, les fenêtres à meneaux et les portes à sculptures plateresques ne se montrent plus bavards qu'à l'heure du loup. Ancienne mosquée, l'église San Matéo veille sur ses tombeaux, eux aussi plateresques, tandis qu'à un jet de pierre la Casa Paredes-Saavedra *ressuscite son passé mudéjar*. Roman, almohade, gothique, renaissance, mudéjar, plateresque ou classique, chaque style, ici, est beaucoup plus qu'un courant d'époque ou de mode mais une véritable page d'histoire de la cité et des populations qui y vécurent.

Tout amoureux de Caceres a forcément la tentation de consigner ses coups de cœur, d'établir un classement, de chanter les *louanges de tel ou tel palais*, maison ou église. Pour finalement y renoncer. Bien sûr, les *Golfines de Abajo*, où résidèrent les Rois Catholiques en marche vers la *Reconquista*, mériteraient d'être cités, au même titre que le palais de Moctezuma, petit fils d'une princesse aztèque, la Casa de los Caballos, qui abrite le musée d'art contemporain, sans oublier le palais des Cigüenas et la très curieuse citerne almohade située sous la Casa de la Veletas, passionnant musée provincial. Mais pourquoi, dans un ensemble d'une telle importance, où chaque rue, chaque place, rivalise avec ses voisines, s'ingénierait-on à mesurer la beauté au trébuchet ?

LE GÉNIE DU LIEU

D'autant que nul ne peut dire qu'une fois passé l'éblouissement de la découverte le vrai génie du lieu ne réside dans cette colline où, depuis vingt-cinq siècles, des hommes, parfois venus de très loin, troquent leur rêve nomade contre ce qui ressemble, à s'y méprendre, à cette *serenidad* dont nous parlera si bien ce poète de rencontre, qui se revendiquait de Machado. C'est la raison pour laquelle, *à Caceres plus qu'ailleurs, il* est recommandé de préférer au répertoire établi la rencontre buissonnière, l'étonnement de la maraude, l'invite d'un patio ouvert sur un restaurant où on dégustera, accompagné d'un rouge corsé d'Estrémadure, une perdrix à l'étouffée ou de l'agneau grillé à l'ail.

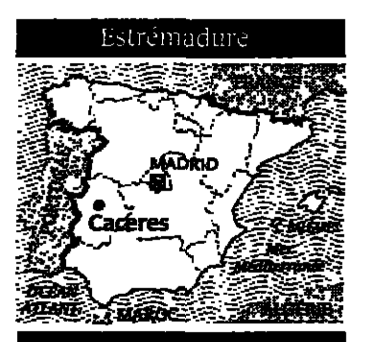
Seconde cité monumentale du *Vieux Continent, Caceres ne saurait* – comme c'est malheureusement trop souvent le cas pour le tourisme organisé – se contenter d'une visite conduite au pas de charge, aux heures les plus ingrates de la journée et l'œil distrait par les boutiques. Hermétique à toute précipitation, la cité – peut-être plus belle de nuit que de jour – ne se livre pleinement qu'à ceux qui accordent du temps au temps, autrement dit aux amoureux fervents et aux voyageurs authentiques.

Trêve de finasseries : un séjour à Caceres se mérite. Deux ou trois jours – ou plus – sont donc nécessaires pour s'imprégner, comme il *convient, des lieux et de la vie qui* va. Un séjour qui, bien entendu, ne se conçoit que dans le *Barrio monumental*. Difficile, en effet, de comprendre le paradis quand on se trouve au purgatoire !

Jean-Claude Bourlès


KOLDO CHAMORRO/PLANET

Des venelles, des places, bordées d'églises et de palais



Le berceau des conquistadores

Région terrienne et agricole, l'Estrémadure a fourni, durant plus d'un demi-siècle, le gros des bataillons de conquistadores qui s'en allèrent coloniser une part importante du continent sud-américain. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce pays, séparé de l'océan par plusieurs centaines de kilomètres. Si les raisons de l'engagement sur ces lourds gallons puisent leurs racines dans la misère que tous voulaient fuir, il ne semble pas que celle-ci fut, en Estrémadure, plus terrible que dans les autres régions d'Espagne. Pourtant, la plupart des capitaines qui allaient se tailler un empire au fil de l'épée étaient originaires de ces rudes plateaux : Hernan Cortès, les quatre frères Pizarro, les cinq Alvarado, Juan de Garay, Hernando Soto, *Vasco Nunez, Pedro de Valdivia*, Sebastian de Nenalcazar, etc. Qui étaient ces hommes ? Pour quelques authentiques hidalgos, pas mal de petits nobles désargentés, dont certains avaient combattu en Italie, et, pour le reste, des paysans, des domestiques et des ouvriers agricoles, illettrés et brutaux. Seul dénominateur commun, la pauvreté, dont il fallait s'éloigner à n'importe quel prix. Pour eux, ce fut celui de l'exil et de l'aventure. Avec, pour la plupart, au bout de la route, une mort violente sans avoir touché la moindre parcelle d'or.

Les pénitents de Valverde de la Vera

A L'EXTRÊME nord-est de l'Estrémadure, les vallées du Jerte et de la Vera offrent de remarquables paysages où se succèdent gorges profondes et espaces cultivés en espaliers. Au printemps, des foules considérables sillonnent ces vallées à l'occasion de la floraison de milliers d'arbres fruitiers, des cerisiers surtout, qui illuminent la montagne. A Valverde de la Vera, un très beau village pentu en diable, ce ne sont pas les arbres qui justifient le déplacement mais, chaque année, lors de la nuit de jeudi saint, la cérémonie des *empalaos*. L'*empalao* est un pénitent qui doit parcourir le chemin de croix du village, bras en croix, attaché par des cordes à un poteau de bois. Torse et pieds nus, vêtu d'un jupon blanc, visage dissimulé sous un voile de tulle maintenu par une couronne d'épines, chargé de chaînes et d'instruments de la passion, il va, de station en station, s'agenouillant à chacune d'elles, accompagné de quelques proches.

Cérémonie initiatique, rituel de passage ou d'appartenance à une communauté (l'*empalao* est obligatoirement un homme), acte de foi ou manifestation païenne ? Selon les historiens, cette tradition remonterait au XVIe siècle et aurait été autorisée dans toute l'Espagne par Charles-Quint. Toujours est-il qu'il n'y a guère qu'à Valverde de la Vera qu'elle perdure et attire, chaque année, une foule étonnamment silencieuse et respectueuse du drame qui s'y joue. Commencée sur les coups de minuit, la cérémonie doit s'achever avant le premier chant du coq. L'*empalao* regagne alors son domicile, où son déshabillage est effectué, comme le fut l'habillage, par des proches et selon des règles précises. Deux ou trois jours seront nécessaires pour effacer la trace des cordes. Une semaine pour oublier les douleurs.

J.-C. B.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** De Madrid, un réseau autoroutier récent et gratuit relie l'Estrémadure, en moins de deux heures.

■ **SAISONS.** Le printemps et l'automne sont les périodes les plus agréables. L'été est très chaud et l'hiver ne manque pas de charme.

■ **AVEC QUI ?** Pour un voyage « à la carte », on consultera les brochures de Donatello, Frantour, Iberica, Iberrail, Marsans, Mundicolor et Tourisme chez l'habitant. Pour un circuit, on s'adressera également à Cartour, Dunois Voyages, Fremont, Joubert Voyages, Routes du Monde, Sera Voyages Solotour et Le Monde et son histoire. A noter encore, pour les locations de maisons, Interhome, et pour les randonnées équestres, Equitour.

■ **ÉTAPES.** Dans la mesure du possible, passer au moins une ou deux nuits à Caceres afin de pouvoir apprécier la vie du Barrio, à toutes les heures du jour et de la nuit. Privilégier l'hébergement dans ce quartier. Notamment, dans l'ancien palais du Comendator, le parador de Caceres, situé au cœur du Barrio ; une vraie petite merveille. En prime, une table *remarquable* où la cuisine traditionnelle d'Estrémadure est à l'honneur. L'Hôtel Melia Caceres est également abrité dans un ancien palais du XVIIe siècle.

■ **DANS LES ENVIRONS.** Trujillo, ville natale de Francisco Pizarro. La statue équestre du célèbre conquistador domine la très belle Plaza Mayor, entourée *d'arcades et de palais*, dont celui de la Conquista, construit par Hernando Pizarro, et celui de Piedras Albas.
A Guadalupe se trouve le plus célèbre monastère d'Espagne. On y vénère la Vierge Noire. Dans la chapelle de San Jeronimo et sa sacristie, quelques très belles toiles de Zurbaran. Superbe cloître mudéjar. Quant au parador (Marquès de la Romana, 10), le palais du XVe qui l'abrite mérite une visite.
Plasencia est une ville pleine de charme avec ses vieilles rues, sa très belle cathédrale et, dans les environs, le décor sauvage de la vallée de la Vera, où il est recommandé de visiter le monastère de Yuste, ultime retraite de Charles-Quint.
Merida, une des villes les plus importantes de l'Hispanie romaine, ainsi qu'en témoigne un important patrimoine, dont un imposant théâtre antique (en juillet, s'y déroule un Festival international de théâtre classique), un amphithéâtre, un cirque romain, des thermes et deux aqueducs ainsi qu'un des plus riches musées d'art romain au monde et un musée archéologique.

■ **NATURE.** La vallée du Jerte, ou « vallée de la Jouissance », se parcourt au printemps, quand les cerisiers en fleurs y déploient un tapis blanc qui vire au rouge, en juin, avant la récolte.

■ **A LIRE.** Indispensable pour qui veut comprendre et aimer l'Espagne, l'irremplaçable *Histoire des Espagnols*, de Bartolomé Bennassar (Editions Robert Laffont, collection « Bouquins »). *L'Espagne occulte*, de Cristina Garcia Rodero, ouvrage culte de l'un des plus importants photographes contemporains, et, sans doute, le plus beau travail réalisé sur l'Espagne profonde, entre les années 1975 et 1988. Conteur, poète et romancier, Miguel Delibes est un écrivain qui éclaire au plus juste les rouages de la société rurale espagnole. A lire en priorité, *Les Saints-Innocents*, *Dame en rouge sur fond gris*, *Le Linceul* et, surtout, *Les Rats* (tous publiés aux éditions Verdier). Quant à l'auteur de ce reportage, Jean-Claude Bourlès, il a écrit plusieurs ouvrages, dont *Le Grand Chemin de Compostelle* (Payot).

■ **SE RENSEIGNER.** Auprès de l'office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50), qui diffuse des brochures sur la région, la liste des hébergements et des informations sur les réceptifs locaux, les monuments, les musées et l'artisanat. Sur place, auprès de l'office du tourisme, Plaza Mayor.

■ **REPÈRES.** Dans cette colonne, un survol de deux des régions non couvertes par les reportages réalisés dans le cadre de ce supplément.

■ **MURCIE.** Tour à tour carthaginoise, romaine et musulmane, la Murcie, aujourd'hui active et moderne, possède un littoral de plages fréquentées par des millions de touristes car l'été, ici, semble ne jamais finir. Les plaines côtières, irriguées par le système des *huertas*, datant des Maures, forment un immense jardin où croissent en abondance fruits, légumes, orangers et palmiers. Dans l'arrière-pays, la ville éponyme, universitaire, fut fondée au IXe siècle par les Maures. Au nombre de ses monuments, une cathédrale à façade baroque et un club privé, le Casino de Murcie, dont le patio maure est inspiré des appartements royaux de l'Alhambra.

■ **CARTHAGÈNE.** Les Carthaginois, qui l'ont fondée en 221 avant J-C, lui ont donné son nom. Elle reste le port le plus important de la région tout en ayant conservé un quartier ancien. Ne pas manquer le Musée Salzillo et ses sculptures en bois polychromes du XVIIIe siècle et le Musée d'archéologie sous-marine, qui possède une collection d'amphores antiques.

■ **LORCA.** La plaine qui entoure la troisième ville de Murcie est une *oasis en zone aride. Sur la place* d'Espagne, dans le quartier ancien, beaux édifices baroques.

■ **COSTA CALIDA.** Calanques, stations balnéaires très populaires, plus calmes au sud.

■ **COMMUNAUTÉ VALENCIENNE.** Les provinces de Castellon, de Valence et d'Alicante en font partie. Des plages de sable fin, surpeuplées en été, des orangeraies et, dans l'arrière-pays, l'arc montagneux des sierras valenciennes, entaillé de gorges sauvages, semé de pinèdes et de grottes préhistoriques ornées de peintures rupestres.

■ **ALICANTE.** C'est une villégiature au bord d'une baie. Une promenade bordée de palmiers longe le port de plaisance. Dignes d'intérêt, l'hôtel de ville baroque et la Casa de la Asegurada, XVIIe, abritant une collection d'art moderne qui compte des œuvres de Miro, Dali et Picasso.

■ **COSTA BLANCA.** Sur 150 km, la costa Blanca, ainsi nommée en raison de la qualité de sa lumière, voit se succéder de belles plages *coupées de falaises et de criques*. L'ambiance est plus paisible que sur la costa Brava.

■ **COSTA DEL AZAHAR.** On la surnomme « la côte de la fleur d'oranger » en raison des plantations d'agrumes. Ports de pêche au nord et stations balnaires au sud.

■ **ELCHE.** La plus belle palmeraie d'Europe (quelque *600 000 arbres* dont certains ont plus de 300 ans), entoure cette ville-oasis.

■ **SAGONTE.** En 219 avant Jésus-Christ, elle provoqua, en résistant à Hannibal, la deuxième guerre punique. Dans son théâtre romain, on donne aujourd'hui des concerts. Un immense *castillo* s'étend sur la hauteur.

■ **VALENCE.** La troisième ville d'Espagne, par-delà sa ceinture industrielle, déborde de vie, d'exubérance et de charme. Le vieux quartier d'El Carmen et le centre-ville se trouvent sur la rive droite du rio Turia. Au nombre de ses plus beaux édifices, la Lonja de la seda, l'ancienne Bourse de la soie, pur gothique flamboyant, la basilique de Nuestra Señora de los Desamparados, un sanctuaire baroque dont l'autel est en or, et la cathédrale, qui peut s'enorgueillir de trois portails différents, respectivement roman, gothique et baroque. Devant l'un d'eux, chaque semaine, le jeudi à midi, un tribunal unique au monde tranche les litiges liés au partage des eaux d'irrigation du système des *huertas*. Signalons en outre le marché central, l'un des plus beaux d'Europe avec ses mille étals et, parmi ses nombreux musées, celui des beaux-arts (El Greco, Vélasquez, Goya), le Musée de la céramique et le Musée d'art contemporain.

■ L'ARCHIPEL. *Situées à* **environ 240 km au large de Valence, les îles Baléares (Majorque, Minorque, Ibiza, Formentera et Cabrera) sont, depuis des années, et grâce à une infrastructure hôtelière très développée, l'une des principales destinations touristiques du pays. Avec, pour ce lieu souvent injustement réduit au statut d'« usine à bronzer » de l'Europe du Nord, un atout de taille : chaque île de l'archipel a une personnalité bien marquée et des séductions cachées pour qui sait y sortir des plages battues et explorer l'arrière-pays.**

■ FORMENTERA. Deux îlots reliés par une langue de sable, des marais salants, des plages sauvages, des moulins à vent et une capitale miniature, San Francisco Javier, résument cette île de 115 km².

■ IBIZA. Avec ses maisons aux murs recouverts de chaux vive, ses toits en terrasses, ses ruelles ***tortueuses et sa vie nocturne,*** **l'« île blanche » (572 km²) évoque une île grecque, voire l'Afrique du Nord, si l'on en juge par le quartier de Sa Penya, aux allures de médina. La principale ville (nommée également Ibiza) se serre autour** ***d'une cathédrale*** **gothique et d'une église baroque. On y trouve deux musées, l'un archéologique, l'autre consacré à l'art contemporain. Dans l'île, des églises blanches (San Agustin et San José), un village perché (San Miguel), des pinèdes (Es Cubells), des plantations** ***d'oliviers et d'orangers (autour*** **de Portinaitx), une belle plage (Cala San Vicente) et 4 000 tombes excavées dans une oliveraie, à Puig des Molins.**

■ MAJORQUE. La plus grande (3 640 km²) et la plus spectaculaire, avec ses chaînes de montagne (le Puig Mayor culmine à 1 445 m), ***ses vallées*** **fertiles à la végétation exubérante, ses côtes, escarpées** ***et sauvages*** **à l'ouest et au nord, creusées de grottes spectaculaires à l'est (de Cala Ratjada à Porto Cristo) et échancrées de criques de sable fin entre Cala d'Or, Porto Petro et Cala Mondrago. Deux routes spectaculaires. Celle, en corniche, le long de la côte ouest, d'Andraitx à Soller via** ***Balnalbufar et Valldemosa, où*** **se trouve la chartreuse où séjournèrent George Sand et Chopin, dont la mémoire est célébrée chaque année, dans le cadre d'un festival musical réputé. Et une route de montagne, de Soller à Pollensa, qui serpente dans un décor époustouflant de jardins** ***suspendus dominant la mer.*** **Quant à Palma de Majorque, la capitale, elle offre aux visiteurs** ***ses palais,*** **sa cathédrale gothique, son château médiéval, ses patios et ses rues ombragées.**

■ MINORQUE. Seconde île de l'archipel (670 km²), Minorque et ***ses vertes prairies entourées*** **de murs de pierres sèches se donne des allures d'Irlande méditerranéenne** ***(lire reportage ci-contre).*** **L'île est également très prisée des archéologues, qui y ont recensé plusieurs centaines de monuments mégalithiques, dont certains remontent à l'époque** ***mycénienne. A Mahon,*** **la capitale, les orgues de l'église Santa-Maria sont réputées, de même que le Théâtre principal et sa saison d'opéra. A Ciutadella, les rues à arcades sont particulièrement animées** ***en juin, lors des fêtes équestres*** **de la Saint-Jean, où cavaliers en bicorne et redingote noirs montent des chevaux noirs harnachés de broderies chatoyantes.**

■ ***SPORTS. Les golfeurs sont*** **choyés : 13 parcours dans l'archipel, dont 10 à Majorque, 2 à Ibiza et 1 à Minorque. Egalement à l'honneur, la voile (60 ports), les sports nautiques, la plongée, la pêche sportive et la randonnée pédestre, notamment à Majorque, dans la Sierra de Tramuntana** ***(consulter les brochures*** **d'Allibert, de La Balaguere, de Club Aventure, de Montagne Evasion, de Nomade, de l'UCPA et de Zig Zag).**

L'île confidentielle

Alors que Majorque a tout misé sur le tourisme, Minorque s'est retranchée sur son quant-à-soi

MINORQUE
de notre envoyé spécial

Tout est étonnant dans cette île : ses mégalithes quatre fois millénaires, ses étalons noirs qui galopent autour des fermes blanches et dansent dans les fêtes, cet air d'Irlande en Méditerranée, ces deux cités rivales, Mahon et Ciutadella, dont on ne soupçonnait pas l'animation, le charme et la beauté.... Mais le plus curieux, à dire vrai, c'est l'ignorance dans laquelle, nous autres Français, tenons encore jusqu'au nom de Minorque. *Et Dieu sait pourtant si* nos compatriotes connaissent les Baléares...

Mais Minorque, non ! C'est pourtant la seconde île de l'archipel, la plus proche de nos côtes et celle à laquelle devraient nous attacher le plus de souvenirs. Car nous l'avons bel et bien occupée, deux fois même, au cours du XVIII[e] siècle, après avoir expulsé l'Anglais de cette base de première importance qu'il avait confisquée à notre allié, le roi Bourbon d'Espagne. La première fois, ce fut de 1756 à 1763. Le galant duc de Richelieu, aussi amateur de bonne *chère que de belles chairs, et par* ailleurs excellent homme de guerre, en rapporta même la recette de la sauce mahonnaise, devenue « mayonnaise ». Cette origine a beau être contestée par certains gastro-étymologistes, Camilo Jose Cela, l'éminent Nobel espagnol de littérature, ne souffre pas qu'on la mette en doute.

Autre témoignage tangible de la présence française à Minorque, la petite ville de San Lluis. Toute blanche, elle étend, à deux lieues au sud de Mahon, son damier de chaux vive où se dressent une église dédiée au saint roi de France et à son successeur, quinzième du nom, et, en face, l'obélisque commémorant sa fondation par le *marquis de Frémeur et le comte de* Lannion. Mais rien encore ne rappelle que San Lluis fut aussi le berceau de la famille Sintès, qui, implantée en Algérie, engendra un de nos plus grands écrivains, Albert Camus. On l'aura aussi oublié : ce sont des Minorquins qui fondèrent Fort-de-l'Eau, ce faubourg d'Alger dont une avenue de Mahon, dominant le port, perpétue le souvenir.

Entre l'île et l'Algérie, une histoire complexe s'était en effet *nouée tout au long du XIX[e] siècle.* Louées par la France à l'Espagne pour les besoins de la conquête, les majestueuses installations fortifiées de l'avant-port de Mahon servirent de base sanitaire arrière à nos soldats blessés, et lorsqu'une famine ravagea l'île, au milieu du siècle, les Minorquins trouvèrent bien normal de chercher fortune dans cette *nouvelle colonie* européenne. Ils y émigrèrent en force, mais peu de ces « pieds-noirs » *sont revenus* dans leur première patrie après l'indépendance.

Parce qu'elle fut plus durablement dominée par la Grande-Bretagne (de 1708 à 1802) et devint, par la suite, un fief touristique presque exclusif de leurs ressortissants, Minorque s'est ainsi effacée de notre géographie mentale tout en se taillant, dans l'orbite espagnole et même dans celle des Baléares, une place un peu à part. L'extraordinaire appareil de défense qui protégeait la rade de Mahon dit, à lui seul, l'importance que put revêtir un tel site pour la maîtrise de la Méditerranée occidentale. *Les Espagnols y avaient édifié,* dès 1554, le castillo de San Felipe, fleuron de leur architecture maritime, rasé en 1785 par le trait de plume d'un traité. En 1840 encore, ils engloutirent une fortune pour lui donner un successeur, toujours *debout mais inutile, sur* le rocher avancé de la Mola. Ruines militaires et lazarets à l'abandon parsèment les flots de cette baie profonde et sinueuse sur laquelle veille, comme une sentinelle, la belle maison géorgienne qui, dit-on (mais rien n'est moins sûr), abrita les amours de Nelson et de Lady Hamilton. C'est ici, à Mahon, *que l'emprise anglaise fut la plus* forte.

Ne l'exagérons pas trop cependant : elle est surtout cantonnée ici, à Mahon. De ce grand port regardant vers le large, qui est aussi une jolie ville compacte ramassée sur son promontoire, les gouverneurs anglais firent leur capitale. Ils entendaient ainsi punir de leur résistance à l'occupation l'aristocratie et le clergé de l'île, qui, retranchés dans leur fief de Ciutadella, à *l'autre bout de l'île, leur tenaient* la dragée haute. D'un côté, Mahon la blanche, très XVIII[e] siècle, industrieuse, commerçante, libre-penseuse (voire un peu franc-maçonne et légèrement puritaine), adepte du five o'clock tea, des intérieurs biens cirés, des fenêtres à guillotine et des loquets de porte à l'anglaise. De l'autre, Ciutadella, couleur de pain brûlé, regorgeant de palais et d'églises Renaissance, adonnée sans complexe aux jouissances catholiques de la vie via ses bars à tapas et ses fêtes débridées de la Saint-Jean. Belle opposition thématique même si, avec le temps, elle s'atténue sans pour autant se perdre. Ces deux villes, presque d'égale importance (20 000 habitants chacune peu ou prou), également charmantes et d'un intérêt architectural exceptionnel, se regardent encore d'un *oeil assez méfiant, ce qui stimule* l'émulation de leurs activités intellectuelles et enrichit Minorque de leurs différences bien affichées.

Un autre trait caractérise la singularité du cas minorquin, ce côté à part que l'île doit à son histoire et qui conditionne encore son développement touristique. Durant toute la guerre civile, Minorque, contrairement à Majorque et à *Ibiza*, resta républicaine, le mouvement insurrectionnel y ayant *échoué et les « nationalistes » re*nonçant à l'envahir. Les liens particuliers qu'entretient cette île avec Barcelone sont-ils une survivance de cette époque ? Le fait est qu'elle se sent apparemment plus près de la métropole catalane que de Palma, sa capitale régionale. Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui de bon ton de prétendre que Minorque fut punie de son attitude passée par le régime du Caudillo lorsque l'Espagne des années 60 se mit à vendre à l'étranger son soleil et ses plages. A quoi s'ajoute aussi une économie locale qui fut toujours beaucoup plus équilibrée que celle de sa grande sœur majorquine. Alors que Majorque misait tout son avenir sur le tourisme, Minorque, elle, pouvait se retrancher sur son traditionnel quant-à-soi, en accord, au demeurant, avec celui de ses grands propriétaires, peu *enclins* à voir leur île envahie par des hordes d'étrangers.


CRISTINA GARCIA RODERO/VU

El Jaleo de San Joan, Ciutadella, 1980

Les Baléares

Mer Méditerranée

Palma

Majorque

Ibiza

Formentera

MINORQUE

Cap Cavalleria

Fornells

Ciutadella

Cap de La Mola

Mahon

25 km

TURBULENTES VULGARITÉS

A partir des années 70, Minorque n'a pu éviter de céder à un tourisme dûment encadré par des voyagistes britanniques ou allemands quelques larges enclaves de ses côtes, non sans réussir à se préserver, mieux que ses voisines, d'un bétonnage massif. Les plus belles criques restent privées – quoique *accessibles à qui veut s'en donner* la peine –, propriétés de vieilles familles insulaires ou barcelonaises, qui y ont, depuis longtemps, leur chasse gardée. Si l'on ne parle guère de Minorque, c'est que cette île attire précisément des habitués épris de simplicité et de discrétion, à mille lieux des turbulentes vulgarités de la jet set.

Ici, comme en Bretagne, on aime rester entre soi, dans un anonymat de bon ton. Les artistes, écrivains, peintres ou musiciens qui y séjournent ne font pas davantage parler d'eux et vantent encore moins les charmes de leur retraite. Mais, Espagnols ou étrangers, ils alimentent la vie intellectuelle de l'île, assistent aux nombreux concerts et même, à Mahon, à la saison d'opéra. Car cette île, curieusement, s'est forgé une forte tradition musicale et lyrique. En revanche – rançon d'un préjugé qui tient le tourisme à distance, ne le considérant, au mieux, que comme un mal nécessaire –, l'hôtellerie, inexistante avant guerre (contrairement à celle de Majorque) et *brusquement surgie dans* les pires années de la spéculation immobilière, en est restée au stade de ces casernes de semi-luxe préremplies par les tour-opérateurs de Londres ou de Francfort. L'éventail des choix est donc fort étroit, surtout pour qui prétend débarquer sur une plage, l'été, en voyageur indépendant, rebelle aux funestes horaires et aux non moins funestes habitudes alimentaires imposés par cette clientèle septentrionale. Un jour ou l'autre, Minorque devra *inventer son tourisme de charme.*

Cela viendra, sans aucun doute. Une île à la fois si civilisée et si peu encombrée mérite bien quelques sympathiques auberges dignes de tant d'espaces préservés. La côte nord est sauvage, déchiquetée, battue par la tramontane, plus que bretonne au cap Cavalleria, qui évoque la pointe du Raz. Ce qui ne l'empêche pas d'abriter de charmants ports, comme Fornells, où le petit voilier du roi vient souvent *mouiller entre deux courses en* mer. Au sud, toute la douceur méditerranéenne se rassemble dans une succession de *calas* tapissées de sable doré, serties d'yeuses, de myrtes et de pins maritimes. Au centre, dans un paysage de prairies vallonnées où galopent des chevaux de jais, paissent moutons, vaches hollandaises et même, c'est la mode, quelques troupeaux d'autruches. Tout un réseau de champs cloisonnés par des murs de pierres sèches, admirablement ajustées, qui dessinent un labyrinthe étrange et primitif, en accord avec les *taulas, talayots, navetas* qui, partout, rappellent que cette île fut habitée par nos plus lointains ancêtres.

Minorque n'a pas la beauté majestueuse que de hautes montagnes, de vastes horizons, une nature plus exubérante confèrent à Majorque. Elle ne sent pas l'Afrique comme Ibiza. Elle se situe au *cœur d'une géographie indécise* et troublante où, selon les saisons, le vent qui caresse les pierres lève des rêves gaéliques couleur d'émeraude mais où la douceur du sud, l'animation des villages et des villes ramène vite à l'univers latin. Il en résulte un charme particulier d'entre deux mondes. Mais ne le dites pas trop haut.... Ces paradis sont si fragiles !

Philippe Nourry

Carnet de route

■ ACCÈS. En avion avec Iberia via Barcelone : environ 2 000 F pour un Paris-Mahon (Mao en catalan). En bateau, de *Barcelone* : compter 3 335 F pour trois adultes et une voiture (Selectour Melia Voyages, tél. : 01-42-61-56-56). Mahon est aussi relié quotidiennement à *Palma* de Majorque. *Sur place*, une cinquantaine de kilomètres séparent Mahon de Ciutadela. Louer une voiture peut être judicieux.

■ AVEC QUI ? Arts & Vie, Croisitour, Iberrail, Mundicolor, Starter ainsi que Nouvelles Frontières, en voilier.

■ ÉTAPES. A Mahon, le Port Mahon (prix élevés) avec vue sur le port. A Es Castell (l'avant-ort), l'Hotel del Almirante (prix moyens) et le Rocamar (prix réduits), sur les quais. A Ciutadella, le Patricia (moderne, prix moyens) et le Ciutadella (prix réduits) dans la vieille ville. Sur la plage de Santo Tomas, au sud, l'Hôtel Santo Tomas (prix élevés) est l'un des rares à accepter les clients de passage. Entre Sant Lluis et la plage, l'Hostal Biniali, une résidence de charme (prix élevés). A Alcaufar, village de pêcheurs, l'Hôtel Xuroy.

■ SAVEURS. A Mahon, sur le port, Club Maritimo, Roma, Marivent, Casa Manolo, Gregal. A Es Castell, Rocamar et Espana. A Ciutadella, Café Balear (tapas sur le port). A Fornells, Es Pla, sur le port, Es Cranc et Can Miquel. A Mercadal, Can'Aguedet. A Migjorn Gran, S'Engolidor» (avec chambres).

■ VOIR. A Ciutadella : cathédrale, palais et églises de la vieille ville, ainsi que sa rue à arcades. A Mahon, l'ensemble urbain, son marché, ses églises, le port d'Es Castell et ses quais, les îles avec l'ancien Lazaret, les ruines du château de San Felipe. Un tour de la baie s'impose. Dans le centre, les principaux monuments mégalithiques et le sanctuaire de la vierge du Toro, point culminant de l'île.

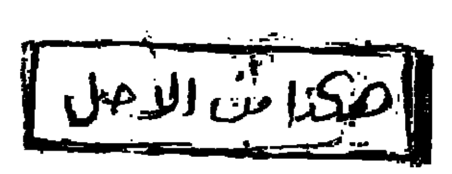
■ ACHETER. L'artisanat local est varié et de bon goût. Le gin de Mahon (fabrique Xoriguer), très parfumé, et les fromages artisanaux, réputés.

■ LIRE. Le meilleur guide est en espagnol : *Guia de Menorca* (El Pais-Aguilar). A défaut, les Guides bleus et Evasion (Hachette) et le Guide vert Espagne (Michelin).

■ S'INFORMER. A l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50), dont le magazine *España* a consacré son n° 5 aux Baléares.

Quand les chevaux dansent

Pas davantage que Majorque ou la proche Catalogne, Minorque **n'est « taurine », mais elle voue à sa belle race de chevaux noirs un culte ancestral. Harnachés de broderies chatoyantes, montés par leurs cavaliers, eux aussi tout de noir vêtus tels des alguazils, avec leur redingote et leur bicorne de polytechniciens, ils sont les vedettes de toutes les fêtes traditionnelles de l'île, à commencer par celles de la Saint-Jean (Sant Joan), les 23 et 24 juin, à Ciutadella.** ***Dans les rues ensablées et jonchées de coquilles de noisettes,*** **excités par la foule qui se presse contre leurs poitrails, ils effectuent cabrades et ruades au rythme des fanfares. Aux cavaliers des deux sexes – les amazones sont nombreuses** ***dans cette*** **cavalcade – à prouver alors leur maîtrise et l'élégance de leur assiette ! La fête ne va pas toujours sans accident, d'autant que la « pomada » – mélange de gin local, hérité des Anglais et de limo*****nade citronnée – pousse*** **parfois à l'extrême l'audace des piétons. Entouré d'un cérémonial de haute tenue et agrémenté de divers tournois, le spectacle est de ceux qui laissent une forte impression, pittoresque et spontanéité** ***y donnant toujours*** **la main à l'esthétique la plus pure.**



هكذا من الاصل

La légende blanche

Fier, léger comme l'air, familier de la mort qu'il affronte dans l'arène : le cheval andalou

JEREZ DE LA FRONTERA
de notre envoyé spécial

Tout à coup, on chuchote. Le grand-père a fait taire d'un geste sec les gamins qui jouaient à côté de la carrière. Manuel, le fils, s'est hissé sur la bête et la bête s'est soumise, nuque arquée et crins en bataille, pur modèle de Vélasquez. Six ans. C'est encore un jeune cheval mais il connaît déjà la messe par cœur : appuyers, pirouettes, changements de pied et même quelques pas de piaffer. Tout cela en l'honneur d'un Français qui passait par là et qui s'est mis en tête de ramener dans ses bagages un « pure race espagnol ». Et pas n'importe lequel. Celui-ci est né près de Jerez, une petite ville à une trentaine de kilomètres de la mer. Le berceau de la race.

Cent cinquante mille francs. C'est cher. Bien trop cher pour son budget, et le Français le dit. Ailleurs, on se quitterait. Mais ici, peu importe. Manuel selle un autre cheval, puis un autre, qui n'est même pas à vendre. Juste pour le plaisir. Le plaisir et l'orgueil d'avoir façonné, jour après jour, ces masses blanches toutes en muscles qui font des ronds parfaits dans le sable, sous trois amandiers avec, pour fond de scène, le désert.

Le cheval andalou, c'est le miroir des hommes de ce pays. Lisez Miguel Angel de Cardenas, un éleveur poète. Extrait : « *Nous sommes prisonniers de notre passé. Nous vivons la vie et la mort, la joie et la tristesse avec plus d'intensité que les autres peuples. Cette façon de préférer l'esthétique à l'efficacité nous a permis de transmettre à nos chevaux une part de notre sentiment de la vie.* » Ecoutez ceux qui vous disent qu'il est fier, léger comme l'air, qu'il ne bronche pas devant le danger. Familier de la mort, qu'il affronte depuis des générations dans l'arène, il a du geste et du panache. Avec lui, vous tenez la légende d'un peuple.


JEANNE CHEVALIER IN « CAMPO », DE JOSÉ ANGEL VALENTE, ED. CANAL 1

Le cheval andalou, miroir des hommes de ce pays

FORCER LES MÉTISSAGES

Bien sûr, il y a la part de nature. Juste ce qu'il faut d'herbe, dans ces plaines rases, pour forcer les chevaux à marcher pour se nourrir, et donc à se muscler. Un soleil de plomb, certes, mais adouci par deux mers, Méditerranée et Atlantique. Une frontière mouvante (le nom complet de Jerez est d'ailleurs Jerez de la Frontera), entre l'Europe et le monde arabe, qui dut forcer, chez les chevaux comme chez les humains, les métissages. Tout cela fit très vite la réputation des chevaux d'Andalousie, salués, dès l'Antiquité, par Xénophon. Mais ce sont surtout les hommes qui firent ce cheval. Comme une œuvre d'art. Une poignée de moines chartreux qui, à Séville comme à Jerez, décidèrent à la fin du quinzième siècle de se lancer dans l'élevage.

On ne visite pas leur couvent, à cinq kilomètres de Jerez, mais on s'avance dans le patio, sur les dalles de pierre bordées d'orangers et de palmiers. Il règne devant le portail baroque, rongé par le vent, le plus parfait silence. Les chevaux ne sont plus qu'un souvenir : Napoléon a forcé les moines à fuir, laissant le cheptel à vau-l'eau. Il a fallu des générations de passionnés pour le reconstituer, ailleurs. Il est aujourd'hui logé tout près, dans un haras ultramoderne (« Hierro del Bocado »), propriété de la nation. On reconnaît ses chevaux au fer qui marque leur flanc : un mors surmonté d'un « C ». Le signe des aristocrates.

Car sans doute les chartreux avaient-ils flairé l'aubaine : les chevaux se vendaient bien, à l'époque, et ils se contentaient des terres les plus chiches. Mais il n'empêche. Durant près de quatre siècle, ils furent des puristes. Au point que le cheval andalou, d'où qu'il vienne, est parfois baptisé, aujourd'hui, le *Cartujano*, du nom de ce monastère, la « Cartuja ». Trois cents têtes à la grande époque, pas plus, mais qui furent l'étendard de la race.

Une race qui a vite gagné tout l'Occident. On retrouve du sang andalou dans les *Criollos* d'Amérique du Sud comme dans le *Draught Horse* irlandais. Ce cheval a toujours été le caprice des rois, à commencer par les Habsbourg qui, à travers le *Lipizzan* employé par l'Ecole espagnole d'équitation de Vienne, saluent sa grâce et sa force. En 1747, la maison du duc de Bragance achète à son tour plusieurs centaines de juments qui seront à l'origine du fameux *Alter Real* portugais...

« *Mais attention*, souligne Benito Marin, qui termine actuellement un livre sur l'histoire équestre de Jerez, *ce cheval était alors différent de celui qu'on connaît aujourd'hui : il était plus grand et plus costaud.* » Car en Andalousie même, on devait toujours allier l'utile à l'agréable, quitte à accepter les croisements permettant d'obtenir des montures rustiques. Le cheval servait à la fois à la guerre, à la parade et aux travaux des champs. Il tirait des charrettes et transportait prosaïquement du bois. Ce qui n'empêchait pas de le bouchonner, les jours de feria, de lui passer un harnais garni d'argent et de fleurs, et d'exhiber, devant les belles, cette précieuse fortune.

Mais si l'accord de l'Andalou avec sa monture est aujourd'hui si parfait, c'est qu'il a été scellé, de génération en génération, devant le danger, c'est-à-dire les taureaux. Quand il n'est que gardien de troupeau, l'homme s'en va trier les bêtes ou les conduire d'une pâture à l'autre. Ces gestes quotidiens, que l'on aperçoit encore, parfois, dans le lointain d'une *finca*, sont à l'origine de la *doma vaquera*, une compétition qui exige du cheval une soumission et une habileté parfaite. Puis vient, pour les seigneurs, le temps de la danse parfaite, celle qui ne pardonne pas la moindre erreur. Le temps de la *plaza de toros*.

UNE ÉCOLE ROYALE

Tout naturellement, c'est donc un *rejoneador* (toréador à cheval) qui, dans les années 70, a rendu hommage au cheval andalou. Seigneur, Alvaro Domecq l'est à double titre. D'abord parce qu'il appartient à la grande famille de la région, dont le palais trône à l'entrée de la ville. Mais surtout parce qu'il a acquis ses lettres de noblesse de haute lutte, sur le sable des arènes. Eleveur de taureaux et de chevaux, installé dans sa *finca* de 700 hectares, Alvaro Domecq a donc commencé par monter un spectacle à Jerez, sous un modeste chapiteau. Le succès fut tel que le gouvernement s'en mêla et lui trouva un château, attribué à l'architecte Garnier, agrandi de quelques manèges et écuries. En 1987, Juan Carlos accorda sa caution définitive. L'homme était désormais à la tête d'une Ecole royale andalouse d'art équestre, dont il assura la direction technique jusqu'a ces deux dernières années.

Cette académie qui rivalise avec celle de Vienne ou de Saumur intègre toute la culture équestre du pays. Elle rend hommage à la *doma vaquera* et compose de superbes carrousels d'attelage. Mais on y voit aussi des démonstrations de haute école. Ce sont les mêmes qu'ailleurs et pourtant pas tout à fait les mêmes. Tout semble ici plus léger, plus facile. Ignacio Rambla, l'actuel directeur technique, sélectionné aux Jeux olympiques d'Atlanta, feint de s'étonner lorsqu'on lui demande pourquoi. Il dit que les techniques sont les mêmes. Ce doit être le cheval qui fait la différence...

Jean-Louis André

■ REPÈRES. Terre de soleil, l'Andalousie offre une rare diversité de paysages, des sommets enneigés de la sierra Nevada à un littoral (800 km) méditerranéen (stations balnéaires), mais aussi atlantique (encore très préservé), en passant par des sierras arides ponctuées de villages blancs, d'interminables champs d'orangers et vingt-deux parcs naturels, dont celui du Coto de Doñana. A parcourir au printemps, quand la campagne se grise de couleurs et que l'Andalousie quitte la Semaine *Sainte pour célébrer la corrida.*

■ CULTURE. Mosquées, palais et jardins évoquent la longue présence arabe. Parmi les joyaux de l'art hispano-musulman, citons l'ancienne mosquée, l'Alcazar et le jardin botanique de Cordoue, l'Alcazar mauresque et les jardins de l'Alhambra et du Generalife, à Grenade, ceux de l'Alcazar et du parc Maria Luisa à Séville, les parcs de Cadix et d'Almeria et, autour de Malaga, l'Hacienda de la Conception, celle du Retiro et l'Hacienda de la Consula. Côté musées, celui des Beaux-Arts (avec, du 8 octobre au 9 décembre, une grande rétrospective de l'oeuvre du *peintre Zurbaran) et les Musées* archéologique et des arts et coutumes populaires, à Séville, le Musée d'art hispano-musulman de l'Alhambra de Grenade et le Musée des beaux-arts de Cadix. Sans oublier de petits musées locaux thématiques tels ceux des Bandits à Ronda, des Horloges à Jerez ou des Chapelets à Aroche. Quant à la tauromachie, elle a aussi ses musées : à Cordoue, Puerto de Santa Maria, Antequera, Ronda et Séville. A voir également la Casa Museo Manuel de Falla à Grenade et la maison de Federico Garcia Lorca à Fuentevaqueros (Grenade).

■ INSOLITES. Le désert de Tabernas, dans l'arrière-pays d'Almeria : la zone la plus aride d'Europe occidentale. Le site d'El Torcal, près d'Antequera : un paysage érodé aux formes étranges. La Garganta del Chorro, accessible de la Costa del Sol : une étroite gorge où coule le Guadalhorce. Et la vallée du Rio Tinto (Huelva) aux paysages rougeoyants et fantastiques.

■ SPORTS. La région de Tarifa est une des Mecques de la planche à voile tandis que la Costa del Sol offre une exceptionnelle concentration de golfs (48) programmés notamment par le Club Med, Golfissimes, Golf Européen Travel, Greens du Monde et Gallia.



Carnet de route

■ ACCÈS. En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), jusqu'à Jerez, via Madrid à partir de 2 513 F A/R.

■ QUAND ? Tous les ans, Jerez vit à l'heure de la Feria du cheval qui se tiendra, cette année, du 10 au 17 mai. Au programme : concours, animations et parades en costume.

■ AVEC QUI ? Cheval d'Aventure programme deux randonnées. La première, du 1er au 10 mai (9 700 F, de Paris, 8 jours à cheval), à travers les provinces de Grenade et d'Almeria. La seconde, du 8 au 16 août (8 850 F, 7 jours à cheval), dans la sierra Nevada, depuis Grenade. Renseignements : Anne Ménage, Mas du Pommier, 07590 Cellier-du-Luc, tél. : 04-66-46-62-73. Consulter également l'UCPA (tél. : 01-43-36-05-20). Sur place, une bonne adresse : Evento SL, à Jerez (tél. : 956-16-80-63). Journaliste et écrivain, Benito Marin propose des circuits à cheval de 1 à 10 jours en Andalousie.

■ À VOIR. L'Ecole royale andalouse d'art équestre, à Jerez (tél. : 956-31-11-11). Un spectacle tous les jeudis, à midi. Les autres jours, on peut assister aux entraînements qui ont lieu de 11 h à 13 h.
A Cartuja, à 5 km de Jerez, le monastère où une poignée de moines chartreux décidèrent, à la fin du XVe siècle, de se lancer dans l'élevage des chevaux andalous. A visiter, tous les samedis matin à 11 h (1 500 pesetas), le haras ultramoderne où sont élevés les descendants des fameux *Cartujanos* considérés comme patrimoine génétique. Renseignements : Hierro del Bocado, Finca Fuente del Suero (tél. : 956-16-28-09). Autre attraction, le domaine d'Alvaro Domecq. Accueil des groupes uniquement. Possibilité de visiter la *finca* et d'assister au travail des chevaux et des taureaux. Renseignements : Torrestralla, avenida Duque de Abrantes 40 (tél. : 756-30-41-68).

■ ACHETER UN CHEVAL. Yeguada Cardenas, Santa Florentina 20, Ecija (tél. : 954-83-10-62), un des élevages les plus prestigieux. Et la Ganaderia El Caballo de Arcos, Finca El Tesarilla, à Arcos de la Frontera (tél. : 956-23-14-40). Le propriétaire est un ancien de l'Ecole royale.

■ S'ÉQUIPER. Chez Arcab (tél. : 956-32-41-00), en face de l'Ecole royale. Les selles sont fabriquées à Séville. Elles sont de deux types : *doma vaquera* et espagnole (plus légère). Compter 5 000 F. Egalement, chez Duarte, Lanceria 15, à Jerez (tél. : 956-34-27-51). Une vieille maison spécialisée dans la selle de *doma vaquera*. Cousue main, elle coûte environ 10 000 F.

■ S'INFORMER. Auprès de l'Office du tourisme espagnol qui diffuse notamment les Guides du tourisme équestre en Espagne et en Andalousie.

■ **REPÈRES.** Hantée par le fantôme de Don Quichotte, héros du roman de Cervantès, la région sud de l'ancien royaume de *Castille déploie sur 80 000 km²* d'immenses plaines parsemées de châteaux médiévaux et des célèbres moulins, et sierras (Alcaraz, monts de Tolède, Guadalajara et Cuenca) peuplées de sangliers, de cerfs et de chamois. Un paradis pour les chasseurs et pour les randonneurs, qui consulteront avec profit les brochures de la Compagnie du Sud, d'Equitour, de Terres d'Aventure et de VTF.

■ ***NATURE.*** *Au* cœur d'une Espagne assoiffée, l'eau a fait des miracles à l'image des lagunes de Ruidera, véritable petite « mer intérieure » parcourue de cascades, ou de la réserve écologique des « Tablas de Daimiel », un parc national rendez-vous des oiseaux *migrateurs aquatiques*. A signaler également le parc naturel du haut Tage et la source du fleuve Cuervo, à Cuenca, avec *ses* cascades et l'impressionnante gorge du Beteta.

■ **LA ROUTE DE DON *QUICHOTTE. Objet du reportage*** ci-contre, elle suit les chemins et villages où Cervantes (sa charge de commissaire au ravitaillement de l'Invincible Armada lui fit sillonner la région) a situé les aventures de son héros. D'Alcala de Henares, où on a reconstitué la maison natale *de l'écrivain (l'université* locale mérite aussi une visite) on se rend à Mota del Cuervo, où, sur des collines surplombant les vignobles qui ont succédé aux champs de blé, se dressent les premiers moulins à vent. On gagne ensuite Campo de Criptana (la plus belle concentration de moulins), El Toboso (village natal de Dulcinée et, dit-on, épargné à ce titre par les troupes napoléoniennes), Argamasilla de Alba (on visite la cellule où Cervantes aurait commencé son chef-d'œuvre), Viso del Marques (palais du marquis de Santa Cruz), Almagro, Puerto Lapice (l'auberge de la cérémonie d'adoubement du Chevalier à la triste figure) et Belmonte, avec *son enceinte fortifiée et son* imposant château fort. Une région à parcourir à sa guise ou dans le cadre d'un circuit organisé. Consulter notamment Arts&Vie, Cartour, Clio, Donatello, Fram, Marsans (Espagne extraordinaire), Mundicolor, Nouvelles Frontières, Routes du monde et Terrien.

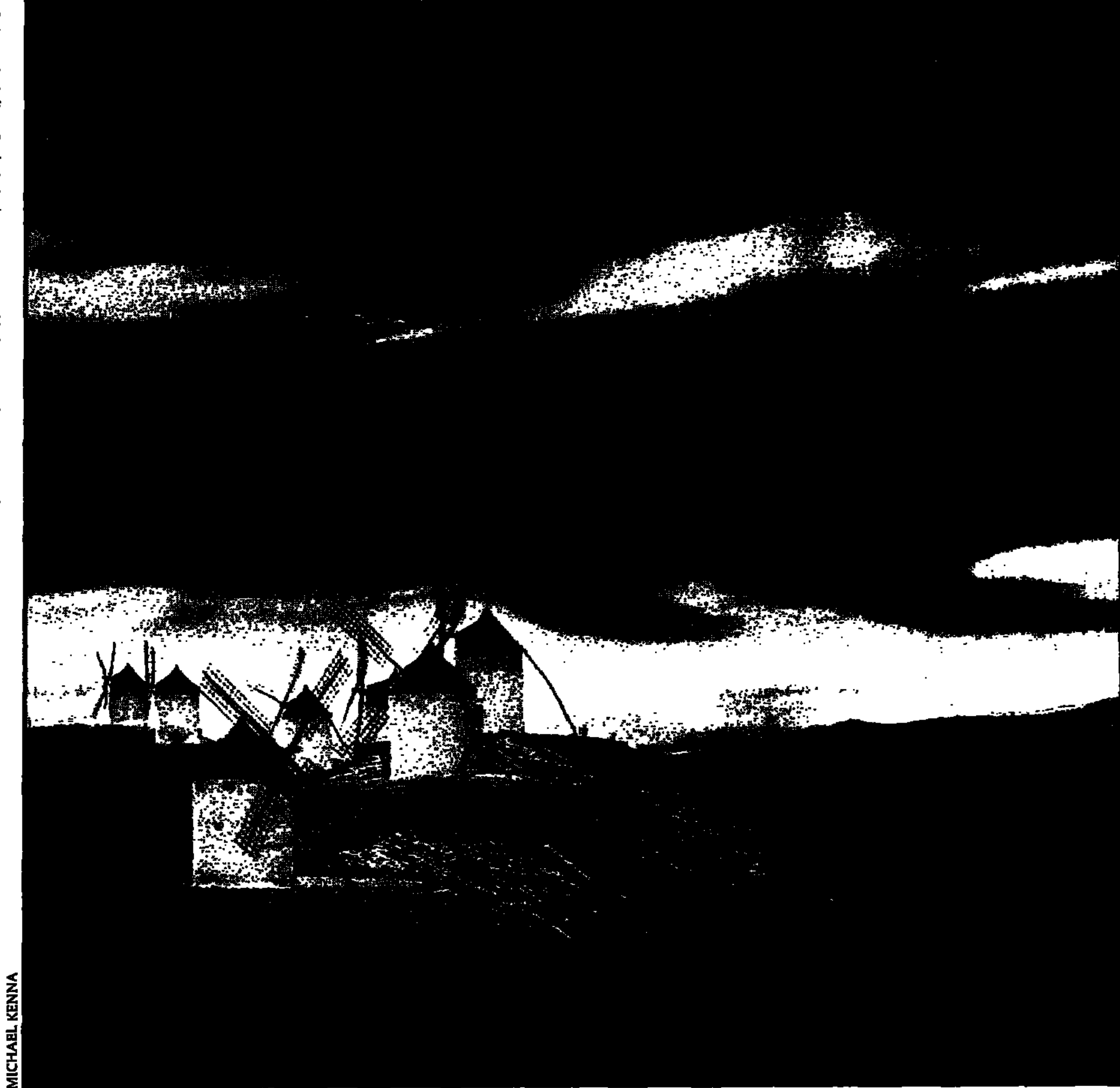
■ **TOLÈDE.** Synthèse des cultures *musulmane, juive et chrétienne* qui y vécurent en bonne harmonie pendant un demi-siècle, vitrine du *mudéjar* (art issu de la symbiose de l'islam et de la chrétienté) qui s'y exprime dans palais, églises et couvents ainsi qu'au Musée Taller del Moro, l'ancienne *capitale du royaume séduit* par les vénérables portes qui y donnent accès, ses musées, ses mosquées reconverties en églises, ses deux synagogues dressées au cœur d'un très ancien quartier juif (XIIe siècle) et sa cathédrale gothique célèbre pour son retable et ses tableaux *de Goya et du Greco, un Greco* dont on retrouve la trace à l'église Saint Tomé *(Enterrement du Comte Orgaz)* et dans la maison-musée (reconstituée) qu'il habita et où sont présentés ses portraits d'apôtres.

■ **CUENCA.** Avec ses ruelles, ses places et ses altières maisons nobles blasonnées (XVIe) suspendues au-dessus des gorges du Jucar et du Huecar qui l'entourent, la cité justifie son entrée *sur la liste* du patrimoine mondial de l'Unesco. Un Musée d'art abstrait espagnol (qui, à lui seul, vaut le déplacement) et un Musée diocésain dans les sous-sols du palais épiscopal.

■ **ALMAGRO.** Une grande place aux galeries vitrées où perce *l'influence flamande* et un théâtre ancien du XVIe à ciel ouvert, le Corral des Comedias, sont les deux fleurons d'une ville riche de palais, églises et couvents. Pendant trois semaines, en juillet, s'y tient un Festival national de théâtre classique.

Un tour dans la Mancha

La double silhouette de Don Quichotte et de Sancho Pança hante toujours les collines hérissées de moulins


MICHAEL KENNA

La Mancha, 1996

EL TOBOSO
de notre envoyé spécial

La première fois que je me suis servi d'un distributeur automatique de billets, alors que l'appareil expulsait la coupure, je ne pus m'empêcher de lui dire « merci ! ». Mon anachronisme me fit sourire et une phrase, entendue je ne sais où, me revint à l'esprit : *« Don Quichotte te rattrape au galop boiteux de sa Rossinante... »* Don Quichotte est le héros anachronique par excellence. Il n'est pas synchrone avec son époque. Il lit le monde à contresens parce qu'il traduit tout en termes de chevalerie. Le comique naît de ce délire d'interprétation et du décalage qui s'ensuit. Don Quichotte se bat contre des moulins, des moutons et des outres à vin. La dame de ses pensées – tout chevalier errant en a une – n'est qu'une fille de laboureur et son écuyer, un simple métayer. Le Chevalier à la triste figure, mégalomane galopant, est victime d'un mal étrange qu'il ne saurait nommer puisqu'il en est lui-même le promoteur : le complexe de Don Quichotte.

Don Quichotte de la Manche est un roman total où se rencontrent l'épopée, le conte fantastique, la pastorale, le vaudeville et même, bien avant la lettre, la bande dessinée. Publié en 1605 et en 1615, pour le deuxième tome, il a été traduit en presque autant de langues que la Bible. Le malais, le tagalog et le latin macaronique figurent au palmarès. Il existe aussi une version « cryptonumérique », c'est-à-dire entièrement codée en chiffres.

LE « CUL DU MONDE »

La Manche, rase campagne au cœur de l'Espagne, a déjà attiré des millions de curieux qui voulaient y trouver la contrepartie de la fiction. Un circuit fléché signale la « route de Don Quichotte ». L'itinéraire mythique est aujourd'hui jalonné de statues et de boutiques. Bref, voici ma première impression : Cervantès a « quichottisé » la Manche.

Les gens d'ici, les Manchegos, citent souvent *Don Quichotte* sans le savoir. Nombre de locutions *populaires et de dictons ont* transité par Cervantès. Certaines expressions typiques du livre ornent les harangues politiques et les journalistes les déclinent avec malice. On se sert ici de *Don Quichotte* comme, chez nous, des fables de La Fontaine. Il est d'ailleurs amusant de voir comme chacun se l'approprie. A Almagro, par exemple, un garagiste me dit : *« Le Quichotte, c'est quelqu'un qui se regarde dans un enjoliveur et qui croit qu'il possède la voiture. »*

Si Cervantès avait froidement décidé de se moquer des livres de chevalerie, il n'aurait donné qu'une satire parmi d'autres ou une plate parodie. De fait, sa verve est animée en profondeur par l'ironie de soi et un certain dépit : il brûle ce qu'il a aimé. Son portrait-charge est teinté de tendresse. Son héros, has been de naissance, lui ressemble par quelques traits et comment ne pas songer à Cervantès lorsqu'il lui fait dire : *« La liberté, Sancho, est l'un des dons les plus précieux que le ciel ait fait aux hommes ; rien ne saurait l'égaler, pas même les trésors que renferme la terre ou que la mer recouvre ; pour la liberté, de même que pour l'honneur, on peut et on doit risquer sa vie, et, au contraire, la servitude est le plus grand malheur qui puisse affliger les hommes. »*

La double silhouette de Don Quichotte et de Sancho Pança, l'un sur son roussin efflanqué, l'autre sur son âne, hante les routes rectilignes de la haute plaine bossuée. Terre de vignes naines et d'oliviers. Champs de cardons et de crocus (qui donnent le safran). Quelques chênes verts poussent là où l'eau transpire. J'entrevois des coquelicots et, au faîte d'une bâtisse, des nids de cigogne. Au temps de Cervantès, la Manche n'était qu'un *hinterland*, un lieu de passage ou, pour mieux dire, un « cul du monde ». Pour moudre le blé noir et domestiquer le vent, les hommes y ont dressé des moulins, dernier cri de la technologie. Le Chevalier à la triste figure, qui était un homme très passéiste, les prit pour une armée de géants...

Il importe peu de savoir si les moulins de la fable sont ceux de Consuegra ou ceux de Campo de Criptana. Inventés au XIe siècle, importés des Pays-Bas à partir de la seconde moitié du XVIe siècle, leurs quatre ailes noires s'orientent selon la direction du vent. Douze « trous souffleurs » – *« qui correspondent aux douze vents »* – permettent de trouver la position idoine. A Campo de Criptana, les moulins s'appellent *Sardineo, Culebro, Lagarto, Pilon, Burleta Infante, Poyatos, Quimera, Cariari* et *Inca Garcilaso*. Trois seulement ont conservé leur mécanisme d'origine. Les autres sont des répliques qui abritent une exposition d'outils et d'artisanat, un bureau de tourisme et – plus insolite – un musée sentimental dédié à l'actrice Sara Montiel.

El Toboso, patrie de Dulcinée, la fiancée fantasmatique, est devenue *la capitale officieuse de la* donquichotterie. Les rues sont placardées de citations et la Maison de la culture, qui expose quatre cent cinquante exemplaires du chef-d'œuvre, écrits en trente-quatre langues et paraphés par divers chefs d'Etat (Hitler, Mussolini, Reagan, Thatcher, Mitterrand...), *contient une curiosité* extra-littéraire : une copie datée de 1926, entièrement écrite à la main par les détenus de la prison d'Ocaña. Situé en contrebas de l'église, le « palais » de Dulcinée n'a évidemment rien d'authentique. Il s'agit d'une belle demeure du XVIIe siècle transformée en écomusée. *Reste que, grâce à Don Quichotte*, cette maison est entrée dans l'histoire : au cours de l'occupation napoléonienne, le général Dupont refusa d'incendier le village, car, soucieux de sa postérité, il ne voulait pas porter l'infamie d'avoir saccagé la terre natale de Dulcinée...

Don Quichotte s'invente en *se* racontant. Habité par son rêve héroïque, il est comme possédé. Les spécialistes insistent sur le réalisme de Cervantès, mais il faut noter que sa précision s'applique à une « transe hypnotique » et que, de ce fait, l'auteur renvoie à une géographie plutôt chaotique. Ainsi, dès la première phrase, somnambulique à souhait, le doute s'installe : *« Dans un village de la Manche, dont je ne veux pas me rappeler le nom, vivait il n'y a pas longtemps un de ces gentilshommes avec lance au râtelier, bouclier de cuir à l'ancienne, levrette pour la chasse et rosse efflanquée. »* Douze villages revendiquent l'honneur d'être celui qui a inspiré Cervantès. Argamasilla de Alba, Mota del Cuervo et Alcazar de San juan sont les candidats les plus sérieux. Personne ne saurait dire de bonne foi lequel est le bon. Heureusement, tout n'est pas aussi flou dans le récit. La grotte de Montesinos ou les lagunes de Ruidera, par exemple, ne prêtent pas à discussion. La *venta* de *Don Quichotte* – où, dit-on, il fut adoubé – mérite l'indulgence : le vin de Valdepeñas rend magnanime.

Chacun s'arrangera donc avec la fiction. Personnellement, porté par la fantaisie cervantine, j'apprécie les à-côtés et les imprévus du voyage. Je me régale à relire le livre dans son cadre supposé. Son allégresse et sa fraîcheur surprennent toujours. Les joyeusetés du pragmatique Sancho n'ont rien perdu de leur verdeur. L'armée des seconds rôles et des figurants semble grossir à chaque lecture. Un sourire flottant court dans la prose de Cervantès. Peu à peu, le monde se dédouble et, gagné par la fiction, je trouve que les visages et les terres d'ici ont couleur de parchemin. La modernité du texte aussi m'apparaît. A bien regarder, celui qui prend ses désirs pour des réalités et qui proclame son droit d'ingérence, a un côté soixante-huitesque...

Au milieu de ma rêverie, je rencontre une troupe de motards gainés de cuir. Ils ont l'œil brillant des errants et prennent des poses à la *Easy Rider*. Leurs engins sont couverts de poussière. L'un, plus rond que les autres, dégoupille une canette de Coca. Le plus âgé a le regard perdu des *desperados*. Les autres s'allongent sur leur selle comme des cow-boys au repos. Un retardataire arrive et retire son casque intégral.

Divine surprise : Dulcinée a les cheveux verts et un anneau dans le nez !

Jacques Meunier

Castille-La Manche

Carnet de route

■ **ACCÈS.** A partir de Madrid (en avion avec Air France ou Iberia, ou en train), louer une voiture et mettre le cap sur la *Mancha. On peut visiter également* Cuenca, à 165 km de la capitale, au nord-est de l'itinéraire « Cervantès ».

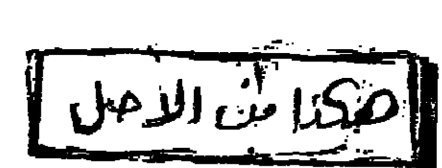
■ **AVEC QUI ?** Outre les grands généralistes (Cartour, Donatello, Fram, Iberica, Jet Tours, Marsans, Mundicolor, Nouvelles Frontières, voyageurs en Europe etc.) qui proposent des circuits à la carte (voiture + hôtels), certains voyagistes plus pointus programment des circuits *thématiques* à l'instar du Monde et son histoire (82, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. : 01-45-26-26-77), qui organise des voyages culturels, notamment à Barcelone et son arrière-pays (5 au 11 mai), à Madrid (1er au 4 octobre) et, du 24 au 27 septembre, « Sur les pas de Don Quichotte » (7 900 F par personne en pension complète, de Paris). A signaler également, un circuit de quatorze jours (de 9 400 F à 9 700 F par personne, tout compris) d'Arts & Vie (tél. : 01-40-43-20-21), de Madrid à Séville *via* la Mancha.

■ **ÉTAPES.** Pour un séjour limité, la chaîne des Paradores paraît la meilleure solution. *(Lire la colonne de la page 4.)*

■ **SAVEURS.** La Mancha est réputée pour ses vins (l'almensa et le valdepeñas) et son fromage de brebis (le *manchego*). La perdrix à l'étouffée et le *gaspacho*, ainsi que les *migas* (pain émietté à l'ail et au piment), les *ajos arrieros* et les *tzanaos* (à base de morue), les *bizcochos borrachos* et les *bizcochas manchegas* (desserts hautement caloriques), sont les fleurons de sa gastronomie. Le plat préféré de Don Quichotte, *duelos y quebrantos*, c'est-à-dire *« des œufs plus quelque chose »*... Rustique et succulent.

■ **LIRE.** Dans sa traduction la plus récente, *L'Ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche* (Le Seuil) ou *Don Quichotte* I et II (coll. Folio, Gallimard). *Cervantès, biographie par Jean Canavaggio* (Fayard).
Pour les érudits, le *Dictionnaire des noms de personnages du Don Quichotte de Cervantès*, par Dominique Reyre (Editions hispaniques).
Pour tout un chacun, le Guide Bleu *Espagne* (Hachette) reste une référence en matière d'architecture et d'histoire.

■ **S'INFORMER.** Auprès de l'Office espagnol du tourisme (43, rue Decamps, 75016 Paris, tél. : 01-45-03-82-50) dont le magazine *España* (n° 7) invitait notamment à partir « sur les traces de Don Quichotte ».



L'île noire

Comment les hommes ont-ils réussi à survivre dans cette nature qui ne semble préoccupée que d'elle-même ?

LANZAROTE
de notre envoyée spéciale

Six heures du soir. Un silence de plomb enveloppe Teguise. Ce nom, qui fut jadis celui d'une princesse locale, sied bien à l'ancienne capitale coloniale de l'île. L'île, c'est Lanzarote, l'une des sept parcelles de terre qui forment l'archipel des Canaries, ancré dans l'Atlantique à 115 kilomètres au large des côtes du Maroc. Au-dessus des toits pointe le clocher en basalte rouge de la cathédrale de la Guadalupe.

Assis sur un banc adossé à une facade blanche incendiée par la lumière du couchant, des hommes sans âge, feutre noir enfoncé jusqu'aux yeux, murmurent entre leurs dents. Sur la grand-place, un chien renifle obstinément le pavé, en quête d'un déchet abandonné par un touriste reparti depuis longtemps vers sa réserve hôtelière, sur le littoral. Il s'éloigne, bredouille.

Pour une fois, les visiteurs, sans doute des Suisses, ont évité de prendre la rue pour poubelle. A dire vrai, Lanzarote est d'une propreté si exemplaire qu'on aurait scrupule à la souiller. Ici, seule la nature s'autorise le plus grand désordre, laissant traîner partout des monceaux de scories, déroulant jusqu'à la mer des champs de lave déchiquetée ou convulsée.

L'île s'est propulsée à la surface des flots, de concert avec sa voisine Fuerteventura, il y a vingt millions d'années. Ce qui en fait les doyennes de l'archipel. Depuis, Lanzarote continue de mijoter à feu doux sur son socle de magma en fusion qui couve dans les profondeurs. De temps à autre : boum ! Le couvercle de la marmite saute. On parle encore aujourd'hui comme si c'était hier du fantastique festival pyrotechnique offert, en 1730, par la région de Timanfaya, au sud-ouest de l'île. La terre s'était alors ouverte en deux et, en l'espace d'une nuit, dans un monstrueux hoquet, un volcan avait jailli au milieu des cultures. L'éruption dura six ans et ne s'arrêta que lorsqu'elle eût vomi trente autres montagnes de feu et englouti onze villages sous des tonnes de lave. Ce fut l'accouchement le plus long de l'histoire de la vulcanologie. Trois mille ans plus tôt, le nord de Lanzarote avait vécu un cataclysme similaire. S'il y eut des hommes pour le contempler, ils n'ont rien transmis de leurs impressions. Seul le terrain, fouaillé par ces géantes éruptions, s'est chargé d'en colporter la mémoire.

ANIMAL À BOSSE

La chaîne des volcans de Timanfaya (51 kilomètres carrés placés sous haute surveillance et classés parc national en 1974) ressemble à un paysage d'aube du monde. On est ici au milieu de hauts-fourneaux qui se pavanent dans une mise en scène noire, fauve et rouge sulfure. Un spectacle brutal, primitif et grandiose vu d'en haut, depuis la terrasse du restaurant El Diablo. Si on les admire d'en bas, derrière la vitre des autocars qui effectuent une boucle de 10 kilomètres à travers cette bouillante vallée, ils sont intimidants.

A l'entrée du parc, des dromadaires attendent la prochaine fournée de visiteurs. Se serait-on trompé de continent ? En fait, ce troupeau est bien du cru. L'animal à bosse fut importé, voilà deux siècles, du rivage d'en face, afin de servir de bête de trait dans les champs. Le tracteur ayant pris le relais, ils sont désormais réduits au statut des ânes du Champ-de-Mars, la pollution en moins et des horaires réduits en plus. A midi sonnant, sur la pente drue des cônes veloutés de cendres rouges, les méharées prennent fin et la caravane s'en retourne à vide par un sentier tracé dans la lave jusqu'au village d'Uga.

Toute l'île, en réalité, est un vaste parc à volcans. On en dénombrerait trois cents. Des chauds et d'autres qui, maintenant, sont froids. Encore qu'on ne soit sûr de rien... Peut-être ne dorment-ils que d'un œil.

Reste, une énigme : comment les hommes ont-ils réussi à survivre dans cette nature qui ne semble préoccupée que d'elle-même ? Il s'en est pourtant trouvé d'assez téméraires pour affronter pareille démesure. Les Berbères, d'abord, premiers occupants des lieux, puis les colonisateurs normands et espagnols, qui, sous la conduite du sieur Jean de-Béthancourt, débarquèrent dans ces îles en 1402. Leurs descendants sont toujours là.

Ce sont les *magos*, les paysans de Lanzarote. On les aperçoit dans les champs, penchés sur leurs cultures, les hommes âgés coiffés du feutre noir, les femmes, d'un chapeau de paille à bords retombants. Secs et sombres comme leur terre, dos tourné à la mer, ignorant les hordes de touristes débraillés qui envahissent la côte. Dans la région centrale de la Geria, ce sont eux qui ont planté la vigne, au fond de cuvettes de cendres noires où infusent, au soleil, les raisins de moscatel et de malvoisie. Des vignobles qui escaladent les flancs des collines vérolées de cônes entourés d'un muret circulaire pour abriter les ceps du vent. De loin, on dirait des trous d'obus.

Il est vrai que sur cette terre privée de lacs, de rivières, de nappes phréatiques et avec des pluies qui, parfois, se font attendre des années, l'homme a dû apprendre à ruser avec les éléments. C'est ainsi que la lave, son ennemie, est devenue une alliée imprévue. Le *picon*, la cendre volcanique répandue sur une épaisseur de 30 centimètres à la surface des champs, absorbe l'humidité de l'air pendant la nuit et empêche son évaporation pendant le jour. Cette forte condensation, engendrée par l'océan, c'est l'eau de Lanzarote. Une manne dont profitent toutes les espèces végétales qui occupent ce terrain revêche. Toutes des coriaces. A commencer par les dattiers, qui se sont implantés en colonie serrée autour du bourg d'Haria. D'où le surnom du lieu, la vallée des Dix Mille palmiers. En réalité, ils ne seraient que trois mille cinq cents, mais c'est la seule forêt de l'île. On croise aussi beaucoup d'araucarias, de figuiers rampants, d'eucalyptus, de lauriers roses et blancs, de bougainvillées et d'agaves. Côté extravagance, il y a le drago, une *curiosité botanique* qui prospère seulement dans cette île. Un arbre archaïque avec des feuilles proches de celles du yucca, plantées drues sur un tronc qui ressemble à un pied d'éléphant. On en trouve un devant l'entrée du Monumento al Campesino, sculpture contemporaine à la gloire du *mago*, œuvre de César Manrique, un artiste visionnaire natif de l'île et mort en 1992.

Si Lanzarote a été épargnée par le béton, c'est à lui qu'elle le doit. Dès 1968, inquiet des conséquences du développement immobilier débridé entraîné par l'essor du tourisme, César Manrique réussit à faire imposer un règlement limitant à quatre étages la hauteur des édifices neufs. Il obtint aussi que toutes les habitations soient chaulées, avec volets et portes peints en vert, dans l'intérieur des terres, et en bleu océan, le long des côtes.

MASQUE DE COSMONAUTE

Le résultat – tous ces villages immaculés posés sur la terre noire – est admirable. De même, César Manrique fit supprimer, au bord des routes, tous les panneaux publicitaires. Mais il fut surtout un architecte et un paysagiste de génie, expert dans l'art d'utiliser toutes les possibilités que lui offraient la nature du terrain pour y intégrer ses créations. Ainsi la maison qu'il s'est construite – un chef-d'œuvre – repose sur cinq colossales bulles de laves réunies entre elles par des corridors souterrains. Au nord de l'île, à Jameos de Agua, il a aménagé un immense ampithéâtre dans un tunnel de lave datant de trois mille ans et incrusté, au sommet d'un promontoire, un étonnant observatoire, le Mirador del Rio.

Le rude septentrion porte encore les traces de son éruption trimillénaire. Une terre écorchée, mais déjà pelissée de lichens, forêt microscopique d'un tendre vert céladon qui annonce le retour à la vie. On aperçoit, çà et là, des champs clos de murets de lave et plantés de figuiers de barbarie. Ce ne sont pas des friches abandonnées mais des cultures entretenues avec soin. On y choie cette cactée qui, sur ses larges palettes, donne asile à un locataire de prix : la cochenille. Si l'on écrase cette bestiole entre ses doigts, elle rejette un jus vermillon. Cette teinture naturelle très prisée est utilisée comme colorant alimentaire et pour la fabrication du rouge à lèvres. Lanzarote, qui en est le principal producteur en Europe, en exporte 30 tonnes par an.

La capitale, Arrecife, sent le poisson. Normal : c'est un grand port de pêche. Son réseau de rues étroites ne manquerait pas de charme si l'on n'était pas obligé d'en partager les trottoirs avec la moitié de la population de l'île. Trente mille habitants et presque autant d'automobiles.

A 18 kilomètres de là, au milieu des terres, Teguise conserve, dans son cœur de pierres, le souvenir du temps où c'était elle, la capitale seigneuriale avant qu'elle ne soit détrônée, en 1852, car trop éloignée de la côte et du trafic portuaire. Depuis, elle s'est repliée dans un silence aristocratique troublé seulement, pendant la journée, par quelques flâneurs de passage et, le soir, par une poignée d'audacieux qui s'aventurent hors des complexes touristiques de Puerto del Carmen et de Costa Teguise pour y dîner au calme dans ses restaurants feutrés. Avec ses grands palais blancs soulignés de volutes de basalte noir et roux, la ville a l'élégance austère et la rigoureuse ordonnance d'un vieux bourg de Castille. A une extrémité de sa grand-place carrée se dresse la cathédrale ; à l'autre, le palais Spinola dont les plafonds caissonnés de blocs de lave dispensent, dans toute la demeure, une agréable fraîcheur.

Heureuse époque où l'on savait parfaitement se passer de la climatisation. Secrète, Teguise s'adonne beaucoup, dit-on, au spiritisme et à la magie blanche. Sans oublier la noire, ajoutent les mauvaises langues. Il est vrai que les flammes de l'enfer ne sont pas loin.

Marie-Noëlle Hervé



Lanzarote mijote à feu doux sur son socle de magma en fusion

Les Canaries

MAROC
Sidi Ifni
LANZAROTE
Tarfaya
OCÉAN ATLANTIQUE
SAHARA OCCIDENTAL
MAURIT.
100 km
LANZAROTE
Graciosa
Teguise
Guatiza
Yaiza
ARRECIFE
10 km

Carnet de route

■ **ACCÈS.** En avion, avec Iberia (tél. : 01-40-47-80-90), vol quotidien Paris-Arrecife *via* Madrid à partir de 2 170 F A/R.

■ **CIRCUITS.** Chez Donatello (tél. : 01-44-58-30-81) des séjours (7 nuits) avec vol spécial direct Paris-Lanzarotte le samedi. Cinq hôtels au choix, de 4 985 F à 11 090 F en demi-pension. Chez Fram (tél. : 01-40-26-20-00), forfait 7 nuits et l'avion, à l'hôtel Los Jameos Playa, à Puerto del Carmen, à partir de 4 160 F en chambre double (250 F la demi-pension). Parmi les voyagistes programmant cette destination, citons également Akitours, Arts & Vie, Club Aventure, Croisitour, Eden, Hotelplan, Jet Tours, Look Voyages, Luxair, Marsans, Mundicolor, Républic Tours, Routes du Monde, Starter et Terrien. Se renseigner dans une agence de voyages.

■ **VOIR.** Les huit travaux (ou aménagements) de César Manrique : le musée d'Art contemporain (Castillo San Jose, à Arrecife), les spectaculaires grottes et tunnels de laves de Jameos de Agua et de la Cueva de los Verdes, le Jardin de cactus (dix mille cactées plantées en terrasses), la Fondation Manrique (sa demeure jusqu'en 1987), le Mirador del Rio, le restaurant El Diablo (surplombant les volcans de Timanfaya), et le Monumento al Campesino. Y ajouter le musée des volcans de Timanfaya.

■ **ÉTAPES.** A Puerto del Carmen, le flambant neuf Los Jameos Playa, (tél. : 51-17-17). A Costa Teguise, le Melia Salinas (tél. : 50-00-40) avec jardin tropical intérieur. Dans les terres, deux auberges de charme (15 chambres) : à Yaiza, La Finca de las Salinas (tél. : 83-03-25), style petit palais mauresque (de 360 à 468 F en chambre double) et à San Bartolomé, la Finca de la Floridia (tél. : 52-11-24), oasis blanche au milieu des laves (510 F en chambre double et demi-pension).

■ **SAVEURS.** A Yaiza, La Era, une vieille maison au charme rustique. A Haria, la Casa'l Cura, sur la place du village. A Teguise, La Cantina, dans le cadre raffiné d'une demeure coloniale. Le Jameos de Agua, une table élégante dans la grotte aménagée par César Manrique. Près de Teguise, La Casa Monumento al Campesino, autre réalisation de Manrique dans un décor traditionnel. Sur la côte nord, festin de poissons à Arrieta (à La casa Miguel, un bistrot typique), à La Caleta de Famara (El Risco). Dégustation de vins de Malvoisie et de Mocatel dans les « *bodegas* » de la Geria, notamment chez Antonio Suarez.

■ **LIRE.** Le Guide Evasion *Canaries* (Hachette) et le Petit Futé *Canaries*. *L'île aux chimères*, de Norman Lewis (Phébus).

■ **S'INFORMER.** A l'Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75016 Paris (tél. : 01-45-03-82-50) dont le magazine *España* a consacré son numéro 4 aux Canaries.

■ L'ARCHIPEL. Dans l'Atlantique nord, à 1 500 km des côtes espagnoles, sept îles. Autour de Tenerife, les îles occidentales (La Palma, La Gomera, El Hierro) se drapent de vert. Autour de la Grande Canarie, les îles orientales (Lanzarote, Fuerteventura) flirtent, elles, avec le grand désert saharien. Au total, des « îles fortunées » à plus d'un titre : une destination assez proche (à 4 heures de Paris), un climat idéal toute l'année (on s'y baigne en plein hiver), des prix attractifs, une nature volcanique aux paysages spectaculaires et une végétation luxuriante.

■ GRANDE CANARIE. Cette île de 1 532 km² abrite la plus grande ville de l'archipel, Las Palmas, dont le centre historique s'ordonne autour de la cathédrale et de la Casa de Colon, un beau palais du XVe qui reçut l'amiral et est aujourd'hui dédié aux découvertes. A voir également le village canarien reconstitué dans le parc Doramas, le théâtre Pérez-Galdos et la maison où naquit ce grand romancier espagnol. Beaux paysages autour du pic de Las Nieves (1 950 m). A Maspalomas, plages bordées de dunes.

■ FUERTEVENTURA. Située à 100 km des côtes du Sahara, la deuxième île de l'archipel (1 730 km²) possède les plus belles plages des Canaries, notamment celles de Corralejo, de Barlovento et de Sotovento, paradis du wind-surf. A Puerto del Rosario, la capitale, deux belles églises.

■ LA GOMERA. A l'écart des flux touristiques, une île de 378 km², entourée de falaises escarpées. Sur la côte nord, des orgues basaltiques. A San Sebastian de La Gomera, la capitale, le fantôme de Christophe Colomb, qui y pria avant son départ, hante l'église de la Parroquia. Principale attraction : le parc national de Garajonay, célèbre pour ses lauriers géants.

■ EL HIERRO. La plus petite île (278 km²), mais la plus prisée des amateurs d'exotisme, qui apprécient ses côtes abruptes de lave noire, hérissées de cactus. De Valverde, la capitale, belle vue sur les autres îles occidentales.

■ LANZAROTE. Sur 800 km², le rassemblement d'une centaine de cônes volcaniques et de trois cents cratères (lire notre reportage ci-contre). Principale attraction : le parc national de Timanfaya et ses Montagnes de Feu : à vingt centimètres de profondeur, la température peut atteindre 200 °C!

■ LA PALMA. Une île de 728 km², où la vigne pousse dans la lave. La capitale, Santa Cruz de la Palma, est un charmant petit port où *l'église de San* Salvador et le château de Santa Catalina (maquettes de bateaux) méritent une visite ainsi que le parc national de Taburiente, un cratère tapissé de pins et cerné de parois de 800 mètres de haut.

■ TENERIFE. La plus vaste de l'archipel (2 000 km²). Plusieurs localités méritent une visite : La capitale, Santa Cruz de Tenerife, vieille ville espagnole et coloniale aux balcons grillagés et aux patios ombragés ; Puerto de la Cruz ; le Lago Martianez (piscines et canaux artificiels dessinés par César Manrique) ; le Loro Parc (le royaume des perroquets) et le château de San Felipe ; Anaga, une ville universitaire des XVIe et XVIIe siècles truffée d'églises, de couvents et de palais. Vedette incontestée, l'immense Caldera de Las Canadas (16 km de diamètre) dominée par le pic du Teide, point culminant de l'Espagne avec 3 717 m. On peut grimper au sommet du volcan (4 heures de marche) puis gravir le pic en téléphérique.

■ CARNAVALS. Celui de Tenerife s'affirme presque l'égal du carnaval de Rio *(lire la colonne de la page 3)*. Autres carnavals spectaculaires à Puerto de la Cruz, Las Palmas et Maspalomas.

■ **BILBAO.** Premier port commercial d'Espagne et cœur d'une importante zone industrielle, Bilbao doit au nouveau et superbe Musée Guggenheim (plus de trois cents œuvres du XXe siècle appartenant à la fondation new-yorkaise) de figurer désormais parmi les destinations vedettes de la péninsule et de faire ainsi *jeu égal* avec sa voisine Saint-Sébastien (Donostia).

■ **SAINT-SÉBASTIEN.** Outre un site remarquable (la Bahia de la Concha) et une vieille ville pittoresque et chaleureuse, la plus élégante et la plus animée (Festival du cinéma en septembre et Festival international de jazz) des stations balnéaires espagnoles joue la carte de la gastronomie *(lire l'article ci-contre)*, certains des meilleurs restaurants du pays y côtoyant les bars à tapas et les cidreries. A voir également, sur l'estuaire de la Bidassoa, Hondarribia (Fontarabie), pour son centre médiéval et son quartier des pêcheurs.

■ **NAVARRE.** Des Pyrénées à la vallée de l'Ebre, de beaux paysages ruraux et de petites villes anciennes. En vedette, la capitale, Pampelune (remparts et cathédrale gothique) avec les célèbres San Fermines (corridas, encierros – les taureaux sont lâchés dans les rues – et fêtes nocturnes), en juillet.

■ **RIOJA.** Entre Navarre, Pays basque et Castille, une région attachante réputée pour ses vins parmi les meilleurs d'Espagne.

■ **ARAGON.** Cette région appartient à l'univers pyrénéen (avec le pic d'Aneto, 3 404 m, point culminant de la chaîne, et le parc national d'Ordesa), même si elle s'étend largement dans la vallée de l'Ebre, sur les rives duquel se dresse sa capitale, Saragosse et sa basilique du Pilar, un des sanctuaires les plus célèbres du monde. La patrie de Goya possède également avec la *seo* (cathédrale) un superbe édifice du XIVe mariant roman, mudéjar et gothique.

Table d'hôte

Une cuisine de bergers, de paysans et de marins

BILBAO
de notre envoyé spécial

La cuisine, comme la langue, signe l'identité d'un peuple. La cuisine basque est à l'image d'un pays de montagnes, de plaines et de la mer, et d'un peuple de bergers, de paysans et de marins. Pays basque, pays fermé et ouvert. Fermé par la langue, par la géographie et cependant ouvert au passage, au voyage, à l'accueil de la table partagée. Cuisine du produit, le plus souvent élaborée à la maison, cuisine également des auberges de campagne. Cuisine de femmes, cuisine populaire mais aussi cuisine des sociétés gastronomiques (les *txokos* de Bilbao ou les *sociedades* de Saint-Sébastien), d'ancienne tradition.



ERIC VANDEVILLE/GAMMA

Le Musée Guggenheim de Bilbao

Voici, paradoxalement, pour commencer le voyage, une zone presque méditerranéenne, celle des régions basques de la Navarre et d'Alava, un vaste triangle délimité par Vitoria et Pampelune, qui suit le cours de l'Ebre pour finir en pointe vers l'Aragon. Une région blottie derrière la barrière climatique constituée par la ligne de crête des hautes montagnes, à cheval sur l'Espagne et la France. Un paysage végétal plus sec, aride, différent. Les sierras calcaires du sud, couvertes de chênes verts, embaument la lavande et le romarin. Dans les plaines de l'Ebre, le blé, l'orge, la vigne et les oliviers. C'est le pays des villages compacts et isolés. Sur les terres irriguées croissent fruits et légumes.

Vitoria et Pampelune, villes historiques, ont profité de trente ans d'investissements agricoles. Villes de traditions, villes de fêtes, villes de tourisme qui, depuis Hemingway, attirent les *aficionados*, pour la San Firmin. Les œnophiles, eux, comparent parfois la Rioja, région viticole réputée, au Bordelais. Les *riojas*, vins d'assemblage, sont vendus sous les noms des *bodegas* ou caves. La Navarre, elle, produit des vins structurés, tel le *guelbenzu* ou les vins de la Bodega Piedemonte ainsi que le *clarete*, un rosé frais et piquant.

A l'intérieur du Pays basque, au Nord (France) comme au Sud (Espagne), à flancs de montagnes et de collines, au creux de profondes vallées, c'est le domaine enchanté des herbes, des baies et du miel. Le « pays fort bossu », avec ses vastes et austères paysages de monts et de vallées. Les brebis y sont élevées en altitude et les bovins dans les prairies herbeuses du piémont. Des entreprises dynamiques, telle Goshua à Iraizoz, ont fait connaître leurs produits laitiers juqu'en France. Dans les fermes, on fabrique encore le fromage traditionnel : *ardi-gasna* ou *idiazabal* obtenu à partir du lait cru des brebis, *latxa*. Le porc ibérique, élevé en liberté, règne ici dans toute sa splendeur. Et l'on sait que le Pays basque, comme l'Espagne tout entière, voue un véritable culte au cochon bien élevé. Côtelettes, jambons, ventrèche concourent à l'excellence de la charcuterie, un des atouts singuliers de la cuisine basque. Les fèves, les choux, l'ail, le piment, semblent cultivés pour accommoder le porc, comme les pommes pour faire le cidre en Guipuzcoa.

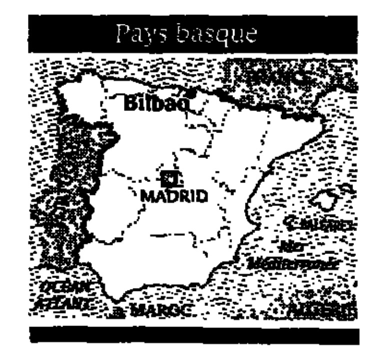
ABONDANCE DE PARADIS

La montagne est le domaine traditionnel des chasseurs, écologistes à leur façon. Gibiers à poil et à plume abondent. Les palombes des cols de la haute Soule sont renommées. Les truites, les brochets de la montagne et les piballes des Nives sont des gourmandises rares. Aloses et saumons des rivières côtières repeuplent des eaux purifiées, peu polluées. Escargots et champignons sont la providence des ramasseurs, mais aussi les compléments indispensables d'une cuisine de tradition ancestrale. Des cultures nouvelles, dans la foulée du regain écologique, voient le jour : noisetiers, châtaigniers, fruits rouges, dans les villages haut perchés. Cette abondance de paradis est liée à l'économie pastorale de montagne, elle-même dépendante des accords communautaires.

Les produits des nations voisines, l'huile d'olive d'Espagne et le canard gras des Landes de France sont naturalisés basques, ainsi que la morue de Terre-Neuve. Les plantes de l'Amérique, arrivées depuis longtemps dans les cales des navires basques, ont été cultivées bien plus tôt que dans les autres contrées d'Europe : maïs, pomme de terre, tomate, haricots, courges et piments qui trouvent, à Lodosa comme à Espelette, leur terre d'élection.

A Saint-Sébastien, somptueuse capitale estivale du royaume d'Espagne, on voit les belles et leurs hidalgos se régalant d'anchois grillés et dégustant les tapas, à la Cepa, rue 31-de-Agosto, dans la vieille ville. Juan Mari Arzak, le plus célèbre cuisinier basque, est confortablement installé dans les faubourgs de la ville. Il fut longtemps l'un des seuls triplement étoilés par le Michelin, dans son édition espagnole. Une distinction qu'il partage désormais avec sa fille Elena. Alentour en Guipuzcoa, chez Martin Berasategui (à Lasarte) ou au restaurant Zuberoa (à Oiartzun), on cultive un style de cuisine néo-basque, très brillant et attentif aux réalisations de la haute cuisine française. Un peu trop, peut-être, au risque de perdre son identité. A Saint-Sébastien, les produits du terroir, accommodés au goût basque, relèvent d'un savoir-faire mis au service d'une cuisine simple et calme, absente des grandes tables mais omniprésente dans les tavernes du vieux port ou dans les *pensiones* de la ville neuve.

Sur les côtes, on pratique une savante culture de la mer dans les petits ports envahis par une végétation à la fois luxuriante et reposante, et délicatement rafraîchie par les pluies. La façade maritime du Pays basque ne manque pas de charme, jusqu'à Bilbao, avec son paysage doux et mouillé, ses bouquets d'eucalyptus maritimes et ses haltes obligées : Loyola, sanctuaire de saint Ignace et Guernica, bourg martyr, aujourd'hui reconstruit. La cuisine odorante est le fait de simples auberges où le *ttoro* (un mélange des variétés de la pêche du jour) est roi. On y déguste aussi le *marmitako* de thon de la Biscaye, les *chipirones*, les moules et les araignées de mer. A Getaria (Guipuzcoa), le restaurant Elkano offre des gambas magnifiques, simplement grillées. On boit le *txakoli txomin etxaniz*, vin blanc de soif légèrement pétillant d'appellation contrôlée. L'histoire des Basques est liée à la mer. Les ports les plus importants se trouvent en Guipuzcoa (Pasajes et Bermeo) et en Biscaye (Ondarroa et Lekeitio). La pêche à la baleine était une tradition dans le golfe de Gascogne, et les équipages anglais et hollandais engageaient volontiers des spécialistes locaux pour accéder à un savoir-faire élaboré depuis le XIIe siècle. Vers la fin du XIXe, la pêche à la sardine puis au thon devaient prendre la relève.



COLIN OU MERLU

Bilbao, austère ville du fer et de l'acier, est la capitale économique de ces régions. Le nouveau Musée Guggenheim, inauguré à l'automne dernier (*Le Monde* des 20 octobre 1997 et 19 mars 1998), en consacre désormais la vocation artistique et culturelle. L'étrange et réjouissant bâtiment de l'Américain Frank Gehry s'affranchit des lois de l'équilibre et de toute symétrie. Volumes éclatés revêtus de pierre agrafée, élégant carénage de titane jouant dans la lumière, le chaos s'organise dans l'exubérance autour d'un atrium vitré.

A Bilbao, la figure emblématique est Genaro Pildain. Passionné et séducteur, il affirme que la cuisine basque est affaire de produits autant que d'état d'esprit. Et le démontre avec une modeste crème de haricots rouges, asperges et fèves ou dans les préparations de poissons proposées dans son élégant restaurant, le Guría. La base est classique, le produit impeccable, l'exécution des recettes simplifiée alors que les jeunes chefs de la nouvelle école lui semblent rechercher la complication, sous prétexte de créativité.

Cuisine de la mer, dira-t-on, avec les innombrables recettes locales. Le colin ou merlu est grillé ou en cocotte, en sauce verte, au cidre de Guipuzcoa, au *pil-pil*, avec ail, piment et huile d'olive. Frotté de farine et passé à l'œuf, il est aussi simplement poêlé. La morue plate et sèche est préparée à la *vizcaina*, revenue puis doucement mijotée dans une purée de piments. A Bilbao, le temple de la morue est le restaurant Bola Biga. Autre vedette, le thon à la basquaise, doré, mijoté avec tomates et poivrons, que l'on déguste notamment sur le port, à Ondorroa. Fin mars, on prépare les dernières pibailles de la saison, sautées dans l'huile d'olive, assaisonnées d'un trait de piment et de fines gousses d'ail émincées et frites, selon la méthode de Christian Parra, en lisière du Pays basque nord, au bord de l'Adour.

Par le col de Roncevaux, vers Pampelune, c'est la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, ponctuée, en Pays basque et en Navarre, de nombreuses haltes et d'autant de chapelles auprès desquelles on se restaurait. Quel plus beau repos culinaire et paysager peut-on souhaiter, avant la longue route aride vers les deux Castille ? Et comment mieux goûter l'accueil et la spiritualité du Pays basque qu'en profitant de sa table d'hôte et de sa légendaire hospitalité ?

Jean-Claude Ribaut

A la carte

■ **GURIA.** Un fleuron de la gastronomie basque traditionnelle, dirigé avec conviction par Genaro Pildain. La salade de piment *piquillo al ali-oli*, d'une exceptionnelle douceur, et les quatre préparations de morue sont une merveilleuse initiation à un monde de saveurs puissantes, suprêmement maîtrisées. Belle cave où s'impose l'Imperial Reserva 1997. Cadre confortable. Accueil très courtois. Bistrot attenant. A Bilbao, *Gran Via, 66*, tél. : (94) 441-90-13. Fermé le dimanche. Compter 350 F.

■ **BOLA BIGA.** C'est le temple, modeste, de la « momie pisciforme », c'est-à-dire de la morue, précise le patron qui ne manque pas d'humour. Elle est préparée à la vizcaina, au pil-pil et *a la plancha*. A Bilbao, Enrique Eguren, 4, tél. : (94) 443-50-26. Fermé le dimanche. Compter 250 F.

■ **ARZAK.** Juan Mari Arzak a su donner ses lettres de noblesse à une cuisine d'inspiration familiale. Sa fille, qui a travaillé avec plusieurs grands chefs français, le seconde aujourd'hui. D'admirables filets de merlu – pêchés à la ligne – en sauce verte avec des palourdes, les joues assaisonnées au pil-pil, des morilles et langoustines accordées avec une purée de chou-fleur et d'amande, une morue au jus de piment vert figurent parmi les grands plats de référence. Un modeste chinchard à la vinaigrette d'oignons et à l'huile de chipirons peut également laisser un souvenir durable. A Donostia (Saint-Sébastien), Alto de Miracruz, 21, tél. : (943) 28-55-93. Fermé dimanche soir et lundi. Compter environ 600 F.

■ **AKELLARE.** Elégante adresse, avec vue sur mer. C'est la table officielle du festival de cinéma, où se presse une clientèle brillante. Cuisine d'inspiration basque, modernisée : filet d'agneau au couscous et curry d'abricot sec ; porc à l'aigre-doux et brunoise de légumes. A Donostia (Saint-Sébastien), Paseo Padre Orcolaga, 56, tél. : (943) 21-20-52. Fermé le dimanche soir et lundi. Compter 550 F.

■ **ELKANO.** Le meilleur de la pêche locale, poissons et crustacés, est aussitôt acheminé chez Pedro Arregui. Nulles préparations compliquées mais le plaisir de décortiquer de magnifiques gambas. En vedette, *el cogote de merluza a la brasa*. Une des tables préférées de Christian Parra (Auberge de la Galupe), venu en voisin des bords de l'Adour. Cadre marin. Cave à prix modérés. A Getaria, Herrerieta, 2, tél. : (943) 14-06-14. Tous les jours.

■ **MARTIN BERASATEGUI.** L'un des enfants terribles de la cuisine néo-basque « créative », qui regarde aussi au-delà des Pyrénées. Capable de séduire un vieux « pro » comme Christian Constant : « *Une technique parfaite, et, en plus c'est bon !* », dit de sa cuisine l'ancien chef du Crillon. A signaler, le millefeuille caramélisé d'anguille au foie gras, ciboulette et pomme verte. A Lasarte, Loidi Kalea, 4, tél. : (943) 36-64-71. Fermé dimanche soir et lundi. Compter 400 F.

■ **LIRE.** *Comer bien en el Pais Vasco*, par Mikel Corcuera (Editions El Pais). *Le Guide du Pays basque*, par Manex Goyhenetche (La Manufacture). *Nations basques* (Autrement) avec notamment « Manger basque », par Denise Laroutis, traductrice de Montalban. *Les Recettes de Carvalho*, de Manuel Vasquez Montalban (Bourgois Editeur). Le Guide du Routard, *Espagne du Nord et du Centre* (Hachette).

CONCEPTION ET COORDINATION :
Patrick Francès
assisté de Danielle Tramard
ICONOGRAPHIE :
Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE :
Infographie *Le Monde*

